Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ANSA

di ..... del 22/5/79

diminuita disoccupazione in gran bretagna

(ansa) - londra, 22 mag - per il quarto mese consecutivo il numero dei disoccupati in gran bretagna e' diminuito e, per la prima volta dal maggio 1976, e' sceso sotto il milione e 300 mila unita'.

il ministero dell'occupazione ha reso noto oggi che nel mese diaprile i disoccupati sono risultati un milione 299 mila 682 con una flessione rispetto al mese precedente di 40.913 unita'.

un milione e 300 mial disoccupati rappresentano il 5,4 per cento dell'occupazione piena nel paese.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale LE MONDE

di ..... del 22/5/79

EN MARGE DE LA Ve CNUCED

Le tiers-monde ne doit pas assister passivement au redéploiement industriel de l'Occident

A LA Ve CNUCED, les pays dits en développement exigent que des solutions soient trouvées à l'échange inégal et à la misère dans la majeure partie de la population mondiale. Les pays industrialisés feront preuve de généreuses intentions pour aider leurs partenaires moins développés, mais ils entendent aussi « moraliser » les relations économiques internationales *souillées* par les exportations dites « sauvages » en provenance de pays du tiers-monde. Bref, chacun défend ses intérêts dans la mesure de ses possibilités tout en se disant prêt à comprendre l'autre. Encore une fois, il en sortira une abondante littérature nourrie de bonnes résolutions qui ne brilleront pas toujours par leur efficacité.

A entendre certains hommes politiques et certains économistes des pays développés, particulièrement en France, on a l'impression que les nations industrialisées du monde occidental sont les victimes innocentes d'une industrialisation brutale et sauvage de certains pays du tiers-monde. Les produits venant de pays naguère pauvres et non industrialisés envahissent d'après eux les marchés occidentaux comme un raz de marée. Evidemment, on n'a pas eu de mal à faire croire que la « concurrence sauvage » de certains pays du tiers-monde serait une des causes principales du chômage en exhibant des statistiques partielles, alors que le rapport présenté par MM. Yves Berthelot et Gérard Tardy (1) prouve le contraire.

Ainsi l'Occident, victime de l'« agression commerciale » du tiers-monde affirme n'avoir qu'une seule solution : le redéploiement industriel. Cela signifie — en d'autres termes — la spéculation dans les secteurs à forte valeur ajoutée, nécessitant une haute technologie et l'abandon au tiers-monde des produits banalisés demandant essentiellement de la main-d'œuvre peu qualifiée. Cette politique de redéploiement industriel est plus ou moins bien accepté dans les pays développés : l'Allemagne fédérale et le Japon, forts de leur paix sociale, n'ont pas eu de mal à restructurer leur indstrie. La France leur emboite le pas avec beaucoup de difficultés dues aux réticences des milieux syndicaux.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale .....

dil ..... del .....

Le fétichisme des chiffres

A en croire les théories du redéploiement industriel, le tiers-monde, victime — cette fois-ci réelle — de la domination politique et économique des pays industrialisés, est maintenant suffisamment fort économiquement pour menacer, comme le dit M. Christian Stoffaes (2), certaines nations développées. Et la passivité ou l'expectative dans lesquelles sont plongés certains dirigeants et économistes du tiers-monde pousse à penser que ce dernier s'estime réellement puissant, comme on le lui fait croire en Occident. En effet, les pays en développement, après les pays développés, sont atteints du fétichisme des chiffres. Hommes politiques et économistes attachent une importance exagérée à des notions telles que le PIB, le volume des exportations, le taux de croissance, etc.

Or nul ne doit ignorer que dans les pays où l'économie est entièrement extravertie et où les capitaux sont souvent étrangers, ces chiffres ont une importance très relative. Ainsi, selon l'exemple de M. Edmond de Clermont (3), on dit — et ce n'est pas inexact — que le Guatemala « produit » et « exporte » des bananes. Il serait cependant plus correct de dire que des bananes sont produites au Guatemala par la firme Del Monte, successeur d'United Fruit, et distribuées par elle sur le marché international. Ces deux façons de s'exprimer ne reflètent pas une simple querelle de vocabulaire, mais traduisent deux réalités économiques totalement différentes.

Dans la plupart des pays du tiers-monde que l'on dit « dynamiques », les secteurs modernes et exportateurs sont dominés par des capitaux étrangers, très souvent occidentaux, bénéficiant d'un code des investissements très avantageux. Par conséquent, les sociétés occidentales dominant les économies de ces pays n'éprouvent aucune difficulté pour rapatrier les bénéfices. Les chiffres comptabilisés dans les exportations des pays du tiers-monde traduiront tout simplement une croissance, mais non un développement.

Ainsi, à moins que la fin de toute économie soit d'afficher des chiffres flatteurs, mais souvent vides de sens, le prétendu pouvoir des pays du tiers-monde n'en est pas un. Ce dernier aurait tort de croire naïvement en sa puissance, de croire qu'il a conduit les pays industrialisés à mener des politiques impopulaires. Il doit, au contraire, garder les pieds sur terre et comprendre que c'est le capital qui, faisant fi des frontières politiques, s'internationalise pour obtenir une allocation optimale des ressources. Les Occidentaux, eux, ne doivent pas se considérer agressés à distance dans ce qu'ils ont de plus cher, l'emploi, par les travailleurs du tiers-monde. Tous, ils subissent la loi des sociétés transnationales à la recherche de meilleures occasions, ce qui est leur raison d'être.

Cette mise en garde est d'autant plus importante qu'assister passivement au redéploiement industriel qui s'opère dans les pays développés, c'est-à-dire accepter le rôle de producteur de produits banalisés qui lui est dévolu, signifierait pour le tiers-monde :

- Accepter d'être l'atelier des pays développés, en fabriquant les biens intermédiaires dont ont besoin leurs industries sophistiquées. Ceci entraîne, en outre, le déménagement dans le tiers-monde de toutes les industries qui portent atteinte à l'environnement ;
- Renoncer à apporter des solutions à l'échange inégal dans la mesure où cette spécialisation le rend plus dépendant des pays développés : la détérioration des termes de l'échange entre matières premières et biens manufacturés va céder la place à une détérioration entre produits industriels banalisés et produits à haute technologie. En outre, cela cassera le peu de solidarité qui existe encore entre les Etats du tiers-monde, car les pays en développement les plus développés se sentiront plus solidaires des nations industrialisées que de leurs anciens alliés plus pauvres. La notion de tiers-monde deviendra, par conséquent, vide de sens ;
- Accepter comme seul moyen de se développer la voie suivie par les pays occidentaux. Elle a prodigieusement réussi en Europe dans des conditions bien déterminées et totalement différentes de celles que vivent actuellement les pays en développement. Elle n'est pas sûre de les sortir du sous-développement, alors qu'elle crée des distorsions effroyables en plaquant aveuglément un secteur moderne sur un secteur traditionnel. Cela peut entraîner des destructions économiques et une dissolution culturelle qui expliquent en partie le mécontentement populaire en Iran et la chute du chah.

Pour éviter que le tiers-monde ne reste cette zone d'instabilité et de pauvreté, de telle sorte que certains arrivent à penser que le développement y est impossible, ses responsables doivent définir une stratégie de développement, avec des objectifs suffisamment clairs, au lieu de laisser les économies aller au gré de la conjoncture et des firmes transnationales. Ces idées-clés, qui peuvent servir de principes directeurs, sont au nombre de trois.

Il faut considérer l'activité économique comme la tentative de répondre aux besoins réels des populations, ce qui n'est pas souvent l'objet de la plupart des industries installées dans le tiers-monde. Cela implique le refus de certaines implantations de firmes qui impriment un « *développement orienté vers les produits et non vers les hommes* ».

Une telle orientation demande ensuite une adaptation des systèmes de production aux différents écosystèmes, en essayant d'intégrer les différentes valeurs culturelles. Cette adaptation nécessitera un effort d'imagination et beaucoup de souplesse de la part des gouvernants du tiers-monde et aussi des firmes nationales et étrangères qui participeront à cette politique de développement d'un type nouveau. En tout cas, les Occidentaux, forts de leur avance technologique, peuvent être des partenaires appréciables et loyaux pour les pays du tiers-monde. Ils éviteront, de ce fait, des déboires préjudiciables comme en Iran.

Enfin, cette politique de développement d'un type nouveau ne peut se faire efficacement que grâce à des intégrations économiques régionales qui auront certainement un effet de synergie bénéfique.

Un tel développement d'un type nouveau axé sur l'homme nécessite une grande volonté politique et une imagination créatrice de la part du tiers-monde, une coopération franche et loyale de la part des pays développés. Alors le développement deviendra création, et non plus imitation. Pour cela un bouleversement des données internationales est nécessaire : sans doute, un nouvel ordre relationnel.

MAMADOU SENE.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ANSA

di ..... del 22/5/74

pescatori siciliani/condannati da tribunale libico

(ansa) - tripoli, 22 mag - nove pescatori del peschereccio ''rustico'' di mazara del vallo - otto siciliani ed un tunisino - sono stati condannati oggi dal tribunale della citta' libica di misurata a due anni di reclusione e al pagamento di mille dinari libici (circa tre milioni di lire) ciascuno.

il tribunale libico li ha riconosciuto colpevoli di aver pescato senza autorizzazione nelle acque territoriali libiche. tra una settimana vi sara' il processo di appello.

il peschereccio ''rustico'' era stato bloccato da una motovedetta libica circa un mese e mezzo fa.

intanto, domani, davanti allo stesso tribunale di misurata comparira' un altro pescatore di mazara del vallo, giuseppe foggia, comandante del ''prudentia'', bloccato dai libici il 23 marzo scorso.

il ''prudentia'' si trova ora a mazara del vallo con tutto l'equipaggio. infatti, mentre il comandante si trasferiva a bordo della motovedetta libica, il peschereccio riusciva a fuggire, guadagnando le acque internazionali.

giuseppe foggia era stato messo in liberta' provvisoria circa una settimana fa, dietro pagamento di una cauzione di cento dinari libici (circa 300 mila lire).

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale IL CORRIERE DELLA SE

di ..... del 22/5/79

SOS dalla «Raffaello» in Iran di quarantacinque italiani: «Siamo senza cibo e passaporti»

ROMA — Dalla Raffaello, ex ammiraglia della flotta mercantile italiana ancorata in un porto iraniano nel Golfo Persico, quarantacinque marittimi italiani invocano l'assistenza delle autorità del nostro Paese: senza passaporti, senza soldi, con una lancia di salvataggio equipaggiata per una fuga improvvisa, dicono di temere fortemente anche per la loro incolumità, soprattutto dopo che gli stessi comitati rivoluzionari islamici li hanno consigliati di lasciare al più presto l'Iran.

La Raffaello, venduta due anni e mezzo fa al governo di Teheran assieme alla Michelangelo, è stata adibita a nave supporto per la base militare di Bandar e Bushehr, grosso centro industriale a 150 chilometri da Shiraz, uno dei capisaldi della rivoluzione islamica. A bordo vi sono ancora dieci ufficiali e 35 marinai italiani dipendenti della società Italia di Genova (gruppo IRI) che avrebbero il compito di istruire il personale iraniano in vista della completa cessione della nave prevista per l'anno prossimo (i turni di permanenza in Iran sono di tre anni).

Ieri siamo riusciti a collegarci telefonicamente con la Raffaello che durante la rivoluzione è stata ribattezzata «Shariatj» (nome di un esponente rivoluzionario ucciso dalla polizia dello Scià) e che oggi batte bandiera verde, quella dell'Islam.

«La situazione — dice uno degli ufficiali — è veramente drammatica. Il comandante della nave ci ha detto che "per errore" i nostri passaporti sono stati inviati a Teheran e non si trovano più. Da moltissimo tempo le autorità iraniane non ci pagano e quasi non ci riforniscono di viveri. Al mercato locale non si trova praticamente nulla e noi siamo costretti a vivere mangiando cipolle, pomodori e i formaggini rimasti al campo dove prima lavoravano i tecnici tedeschi che ora sono quasi tutti andati via». Sulla nave, secondo il racconto di un altro marittimo, vi sono continui tafferugli tra le diverse fazioni iraniane «e qualche giorno fa sul ponte è corso molto sangue».

Mentre sulla Michelangelo, che si trova nel porto di Bandar Abbas dove lavorano ancora molti italiani, la situazione è tranquilla, a bordo della Raffaello c'è molta tensione. Alcuni vorrebbero andar via, ma l'unico mezzo disponibile per ora è costituito dalla lancia di salvataggio che non può certo affrontare i duecento chilometri di mare aperto che separano Bushehr dalle coste dell'Arabia Saudita. Tutti i marittimi chiedono, comunque, un immediato intervento della società Italia e delle autorità diplomatiche perché siano nuovamente garantite condizioni di vita accettabili: «I pochi tedeschi rimasti — spiega un altro ufficiale della Raffaello — sono protetti ed hanno a disposizione degli elicotteri per l'eventuale evacuazione. Noi ci siamo messi in contatto con l'ambasciata e con la società, ma invano».

Al ministero degli esteri, a Roma, e alla «Italia» si tende, invece, a ridimensionare i racconti dei marittimi italiani. Alla «Italia di navigazione» sostengono che il ritiro dei passaporti è prassi abbastanza diffusa in Iran. Inoltre, aggiungono, proprio ieri sono ripresi i pagamenti da parte iraniana. Al massimo, è l'opinione della società, i marittimi saranno rimasti senza bevande alcoliche e sigarette. Alla Farnesina sono convinti che la situazione è difficile, ma non certo drammatica. «Capita spesso — aggiungono — che gli avvicendamenti degli equipaggi avvengono con un certo ritardo e che per questo si diffonde un certo nervosismo. In ogni caso la nostra ambasciata di Teheran si sta muovendo per assicurare l'assistenza richiesta».

A bordo della Raffaello rimane comunque molto scetticismo: «Di assicurazioni — dicono — ne abbiamo avute molte, ma in concreto non si è fatto nulla. Ai tedeschi che lavorano nella base i passaporti non sono stati tolti, mentre i nostri sono spariti da quaranta giorni. O la situazione si regolarizza oppure ci devono riportare in Italia».

Fabrizio Dragosei

A PAGINA 5

Harrisburg può ripetersi La Svizzera limita i rischi atomici

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA ESTERA

Ritaglio dal Giornale Il Giornale d'Italia
di Francoforte del 22/5

giornalisti degli emigrati a convegno

L'Europa da fare

Oltre 30 giornalisti dell'emigrazione italiana in Europa hanno affrontato in un convegno a Lussemburgo i problemi della nuova Europa e il ruolo attivo che i lavoratori emigrati possono e devono avere.

Il convegno di Lussemburgo dello scorso autunno aveva fortemente sottolineato l'idea dell'inscindibile collegamento dei problemi dell'emigrazione con quelli nazionali. In una parola, la loro soluzione non può prescindere dalla collocazione all'interno di una strategia più vasta di intervento, quella complessiva del paese.

Un recente seminario informativo organizzato a Lussemburgo nei giorni 15-16 maggio dall'ufficio stampa del Parlamento europeo per i giornalisti degli emigrati aderenti alla Federeuropa (presenti oltre una trentina, tra rappresentanti di testate, agenzie stampa ed emittenti radiofoniche) ha posto in luce l'esigenza di un ulteriore collegamento: con lo sviluppo della integrazione europea.

L'emigrazione, problema europeo

I ritardi nella soluzione dei cronici problemi del fenomeno migratorio, è stato detto, sono certamente addebitabili a carenze di intervento dell'esecutivo italiano, ma non esclusivamente. Essi vanno pure collegati con il ristagno nel processo di unificazione europea.

Se l'Europa dei popoli, quella che si vuole iniziare a costruire con il voto del 9 giugno, fosse in una fase più avanzata, se registrasse cioè meno squilibri sul versante del sociale, anche le condizioni dei lavoratori all'estero sarebbero meno disastrose.

Basti per esempio pensare che solo il 5% di tutto il bilancio comunitario è investito nello sviluppo delle aree depresse (con il 2% al fondo regionale) e nella promozione delle categorie più deboli (con il 3% del bilancio al fondo sociale), mentre addirittura il 75% viene ingoiato dalla politica agricola (più a vantaggio delle nazioni forti che di quelle arretrate, come la nostra, in particolare nel meridione).

Da qui si comprende il significato storico dell'appuntamento europeo di giugno anche per i lavoratori migranti. Non solo perchè hanno la possibilità di partecipare con il proprio voto, non solo perchè cambia il metodo dell'elezione del Parlamento della Comunità (dall'elezione indiretta all'elezione diretta, più democratica, che oltretutto conferisce al Parlamento maggior peso politico), ma anche perchè si mette in moto un meccanismo — ha detto il dottor Ferragni, capo dell'ufficio informazione italiano e qualificato regista del convegno — di un più diretto rapporto tra cittadini e istituzioni europee, di un maggior coinvolgimento della base nella costruzione dell'Europa dei popoli

Dall'Europa degli Stati all'Europa dei popoli

L'attuale Europa è quella dell'economia, del capitale, delle multinazionali, è l'Europa degli Stati (Commissione e Consiglio sono emanazioni dei governi membri). Per fare il salto di qualità — ha sostenuto il dottor Vinci, direttore generale per l'amministrazione e il personale e direttore alle commissioni parlamentari — bisogna sviluppare i poteri del Parlamento europeo, per ora solo consultivi. L'elezione diretta è il punto di partenza per dare più peso agli organi rappresentativi (il Parlamento) rispetto a quelli dei governi, per passare cioè dall'Europa degli Stati all'Europa dei popoli, come hanno sostenuto anche i dottori Pasetti (capogabinetto del presidente del Parlamento europeo) e Porta (segretario della Commissione per gli affari sociali) nelle loro relazioni.

Gli esponenti delle segreterie dei gruppi parlamentari europei presenti alla tavola rotonda conclusiva (Gianlombardo per il gruppo socialista, Periscinotto per i demo-

T. Bassanelli

(Continua a pagina 2)

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale .....

di ..... del .....

2)

cristiani, Silvestro per i liberali e Pasqualotto per il PCI e apparentati) hanno riconosciuto il ritardo dei partiti nel processo di integrazione europea. Sono arrivate prima le multinazionali. L'isolamento delle istituzioni comunitarie, l'assenteismo dei partiti italiani più vicini al movimento operaio (è risaputo come le sinistre hanno votato contro i trattati istitutivi e come solo da pochi anni appoggiano in pieno la scelta europea) hanno certamente inciso in modo negativo per uno sviluppo più equilibrato e spedito dell'unità europea.

Le prossime elezioni sono una occasione per riconvertire i partiti all'impegno europeo e metterli in contatto più diretto con la base dei cittadini, i loro problemi e le loro attese, in particolare per farli confrontare con i problemi dell'emigrazione.

La presenza di candidati dell'emigrazione nelle liste di quasi tutti i partiti italiani testimonia un interessamento che non dovrebbe essere puramente strumentale e momentaneo, ma andare ben al di là del momento elettorale. Lo hanno affermato tre candidati dell'emigrazione (Gariazzo per la DC, Mariani per il PCI, Glinni per il PSI) in un dibattito sul senso di queste candidature e sul programma dei rispettivi partiti.

Le uniche differenze emerse non vertono sul programma (quasi coincidente nei punti essenziali, in particolare sulle tematiche migratorie) nè sul metodo di lavoro che verrà seguito in caso di elezione (unitario), quanto piuttosto nella distribuzione delle responsabilità (che nessuno vuol avere, o almeno minimizzare), in merito alle carenze del passato dei rispettivi partiti.

Se l'Europa del futuro dipenderà sempre meno dai governi nazionali e sempre più dal cittadino europeo, appare chiara tutta l'importanza di una massiccia partecipazione dell'emigrazione alla prima consultazione. Il ritardo della nostra legge elettorale, l'interessamento all'ultimo momento per questo nuovo elettore e altri motivi, fanno prevedere purtroppo una partecipazione piuttosto bassa.

I giornalisti degli emigrati hanno già messo le mani avanti, chiedendo ai politici di valutare le proprie responsabilità per un certo prevedibile assenteismo, prima di incolpare gli emigrati. Dopo tanti anni di latitanza, non si può escludere in diversi la protesta del rifiuto del voto.

Ma l'atteggiamento più giusto rimane la partecipazione, per costruire un'Europa in cui tutti si sentano cittadini a pieno titolo, anche i lavoratori non comunitari. E' la solidarietà con l'emigrazione extracomunitaria un'altra nota di questo convegno. Se è sbagliato vedere l'emigrazione come un problema a sè stante, o un problema esclusivamente nazionale, è anche sbagliato vedere l'emigrazione comunitaria in contrapposizione a quella extracomunitaria. L'Europa dei lavoratori non può sorgere all'insegna di nuove discriminazioni.

La Comunità europea non ha una propria politica estera (è ancora appannaggio dei singoli Stati), non ha una propria politica culturale, in grado di educare il nuovo cittadino europeo. L'assunzione di un ruolo di pace nel mondo, di superamento delle discriminazioni e delle divisioni, hanno suggerito alcuni, potrebbe essere il contenuto unificante culturale della nuova Europa.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale GAZZETTA DEL POPOLO

del 22/5/77

IL GOVERNO SI RAFFORZA IN UGANDA

Presa Gulu, salvi 41 padri italiani

Una delegazione della Cee a Kampala

GULU — *Truppe tanzaniane e soldati ugandesi hanno conquistato ieri Gulu, una delle ultime città ancora in mano alla soldataglia di Amin. I cinquanta padri missionari, 41 sono italiani, che da settimane vivevano isolati nella città, sono sani e salvi. Anzi, hanno detto di essere stati protetti da uno speciale distaccamento di soldati di Amin. L'attacco contro Gulu era cominciato domenica all'alba con un violento fuoco di sbarramento che ha costretto alla ritirata i soldati del dittatore deposto. Quando gli attaccanti sono entrati in città essa era praticamente vuota poichè la popolazione si era rifugiata nella boscaglia.*

Ieri frattanto un gruppo di funzionari della Cee è partito per Kampala per preparare un programma di aiuti in favore dell'Uganda, che si svilupperà in tre fasi: sarà data la precedenza, infatti, alla raccolta e all'invio di generi alimentari. Da parte sua il governo provvisorio ugandese, insediatosi l'undici aprile, sta procedendo ad una profonda riorganizzazione del Paese, tanto sul piano amministrativo quanto su quello economico e militare.

Si è appreso a Kampala che quattro regioni divise in 23 distretti « economicamente vitali » sostituiranno d'ora in poi le nove province che esistevano sotto il regime militare di Idi Amin. Il governo ha già designato quattro personalità importanti per dirigere queste quattro regioni. Il presidente Yusuf Lule ha indicato che il primo compito di questi quattro commissari regionali sarà di reclutare giovani ugandesi per l'esercito e di organizzare elezioni in parecchi distretti. D'ora in poi, i consigli di distretto saranno la base dell'amministrazione locale

Egli ha anche lasciato la porta aperta per il ritorno di più di 50.000 asiatici espulsi nel 1972 da Amin. « I non africani, i cui beni in Uganda, confiscati da Amin, non sono stati redistribuiti, hanno il diritto automatico di occuparsene di nuovo in collaborazione con il governo », ha detto. Lule ha p ecisato che questa decisione concerne soltanto le imprese veramente importanti e che i proprietari di imprese più piccole riceveranno un risarcimento.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale INFORM

del 22/5/79

RISULTATI POSITIVI DEL SEMINARIO PER OPERATORI SOCIALI CONSOLARI SULL'APPLICAZIONE DELL'ACCORDO DI SICUREZZA SOCIALE TRA ITALIA E CANADA - (Inform - 2.5.1979).- Dal 12 al 16 maggio hanno avuto luogo a Toronto, Québec e Montreal i lavori del seminario per operatori sociali consolari che si sono riuniti - su iniziativa dell'Ambasciata d'Italia a Ottawa e con il concorso della Direzione Generale Emigrazione e Affari Sociali del Ministero degli Esteri - per discutere ed approfondire i problemi di applicazione del nuovo accordo di sicurezza sociale, entrato in vigore il primo gennaio scorso con il Canada, e dell'intesa stipulata con il Governo provinciale del Quebec.

Al seminario - segnala l'Inform - hanno preso parte operatori sociali provenienti da tutte le sedi consolari italiane in Canada, rappresentanti dei patronati e delle associazioni italiane e italo-canadesi. Erano anche presenti il dott. Pino Quiliquini della Direzione Generale Emigrazione, il dott. Leonardo Cuzzocrea che dirige il Servizio Relazioni Internazionali dell'INPS, il dott. Giuseppe Russo, Capo dell'Ufficio per i pagamenti delle rendite all'estero dello stesso Istituto, ed il dott. Quirico Piras dell'Ufficio di New York del Banco di Napoli, cioè della banca che provvede alla fase finale del pagamento delle pensioni italiane in Canada. Sono pure intervenuti il Consigliere Cappetta dell'Ambasciata d'Italia ad Ottawa, la signora Mc Collins in rappresentanza del Ministero federale canadese della Sanità e del Benessere Sociale, e (limitatamente alle riunioni di Québec e Montreal) il sig. Trigane della "Regie de Rentes" della provincia francofona.

Nel corso delle riunioni i rappresentanti dell'INPS hanno potuto rendersi conto dei problemi connessi ai ritardi con cui vengono corrisposte le pensioni e quindi esaminare, attraverso il dialogo con i rappresentanti dei patronati e delle associazioni e gli operatori sociali consolari, come porre rimedio alle disfunzioni riscontrate. Si è trattato quindi di un utile scambio di esperienze per cui si spera che i ritardi possano essere presto eliminati. Il seminario è stato pure un'occasione per ampi confronti tra i nostri funzionari e quelli canadesi sull'applicazione dell'accordo di sicurezza sociale e l'esame dei formulari di collegamento per le pensioni in regime convenzionale.

C'è stato anche un incontro con i rappresentanti della stampa italiana e di quella canadese e in tale circostanza sono stati forniti dai funzionari opportuni chiarimenti che hanno pure contribuito ad eliminare dubbi e incertezze in campo previdenziale. L'ultimo giorno del seminario è stato dedicato ad una riunione interna di carattere prettamente amministrativo, mentre il 17 maggio i partecipanti sono stati ricevuti ad Ottawa dall'Ambasciatore Smoquina che ha espresso il suo compiacimento per i buoni risultati conseguiti nell'interesse della nostra collettività in Canada.(Inform)

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio dal Giornale INFORM
del 22/5/79

IL SOTTOSEGRETARIO SANTUZ A BRUXELLES E A COLONIA - (Inform - 22.5.1979).- Il Sottosegretario agli Esteri on. Giorgio Santuz, accompagnato dal Direttore Generale dell'Emigrazione e degli Affari Sociali, Ministro Giovanni Migliuolo, si è recato a Colonia per prendere parte alla riunione del Comitato permanente dell'impiego della Comunità Europea.

Nella capitale belga è in programma anche un incontro con i rappresentanti delle forze politiche, sociali e associative italiane presenti in Belgio sui problemi relativi al voto europeo in loco. Prima del ritorno a Roma è prevista una sosta a Colonia per un analogo incontro con gli esponenti dell'emigrazione italiana in Germania. (Inform)

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale LE MONDE

del ..... del 22/5/79

UN BUDGET EUROPÉEN POUR Mme THATCHER ?

MME THATCHER multiplie les déclarations pro-communautaires. La Commission européenne, soucieuse sans doute de séduire un partenaire aussi bien intentionné, vient de présenter une proposition de budget de la C.E.E. pour 1980, conçu comme si son souci prioritaire était de plaire à Londres. Avec une diminution non négligeable de la part relative des dépenses agricoles et un accroissement spectaculaire des crédits destinés à atténuer les déséquilibres sectoriels à l'intérieur de la Communauté.

L'orientation ainsi prise n'est pas sans fondement. Effectivement, il se dessine pour les années à venir dans le partage du budget communautaire — si aucune correction n'est apportée — une anomalie au détriment des Anglais : ceux-ci pourraient bientôt devenir débiteurs nets, alors que leur revenu par habitant figure désormais parmi les plus faibles de la C.E.E.

Voici quelques jours, le *Guardian* a réouvert la plaie en affirmant que, selon les calculs des experts bruxellois, le Royaume-Uni en 980 serait débiteur net pour 1,5 milliard de livres sterling, soit 500 millions de plus que ce qui avait été prévu précédemment. La Commission a démenti. « *On atteindra à peine la moitié* », assurent ses fonctionnaires. Ce serait tout de même trop pour l'opinion publique britannique, et le gouvernement conservateur, quelles que soient ses bonnes intentions européennes, sera amené à lutter pour réduire l'ardoise et, si possible, inverser la tendance.

La Commission tente de désamorcer le conflit ; mais les Français ne peuvent rester indifférents à cette manœuvre. Car, sous prétexte de modérer les dépenses agricoles et de faciliter ainsi le rééquilibrage budgétaire réclamé par Londres, c'est un véritable coup dur pour les producteurs de lait qu'on est en train de préparer à Bruxelles. Ainsi le projet de budget a-t-il été établi en considérant que les producteurs de lait seraient assujettis en 1980 à une taxe égale en moyenne à 5 % du prix indicatif, alors que cette taxe est aujourd'hui de 0,5 %.

Les Français reconnaissent bien qu'il faut enrayer la progression des dépenses agricoles. Ils sont prêts à accepter un relèvement de la taxe, en demandant toutefois qu'elle frappe davantage les gros exploitants que les petits. Mais peuvent-ils accepter le « maraquage » auquel, apparemment, pense la Commission ? Ils ne seront pas, d'ailleurs, les seuls à s'y opposer. Compte tenu de l'importance des intérêts agricoles dans la grande majorité des Etats membres, il est peu probable que le conseil des ministres des Neuf, pour plaire à Londres, amputé sérieusement le budget de l'« Europe verte ».

Il est de même peu probable que le rééquilibrage recherché pourra s'opérer par un accroissement massif, jouant au profit de la Grande-Bretagne, des crédits affectés par la C.E.E. au développement régional industriel ou à l'action sociale. L'Allemagne fédérale n'étant certainement pas disposée à accepter un accroissement substantiel du budget communautaire, il sera, en effet, nécessaire, à moins de tuer dans l'œuf l'opération « *élargissement* », de réserver aux pays candidats la plus grande partie de la marge de manœuvre encore disponible. De surcroît, on peut imaginer que si, sous l'influence de Londres, une pression très vive s'exerçait pour encore arrondir le magot du Fonds régional européen, les Allemands et les Français, au moins eux, réagiraient vivement. Comment souscrire, en effet, à une politique de développement qui s'opère pratiquement sans contrôle ? Sans qu'on soit capable dans bien des cas de dire où va l'argent.

La redistribution des dépenses communautaires serait sans doute souhaitable pour aider à amarrer enfin la Grande-Bretagne à la Communauté. Elle ne sera pas pour autant facile à opérer. — Ph. L.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale LA NOTTE

di ..... del 22/5/79

Milano si muove in direzione Europa

Il vice presidente della Provincia di Milano, Gianni Mariani, l'assessore alla Cultura, Novella Sansoni, l'assessore al Turismo, Remo Bozzi, e il presidente dell'Ente provinciale per il Turismo, Giovanni Pini, hanno presentato a Palazzo Isimbardi una serie di iniziative « per una cultura europea degli anni '80 », con le quali l'Amministrazione provinciale intende protare il suo contributo all'apertura di un dialogo con l'Europa.

Si tratta di tre proposte che mirano a rendere in primo luogo l'Europa più « abitabile » per gli europei.

La prima è rivolta agli studenti medi superiori con la facilitazione a brevi soggiorni nelle capitali europee; la seconda è la proposta di una ospitalità « sperimentale » (si prevedono inviti a cena per i cittadini europei presso famiglie milanesi) con la quale il cittadino straniero è considerato più « ospite » che turista; la teraza riguarda l'organizzazione di un Servizio di informazioni culturali « dall'europa » come premessa a una dimensione europea della cultura.

Per i viaggi, che verranno organizzati il prossimo autunno, c'è già la richiesta di 42 scuole superiori di Milano e provincia; è pronto il questionario da compilare da parte di coloro che sono interessati agli « inviti a cena »; e così pure è pronto il « numero zero » di una serie di schede sui principali avvenimenti culturali dei prossimi mesi in Europa.

Sono intervenuti alla conferenza di presentazione delle iniziative il console generale d'Austria a Milano, Franz Irbinger, il direttore del Centro culturale danese di Milano, Krogh Jorgen, funzionari del Consolato inglese e del Centro culturale francese; il dott. Egon Dahinten, direttore della Biblioteca germanica di Milano, esponenti dei Centri culturali milanesi.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio dal Giornale INFORM
di ..... del 22/5/79

LA FEDERAZIONE SINDACALE UNITARIA SULLA PARTECIPAZIONE DEGLI EMIGRATI ALLE PROSSIME ELEZIONI ITALIANE ED EUROPEE - (Inform - 22.5.1979).- La Federazione sindacale unitaria CGIL-CISL-UIL ha reso noto attraverso un comunicato di essere intervenuta nuovamente presso il Governo italiano insistendo perché si rimedi al più presto ai ritardi verificatisi nel concludere accordi con altri Paesi per facilitare al massimo la partecipazione dei lavoratori emigrati alle elezioni politiche in Italia del 3-4 giugno e a quelle per il Parlamento europeo del 10 giugno.

Poiché il diritto d'informazione, di voto e di partecipazione alla campagna elettorale dell'emigrato va garantito sia in Italia che all'estero, malgrado le complicazioni e le nuove misure organizzative richieste dall'espressione all'estero del voto per il Parlamento europeo, la Federazione unitaria italiana - prosegue il comunicato - insiste nuovamente, dopo i passi compiuti negli ultimi mesi da essa e dalla Confederazione europea dei sindacati, affinché vengano prese tutte le misure necessarie finora non concordate o non attuate da parte italiana o da parte degli altri Governi.

In quest'ultima fase delle due campagne elettorali, occorre in modo particolare - riporta l'Inform - prendere contatti e portare a termine gli accordi con i Governi e le autorità locali dei vari Paesi d'Europa per assicurare: 1) a tutti gli emigrati che parteciperanno in Italia alle elezioni politiche del 3-4 giugno il permesso di lavoro da parte delle aziende estere, il mantenimento del posto di lavoro sino al loro rientro dall'Italia e tutte le facilitazioni di viaggio da parte delle autorità italiane ed estere, compreso il potenziamento dei servizi ferroviari ed aerei; 2) a tutti gli emigrati che parteciperanno all'estero all'elezione del Parlamento europeo, il rilascio tempestivo dei certificati elettorali, le informazioni e le garanzie necessarie per partecipare liberamente alla campagna elettorale ed all'esercizio del voto a parità di condizioni. (Inform)

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale INFORM

di ..... del 22/5/79

8

I MISSIONARI IN GERMANIA INVITANO GLI EMIGRATI AD UNA MASSICCIA PARTECIPAZIONE ALLE ELEZIONI EUROPEE.- I 150 esponenti delle Missioni Cattoliche Italiane in Germania, a conclusione del loro 24^ Convegno nazionale svoltosi a Bressanone, hanno approvato - segnala l'Inform - una mozione per invitare gli emigrati a prendere parte in gran numero all'appuntamento europeo del 10 giugno. Eccone il testo:

Le Missioni vedono con piacere la crescita dell'associazionismo e di una coscienza politica tra gli emigrati, grazie anche alle iniziative sorte in occasione delle elezioni europee del prossimo 10 giugno.

Invitano gli emigrati a non mancare a questo importantissimo appuntamento. Attraverso una massiccia partecipazione gli emigrati non solo dimostrano di voler uscire dall'isolamento sociale, politico e culturale in cui si trovano, ma possono anche contribuire a dare all'Europa un indirizzo nuovo, più umano e democratico, maggiormente attento a tutelare le classi sociali deboli e abbandonate. (Inform)

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale INFORM

di ..... del 22/5/79

APPROVATO IL PROVVEDIMENTO DELLA REGIONE UMBRIA PER FACILITARE I RIENTRI DEGLI EMIGRATI PER LE ELEZIONI - (Inform - 22.5.1979).- Il Commissario di Governo ha approvato la delibera dell'8 maggio scorso con la quale la Regione Umbria ha deciso lo stanziamento di contributi per agevolare i rientri dei lavoratori emigrati per le elezioni del 3-4 giugno. Come è noto, la Regione rimborserà ai Comuni le spese che essi sono autorizzati a sostenere per il concorso nelle spese di viaggio che gli elettori emigrati dovranno affrontare, particolarmente per i trasporti sulle ferrovie estere.

(Inform)

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale GAZZETTA DEL POPOLO

di ..... del 22/5/7?

IL «MANIFESTO» PRESENTATO A TORINO DA FRIGNANI

L'industriale italiano vuole un'Europa così

Gli obiettivi ritenuti indispensabili: economia forte e libera, «no» al dirigismo e alla burocrazia, un freno al sindacato

I sindacati europei si riuniscono a Monaco di Baviera, decidono uno sciopero su scala comunitaria, si pronunciano per la riduzione dell'orario settimanale di lavoro, invitano ad esprimere un voto a sinistra. Ed ecco immediata la reazione degli imprenditori che al fronte dei lavoratori contrappongono un loro «manifesto», frutto dell'azione concertata della Fondation Européenne de l'Economie, del British Institute for management, della Confindustria italiana, di altre confederazioni industriali europee.

Presentata l'8 maggio scorso al presidente della Cee a Bruxelles, questa *«magna charta»* del padronato europeo è stata diffusa ieri dalle associazioni industriali italiane. Ad illustrarla agli imprenditori piemontesi è il presidente della Federpiemonte, ingegner Giorgio Frignani. Di che cosa si tratta e quali sono i suoi obiettivi? E' lo stesso Frignani a rispondere con un linguaggio che mostra la corda elettorale dell'iniziativa.

«Il manifesto delle imprese europee — dice — *vuole sottolineare i valori e gli obiettivi che noi imprenditori riteniamo debbano essere perseguiti nel quadro comunitario europeo. Ciò assume un particolare rilievo proprio oggi, alla vigilia della prima elezione diretta dal parlamento europeo, in cui gli stessi imprenditori si stanno impegnando in prima persona con le candidature di alcuni esponenti tra i più qualificati, come Sergio Pininfarina, presidente dell'Unione Industriale di Torino».*

Per Frignani il *«manifesto»* — dieci pagine stampate e rilegate in una bella copertina lucida — è un richiamo al mondo politico e alle componenti sociali perchè si assumano le proprie responsabilità *«nel guidare il sistema economico e il nostro paese verso il "gran largo" non solo comunitario ma anche extraeuropeo e mondiale».* A

Sergio Pininfarina

queste forze gli imprenditori si rivolgono con un *«decalogo»* col quale si ricorda innanzitutto che le imprese *«sono creatrici di ricchezza e questa è essenziale per soddisfare le esigenze e le aspirazioni di 260 milioni di abitanti della Comunità»;* principalmente in un momento in cui tale soddisfacimento rischia di essere compromesso dalla disoccupazione, dall'inflazione e da un tasso insufficiente di sviluppo economico.

Che cosa chiedono all'Europa e ai futuri parlamentari gli imprenditori? Nel manifesto sono indicati tre punti fondamentali: un'Europa economicamente e politicamente forte è indispensabile per poter influire maggiormente sulla scena mondiale; la possibilità di agire liberamente nel contesto europeo è necessaria all'efficienza delle imprese; dai progressi effettuati in campo economico dipendono i progressi nel campo delle realizzazioni sociali.

Il documento pone chiaramente l'accento su ciò che spetta alle imprese e su quello che le imprese si aspettano dai futuri parlamentari. L'obiettivo principale è quello di mantenere la crescita e garantire l'occupazione, ma per raggiungerlo gli imprenditori chiedono agli uomini politici di definire *«in collaborazione con tutti i partners economici e sociali, politiche e orientamenti comuni, rispettando le esigenze economiche della gestione delle imprese e rinunciando a qualunque forma di dirigismo tecnocratico e burocratico».*

Il richiamo è ai politici, ma è evidente che gli imprenditori guardano con attenzione al sindacato in questo momento di apertura sullo scenario europeo. E così Frignani, in sintonia con le aspirazioni del padronato italiano, può augurarsi che *«il sindacato italiano trovi nel quadro europeo non una devitalizzazione del proprio ruolo e dei propri successi, ma quanto meno un salutare bagno di razionalizzazione e di coerenza di comportamento, tipici del legalismo sindacale mitteleuropeo, già da tempo affermato e che mi pare strida assai con il volontarismo e l'unilateralismo proprio della tradizione italiana».*

Salvatore Tropea

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale LA REPUBBLICA

di ..... del 22-5 - 12 - X

In Francia come un fuoco d'artificio la commedia della sovranazionalità

Raymond Aron europeista senza troppe illusioni non crede in un salto di qualità del processo unitario all'interno del vecchio continente - Il dibattito di Mitterrand e Giscard contro Chirac e Marchais maschera a stento il suo carattere di schermaglia in vista delle presidenziali francesi del 1981

dal nostro corrispondente BERNARDO VALLI

PARIGI — Chiedo a Raymond Aron, politologo conservatore letto e ascoltato a sinistra, quel che pensa della polemica sulla « sopranazionalità ». Ogni sera, alla televisione, comunisti e gollisti affermano che il parlamento europeo eletto a suffragio universale potrebbe mettere in pericolo la sovranità della Francia. Ogni sera giscardiani e socialisti, schierandosi spesso sulla difensiva, affermano che il loro europeismo non è in contrasto con il loro patriottismo.

Arroccato nel suo ufficio luminoso di boulevard Raspail, nel cuore della riva sinistra, il professor Aron non prende troppo sul serio questo dibattito. Dice che è « un gioco politico », o, peggio ancora, che è « une pièce de theatre », cioè una commedia. E i ruoli sono distribuiti così. Marchais è essenzialmente ostile alla comunità europea, quindi coglie l'occasione per manifestare la sua opposizione. Sfrutta le reticenze, l'ostilità di una parte del paese (in particolare degli agricoltori del sud-ovest) all'ingresso della Spagna nella Cee, e, al tempo stesso, si presenta come il difensore della sovranità nazionale « minacciata dalla Germania del cancelliere Schmidt ». Chirac vuole distinguersi dai giscardiani e accusa l'Union pour la democratie française (l'Udf: l'alleanza dei partiti giscardiani) di non essere fedele al messaggio del generale De Gaulle.

Un nazionalismo senza pari

Socialisti e giscardiani danno talvolta l'impressione di essere su posizioni difensive perché, pur dichiarandosi europeisti, accettano la nozione confederale e gollista dell'Europa. Come tutti gli altri partiti e movimenti, essi non ritengono opportuno un allargamento dei poteri della futura assemblea. Nessuno osa andare al di là del trattato di Roma.

Commenta con ironia Aron: « Alcuni grandi uomini lasciano un'eredità che viene rivendicata da tutti, anche dagli avversari ». E fa allusione a Giscard e a Mitterrand. Gli faccio notare che questa fedeltà alle idee golliste implica che in Francia vi sia ancora un sentimento nazionale molto forte, un nazionalismo senza pari nell'Europa occidentale. « Un sentimento nazionale esiste in Germania, in Italia e in Francia. Al contrario, il nazionalismo non è forte né in Italia, né in Germania, né in Francia. In Francia i partiti, gli uomini politici giocano sulla nozione di sovranità nazionale, alla quale non credo che la massa degli elettori sia molto sensibile ».

Il quotidiano fuoco d'artificio polemico nasconde a stento la lotta politica all'interno della maggioranza e dell'opposizione. Giscard vuole ridimensionare Chirac, che si prepara alle elezioni presidenziali del 1981. E i sondaggi fanno pensare che l'operazione del capo dello Stato sia riuscita: la lista giscardiana dovrebbe ottenere circa il trenta per cento dei voti, mentre quella neo-gollista sembra condannata a un modesto sedici-diciassette per cento.

A sinistra la manovra è identica. Mitterrand vuole ridimensionare ancora di più la forza elettorale del partito comunista, che alle presidenziali dell'81 intende presentare un candidato proprio, considerando defunta — per ora — l'Union de la gauche. Alla lista di Marchais i sondaggi aggiudicano il diciotto-diciannove per cento dei suffragi. A quella di Mitterrand il ventisei-ventisette.

Il dibattito europeo sarebbe dunque un pretesto, maschera a stento il carattere « pre-presidenziale » dell'elezione per il parlamento di Strasburgo. La campagna in corso mette tuttavia in risalto che il fronte europeista ha una maggioranza consistente, ed altresì che sulla questione europea socialisti e giscardiani hanno idee molto simili. E' con grande fatica che Mitterrand cerca di distinguersi da Simone Veil, che guida la lista giscardiana. Non avendo un partito compatto alle spalle, il segretario generale del Ps si limita a denunciare il carattere « capitalistico » dell'Europa difesa da Giscard e nel proporre un'Europa « socialista ». Ma a Strasburgo egli sarà il naturale alleato dei socialdemocratici tedeschi, cioè del partito del cancelliere Schmidt, che insieme a Gascard d'Estaing ha adesso la leadership dell'Europa dei nove. La questione europea è dunque destinata a pesare sulla politica interna francese più che negli altri paesi della comunità.

A Raymond Aron, spettatore scettico di questa « commedia », faccio notare che nel corso della campagna elettorale la Germania federale è uno dei temi favoriti di Marchais e di Chirac. I francesi sono ancora sensibili al « pericolo tedesco »?

« In misura molto minore di quanto lo fossero nel passato anche abbastanza recente. Venticinque anni or sono vi fu la disputa sulla comunità europea di difesa, la Ced. A quell'epoca la paura della potenza tedesca affiorò in modo più pressante e permanente. Oggi il problema tedesco non occupa lo stesso spazio. E' ovvio che si ricordi il vigore dell'economia d'oltre Reno. Ma, con l'eccezione del partito comunista, nessuno insiste troppo sull'anti-germanesimo. L'Rpr, il movimento neo-gollista, sostiene di non essere 'antitedesco' ».

Parigi-Bonn motore comunitario

In altri paesi si parla del resto di un asse franco-tedesco. Esiste sul serio?

« E' vero che ci sono rapporti molto stretti tra Schmidt e Giscard. Negli ultimi anni l'Italia era semiparalizzata dalle discordie interne, il governo britannico era indebolito dalla mancanza di una maggioranza solida. I due soli paesi importanti della comunità capaci di agire erano, quindi, la Francia e la Germania. Insieme hanno preso alcune iniziative. Ma non sono sempre d'accordo, anche se obiettivamente l'intesa Parigi-Bonn è in questo momento, come si è soliti dire, il motore della comunità ».

Dopo il voto del 10 giugno si porrà di nuovo il problema di una « difesa europea »? Dopo l'Europa agricola e l'Europa monetaria appare ad alcuni uomini politici come un problema inevitabile.

« Non credo. Il problema di una difesa europea efficace viene posto dalla crescita della potenza militare sovietica, dall'apparizione di nuovi missili come gli SS 20. Per questo è stato deciso di aumentare le spese militari. Ma la Francia è estranea a questa faccenda, poiché pur facendo parte dell'alleanza atlantica non è nell'organizzazione militare integrata. E una comunità europea di difesa non è possibile senza la Francia ».

Potrebbe esserci una revisione della posizione francese?

« C'è da precisare che non vi è alcun rapporto tra l'elezione del par-

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale .....

di ..... del .....

lamento europeo e il problema della difesa. Inoltre c'è un veto posto da una parte della maggioranza governativa circa una revisione del sistema militare francese. Si può dire che i francesi, per evitare nuove polemiche, si sono messi d'accordo nell'escludere un rientro nella Nato. Da qui l'impossibilità di un'intesa franco-tedesca, indispensabile per una difesa europea, fino a che Bonn farà parte della Nato e Parigi no ».

Si parla di una nuova ostpolitik tedesca, di un nuovo atteggiamento della Germania federale verso est. L'apertura di Bonn finirà con l'influenzare il resto della comunità?

« Quel che è vero è che in seguito all'ostpolitik il governo di Bonn si preoccupa in modo prioritario dei rapporti con i paesi comunisti, in particolare con l'Unione Sovietica e con la Repubblica democratica tedesca, al fine di ottenere alcuni vantaggi anche umani. Decine, centinaia di migliaia di tedeschi sono ritornati dalla Polonia e dall'Urss, e, al tempo stesso, sono migliorate le relazioni economiche tra le due Germanie. C'è poi una frazione della Spd, del partito socialdemocratico, che prende in considerazione la possibilità di una maggiore intesa con i paesi dell'Europa orientale. Ma si tratta per lo più di speculazioni o di segni, perché l'Urss non rinuncerà alla sovietizzazione della Repubblica democratica tedesca e perché la Repubblica federale non rinuncerà alla garanzia americana. Ci sarà dunque una trasformazione progressiva dei rapporti economici tra la Germania occidentale e i paesi dell'Est, e ci sarà altresì una divisione meno netta tra le due Germanie. Ma per ora si tratta soprattutto di sfumature o al massimo di prospettive ».

Europeista senza troppe illusioni, Aron non crede (ma non osa escluderlo del tutto) che l'elezione del parlamento europeo imponga al processo unitario un vigore nuovo. In quanto all'indifferenza degli europei, la spiega con l'abituale semplicità: « I francesi non si entusiasmano poiché gli uomini politici spiegano ogni giorno, alla televisione, che la futura assemblea non avrà più potere di quella precedente, della quale non avevano quasi mai sentito parlare. I tedeschi sono più interessati al ricongiungimento con l'altra Germania. Gli inglesi sono sempre con un piede nella comunità e con l'altro fuori. Gli italiani sono più preoccupati di dotarsi di un governo e di sbarazzarsi delle Brigate rosse ».

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale LA NAZIONE pag. 2

di ..... del 22/5

PER I PARLAMENTARI ELETTI IN GIUGNO

Saranno uguali gli stipendi per «italiani» ed «europei»

ROMA — E' confermato: i rappresentanti italiani al Parlamento europeo percepiranno lo stesso stipendio dei deputati e senatori nazionali. Questo è l'orientamento della speciale commissione nominata dal governo per esaminare la questione, capeggiata dal direttore dell'ufficio legislativo della presidenza del consiglio, Potenza: « La proposta che noi faremo — afferma — sarà molto probabilmente quella di livellare gli emolumenti degli eletti al Parlamento europeo a quelli degli eletti a Montecitorio e a Palazzo Madama ».

La commissione, formata da esponenti di tutti i ministeri interessati al problema, cioè finanze, tesoro, esteri, interni, trasporto, ha già predisposto i termini precisi della proposta, che verrà avanzata dopo le elezioni: « Nei giorni immediatamente successivi al termine delle operazioni elettorali consegneremo a chi di dovere una relazione contenente le nostre conclusioni », precisa Potenza, il quale tiene inoltre a puntualizzare che « al contrario di quanto avviene per i rimborsi spese, che sono a carico della Comunità », gli stipendi veri e propri sono invece a carico dei singoli paesi » e questo spiega la diversità di trattamento che inevitabilmente si verificherà fra parlamentari di nazioni diverse. L'Italia si allincerà all' incirca al livello dei tedeschi.

Attualmente lo stipendio di un deputato o senatore è di 1.764.907 (è recentissimo l'allineamento a quello dei magistrati di cassazione). A questa somma si aggiungono altre 408 mila lire a titolo di rimborso spese forfettario. Su questi limiti verrà quindi fissato anche il compenso per gli eletti italiani a Strasburgo, che saranno ottantuno su un totale di 410.

Anche in questo caso, come si è detto, allo stipendio vero e proprio si aggiungerà un rimborso spese, molto rilevante. La Comunità infatti si assume l'onere del soggiorno, dei trasferimenti dei deputati dai propri paesi d'origine alle sedi delle sedute parlamentari che si tengono a Strasburgo o Lussemburgo, e alle sedi delle commissioni permanenti che si riuniscono a Bruxelles. Inoltre, sempre a carico della Comunità, saranno i pasti, nonchè le spese per una segretaria o segretario. Il regolamento comunitario prevede inoltre anche il rimborso delle spese sanitarie I due milioni e passa di stipendio, in definitiva, dovrebbero rimanere « puliti ».

Nonostante ciò, a confronto degli emolumenti percepiti dai membri di altri organismi internazionali, il mestiere di deputato europeo, almeno sul piano economico, potrebbe rivelarsi « una delusione ». Nei mesi scorsi si parlava di ben altri compensi. Inoltre c'è da tener presente che in altri organismi, alcuni europei, non sono rari stipendi di quattro o cinque milioni il mese.

E. S.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio dal Giornale UNITÀ 10 giu '2
di ... del 22/5 X

A colloquio con Pavolini, Barbarella e Rubbi

Che significa in Italia votare per l'Europa

Scelte concrete di rinnovamento (ma ne parla solo il PCI) - « L'eurocomunismo un robusto germoglio » - Il raffronto con gli altri Paesi - Cosa pensano gli elettor

ROMA — Parliamo con i compagni Luca Pavolini, della Segreteria, Carla Barbarella, della Commissione agraria, candidata al Parlamento europeo nell'Italia centrale, e Antonio Rubbi, vice responsabile della sezione esteri, delle elezioni del 10 giugno, in Italia e altrove. E di ciò che ne scrivono i giornali.

L'Europa, aveva scritto un quotidiano londinese alla vigilia del voto nazionale in Gran Bretagna, è *« il cane elettorale che non ha abbaiato »*. Quel giornale lamentava l'assenza di *« risposte »* adeguate da parte di entrambi i partiti in lizza — conservatori e laburisti — sulle grandi questioni: il rilancio dell'integrazione, la democratizzazione della Comunità, l'estensione dei poteri del Parlamento europeo, una voce più forte dell'Europa in un riassetto *« al livello di maggior coerenza »* dell'economia mondiale. Silenzio dei conservatori, che pure si presentavano come *«partito dell'Europa »*, reticenza dei laburisti, che mantenevano su questo punto la loro ambivalenza. Il successo dei conservatori avrebbe avuto poi riflessi negativi, stando a resoconti apparsi sulla nostra stampa, per i socialdemocratici tedeschi, provocando delusione e facendo temere astensioni.

Chiediamo al compagno Pavolini un raffronto con la situazione in Italia, sia per quanto riguarda le *« risposte »* dei partiti — al di là dell'unanimità che vi è nello schieramento politico sulla scelta generale — sia per quanto riguarda il nostro impegno, che per la prima volta sta portando la problematica europea al livello di grandi masse di lavoratori.

« E' vero, l'Italia offre, dal punto di vista delle scelte europee dei partiti, un quadro diverso da quello degli altri paesi. Il tratto forse più significativo, in questa diversità, è la presenza di un partito come il nostro con la sua visione dei cambiamenti che è necessario introdurre nella struttura e negli orientamenti della Comunità e delle alleanze necessarie, e con la forza che esso può mettere in campo per far avanzare questi cambiamenti. Le "risposte" degli altri — che sono le forze politiche e i governi che finora hanno diretto la CEE — si riferiscono, per lo più, alla Comunità europea come è: riflettono, sulle questioni che hai indicato, incertezze e divisioni; possono evolversi o subire involuzioni secondo che si concretino o meno questo o quel disegno, questo o quel calcolo. Le nostre non riguardano un'Europa astratta, o concepita come un dogma, partono dalla realtà europea e italiana di tutti i giorni. Non si tratta, lo ripetiamo, di andare a un referendum pro o contro l'Europa. Si tratta di fare delle scelte molto concrete su come determinare e orientare l'attività della Comunità: che influisce (bisogna chiarirlo a tutti) sui prezzi della carne, del burro, della frutta, sulle condizioni dei contadini e dei consumatori, sulle possibilità di occupazione nell'industria, sulla vita degli emigranti, sullo sviluppo del Mezzogiorno, sulla disponibilità di energia... ».

Trasformazione democratica

« Così come partiamo sempre dai problemi e dalle lotte immediate delle masse, qui in Italia, per definire la nostra linea di rinnovamento della società, altrettanto facciamo e faremo a livello europeo. Cercheremo quindi, anche per l'Europa comunitaria, le vie per una trasformazione democratica in direzione del socialismo. L'Europa capitalistica, l'Europa occidentale industrialmente sviluppata è un nuovo e necessario terreno di lotta dei comunisti. Credo che ciò venga compreso in misura sempre più ampia dai compagni e dagli elettori ».

Ma, più precisamente, quali indicazioni vengono dalle reazioni dei compagni, nelle decine di assemblee che si sono tenute e si tengono in tutta Italia, al nostro discorso *« europeo »*? Quali temi trovano più sensibile il nostro elettorato?

« In generale — dice Carla Barbarella — *vi è comprensione del fatto che problemi come la disoccupazione o la crisi energetica sono senza frontiera, e che di conseguenza non possono essere affrontati e risolti in casa, ma solo con azioni di vera cooperazione tra i paesi europei ».*

« Dal dibattito emerge un vivo interesse, uno sforzo per vedere più chiaramente in che cosa sia consistita negli ultimi venti anni la collaborazione, o, per chiamarla col nome corrente, l'integrazione dei paesi comunitari, quali forze l'abbiano diretta, quali distorsioni e squilibri essa abbia prodotto nel complesso dell'Europa e nei singoli paesi. L'interesse è vivo in particolare presso i coltivatori: da anni la politica agricola della CEE li vincola a regole e meccanismi che determinano le loro condizioni di vita e di lavoro e d'altra parte, da anni, il partito ha svolto un'azione di denuncia dei guasti della politica comunitaria e di proposta per il suo rinnovamento ».

« Nel complesso, tuttavia, le questioni che destano il maggiore interesse sono quelle che riguardano i punti specifici della nostra proposta di trasformazione democratica del processo di integrazione attuale: come rafforzare in senso democratico le attuali istituzioni comunitarie affinché esprimano le esigenze e i bisogni dei lavoratori, quali azioni concrete di cooperazione vengono da noi proposte, con quali forze intendiamo realizzare gli obiettivi che abbiamo definito per un'Europa che stimoli politiche di piena occupazione, che corregga gli squilibri che oggi esistono tra i paesi più forti e quelli più deboli, su quali direttrici rinnovare e sviluppare l'agricoltura europea ».

Le questioni concrete

Vedi aspetti negativi?

« L'aspetto più negativo è nel fatto che le questioni concrete dell'Europa sono in generale presenti solo nei dibattiti organizzati dai comunisti. Su queste questioni, c'è una quasi totale assenza di confronto delle altre forze politiche ».

Un altro punto che è stato toccato con insistenza da certi settori della stampa è quello della *« diversità delle strategie »* dei partiti comunisti. Sulla stampa americana qualcuno ha parlato, sia pu-

re con l'interrogativo, di «*ultimi giorni dell'eurocomunismo*»; altri ha sostenuto che esso sarebbe «svanito, almeno come forza *politica unificante*». Qual è, chiediamo ad Antonio Rubbi, vice-responsabile della Sezione esteri, il tuo giudizio?

«*Vedi, c'è gente che, piantato un arbusto, pretenderebbe di trovarvi all'indomani un grosso albero già abbondante di frutti, senza porsi il problema della lunga fatica, del lavoro tenace e delle cure pazienti che sono necessari per farlo crescere, superando anche scontati momenti di temperie e avversità. Si comportano così quelli che parlano di "eurocomunismo declinante" o "svanito". Sappiamo bene che la crescita di quella costruzione che va sotto la definizione di eurocomunismo comporterà un prolungato sforzo; ma si tratta di una costruzione certa, di ampia prospettiva, irreversibile. La sua certezza sta nella profondità delle sue radici, affondate nella storia, nella cultura, nel pensiero politico del movimento operaio occidentale, nella sua forza organizzativa e nel creativo sviluppo della sua strategia politica. La sua prospettiva è dettata dalla necessità di imboccare strade qualitativamente nuove per uscire dalla grave crisi che attraversano le società capitalistiche dell'occidente, il bisogno di rinnovarle, trasformarle ed avviarle in modo nuovo e originale, verso il socialismo*».

— Una necessità che non riguarda soltanto noi...

«*Appunto. Di unificante, l'eurocomunismo ha questo obiettivo, fatto proprio da un assieme di partiti comunisti e non, assai più ampio di quello a cui solitamente si fa riferimento: obiettivo conseguibile attraverso strategie che per operare con successo nelle specifiche realtà nazionali non possono non avere elementi di diversità tra loro. Chi parla di "ultimi giorni dell'eurocomunismo" non ha ancora ben compreso che questa costruzione impegnerà non solo i partiti comunisti, ma il movimento operaio, le sinistre, le forze progressiste e democratiche, laiche e cattoliche, per una lunga fase storica, che è già cominciata e che proseguirà, in un processo certamente non privo di difficoltà, ma irreversibilmente*».

— I nostri critici partono, mi sembra, dall'idea che le posizioni dei partiti siano state determinate una volta per tutte dalle condizioni di una altra fase storica.

«*E' un errore. Perciò io dico che quando i laburisti inglesi stabiliscono rapporti più stretti con il PCI, quando Ehmke, uno dei massimi dirigenti della socialdemocrazia tedesca, parla di "fenomeno nuovo", quando a Madrid e Barcellona si eleggono sindaci socialisti e comunisti, quando Marchais al 23. Congresso del PCF ne ribadisce l'attualità e la prospettiva, quando il segretario del Partito socialista francese, Claude Estier afferma che PCI e PS devono costituire la "cerniera in grado di riuscire a far avanzare nelle istituzioni europee tutto lo schieramento delle forze di sinistra" e quando, ancora, importanti forze di indirizzo cristiano, in Belgio e in Olanda, giudicano l'eurocomunismo "un fattore originale e di grande interesse e potenzialità", allora si potrà pure affermare, ad onta di tutti i nostri critici, che l'arbusto dell'eurocomunismo è cresciuto e che comincia a dare i suoi frutti*».

e. p.

Ministero degli Affari Esteri

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale La Nazione pag 11

del 22/5 X

L'obiettivo Europa della Confindustria

Il significato del « manifesto delle imprese » che viene presentato in questi giorni - Creare ricchezza per 250 milioni di persone - Salto di qualità anche nel settore imprenditoriale

La Confindustria, dopo aver dichiarato più volte attraverso i suoi più autorevoli responsabili, la volontà di proporre uno statuto dell'impresa, esce pubblicamente con un « manifesto delle imprese europee », cioè con un progetto (obiettivo Europa) di più largo respiro, che si inserisce nelle varie proposte sull'integrazione europea.

In questo periodo la presentazione dei manifesti si susseguе e vede in particolar modo al centro dell'attenzione l'impresa, ma questo obiettivo Europa degli industriali quale significato assume? Lo chiediamo ad Alberto Carmi, presidente degli industriali toscani e responsabile dei rapporti interni della Confindustria.

« L'appuntamento delle elezioni europee — risponde Carmi — ha indotto un gruppo di organismi imprenditoriali di vari paesi, tra cui la Confindustria, a presentare ai governanti, ai politici, ai candidati al Parlamento europeo e all'opinione pubblica, una carta contenente esigenze ed orientamenti per una crescita dell'Europa, compendiata da un documento di raffronto tra imprese europee; ciò al fine di contribuire alla conoscenza del problema Europa, che ci sembra, almeno per il momento, tenuto in sordina, pur approssimandoci alla scadenza elettorale ».

Tutti « proclamano » di sentire il problema Europa, ma nei fatti fino ad oggi la sensibilizzazione sull'integrazione europea è stata alquanto circoscritta se non inesistente. Come intendete basare la « vostra campagna »?

« Abbiamo ritenuto opportuno — aggiunge Carmi — nell'attuale quadro politico ed economico del Paese, impegnare ieri l'intera organizzazione centrale e periferica attraverso i mass media di ogni livello, per evidenziare quali siano, a nostro giudizio, le esigenze che si pongono per un positivo sviluppo della Comunità e per l'adeguamento, non facile, del nostro paese a questa nuova realtà. Tale impegno è stato definito obiettivo Europa ».

Ma che cos'è questo manifesto e quali sono i contenuti e le proposte?

« L'idea base del manifesto — afferma Carmi — delle imprese europee è semplice: in un sistema di libero mercato, esse sono l'indispensabile strumento per creare ricchezza, elemento essenziale per soddisfare le esigenze di una comunità di 250 milioni di persone; ma il soddisfacimento delle aspirazioni di tale massa di cittadini rischia di essere l'insufficiente sviluppo economico.

« Perchè vi possa essere un progresso economico e sociale occorre, quindi, che le imprese prosperino, siano efficienti e competitive, ma perchè ciò si verifichi occorre che esse possano agire liberamente ed autonomamente all'interno di una Europa forte ed integrata non solo sul piano economico, ma anche su quello culturale e sociale ».

Quali aspettative esistono da parte degli imprenditori dal pianeta Europa?

« L'Europa — risponde il presidente degli industriali toscani — non è, a giudizio degli imprenditori, un toccasana, ma uno strumento per condurci a convivere in modo più costruttivo; e per fare questo occorre l'impegno immediato di tutte le comunità nazionali, nelle loro diverse componenti.

« Per quanto ci riguarda, dobbiamo rendere il nostro paese più compatibile con la realtà europea e quindi superare taluni elementi di ritardo che gravano a nostro sfavore, come le disfunzioni esistenti nei servizi pubblici e sociali; l'alta conflittualità industriale; la scarsa produttività nell'uso pubblico del risparmio privato; l'instabilità e contradditorietà negli indirizzi politici: il senso di insoddisfazione diffuso fra i cittadini per il deludente funzionamento delle nostre istituzioni democratiche ».

Con questo manifesto e da quanto traspare dalle sue risposte chiedete molte cose ai politici e al sindacato, ma all'impresa non chiedete nulla? O meglio cosa offrite in cambio?

« In pratica — dice Carmi — l'impresa dovrà operare un salto di qualità anche nel settore imprenditoriale e nei comportamenti verso esigenze interne ed esterne alle aziende e ai mercati. Dovremo in molti casi adattare la nostra produzione; preparare in modo nuovo il personale; mettere in moto un sistema a volte diverso di organizzazione del lavoro che garantisca la massima presenza sui mercati esteri ».

Davide Paolini

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio dal Giornale Il Sole 24 Ore
di Milano del 22/V/72 X

Primi intoppi del Sistema monetario

Il dollaro e lo Sme

Significativo il caso del franco belga che ha superato la soglia di divergenza dell'Ecu

di Paolo Savona

Due vicende movimentano il quadro dell'assetto monetario europeo: si parla con insistenza dell'esigenza di controllare l'eurodollaro e si resta inattivi di fronte al superamento della soglia di divergenza rispetto al paniere Ecu da parte del franco belga.

Esiste una relazione stretta tra questi due problemi, alla cui origine vi è la non mai sufficientemente deprecata assenza di una politica comunitaria nei confronti del dollaro.

E' sempre difficile conoscere le decisioni della diplomazia segreta monetaria. Parrebbe che dalle consultazioni tra le banche centrali è emerso che la debolezza del franco belga non deriva da cause interne all'economia belga, bensì dai comportamenti del dollaro (e quindi della *Federal Reserve* statunitense) e della Bundesbank in difesa del marco. Attendiamoci per il futuro un largo ricorso a questa giustificazione e, di conseguenza una crisi dello Sme di fronte ad un serio attacco speculativo.

Occorre ricordare che, nel corso delle trattative che hanno portato alla Risoluzione del Consiglio del dicembre scorso, chi ha osato sollevare il problema della imprescindibilità di una politica nei confronti del dollaro per la funzionalità del sistema monetario europeo veniva tacciato di antieuropeismo.

Se i negoziatori e gli esecutori dell'accordo monetario europeo hanno ritenuto di poter fare a meno di questa parte essenziale del sistema, non possono oggi fare ricorso alla giustificazione avanzata per il franco belga, in quanto esiste sempre una politica — tra le quattro previste al punto 2.6 dell'accordo — capace di fronteggiare movimenti di altre valute.

Se invece si riconosce l'esigenza di una politica concertata a livello europeo nei confronti del dollaro, «scoprendo» con il senno di poi che gli interventi della Bundesbank in difesa del marco tedesco sospingono oltre la soglia di divergenza il franco belga, si deve concludere che l'accordo che ha dato vita al sistema monetario europeo è imperfetto.

Non è un mistero che questa tesi è stata da me ripetutamente avanzata e mi sono dichiarato d'accordo per l'avvio dello Sme a patto che si definisse entro giugno questo aspetto del problema. Siamo invece di fronte ai primi sintomi, per fortuna non gravi, delle manchevolezze del sistema e non si è provveduto a definire una soluzione.

Analoghe e più gravi preoccupazioni accompagnano la notizia di una conversione delle autorità monetarie europee e, anche se in modo non chiaro, di quelle statunitensi alle tesi del controllo dell'eurodollaro. Non è un mistero che sul funzionamento dell'eurodollaro esistono interpretazioni sbagliate, che rifiutano di considerare la forza moltiplicativa dei mezzi monetari denominati in dollari insita nell'euromercato. Una non corretta interpretazione dei modi di funzionamento del sistema prelude a una regolamentazione impropria o errata dello stesso.

L'instabilità del sistema monetario europeo giace, in un modo non facilmente distinguibile, sia nella diversità dei processi inflazionistici all'interno dei Paesi comunitari, sia nei movimenti delle consistenze di dollari depositati in Europa o fuori dagli Stati Uniti.

Una delle preoccupazioni che hanno accompagnato l'avvio dell'accordo monetario europeo era appunto quella che, nel caso di un suo successo (sempre auspicabile), si sarebbe determinata in Europa una area di stabilità monetaria che avrebbe attratto inevitabilmente l'enorme massa di dollari vaganti alla ricerca di una protezione dall'inflazione e dalla svalutazione.

L'eccesso di offerta di dollari che si sarebbe così determinato in Europa avrebbe spinto alla rivalutazione le monete europee danneggiando le esportazioni comunitarie, sospingendo le monete più deboli ad uscire dall'accordo.

Una regolamentazione dell'eurodollaro impropria che svantaggiasse un'area rispetto ad un'altra determinerebbe spostamenti delle consistenze di eurodepositi, creando nuovi squilibri nelle aree verso cui si dirigono. Se il successo di questa regolamentazione determinasse in Europa ulteriori favorevoli condizioni di stabilità monetaria si allargherebbe ulteriormente il divario tra aree monetarie stabili e aree monetarie instabili, con onde di ritorno rivalutative sulle monete del serpente ancora più virulente.

Concordo pienamente sulle conclusioni tratte da Guido Carli nel corso dell'udienza tenuta dal Senato americano sotto la guida del Senatore Proxmire: solo un uso dinamico dell'Ecu che sospinga conversioni degli eurodollari in questa unità di conto può garantire l'assorbimento senza squilibri di questo potenziale di instabilità monetaria.

L'accordo monetario europeo non è però pronto da accogliere siffatta soluzione. Debbo perciò arguire che i controlli, qualora attuati, prendano direzioni diverse da quelle auspicabili ed è quindi giusto che un segnale di allarme parta dall'Italia che nel passato ha avuto una riconosciuta leadership intellettuale nella guida di questi problemi.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Secolo d'Italia

di ..... del 22/4/79 X

C'è ancora molto da fare per costruire l'Europa unita

La «lunga marcia» della Comunità tra progressi e battute d'arresto

(ANIC) — *Ventidue anni fa, il 25 marzo 1957, venivano firmati a Roma i trattati istitutivi della Comunità economica europea e della Comunità europea dell'energia atomica.*

Fare un bilancio di questo periodo, così pregno di avvenimenti in Europa e nel mondo, non è cosa facile.

La realizzazione dell'unione doganale, avvenuta il 1° luglio 1968 con un anno e mezzo di anticipo sul calendario previsto dal trattato della CEE, ha costituito un efficace fattore di stimolo all'intensificazione degli scambi commerciali prima tra i sei paesi fondatori — Belgio, Francia, Germania Federale, Italia, Lussemburgo, Olanda — poi tra i nove, in seguito all'adesione alla Comunità, nel 1973, della Gran Bretagna, dell'Irlanda e della Danimarca.

Gli scambi tra i Nove e il resto del mondo rappresentano oggi oltre il 40% del commercio mondiale. La comunità è infatti una grande area di trasformazione. Essa acquista all'esterno gran parte delle materie prime e le trasforma in prodotti finiti. Questo spiega la sua vocazione commerciale e quanto la crisi abbia influito sull'industria europea, data la sua dipendenza energetica all'esterno per oltre il 60%.

Oltre all'unione doganale e alla libera circolazione delle persone, obiettivo primario della Comunità è stato la progressiva realizzazione di politiche comuni nei settori essenziali della vita economica. La politica agricola ne è l'esempio più noto. Ad essa non sono mancate critiche, ma non bisogna dimenticare che la sicurezza degli approvvigionamenti, ha favorito la stabilità dei mercati e l'ammodernamento delle strutture.

D'altra parte, il sistema dei prezzi agricoli comuni non poteva risentire degli sconvolgimenti monetari degli ultimi anni.

All'inizio degli anni '70, l'Europa comunitaria affrontò il compito fondamentale di avviare l'unione economica e monetaria, che si è concluso recentemente con l'approvazione dello SME: sistema monetario europeo.

Si trattava di creare un più stretto coordinamento delle economie e delle politiche monetarie dei paesi membri, in modo che le iniziative economiche assumessero sempre più dimensioni continentali e si formasse, nel quadro del sistema monetario internazionale, una entità unica caratterizzata dalla convertibilità totale e irreversibile delle monete, dalla progressiva eliminazione dei loro margini di oscillazione e dalla fissazione della loro parità.

Compito certamente ambizioso che presuppone un alto grado di volontà politica — peraltro non ancora pienamente acquisita tra i partners *— che tra l'altro, perseguisse l'obiettivo di eliminare gli squilibri regionali esistenti nelle Comunità.*

Di questo periodo è comunque una maggiore accentuazione degli aspetti sociali dell'integrazione. Il vertice dei capi di Stato e di Governo, tenutosi a Parigi nell'ottobre del 1972, affrontò questi problemi decidendo il rilancio della politica sociale e l'avvio delle politiche regionali, dell'ambiente, della tutela dei consumatori. Si sottolineò anche l'importanza della partecipazione delle parti sociali alla elaborazione delle deliberazioni comunitarie.

La crisi, sopravvenuta verso la fine del 1973, trovò la Comunità in un momento delicato, impegnata com'era ad adeguare le sue strutture al recente allargamento e alla messa in cantiere dell'unione economica e monetaria e delle politiche atte a contribuire al superamento degli squilibri settoriali e regionali.

Il disordine monetario internazionale non facilitò certamente i compiti dei Nove. Malgrado le difficoltà degli ultimi anni e le numerose battute di arresto, la Comunità ha retto al suo interno ed ha tenuto fede ai propri impegni con il resto del mondo in particolare con i paesi in via di sviluppo.

Dal 1971, ad esempio, il sistema comunitario delle preferenze tariffarie generalizzate favorisce l'importazione nel mercato comune dei prodotti industriali o semilavorati di questi paesi.

Nel febbraio 1975, in pieno periodo di crisi, è stata firmata la Convenzione di Lomè di cooperazione e di aiuto con 46 paesi dell'Africa dei Caraibi e del Pacifico.

Nel 1976 è stata avviata la politica globale mediterranea.

Per uscire dalla crisi, i Nove debbono rafforzare la coesione interna, facendo agire la solidarietà comunitaria.

Partners più ricchi e partners meno favoriti hanno tutti bisogno dell'Europa.

La creazione del Fondo regionale, peraltro assai faticosa, o la concessione di prestiti comunitari ai paesi con bilancia dei pagamenti in deficit, sono da ascrivere in questa prospettiva.

Ma non basta: occorre riprendere il cammino dell'unione economica e monetaria, tenendo conto di quanto è avvenuto nell'ultimo quinquennio, dell'azione della crisi, del preoccupante fenomeno della disoccupazione, dei mutamenti della società europea.

G. A.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ROMA pag. 5

di ..... del 22/5 X

Incontri - GALASSO

Perchè l'Europa

«Il Partito repubblicano italiano è la prosecuzione di un movimento politico che è nato dal Risorgimento italiano in cui ha rappresentato l'area democratica in opposizione all'ala liberale e monarchica», dice il professor Giuseppe Galasso, candidato al Parlamento europeo, rispondendo alla nostra prima domanda sulle origini del suo partito. Ed aggiunge: «Questa opposizione è stata esercitata dal Pri con un rigore ed un disinteresse che in seguito sono rimasti tradizionali del partito». Di qui Galasso che insegna storia moderna all'Università di Napoli non si fa pregare due volte per spiegarci la «tenacia sopravvivenza» del suo partito attraverso centoventi anni di vita nazionale.

Capelli brizzolati, cinquanta anni, portamento sportivo, un curriculum vitae dal 1957 ad oggi nutritissimo: dal 1966 docente nella facoltà di lettere e filosofia di Napoli della quale è stato preside dal 1972 fino agli inizi del 79, fa parte della direzione nazionale del Pri, dirige l'ufficio scuola, è consigliere comunale di Napoli, nel 1975 fu eletto sindaco di Napoli ma non accettò l'incarico per l'impossibilità di formare una giunta laica, nel 1977 viene ammesso alla prestigiosa Accademia dei Lincei, è tuttora presidente della Biennale di Venezia; Giuseppe Galasso intreccia la politica alla cultura con abilità rara. E questo è niente. Sforna libri come pane, fa saggi, conferenze, introduzioni e cataloghi.

Ma dove trova tanto tempo? «E' vero che mi interesso di tante cose, ma penso sempre di fare poco rispetto a ciò che fanno tante persone», ribatte il professore, forse con polemica. Rapida conversione ad U e ritorniamo al Pri.

Galasso ricorda il contributo, di grande importanza storica, che i repubblicani hanno dato per la formazione del movimento sindacale ed operaio in Italia prima del sopravvento delle idee anarchiche, marxiste e socialiste. Qual è il ruolo attuale del Pri? «Il Pri, come ha voluto La Malfa, rappresenta oggi in Italia il partito della democrazia moderna. Quella democrazia, osserva Galasso, che nel mondo anglosassone è stata esposta dal presidente Kennedy». In altri termini c'è nel Pri un rinnovamento continuo del pensiero politico e sociale? «Certamente. Il principale artefice è stato proprio Ugo La Malfa».

Professore lei ha parlato di Gaetano Salvemini, ma cosa è cambiato da quell'università contro cui Salvemini lanciava le sue frecce avvelenate? «E' cambiato molto», risponde l'ex preside della facoltà di lettere e filosofia. E continua: «Oggi la presenza nell'Università non è più del piccolo borghese ma è quella di generazioni di giovani dalle origini popolari. Purtroppo però l'Università non è in grado di svolgere la sua funzione di scuola di massa nè abbiamo una società in gradi di accogliere questo proletariato intellettuale». Ma Salvemini denunciava anche gli innumerevoli «intrallazzi» fra docenti e studenti? «Le debolezze sono di ogni tempo. Elementi positivi e negativi, dice, si ritrovavano ieri, si ritrovano oggi, spero che si ritrovino di meno domani».

Perchè si è presentato per il Parlamento europeo? «Innanzitutto le premetto che sono candidato anche per il Parlamento nazionale in Abruzzo». Perchè negli Abruzzi e non a Napoli? «E' stata una scelta di partito», ribatte prontamente.

Riprende il tema dell'Europa: «Ritengo che le elezioni europee siano una delle occasioni più importanti che abbiamo avuto dalla fine della guerra ad oggi per determinare un vero e proprio salto di qualità nel processo di integrazione europea. Inoltre sono personalmente convinto che l'integrazione europea su un piano storico, sociale e non ultimo economico sia indispensabile allo sviluppo della vita materiale e morale del nostro paese e degli altri».

Il Parlamento europeo avrà un'attività legislativa vera e propria? «In verità il Parlamento non nasce con poteri legislativi ben definiti anche se qualche competenza c'è l'ha ed ha pure un suo bilancio», ci fa notare Galasso. Ma c'è qualcosa che va oltre i poteri legislativi avverte il professore ed aggiunge: «Il Parlamento europeo si forma questa volta con la partecipazione diretta delle forze politiche nazionali e con un'elezione dal basso. Esso non ha un governo che corrisponde alla sua istanza rappresentativa in senso proprio però ha un contatto con le forze politiche nazionali».

Non si può, allora, pensare ad una divergenza di posizioni tra i rappresentanti delle forze politiche del parlamento nazionale e quelle dei rappresentanti del Parlamento europeo? «Non mi pare perchè coloro che andranno nel Parlamento europeo rappresenteranno posizioni che sono rappresentate anche nei parlamenti nazionali. Questo stretto collegamento assicura un'indubbia concretezza al lavoro del Parlamento stesso». Professore quale sarà l'atteggiamento dell'America nei confronti dell'Europa? «L'America è stata sempre una convinta fautrice dell'unità europea. E questo perchè credo che gli americani vedano nell'Europa uno spazio economico e politico che possa alleggerire le responsabilità mondiali dell'America stessa. Ho tutte le ragioni per ritenere che questo atteggiamento americano degli ultimi venti, venticinque anni sia ancora quello dell'America di oggi», dice Galasso.

Giovanni Stella

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Avanti

di ..... del 22/6/79

Il 10 giugno un'occasione per passare ai fatti concreti

Lavoratori all'estero: da emigrati a cittadini europei

di ENRICA LUCARELLI

C'è una campagna elettorale di cui non si parla affatto o di cui si parla poco, ed è quella, attualmente in pieno svolgimento, fra gli emigrati italiani nei paesi CEE e nella Svizzera. Campagna elettorale del tutto diversa da quelle che l'hanno preceduta perché stavolta, per le elezioni europee, l'emigrazione vota nel luogo dove vive e dove lavora, con il significato positivo che questo comporta politicamente ma anche con tutte le difficoltà organizzative, e non solo organizzative che si incontrano.

Gli emigrati italiani sono i battistrada di quella azione che i socialisti europei si sono impegnati a portare avanti all'interno del nuovo parlamento eletto, per giungere al voto alle elezioni amministrative cui, a pieno titolo, con gli stessi diritti, partecipino gli emigrati, dopo cinque anni di residenza. A Francoforte abitano più emigrati che cittadini nati in quella città, ad essi, come a quelli che vivono nelle altre città deve essere data la possibilità di esprimersi e di contare sul modo di vivere, sulla casa, sul quartiere, sulla scuola. La partecipazione al voto alle elezioni comunali ha una premessa ed una conseguenza, l'abolizione completa delle leggi e delle consuetudini amministrative che limitano, quando non impediscono, la libera partecipazione degli emigrati alle formazioni politiche e sociali.

Da emigrato a cittadino europeo, non può essere soltanto uno slogan, ma per non essere uno slogan deve essere sempre più chiara la coscienza nei sindacati europei che il loro rapporto con gli emigrati non può essere un rapporto assistenziale E paternalistico, che vanno trovati punti di contatto fra le richieste degli emigrati e quelle degli altri lavoratori, per una lotta che sia comune e fra uguali. Primo punto, la disoccupazione che falcia milioni di lavoratori e che trova le sue punte maggiori fra gli emigrati, oltre che fra le donne.

Secondo punto, una parità vera per quello che riguarda la ricerca del lavoro, l'accesso al lavoro, le condizioni di lavoro degli emigrati che divengono le condizioni indispensabili perché il padronato non abbia più a disposizione una massa di manovra da usare a suo piacimento in condizioni concorrenziali con gli altri lavoratori.

L'Europa dei lavoratori insomma, come vogliono i socialisti e non l'Europa dei padroni e dei braccianti che, per sopravvivere, ha bisogno di ricreare in continuazione braccia a basso costo da attirare o da respingere nei luoghi di origine a seconda delle esigenze del profitto. E che sia vera finalmente quella che sembra una vecchia frase retorica, portare il lavoro dove sono gli uomini e non viceversa, se non vogliamo che i giovani continuino ad emigrare, come stanno facendo ancora attualmente nonostante i rientri che ci sono stati.

Gli esseri umani debbono poter decidere da soli della propria sorte, restare nelle proprie regioni se lo vogliono, ma anche decidere la loro maniera di vivere come emigrati, senza continuare ad essere governati da strutture burocratiche come quelle consolari, che vanno riformate per avere una partecipazione degli emigrati non consultiva, non concessa o meno, ma vera e decisionale. E chi rientra non può continuare ad essere abbandonato a sé stesso, magari con figli che parlano solo un'altra lingua. Anche l'emigrazione ha bisogno di un governo che governi non solo con l'assistenza e le promesse.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale IL POPOLO pag. 11

del 22/5

Giornata di studio a Recanati

Nuove speranze per gli emigrati

L'on. Foschi ha sottolineato che è terminato il fenomeno migratorio di massa — Il problema dei figli dei lavoratori all'estero

RECANATI — Nel quadro delle attività culturali e sociali promosse dal Distretto Scolastico n. 11 di Potenza Picena, dai due circoli didattici di Recanati e in collaborazione con l'amministrazione comunale, si è svolto a Recanati un incontro di studio sui problemi dell'infanzia.

Nelle relazioni di G. Caramia, Rina Gioberti e Franco Foschi, è stato tracciato un quadro completo dei problemi che si presentano al mondo dell'infanzia dal periodo perinatale a quello di ingresso nell'adolescenza.

Tracciato a grandi linee il fenomeno migratorio che ha interessato cento anni di storia italiana, Foschi ha dichiarato che l'emigrazione di massa è finita. I rientri superano gli espatri che oggi sono legati soprattutto a grandi imprese che operano nelle varie nazioni del mondo. Una esperienza temporanea di lavoro all'estero che ha i suoi problemi e necessita di interventi.

Sono soprattutto i figli di queste nuove famiglie emigranti che nei luoghi d'emigrazione necessitano di scuole, servizi sociali, centri culturali. Foschi soffermandosi sul problema dei rientri dei nostri connazionali, ha affermato che « senza una cultura più aperta i bambini emarginati non sono solo gli handicappati ma anche i figli degli emigranti rientrati in patria.

Foschi si è ampiamente soffermato sulle provvidenze realizzate all'estero e in Italia quali la creazione di scuole con l'insegnamento dell'italiano, l'inserimento dei bambini che hanno studiato all'estero allo stesso livello scolastico raggiunto, la creazione di adeguati sostegni di un servizio sociale per alcuni insegnamenti di base che dopo la dovuta osservazione lo richiedano.

L'on. Foschi ha altresì sottolineato che cercando di risolvere i problemi di coloro che hanno più bisogno è realistico pensare che possano essere risolti i problemi dei bambini più fortunati fisicamente e culturalmente.

Lo stesso inserimento degli handicappati nel mondo del lavoro anziché puntare sul collocamento obbligatorio deve far leva su quello selettivo, orientato cioè a valorizzare qualità e capacità residue dei portatori di handicaps.

P. S.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale IL MATTINO pag. 18
di ..... del 22/5 e Varie

LIBERATA GULU ROCCAFORTE DEI FEDELI DI AMIN

Uganda: salvi i missionari

Per la maggior parte sono italiani - Hanno raccontato di non aver subito violenze - Aperto appoggio della Cina al nuovo governo

GULU — Le truppe tanzaniane ed i soldati ugandesi hanno conquistato Gulu, una delle ultime città ancora in mano ai fedeli di Amin. I padri missionari, quasi tutti italiani, che da settimane vivevano isolati nella città sono sani e salvi. I religiosi hanno detto di essere stati protetti da uno speciale distaccamento di soldati di Amin e di non essere stati maltrattati.

Intanto, il nuovo governo civile provvisorio ugandese insediatosi l'undici aprile sta procedendo attualmente ad una profonda riorganizzazione del Paese; tanto sul piano amministrativo quanto su quello economico e militare. Si è appreso a Kampala che quattro regioni divise in 23 distretti «economicamente vitali» sostituiranno d'ora in poi le nove province che esistevano sotto il regime militare di Idi Amin. Il governo ha già designato quattro personalità importanti per dirigere queste quattro regioni.

In un messaggio alla Nazione diffuso alla televisione e alla radio ugandesi, il presidente Yusuf Lule ha indicato che il primo compito di questi quattro commissari regionali sarà di reclutare giovani ugandesi per l'esercito, e di organizzare elezioni in parecchi distretti.

Un'altra notizia interessante sull'Uganda viene da Pechino. Il «Quotidiano del Popolo» definisce un fatto positivo la «stabilità e normalizzazione della situazione in Uganda» dopo la caduta di Idi Amin e l'assunzione della Presidenza della Repubblica da parte di Yusuf Lule. In un articolo firmato, notando che il nuovo capo dello Stato si è impegnato a creare una società libera e prospera, l'organo centrale del Pc cinese afferma che «ciò dimostra che il governo provvisorio ha il controllo del Paese». Il giornale poi rileva con soddisfazione il fatto che Lule si sia pronunciato per una politica di non allineamento del suo Paese e conclude: «La stabilità e la normalizzazione della situazione in Uganda avranno un effetto positivo sulla stabilità della situazione nell'Africa meridionale e in tutto il Continente.

IL RESTO DEL CARLINO 22/5 pag. 4

Per gli italiani in Uganda

Apprendo che altri due missionari comboniani sono stati uccisi dai soldati di Amin, sbandati e in fuga. Salgono così a quattro gli italiani trucidati mentre prestavano la loro opera di civiltà. Il nostro governo intanto cosa fa? Dopo un lungo silenzio, la Farnesina si limita a pregare i governi degli Stati confinanti con l'Uganda ad aprire le frontiere a quanti nostri connazionali si presentassero chiedendo asilo. Come ricorderanno coloro che non hanno la memoria corta, la Germania ed Israele in una situazione quasi analoga, (Mogadiscio ed Entebbe) inviarono un corpo di spedizione di soccorso e liberarono i loro connazionali. Ma sarebbe pretendere troppo dal nostro governo. Meglio limitarsi a pregare e anche timidamente. Un diverso atteggiamento lo dipingerebbe virile e coraggioso e lui, poveretto, non può essere quello che non è.

Corriere della Sera pag. 5 del 22/5

Uganda: salvi altri 50 missionari Uno speciale reparto di Amin li ha protetti

KAMPALA — Truppe tanzaniane e soldati del nuovo esercito ugandese hanno conquistato Gulu, una delle ultime città ancora in mano ai fedeli dell'ex dittatore Amin.

I cinquanta missionari, di cui quarantuno italiani, che da settimane vivevano isolati nella città, sono sani e salvi. I religiosi hanno detto di essere stati protetti da uno speciale distaccamento di soldati di Amin che li hanno difesi dagli altri sbandati e di non essere stati maltrattati.

Tra i cinquanta padri missionari comboniani ci sono cinque inglesi e quattro americani.

L'attacco dei tanzaniani contro Gulu è iniziato all'alba di domenica con un violento fuoco di sbarramento

Quando il corpo di liberazione è entrato nella città, essa era semideserta. Quasi tutta la popolazione si era infatti rifugiata nella boscaglia circostante.

IL MESSAGGERO del 22/5 pag. 21

Uganda. I missionari italiani a Gulu stanno bene

KAMPALA — Le truppe tanzaniane ed i soldati ugandesi hanno conquistato Gulu, una delle ultime città ancora in mano ai fedeli di Amin. I 50 padri missionari, quasi tutti italiani, che da settimane vivevano isolati nella città, sono sani e salvi. I religiosi hanno detto di essere stati protetti da uno speciale distaccamento di soldati di Amin e di non essere stati maltrattati.

L'attacco dei tanzaniani contro Gulu è iniziato all'alba di domenica con un violento fuoco di sbarramento che ha costretto alla ritirata i soldati di Amin.

Intanto il nuovo governo civile provvisorio ugandese, insediatosi l'undici aprile, sta procedendo attualmente ad una profonda riorganizzazione del Paese, tanto sul piano amministrativo quanto su quello economico e militare

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio dal Giornale AVVENIRE
di Milano del 22/5

ELIMINATA UNA DELLE ULTIME SACCHE DI RESISTENZA DEI «FEDELISSIMI» DI AMIN

Conquistata Gulu Salvi missionari e medici italiani

Protetti da un corpo speciale di soldati dell'ex dittatore non hanno subito maltrattamenti

GULU (Uganda) — Le truppe tanzaniane ed i soldati ugandesi hanno conquistato Gulu, una delle ultime città ancora in mano ai fedeli di Amin. I 50 padri missionari e i medici volontari quasi tutti italiani, che da settimane vivevano isolati nella città sono sani e salvi. I religiosi hanno detto di essere stati protetti da uno speciale distaccamento di soldati di Amin e di non essere stati maltrattati.

Tra i cinquanta padri comboniani ci sono cinque inglesi, e quattro americani.

L'attacco dei tanzaniani contro Gulu è iniziato all'alba di domenica, con un violento fuoco di sbarramento che ha costretto alla ritirata i soldati di Amin.

Quando gli uomini di Nyerere e del presidente ugandese Lule sono entrati nella città essa era praticamente deserta. La popolazione si era infatti rifugiata nella boscaglia circostante.

Intanto il nuovo governo civile provvisorio ugandese, insediatosi l'11 aprile, sta procedendo attualmente ad una profonda riorganizzazione del Paese, tanto sul piano amministrativo quanto su quello economico e militare.

Si è appreso ieri a Kampala che quattro regioni divise in 23 distretti « economicamente vitali » sostituiranno d'ora in poi le nuove province che esistevano sotto il regime militare di Idi Amin. Il governo ha già designato quattro personalità importanti per dirigere queste quattro regioni.

In un messaggio alla nazione diffuso domenica sera alla televisione e alla radio ugandesi, il presidente Yusuf Lule ha indicato che il primo compito di questi quattro commissari regionali sarà di reclutare giovani ugandesi per l'esercito, e di organizzare elezioni in parecchi distretti. D'ora in poi, i consigli di distretto saranno la base dell'amministrazione locale e saranno dotati di poteri per la pianificazione.

Egli ha anche lasciato la porta aperta per il ritorno di più di 50.000 asiatici espulsi nel 1972 da Amin. « I non africani, i cui beni in Uganda, confiscati da Amin, non sono stati redistribuiti, hanno il diritto automatico di occuparsene di nuovo in collaborazione con il governo », ha detto. Lule ha precisato che questa decisione concerne soltanto le imprese veramente importanti e che i proprietari di imprese più piccole riceveranno un risarcimento.

Lule ha aggiunto, per spiegare questa decisione, che « politicamente, restituire le imprese più piccole che sono state africanizzate sarebbe un errore e in opposizione con la politica del nuovo regime che tende a spingere gli africani nel mondo degli affari ».

D'altra parte, il ministro dell'economia e delle finanze, Sebagereka, ha annunciato che l'Uganda attende la consegna dal Kenya di 300 autobus e 150 camion. Il ministro ha anche rivelato che un accordo è stato concluso con la Tanzania per il trasporto aereo di prodotti di prima necessità tra Dar-Es-Salaam ed Entebbe.

Da Bruxelles si è appreso ieri che un gruppo di funzionari della CEE è partito per Kampala per preparare un programma di aiuti a favore dell'Uganda.

Un portavoce dell'esecutivo ha precisato che il progetto consta di tre fasi: la prima, a carattere umanitario, riguarda soprattutto l'acquisto di generi alimentari; la seconda comporta azioni a breve termine per riportare il Paese a condizioni di vita normali (fornitura di prodotti farmaceutici, riparazione rete trasporti, assistenza tecnica); la terza sarà invece caratterizzata dalla realizzazione di programmi di sviluppo a più largo respiro.

Sotto il regime di Amin, hanno fatto notare fonti dell'esecutivo di Bruxelles, i rapporti tra CEE e Uganda si sono limitati a quelli previsti dalla Convenzione di Lomè (che lega la comunità a 54 Paesi dell'Africa, dei Caraibi e del Pacifico), ma di fatto gli interventi comunitari sono stati assai ridotti.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VI
Ritaglio dal Giornale IL POPOLO pag.
del 22/5
Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IL SECOLO D'ITALIA 22/5 pag. 4

In atto la "riorganizzazione"

L'Uganda vuole dimenticare Amin

Sarà accettata anche la collaborazione dei "non africani" — Conquistata Gulu: stanno bene i 50 missionari italiani

KAMPALA — Il nuovo governo civile provvisorio ugandese insediatosi l'11 aprile, sta procedendo attualmente ad una profonda riorganizzazione del Paese, tanto sul piano amministrativo quanto su quello economico e militare. Si è appreso a Kampala che quattro regioni divise in distretti «economicamente vitali» sostituiranno d'ora in poi le nove province che esistevano sotto il regime militare di Idi Amin. Il governo ha già designato quattro personalità importanti per dirigere queste quattro regioni.

In un messaggio alla nazione diffuso alla televisione e alla radio ugandesi, il presidente Yusuf Lule ha indicato che il primo compito di questi quattro commissari regionali sarà di reclutare giovani ugandesi per l'esercito e di organizzare elezioni in parecchi distretti. D'ora in poi, i consigli di distretto saranno la base dell'amministrazione locale e saranno dotati di poteri per la pianificazione.

Egli ha anche lasciato la porta aperta per il ritorno di più di 50 mila asiatici espulsi nel 1972 da Amin. «I non africani, i cui beni in Uganda, confiscati da Amin, non sono stati redistribuiti, hanno il diritto automatico di occuparsene di nuovo in collaborazione con il governo», ha detto Lule ha precisato che questa decisione concerne soltanto le imprese veramente importanti e che i proprietari di imprese più piccole riceveranno un risarcimento.

Lule ha aggiunto, per spiegare questa decisione, che «politicamente, restituire le imprese più piccole che sono state ormai africanizzate, sarebbe un errore e risulterebbe in contrasto con la politica del nuovo regime, che tende a spingere gli africani nel mondo degli affari». D'altra parte, il ministro dell'Economia e delle Finanze, Sebagerea, ha annunciato che l'Uganda attende la consegna dal Kenya di 300 autobus e 150 camion. Il ministro ha anche rivelato che un accordo è stato concluso con la Tanzania per il trasporto aereo di prodotti di prima necessità tra Dar-Es-Salaam ed Entebbe.

Da fonte attendibile si apprende intanto che le truppe tanzaniane ed i soldati ugandesi hanno conquistato Gulu, una delle ultime città ancora in mano ai fedeli di Amin. I 50 padri missionari, quasi tutti italiani, che da settimane vivevano isolati nella città, sono sani e salvi.

Anche Gulu, l'ultimo caposaldo di Amin, è caduta

Cessata l'angosciosa attesa per altri quarantuno italiani

KAMPALA — L'offensiva scatenata dalle truppe tanzaniane e dai soldati del presidente ugandese Lule contro gli ultimi caposaldi dei «fedeli» di Idi Amin è ormai al novanta per cento conclusa. All'alba di ieri i soldati di Nyerere hanno conquistato, senza colpo ferire, la città di Gulu, ritenuta insieme ad Arua, città natale di Amin, l'ultimo baluardo della resistenza del deposto dittatore. I cinquanta padri comboniani, 41 italiani, quattro americani e cinque inglesi, di cui da settimane non si avevano più notizie, sono sani e salvi e non hanno subito a quanto sembra angherie. I soldati che Amin aveva posto davanti alla chiesa ed all'ospedale di Gulu, dove i missionari vivevano, li hanno protetti evitando che fosse loro fatto del male.

Conquistare Gulu è stato più facile del previsto. È bastato l'intenso fuoco dei razzi per mettere in fuga quei pochi soldati filo-Amin ancora rimasti. Sembra che il grosso avesse comunque già lasciato la città da una settimana sentendo, dopo la caduta di Lira, odor di bruciato.

Quando gli uomini di Nyerere e di Lule sono entrati a Gulu la città era deserta. Gli unici che non l'avevano abbandonata erano stati proprio i missionari italiani; la popolazione aveva preferito mettersi in salvo nella boscaglia.

Essa è comunque ritornata in serata a Gulu mentre gli uomini della tribù degli acoli, nemici giurati di Idi Amin improvvisavano danze inneggiando alla riacquistata libertà.

Il sangue che non era scorso prima doveva però scorrere poi. Gli acoli, da tempo oggetto dei massacri di Idi Amin, si abbandonavano ad una spietata caccia all'uomo ed uccidevano dodici persone, tutte appartenenti alla tribù del deposto dittatore.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Il Resto del Carlino
di ... del 22/5
pag 4

Sui lavoratori stranieri

Mi è capitato di leggere su un numero arretrato del «Carlino» e precisamente su quello del 2-12-1978, un articolo di Bruno Traversari sul lavoro straniero in Italia. Io sono un lettore di un altro quotidiano bolognese (Avvenire) per ragioni sentimentali e il suo giornale non lo leggo sempre, ma ho creduto che il «Carlino» fosse meglio informato e fosse perciò da acquistare per le notizie più «fresche». E' stata quindi una sorpresa per me leggere l'articolo suddetto che, a parte la mia completa adesione non esiterei a definire nella sostanza pressochè una copia, anche se contiene altri dati e modifiche nella forma, dell'articolo apparso sull'Avvenire del 23 agosto 1978. La cosa mi è sembrata un po' strana. E' merito di quel quotidiano e del suo articolista o c'è demerito da altra parte? Credo sarà difficile vedere pubblicata questa lettera, ma tutti mi hanno detto di scriverla e io l'ho fatto.

Mario Giugli, Bologna

Il difficile non è pubblicare la lettera, ma capire la meraviglia del lettore. Da tempo, assai prima del 23 agosto 1978, la presenza di lavoratori stranieri in Italia non è più una novità, ma rappresenta un fe-

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale la Repubblica

di ..... del 22/V/79

Governo e sindacati sono arrivati ai ferri corti

Andreotti rovescia sui dirigenti statali una pioggia di milioni

di ALESSANDRA CARINI

ROMA — Sul pubblico impiego governo e sindacati sono arrivati ai ferri corti. Ieri a Milano c'è stato un duro sciopero dei dipendenti statali proclamato dalle confederazioni. Oggi i 1500 delegati del pubblico impiego parteciperanno all'assemblea indetta dalla Cgil, dalla Cisl e dalla Uil per decidere come proseguire nelle azioni di lotta. L'assemblea (a cui intervengono i tre segretari generali Luciano Lama, Pierre Carniti e Giorgio Benvenuto) è stata indetta in vista della prossima riunione del Consiglio dei ministri «per ottenere dal governo la piena trascrizione degli accordi del 1976-78».

Il dissenso delle confederazioni non riguarda comunque il decreto che il governo dovrebbe varare nella prossima riunione e che traduce in legge gli accordi che fissano una nuova scala retributiva per il pubblico impiego (punto di partenza uno stipendio minimo di un milione e 300 mila lire all'anno). Riguarda soprattutto il problema dei dirigenti statali. Il governo ha previsto nel decreto, oltre la chiusura dei vecchi contratti, anche aumenti sostanziosi ai dirigenti statali. Per i segretari delle confederazioni si tratta di un provvedimento unilaterale e "inaccettabile": «Siamo tornati ad una politica di mance elettorali — ha detto Sergio Garavina segretario confederale della Cgil — e, per alcuni di una mancia enorme».

Immediata la risposta dell'associazione dei dirigenti statali, la Dirstat: «L'atteggiamento delle confederazioni politicizzate — ha detto in un comunicato — dimostra ancora una volta come certe organizzazioni tentino di creare un antidemocratico regime di monopolio sindacale. In realtà la questione non verte sugli aumenti ai dirigenti che tutti ritengono necessari. Verte su come questi devono essere concessi. La Dirstat chiede l'aggancio "tout court" agli stipendi dei magistrati. I sindacati condizionano eventuali aumenti ai dirigenti (che comunque non dovrebbero superare le 100 e le 200 mila lire al mese) ad una verifica del ruolo e delle funzioni, da discutere con il governo.

Ad infocare le polemiche tra sindacati e governo sono state le prime indiscrezioni sui contenuti del decreto che finora Andreotti ha tenuto gelosamente custodito nei suoi cassetti. Stando alle informazioni di fonte sidacale, infatti, il decreto conterrebbe un sostanziale accoglimento delle proposte della Dirstat. Lo stipendio dei 7500 dirigenti dello Stato verrebbe equiparato a quello dei magistrati. In particolare quello di direttore generale verrebbe portato allo stipendio di consigliere di Cassazione. Tutti gli altri verrebbero riparametrati su questa base. Gli uffici tecnici sindacali si sono messi a fare i conti: quello che ne risulta, in realtà, sono salti di stipendio sostanziosi che vanno fino agli otto milioni annui.

A questi andrebbe aggiunta anche la rivalutazione degli scatti di anzianità che farebbe lievitare le retribuzioni di una cifra oscillante, a seconda delle categorie, tra le 400 e le 900 mila lire annue. Gli effetti, però, non finirebbero qui: ci sarebbe un immediato riflesso sulle retribuzioni dei direttori generali degli enti parastatali e in generale una spinta al rialzo di tutte le retribuzioni del pubblico impiego. «Con il governo siamo disposti a discutere nuove proposte per i dirigenti — dicono i sindacati — ma non ad accettare che in un momento in cui si parla di compatibilità da rispettare, vengano regalati milioni senza una contropartita in termini di riforme dei rapporti di lavoro nella pubblica amministrazione».

aise- una svolta nei colloqui per il progetto di accordo aggiuntivo di sicurezza sociale con la svizzera- nostra intervista con i responsabili del ministero del lavoro.

roma (aise)- l'ultima sessione dei negoziati italo-svizzeri sulla sicurezza sociale, svoltisi a roma nelle scorse settimane ha impresso ai colloqui tra italia e svizzera un nuovo impulso che lascia ben sperare per il futuro. certo vi sono ancora riserve e punti da chiarire , ma, l'atmosfera generale in cui si sono svolti gli ultimi colloqui e' sostanzialmente cambiata in positivo. dopo questa tappa, ritenuta a giusta ragione di fondamentale importanza, abbiamo ritenuto opportuno avvicinare i responsabili del ministero del lavoro che collaborano con la farnesina nella conduzione dei negoziati. alle nostre domande hanno risposto la dottoressa perrone, direttrice dell'ufficio internazione del ministero del lavoro, e la dottoressa selvaggi, dello stesso ufficio.

d 1: a che punto sono i negoziati sulla sicurezza sociale con la svizzera?
r 1 - gli ultimi negoziati non sono ancora del tutto ufficializzati, ed alcune delle questioni dovranno ancora essere studiate piu' approfonditamente da ciascuna delle due parti. quindi notizie su questi accordi ancora non dovrebbero essere date perche' siamo ancora nella fase negoziale in quanto ancora non c'e' la posizione ufficiale degli svizzeri su determinati punti ; noi abbiamo fatto delle proposte e loro si sono riservati di esaminarle per farci sapere il loro definitivo punto di vista. io non credo che notizie specifiche si possano scrivere, l'unica cosa che si potrebbe dire e' che le due parti si sono incontrate per discutere un progetto di secondo accordo aggiuntivo che dovrebbe completare e migliorare la tutela dei nostri lavoratori .

d 2: quali novita' determinera' il raggiungimento dell'accordo?
r 2 - nei rapporti con la svizzera e' difficile dire che cosa di determinante puo' portare un nuovo accordo o meno perche' tutta la parte essenziale dei rapporti italo-svizzeri sono gia' regolati. cerchiamo nel tempo di migliorare quelli che sono i rapporti base. quindi il vero accordo di base, quello che regola il coordinamento dei sistemi italiani e svizzeri sono ancora gli accordi del 1962, seguiti poi da altri accordi, protocolli, accordi amministrativi che hanno tutti portato un'evoluzione nel meglio i rapporti essenziali e basilari.

d 3: cosa e' cambiato nell'atteggiamento degli svizzeri nell'ultima sessione di colloqui?
la parte svizzera si e' dimostrata molto aperta e possiamo dire che ha accolto la maggior parte delle nostre proposte, ma vi sono dei punti che sono ancora rimasti in sospeso. sono: 1) riguarda il libero passaggio, in svizzera l'assistenza di malattia non e' regolata come da noi ma e' regolata su base individuale, volontaria e cantonale. quindi nel passato non c'era la possibilita' di avere un accordo in materia di malattia in quanto i singoli cantoni mancano della personalita' giuridica internazionale (allo stesso modo delle nostre regioni che non possono certo fare degli accordi interna

zionali) siccome la gran parte delle casse svizzere richiedono un certo perdiodo di attesa quando l'interessato si iscrive alla cas sa svizzera non concedono immediatamente le prestazioni di malat tia, ma osservano un certo periodo in cui non si danno le presta zioni: questo non c'e' sembrato giusto. d'altra parte la svizzera ha accordi di questo genere anche con altri paesi; nel senso, cioe', che i periodi di iscrizione nella assicurazione di malattia debbono essere presi in considerazione come se fossero stati fatti in sviz zera.

d 4: quali difficolta' vi sono per il completamento della bozza di accordo?

r 4 - tutto cio' che le ho appena detto ora e' piuttosto compli cato dall'istituzione del servizio sanitario nazionale, come lei sa in italia dal 1/1/79 e' stato istituito questo servizio sanitario nazionale che, pur restando ancora un accordo quadro nel senso che dovra' essere completato da decreti legislativi, quindi non esiste piu' un'assicurazione contro le malattie. per quanto riguarda i lavo ratori dipendenti subordinati il sistema e' rimasto tale e quale, so stanzialmente, come prima, nel senso che ognuno di noi paga i contri buti che pagava. quello che e' cambiato, quindi, e' l'ente gestore dell'assicurazione. non c'e' piu' questo ente gestore con tutto quel lo che ne consegue. ora il problema era come dimostrare alla parte svizzera l'iscrizione delle persone all'assicurazione di malattia. noi abbiamo fatto determinate proposte, che non le posso dire per che' non sono di nostra competenza in quanto sono ormai del mini stero della sanita'. la svizzera, ripeto, si e' riservata di esami narle. allo stesso modo da parte svizzera e' stato chiesto che tutti i cittadini svizzeri che vengono in italia debbono poter fruire dell'assistenza sanitaria: questo e' un altro grosso problema, per che' come innestiamo gli stranieri nel nostro sistema sanitario nazionale? la soluzione che abbiamo avanzato dovra' essere esamina ta piu' attentamente dalla svizzera e come le dicevo, dal nostro mi nistero della sanita'. con i paesi che abbiamo gia' contattato in ac cordi bilaterali il problema sono molto piu' semplici inquanto si instaurano subito dei rapporti che prendono piu' direttamente in considerazione le proposte che si avanzano. trovo infine molto im portante, con i paesi con cui abbiamo accordi, il fatto che una per sona iscritta nella assicurazione che va in questi paesi abbia dirit to ad avere l'assistenza sanitaria nel paese dove si trova, anche solo per ferie, per viaggio d'affari ed altri motivi, le spe se sostenute dall'ente straniero sono poi rimborsate dall'ente nazio nale del viaggiatore, la stessa situazione si ripete per i pensiona ti. per i paesi con cui non abbiamo accordi bisognera' studiare meglio l'applicazione che sara' data all'articolo 37 della legge istitutiva del servizio sanitario nazionale . (alessandro di giacomo) (aise)

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale AISE

di ..... del 23/IV/79

aise- al lavoro nelle campagne si preferisce l'emigrazione o la di
soccupazione- 40 mila posti disponibili in lombardia.

milano (aise)- uno studio redatto a cura dell'ufficio programmazione della regione lombardia rivela che, attualmente, sarebbero disponibili, nel settore dell'agricoltura, circa quarantamila posti di lavoro. la lombardia, inoltre sempre secondo lo stesso documento, detiene il record negativo della percentuale di occupazione nell'agricoltura: il 4 per cento della popolazio e attiva rispetto al 15 per cento della media nazionale ed il 7 per cento di paesi come la germania fortemente piu' industrializzata dell'italia.
questo stato di cose sarebbe determinato dal fatto che i giovani in cerca di prima occupazione e quelli disoccupati preferiscono oggi il lavoro stressante dell'industria, magari all'estero , al lavoro nelle campagne. secondo il responsabile dell'ufficio programmazione della regione lombardia, gabriele caiati, ''per quanto meccanizzato il lavoro agricolo desta ancora nei giovani il ricordo di umiliazioni, della mancanza di comodita' e della vita dura, che per centinaia di anni hanno caratterizzato la vita dei contadini. il loro sogno rimane tuttora l'ingresso in fabbrica, diventato per molti segno di emancipazione''.
le offerte di lavoro ci si riferisce lo studio della regione lombardia, si indirizzano a condizioni particolarmente vantaggiose, agli specialisti in agricoltura e zootecnia; in ragione minore le offerte per i periti agrari e per i laureati in scienze agrarie. (aise)

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale AISE

del 23/V/79

aise- "il psi vuole l'europa dei lavoratori e non dei capitali"
-nostra intervista con lucio glinni emigrato candidato al parlamento europeo.

roma (aise)- proseguendo nella presentazione dei candidati europei della emigrazione, abbiamo avvicinato lucio glinni, che si presenta nelle liste del partito socialista italiano. ecco le sue risposte
d - c'e' un interesse dell'emigrazione verso l'elezione del parlamento europeo?
r - anche se fino a tutt'oggi il ruolo e l'attenzione dei partiti nei confronti dell'emigrazione e' stata per alcuni insufficiente, per altri del tutto assente e' chiaro che non e' attraverso l'astensione o il qualunquismo che l'emigrato potra' far sentire la sua voce. fino ad oggi gli emigrati non hanno contato perche' forzata e' stata la loro assenza dalla politica a causa delle difficolta' pratiche di rientrare al paese per votare. tutto cio' sta' per cambiare; a livello europeo il primo grande passo e' stato fatto con la concessione del voto all'estero; per la partecipazione alle elezioni amministrative del paese ospitante tutta l'emigrazione spera che presto si raggiunga questo obiettivo.
d - perche' votare psi?
r - perche' votare p.s.i.? le posso dire che il psi e' stato ed e' il partito piu' presente tra l'emigrazione a tutti i livelli. i socialisti si sono battuti per il voto all'estero in occasione delle elezioni del parlamento europeo. un'altra battaglia che i socialisti hanno portato avanti e' stato il diritto di voto per le comunali nel paese ospitante. i socialisti sono la forza politica europea piu' forte; presente in tutti i paesi e sempre all'avanguardia nella difesa dei diritti dei lavoratori.
d - quali sono gli obiettivi del p.s.i. per l'emigrazione?
r - la risposta a questa domanda e' complementare a quanto ho gia' detto. il psi si propone innanzitutto a livello dell'europa dei nove l'integrazione responsabile e cosciente degli emigranti nel paese ospite. questo vuol dire difesa di tutti i diritti: politici (per esempio diritto di voto per le amministrative del paese ospite), economici (difesa dell'occupazione e cessazione delle discriminazioni tra lavoratori autoctoni ed immigrati) sociali (lotta alle forme di razzismo o xenofobia a tutti i livelli ed in tutti i modi), culturali (miglioramento dell'insegnamento dell'italiano all'estero), amministrativo (riforma dei consolati ed ambasciate) questi obiettivi tra molti altri sono iscritti nel programma del psi per la emigrazione. dipende ora dall'elettorato dare piu' forza al psi per difenderli e farli raggiungere.
d - quale europa vuole il psi?
r - la risposta a questa domanda e' breve e precisa. l'europa dei lavoratori e non quella del capitale (cioe' delle multinazionali). mi permetto rifarmi semplicemente alla dichiarazione dell'elezione per comune dei partiti socialisti europei in preparazione dell'elezione per il parlamento europeo. i socialisti di tutta europa si sono impegnati a combattere prioritariamente la disoccupazione e la difesa del potere di acquisto dei piu' deboli (pensionati, operai, agricoltori, giovani). per fare questo vogliamo riequilibrare la struttura e la politica delle comunita' europee per metterle al servizio dei lavoratori e mettere fine allo strapotere delle multinazionali.
se al parlamento europeo i socialisti saranno ancora i piu' forti, come io spero, il gruppo socialista si battera' per questi obiettivi e li fara' passare anche contro l'arroganza dei conservatori di tutte le specie quali per esempio la democrazia cristiana italiana.
(aise)

...istero degli Affari Esteri...
...EZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale AISE

di ..... del 23/5/79

a.i.s.e. - 23 maggio 1979

aise- comunisti vorrebbero invalidare il voto in loco degli emigrati

roma (aise)- la polemica e' certamente dannosa e certamente contro gli interessi degli emigrati che proprio dalla concessione del diritto di voto ''in loco'' per le prossime elezioni del parlamento europeo hanno riposto le fondate speranze di rilancio della propria posizione di cittadini europei a pieno titolo.
la polemica viene da parte comunista, o piu' precisamente da parte del senatore d'angelosante, non si sa bene se motu proprio o per ordine del partito. l'oggetto del problema sollevato che portrebbe portare ad una svolta drastica e' la partecipazione alle elezione dei cittadini italiani residenti a berlino ovest.
secondo l'esponente comunista se si consentira' di votare a questi emigrati verra' fatto ricorso per l'annullamento delle elezioni, in quanto il territorio di berlino ovest non fa giuridicamente parte della comunita' europea.
d'angelosante ha ragione. berlino ovest, giova ricordarlo e' sotto il protettorato delle quattro potenze vincitrici della seconda guerra mondiale e conseguentemente anche i rappresentanti di berlino al parlamento europeo verranno nominati dal senato della citta' in forma indiretta. nulla da eccepire quindi alla polemica. solo che questo, problema, evidentemente, poteva essere posto anche prima e non aspettare la vigilia delle elezioni. o quanto meno non doveva essere considerata l'ultima ''chance'' per evitare che gli emigrati votino senza dover necessariamente tornare in patria. sta di fatto che a berlino -ovest sono stati allestiti due seggi dislocati, in considerazione dello speciale regime internazionale, all'interno del consolato italiano.
la questione sollevata da dell'angelosante, sebbene abbia avuto, nel corso di una riunione alla farnesina, delle valide contro argomentazioni da parte dell'on. le ferdinando storchi, rimane tuttavia aperta. per il momento non e' facile stabilire come si evolvera', rimane il fatto che sulla sua soluzione pesera' in maniera determinante l'atteggiamento dei comunisti: se questi', dopo il ''divorzio'' dalla dc, decideranno di puntare sul boicottaggio dell'europa o se invece, riusciranno a prevalere sugli interessi filo sovietici gli interessi della democrazia. (aise)

aise- la federazione unitaria per garantire il diritto di voto degli emigrati nelle prossime elezioni italine ed europee.

roma (aise)-la federazione cgil-cisl-uil e' intervenuta nuovamente presso il governo italiano insistendo affinche' si rimedi al piu' presto ai ritardi verificatisi nel concludere accordi con gli altri paesi per facilitare al massimo la partecipazione dei lavoratori emigrati alle elezioni politiche in italia del 3-4 giugno e a quelle per il parlamento europeo del 10 giugno.

poiche' il diritto d'informazione, di voto e di partecipazione alla campagna elettorale dell'emigrato va garantito sia in italia che all'estero, malgrado le complicazioni e le nuove misure organizzative richieste dall'espressione all'estero del voto per il parlamento europeo, la federazione unitaria italiana insiste nuovamente- dopo i passi compiuti negli ultimi mesi da essa e dalla confederazione europea dei sindacati- affinche' vengano prese tutte le misure necessarie finora non concordate o non attuate da parte italiana o da parte degli altri governi.

in quest'ultima fase delle due campagne elettorali, occorre in modo particolare prendere contatti e portare a termine gli accordi con i governi e le autorita' locali dei vari paesi d'europa per assicu 1) a tutti gli emigrati che parteciperanno in italia alle elezioni politiche del 3-4 giugno il permesso di lavoro da parte delle aziende estere, in mantenimento del posto di lavoro sino al loro rientro dall italia e tutte le facilitazioni di viaggio da parte delle autorita' italiane ed estere, compreso il potenziamento dei servizi ferrovieri ed aerei; 2) a tutti gli emigrati che parteciperanno all'estero alla elezione del parlamento europeo, il rilascio tempestivo dei certificati elettorali, le informazioni e le garanzie necessarie per partecipare liberamente alla campagna elettorale ed all'esercizio del voto a parita' di condizioni. (aise)

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale FILEF - EMIGRAZIONE
Sulle
di ..... del 27/5/79

9/21/6. DISINTERESSE DEL MINISTERO DELLA SANITA' PER LE TRATTATIVE SULLA SICUREZZA SOCIALE CON LA SVIZZERA

La commissione mista italo-elvetica ha concluso a Roma, presso il Ministero degli esteri, i lavori per definire un secondo accordo aggiuntivo alla convenzione di sicurezza sociale del 1962. L'esito della trattativa, giudicato positivo, è stato esaminato il 17 maggio in un incontro con le associazioni degli emigrati e con i patronati, presieduto dal ministro Angeletti. E' stato deciso un intervento specifico presso il Ministero della Sanità, che continua ad assentarsi dalle discussioni, compromettendo la rapida conclusione dell'accordo.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale FILEF - EMIGRAZIONE
SUPPL.
del 23/5/79 X

9/21/1. LA REGIONE UMBRIA APPROVA MISURE PER AGEVOLARE I RIENTRI DEGLI EMIGRATI PER LE ELEZIONI

E' stata definitivamente approvata, anche dal Commissario di governo, la delibera n. 2334 dell'8 maggio 1979, con la quale la Regione Umbria stanzia contributi per agevolare i rientri dei lavoratori emigrati per le elezioni politiche del 3-4 giugno prossimi. La delibera è divenuta esecutiva con la data del 17 maggio.

La Regione rimborserà ai Comuni le spese che essi sono autorizzati a sostenere per il concorso nelle spese di viaggio che gli elettori emigrati dovranno affrontare, in particolare per i trasporti sulle ferrovie estere. I Comuni possono istituire un apposito capitolo speciale, per tali rimborsi, che la Regione, con il proprio stanziamento, finanzierà interamente.

Appresa la notizia, la presidenza della FILEF ha rivolto un vivo ringraziamento alla Regione Umbria, la cui decisione si aggiunge a quelle analoghe adottate, o in corso di adozione, in Toscana, Emilia-Romagna, Lazio e altre regioni. La FILEF era anche intervenuta presso il Ministero degli esteri, in una riunione che vi si tenne il 7 maggio scorso, perché i commissari di governo non ostacolassero le delibere regionali per il voto, stanti le difficoltà e i ritardi che si sono riscontrati per ottenere dai paesi europei il viaggio gratuito sulle loro ferrovie. Finora, soltanto l'Austria ha concesso uno sconto del 50 per cento. La Germania non ha ancora dato una risposta. Gli altri paesi della CEE hanno rifiutato qualsiasi agevolazione.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio dal Giornale ANSA
di ... del 23.V.79

/dopo uccisione somalo: mandato d'arresto per i quattro fermati

(ansa) roma, 23 mag - il magistrato, dott. santacroce, ha emesso mandati di cattura contro i quattro giovani fermati in seguito all'uccisione del giovane somalo. la decisione e' stata presa dopo nuovi interrogatori che si sono svolti stamane nel carcere dove i giovani sono rinchiusi.

(ansa) - roma, 23 mag - il dottor giorgio santacroce ha contestato un'accusa di concorso in omicidio aggravato a marco rosci, fabiana campos, roberto golia, e marco zuccheri. nell'ordine di cattura con il quale e' stato tramutato in arresto il fermo si contesta ai quattro di avere ''in roma, la notte del 22 maggio 1979, di comune accordo, cagionato la morte di ali ahmed giana, dandogli fuoco mentre era disteso a terra su dei cartoni, e, quindi, agendo con crudelta' e per motivi abietti, infliggendo alla vittima sofferenze atroci cosi' da rendere piu' cupo il dolore e piu' profondo lo spasimo della fine''. (segue)

(ansa) - roma 23 mag - secondo il dott. santacroce, nei riguardi degli imputati sussistono ''sufficienti indizi di colpevolezza che si desumono dagli elementi probatori di accusa raccolti nel corso delle prime indagini di polizia giudiziaria'', svolte dalla squadra mobile di roma e dirette dalla procura della repubblica. in particolare - nella motivazione del provvedimento - il magistrato afferma che sussistono a carico degli imputati ''le sommarie informazioni testimoniali rese da quattro testimoni alla polizia giudiziaria e da un altro dinanzi allo stesso magistrato''/.

quest'ultimo testimone ha fornito una descrizione dettagliata del tipo, marca e colore delle due moto e dei quattro giovani che ne erano a bordo ''in prossimita' del luogo del delitto e immediatamente dopo la realizzazione dell'efferata impresa criminosa''.

inoltre, secondo il magistrato, altri elementi di accusa si desumono ''dalla predetta corrispondenza fra gli elementi indicati, i motoveicoli e le persone fermate dai vigili urbani in via dei fori imperiali, a breve distanza di tempo dell'avvenuta segnalazione del fatto; dalle contraddizioni emerse nel corso degli interrogatori resi dagli imputati su particolari di notevole importanza probatoria ai fini della ricostruzione dei loro movimenti immediatamente prima del momento in cui e' stata verosibilmente attuata la sconcertante impresa (come ad esempio sugli orari di certi spostamenti)''. (segue)

(ansa) - roma 23 mag - altri elementi di responsabilita' si ricavano, si legge nella motivazione del provvedimento, ''dall'esito positivo di una delle ricognizioni personali formali eseguite'' (il testimone g.b. ha indicato nella campos, vista di spalle, la giovane da lui descritta). "considerato - e' scritto nel provvedimento - che una valutazione globale di tali indizi (e, in particolare, l'unione dei due motoveicoli a coppia, la presenza su uno di essi di una giovane donna avente certe precise ed inequivocabili caratteristiche, la sicurezza del riconoscimento della stessa) e' indicativa di una convergenza probatoria di accusa estremamente sintomatica''.

(ansa) - padova, 23 mag - ''chi e' il responsabile di fronte alla storia della misera fine di tanti somali ? non c'e' alcun dubbio, e' il gorilla siad barre e tutti i suoi accoliti, in qualunque parte del mondo lo rappresentino''. e' quanto e' stato scritto in un documento approvato al termine di una assemblea dell'unione nazionale degli studenti somali in italia, svoltasi a padova.

i partecipanti hanno inviato un appello a tutti gli organi si tampa affinche' si occupino piu' profondamente del ''caso somalia'' ''perche' solo cosi' si potranno evitare altri lutti al popolo somalo''. ''e' morto a roma un'altro somalo, per motivi misteriosi, che costituiranno forse il solo interesse della stampa, nessuno si fermera' a pensare ai motivi - conclude il messaggio - che hanno portato questo, come altre migliaia di somali, fuori dal loro paese, motivi che non sono soltanto economici ma dovuti alla svolta politica caratterizzata dall'ascesa al potere di una casta militare che ha visto il terrore, la nascita di carceri e scomparire fisicamente migliaia di figli della somalia''.

(ansa) - roma, 23 mag - ai familiari dei quattro giovani accusati dell'omicidio, la notizia dell'emissione degli ordini di cattura ha troncato drammaticamente ogni speranza che la spaventosa imputazione cadesse subito. avevano contato sulla ''labilita' degli indizi'', sulla ''genericita' dei riconoscimenti'', come hanno detto gli amici dei genitori di marco zuccheri, lo studente di architettura, ma la magistratura ha fatto cadere ogni illusione.

la madre di zuccheri se l'e' presa con i cronisti: ''avete fatto una campagna sporca e lurida - ha gridato - la gente qui mi voleva bene, ora mi prendono a sassate. andatevene, non venite piu', non telefonate maledetti; oppure mi butto dall' otttavo piano''.

''marco ha fatto le scuole con mio fratello - ha detto carla, una giovane che abita nello stesso palazzo in cui abita la famiglia del giovane in via dulceri 176 al prenestino - e' un bravo ragazzo, non ha fatto mai del male a nessuno. alcuni anni fa si prese un calcio di cavallo alla tempia e gli misero la lastrina d'argento. i giornali hanno scritto che e' di destra, ma lui andava solo alla ricerca di amicizie buone fuori dal quartiere perche' i ragazzi di qui diceva che erano bulli''.

marco zuccheri in queste ultime settimane passava quasi tutte le sere a casa con un amico per preparare un esame di architettura. ha una sorella, giorgia, di sette anni, che frequenta la prima elementare. il padre e' rappresentante di commercio la madre casalinga.

(ansa) - ro ma, 23 mag - la manifestazione in memoria di ahmed ali' giana e' stata rinviata a domani alle 17. gli amici del somalo ucciso hanno allestito, vicino alla fontana dei ''quattro fiumi'', al centro della piazza, una specie di cenotafio per ricordare il giovane bruciato vivo. in testa una corona di fiori offerta dalle famiglie di via della pace, al centro, tra altri mezzi di fiori, alcuni cartelli scritti in italiano, francese e tedesco che ricordano come si e' svolta la tragedia, ai lati tutte le prime pagine e quelle di cronaca dei giornali italiani con i resoconti dei loro servizi.

qualcuno sostiene che si e' trattato di un ''omicidio fascista''. su alcuni cartelli, sia in piazza navona sia sotto i portici della chiesa dove il somalo e' morto, e' stato scritto: ''neo olocausto, e' nazismo e basta'', ''quattro squallide jene neofasciste appartenenti alla borghesia nera romana ti hanno condannato a morte in quanto negro ed emarginato'', ''alla violenza rispondiamo con la violenza'', ecc.

numerose le lettere di cordoglio, poesie, fogli con molte firme e, vicino, una ciotola per raccogliere fondi per le esequie. su un pezzo di cartone sono stati messi alcuni brandelli di stoffa bruciati, un fazzoletto e due bottoni anneriti dal fumo della camicia di ali' giana.

un gruppo di connazionali ha scritto: ''e poi ci rincontreremo, e ricominceremo a parlare dei nostri problemi''.

l'autopsia dell'ucciso si svolgera' domani nell'istituto di medicina legale.

(ansa) - roma, 23 mag - il consolato della repubblica somala a roma si costituira' parte civile contro gli assassini di ahmed ali' giana. lo ha annunciato oggi pomeriggio nel corso di una conferenza stampa il dott. salah mohamed ali', ambasciatore della repubblica democratica somala in italia, aggiungendo: ''sono sicuro che questa decisione non pregiudichera' le amichevoli relazioni tra i nostri due paesi. tutti noi dell'ambasciata e delle comunita' somale in italia - ha aggiunto il diplomatico - abbiamo appreso con angoscia ed orrore la notizia del nostro connazionale arso vivo. ahmed ali' giana non ha torto un capello a nessuno e a noi sfugge il motivo di tanto accanimento contro un giovane indifeso e in precarie condizioni di salute''.

il dott. salah mohamed ali', dopo avere espresso la certezza che l'opinione pubblica italiana condanna questo crimine, si e' detto altrettanto sicuro che i responsabili ''saranno assicurati alla giustizia e perseguiti a termini di legge''. (segue)

(ansa) - roma, 23 mag - dall'incontro dell'ambasciatore somalo con i giornalisti altri particolari sono emersi sul giovane ucciso. non era un rifugiato politico, non avendo mai svolto attivita' politica in somalia o in italia. nel suo paese ha sicuramente dei parenti, che non sono stati ancora rintracciati: si attendono informazioni precise in merito. si e' anche appreso che, circa un anno fa, ahmed ali' giana si reco' all'ambasciata somala in roma, dove manifesto' il proposito di recarsi in svizzera. era in possesso di regolare passaporto ed aveva volontariamente lasciato la somalia troncando la sua attivita' di vice cancelliere. ''siamo sconcertati - ha commentato il dott. salah mohamed ali' - per il fatto che egli abbia preferito, ad un lavoro sicuro e remunerato, il tipo di vita che conduceva a roma. in questi giorni stavamo decidendo il rimpatrio di un gruppo di somali e fra questi ahmed ali' giana. il suo e' stato un amaro destino''.

all'ambasciatore sono state rivolte numerose domande circa le condizioni di vita e di lavoro della comunita' somala in italia.

(ansa) - roma, 23 mag - il diplomatico ha escluso sia casi di lavoro nero che di discriminazione razziale, salvo qualche raro episodio di intolleranza.

verso la conclusione della conferenza stampa un giornalista somalo ha reso pubblica una sua nota di condanna e di esecrazione per il brutale delitto. ''l'italia e' il paese che piu' degli altri dovrebbe essere sensibile alle esigenze degli emigranti del terzo mondo'', egli ha dichiarato testualmente, esprimendo quindi l'auspicio che la tutela degli stranieri diventi concreta ed operante.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ANSA

di ..... del 23/V/79

pescatori siciliani condannati in libia: reazioni

(ansa) - mazara del vallo (trapani), 23 mag - la condanna dei nove pescatori del motopeschereccio ''rustico'' da parte del tribunale di misurata, ha suscitato a mazara del vallo commenti e reazioni.

''sono demoralizzato e profondamente rattristato'', ha detto ignazio giacalone presidente dell'associazione armatori mazaresi. ''la sentenza deve far riflettere gli ambienti marinari. non pensavo che i libici arrivassero a tanto dopo le esplicite promesse fatte al ministro stammati in occsione della sua visita a tripoli. evidentemente i rapporti tra i due governi, in questo momento, non devono essere dei migliori. nei rapporti con i libici siamo arrivati ad una svolta e si entra in una nuova fase. aspettiamo - ha proseguito giacalone - la motivazione della sentenza per poterci raccapezzare meglio''. stamattina intanto partira' da mazara del vallo per roma una delegazione composta dal sindaco nicolo' bilardello, dal comandante della capitaneria di porto col. tommaso marzullo e da ignazio giacalone per partecipare nel pomeriggio, alla farnesina ad una riunione interministeriale per il rinnovo dell'accordo di pesca con la tunisia.

''e' logico - ha detto giacalone. che alla luce di quanto e' avvenuto in libia, la riunione di oggi sara' incentrata sulla sentenza dei libici''.

condannato in libia comandante peschereccio italiano

(ansa) - tripoli, 23 mag - il tribunale della citta' libica di misurata ha condannato oggi a due anni di reclusione il comandante del peschereccio ''prudentia'' di mazzara del vallo, giuseppe foggia, bloccato dai libici il 23 marzo scorso.

il tribunale libico ha riconosciuto il comandante foggia colpevole di violazione delle acque territoriali della jamahiriyah.

la condanna del tribunale di misurata ha colpito solo il comandante del peschereccio, dal momento che l'equipaggio era

(ansa) - tripoli, 23 mag - intanto nel cacere di misurata si trovano i pescatori di un altro peschereccio di mazzara del vallo, il ''francesco primo'', catturato dai libici una settimana fa. le autorita' decideranno nei prossimi giorni se rinviarli a giudizio o metterli in liberta'.

a quanto si e' appreso oggi, sabato prossimo incominceranno a tripoli colloqui per la costituzione di una societa' mista italo-libica per il settore della pesca.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ANSA

di ..... del 23/5/79

problemi pesca acque tunisine

(ansa) - roma, 23 mag - i problemi della pesca nelle acque tunisine sono stati esaminati nel corso di una riunione svoltasi oggi alla farnesina, alla quale hanno partecipato rappresentanti oltre che dello stesso ministero degli esteri, dei ministeri della marina mercantile e dell'interno, della federazione della pesca, delle associazioni degli armatori di mazzara del vallo (v. 93/1) e della regione siciliana. era presente anche il sindaco di mazzara.

nel corso della riunione, informa una nota - sono state nuovamente valutate le esigenze delle categorie degli operatori della pesca, esaminando i vari aspetti giuridici ed operativi che configurano le ricorrenti difficolta' nell'esercizio di una normale e serena attivita' da parte dei pescatori siciliani nelle acque di giursdizione tunisina.

in questo contesto e' stata illustrata l'azione che il governo italiano sta svolgendo nell'ambito dei rapporti di cooperazione con il governo tunisino in vista di un'amichevole ed equa soluzione del problema della pesca. in particolare, sono state esaminate le prospettive del negoziato per la conclusione di un accordo di pesca, condotto con quel governo da parte della commissione cee, anche alla luce della recente visita di lavoro del ministro forlani a tunisi.

Les Neuf en campagne

BENELUX : GRANDES ET PETITES MANŒUVRES

De notre envoyé spécial BERNARD BRIGOULEIX

Bruxelles. — La Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg ont au moins une caractéristique commune : les élections européennes ne semblent guère passionner la population. Situation apparemment paradoxale de la part de trois pays qui, en s'unissant pour former le Benelux (et à plus forte raison, pour deux d'entre eux, la très étroite union monétaire belgo-luxembourgeoise), pourraient, à bon droit, se prévaloir du titre de précurseur en matière de contruction européenne. Très peu d'affiches à La Haye ou Amsterdam, davantage à Bruxelles ou à Luxembourg, mais d'une banalité décourageante, à peu près toutes rédigées sur le thème : « Avec nous, pour l'Europe. » Peu de débats dans la presse, encore moins d'échos dans les conversations. Pour qui arrive de Paris, les oreilles encore pleines des éclats polémiques que suscite chez nous l'échéance du 10 juin, c'est une surprise de taille : si l'on ne s'intéresse pas à l'Europe dans les capitales du Vieux Continent, où s'y intéressera-t-on ?

Le paradoxe n'est qu'apparent. Ce n'est pas de l'Europe que se désintéressent les électeurs du Benelux, c'est du scrutin de juin. Encore est-il probablement abusif de dire que, faute de s'entre-déchirer, ils ne portent aucune attention au vote qu'ils auront à émettre dans quelques jours. Mais c'est justement l'ancienneté et la solidité de leurs convictions européennes, et surtout leur quasi-unanimité sur ces questions, qui ôtent d'avance tout objet à une controverse sur la nature et la portée des institutions communautaires.

En France, et aussi dans d'autres pays de la C.E.E., la consultation prend peu ou prou l'allure d'un référendum indirect sur la Communauté et ses organismes — en particulier politiques. Dans les trois pays du Benelux, chacun s'apprête à voter pour son parti habituel. Un scrutin de plus ? La belle affaire.

La belle affaire pour la classe politique, oui. Voilà au moins des gens qui, eux, prennent terriblement au sérieux l'échéance du 10 juin. Mais peut-être pas pour les nobles motifs qu'ils mettent en avant dans leurs slogans passe-partout et interchangeables. Non, certes, que la plupart des dirigeants des différents partis belges, néerlandais et luxembourgeois n'éprouvent de longue date une sympathie profonde pour la construction européenne, à laquelle plusieurs d'entre eux ont personnellement attaché leur nom... et leur image de marque. Mais à Bruxelles comme à La Haye ou à Luxembourg, on découvre très vite, sous la phraséologie européiste, quelques solides arrière-pensées de politique intérieure. Comme si, même dans les pays où l'idée européenne semble la mieux ancrée et la moins contestée, il n'était décidément pas facile d'oublier les querelles intestines et de « *dépouiller le vieil homme* ».

Belgique : une occasion de se compter

C'est particulièrement flagrant en Belgique, où l'interminable querelle linguistique pourrait bien réussir à envahir même les élections européennes. Celles-ci vont être considérées, par une partie au moins des hommes politiques — et des citoyens, — comme un véritable recensement permettant aux deux principales communautés, francophone et néerlandophone, de se compter. Du mois à Bruxelles, où la dernière opération de ce genre remonte à 1961. Depuis cette date, les Flamands ont demandé et obtenu qu'aucun recensement linguistique ne soit plus effectué dans la capitale, qui doit, à leurs yeux, rester celle de tous les Belges sans distinction. Il est probable que le nombre des néerlandophones a encore décru dans l'ensemble de l'agglomération bruxelloise, en vertu du phénomène dit de la « *tache d'huile* », qui provoque la lente invasion des communes limitrophes (souvent à majorité flamande) par des Bruxellois francophones.

Or, à Bruxelles, les électeurs pourront voter soit pour des candidats francophones, soit pour des candidats néerlandophones. Ailleurs, cette faculté ne leur a pas été laissée : en Flandre, ils ne pourront élire que des députés flamands, et en Wallonie que des députés wallons. Mais dans la capitale, officiellement bilingue, il sera évidemment très instructif de mesurer la part de chaque électorat, et les résultats seront évidemment l'objet, dans les semaines suivant le scrutin, d'innombrables commentaires et polémiques. D'ores et déjà, les Flamands font observer qu'ils n'auront qu'un député pour 445 000 habitants contre un pour 367 000 chez les Wallons...

Tout cela serait encore relativement simple si M. Tindemans ne tentait ce que les dirigeants du Front démocratique des francophones (bruxellois) considèrent comme une opération personnelle visant à fausser les résultats du « *recensement de fait* » que constitueront les élections européennes. L'ancien premier ministre compte en effet sur sa forte popularité personnelle pour gagner aux sociaux-chrétiens flamands (C.V.P.), dont il conduit la liste, de nombreux suffrages bruxellois francophones. Il est d'ailleurs probable qu'il en eût gagné aussi en Wallonie si sa liste avait pu y briguer les votes des électeurs.

Quant aux libéraux, conduits très classiquement par leur président, ils ont placé en seconde position sur leur liste francophone M. Jean Rey, qui fut l'un des premiers présidents de la Commission de Bruxelles et reste une des grandes figures de la construction européenne. Mais, là encore, la politique politicienne n'est pas absente : une des ambitions qu'on leur prête est en fait de prouver, à l'occasion du scrutin de juin, qu'ils n'ont pas été balayés par les grandes formations, sociaux-chrétiens au centre et à droite, socialistes à gauche et F.D.F. chez les francophones de la capitale.

Tout parti tente évidemment de recueillir un maximum de voix, mais, pour les libéraux, chaque suffrage gagné ou perdu pèsera lourd. C'est peut-être aussi pour cette raison qu'ils ont fait appel, comme « troisième de liste », à une vedette de la télévision belge, M. Luc Beyer. Ce dernier, très populaire, obtiendra-t-il dans les isoloirs autant de succès que sur le petit écran ? Ardent admirateur de de Gaulle (il a poussé la ferveur jusqu'à se marier à Colombey-les-Deux-Eglises), il mène en tout cas tambour battant la campagne de son parti, qu'il a inaugurée avec — gaullisme oblige — un « Appel de Bastogne ». On veut croire que seules les rigueurs du calendrier électoral l'ont empêché de le lancer le 18 juin...

Ce recours à une personnalité de la télévision n'est pas le monopole des libéraux, puisque figure sur la liste socialiste Mlle Arlette Vincent, qui présente une émission très populaire, le samedi, à une heure de grande écoute, le « Jardin extraordinaire ». Cette recherche de « vedettes » connues jusqu'à présent pour d'autres raisons que leur engagement politique traduit la volonté des états-majors de secouer un peu l'apathie relative du corps électoral. Mais elle achève aussi de « déseuropéaniser » un débat qui, en Belgique, n'a de toute façon que trop tendance à demeurer strictement national.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio del Giornale LE MONDE
del 23/5/79 - 4 - X

-2- LE MONDE

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE CENTRALE DELL'EMIGRAZIONE E DELL'ASSISTENZA SOCIALE

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Pays-Bas : la revanche des socialistes ?

En va-t-il autrement chez le voisin néerlandais ? On serait d'abord tenté de répondre par la négative. Aux Pays-Bas aussi, l'impression domine que le scrutin servira d'abord à régler quelques comptes sur le plan intérieur. En particulier, les socialistes espèrent bien devancer la liste des chrétiens-démocrates, conduite par M. Cornélis Berkhouwer, vice-président de l'Assemblée des Communautés européennes sortante : ils prendraient ainsi une revanche sur M. Van Agt et ses amis, qui leur ont succédé au pouvoir après les élections générales et une très longue période d'incertitude. Mettant, lui aussi, en avant ses « vedettes » — mais celles-ci uniquement politiques, — le parti socialiste a placé en tête de sa liste M. Gérard Vondeling, président de l'Assemblée nationale, et en seconde position la présidente du parti, Mme Van Den Heuvel.

Outre ces deux grandes listes, huit autres formations présentent des candidats aux élections européennes aux Pays-Bas. Certaines n'ont guère de chances d'atteindre le seuil de 4 % des suffrages nécessaire pour obtenir un élu dans ce système de représentation strictement proportionnelle. Mais pour plusieurs d'entre elles, il s'agit surtout de compter leurs partisans et de tirer d'un relatif succès éventuel de nouveaux arguments pour rassembler autour d'elles le courant de pensée dont elles se réclament. C'est le cas, par exemple, des communistes, qui mènent une campagne très dynamique ; des « socialistes pacifistes », qui voudraient jouer, au sein de l'extrême gauche, un rôle fédérateur, un peu comme le P.S.U. a longuement rêvé de le faire en France ; ou encore du parti radical, sorte de dissidence de gauche de la démocratie chrétienne, et qui lorgne du côté des écologistes...

Pourtant, malgré ces implications intérieures, le débat provoqué au sein de la classe politique par l'échéance électorale n'oublie pas totalement ce qui devrait constituer son principal objet : l'Europe. Le mérite en revient principalement à l'aile gauche du parti socialiste, en particulier à l'organisation de jeunesse du P.S., où une contestation assez vive de l'« *Europe capitaliste* » s'est fait jour.

Cette remise en cause, qui a conduit les jeunes socialistes à ne pas participer à la campagne, a probablement aussi pour origine quelques considérations de politique intérieure : ils ne souhaitent pas laisser aux communistes et à l'extrême gauche le monopole de certaines condamnations et d'un langage contestataire qui sont toujours bien perçus parmi une frange de l'électorat jeune. Mais elle a obligé les aînés des partis, et par ricochet leurs rivaux chrétiens-démocrates, à préciser leurs positions sur la nature de l'Europe qu'il s'agit d'édifier et sur le contenu concret des institutions.

Encore la question des pouvoirs de la future Assemblée n'est-elle guère évoquée à La Haye. Le Parlement néerlandais tient nombre de ses pouvoirs d'un droit beaucoup plus coutumier qu'écrit, un peu comme en Grande-Bretagne, et les querelles d'ordre juridique sur l'extension éventuelle des prérogatives de l'Assemblée de Strasbourg paraissent à beaucoup de Néerlandais relever d'un pesant formalisme. « *Chez nous, il n'y a aucun fétichisme juridique, et nous sommes bien décidés à réagir au coup par coup* », explique un dirigeant du parti socialiste.

On se renvoie de part et d'autre, sans trop de conviction, l'épouvantail allemand, qui aura décidément beaucoup servi un peu partout au cours de cette campagne : « *Voter Van Agt, c'est voter pour Frantz-Josef Strauss* », assure-t-on à gauche ; « *Voter socialiste, c'est voter Schmidt* », réplique-t-on à droite. Assez mollement, et sans paraître y croire beaucoup, comme si l'on sentait que le vrai débat sur les institutions européennes est heureusement ailleurs que dans ces anathèmes et ces procès d'intention.

Il reste que, pendant longtemps, la plupart des hommes politiques des Pays-Bas se sont montrés, plus ou moins discrètement, favorables à une certaine supra-nationalité. En outre, l'absence d'une « grande » politique étrangère les a conduits tout naturellement à faire de la construction européenne leur champ d'action privilégié. D'autant plus que la Communauté n'était pas dissociée, dans leur analyse et dans leur cœur, de l'atlantisme le plus fidèle. Depuis que M. Luns a quitté les affaires étrangères, cet état d'esprit a probablement un peu régressé. Mais il reste très répandu chez les dirigeants des deux principaux partis néerlandais, ce qui alimente la campagne que l'extrême gauche mène contre l'OTAN à la faveur des élections européennes.

Il est en outre un problème technique sur lequel les Néerlandais s'interrogent beaucoup, celui du cumul des mandats parlementaires national et européen. Ce cumul n'est nullement interdit par la loi ; mais son éventualité est assez sévèrement jugée par l'opinion. Chrétiens-démocrates et libéraux ont déjà fait savoir qu'ils abandonneraient leur mandat national s'ils étaient élus en juin ; quelques socialistes ont fait de même, avec, semble-t-il plus de réticence.

Luxembourg : un double scrutin

Quant aux Luxembourgeois, il serait vraiment difficile de leur reprocher de confondre scrutin national et élections européennes : le 10 juin ils auront précisément à élire à la fois leur propre Parlement et leurs représentants à l'Assemblée des Communautés. Les élections intérieures devaient avoir lieu le 3 juin, mais il est apparu plus opportun à tous les partis de ne pas convoquer deux dimanches de suite des électeurs qui risquaient fort de bouder le second scrutin. Ce qui fait que chaque formation fait campagne sur les deux registres à la fois, et qu'on ne sait jamais très bien si l'on est en train de parler de l'Europe ou bien du Grand-Duché.

« *Il y a une politisation extrême du scrutin européen*, explique M. Goebbels, l'un des jeunes dirigeants du parti socialiste, *mais c'est par le biais du scrutin local. Cette situation a au moins le mérite de nous obliger à apporter des réponses précises, de type vraiment électoral, à des questions sur l'Europe, auxquelles il est d'habitude répondu par quelques banalités vagues et généreuses.* » Quelles réponses, et à quelles questions ? Celle qui revient le plus souvent dans les réunions — modestes — organisées par les partis est : « *Quel bénéfice concret avons-nous retiré de la Communauté européenne ?* ».

A ce genre d'interrogation, les candidats répondent en général que le fameux « plan Davignon », qui a provoqué ailleurs de sérieux remous, constitue pour le Luxembourg un apport très important de la Communauté. « *La restructuration de notre sidérurgie, dans la perspective de ce plan, a commencé et se poursuit sans drame*, dit encore M. Goebbels. *Nous avons pu réduire les effectifs d'un bon tiers sans que le chômage dépasse jamais 0,7 % de la population active. Nous n'aurions probablement pas pu y parvenir sans le Marché commun, malgré le bon climat de chez nous.* »

Au Luxembourg, il n'est pas question d'interdire le cumul des mandats : la classe politique n'est pas assez nombreuse pour se le permettre. Mais, bien qu'il n'y ait que six sièges à pourvoir, chaque liste comporte douze noms. Certains des candidats européens ont, en effet, de bonnes chances d'être élus aux deux Assemblées, puis d'accéder à des fonctions gouvernementales après le scrutin national du 10 juin, que M. Thorn conserve sa courte majorité de coalition socialiste et libérale ou que les chrétiens-sociaux reviennent au pouvoir.

Il a donc fallu prévoir pour chaque siège à pourvoir un suppléant éventuel, ce qui a d'ailleurs permis, en doublant l'effectif des listes, de mieux tenir compte de la répartition régionale des candidats, car la taille du Grand-Duché ne l'empêche pas de compter quatre régions bien distinctes : Luxembourg même, le Sud industriel, le Nord agricole et l'Est viticole. Ce dernier ne redoute absolument pas la concurrence des vins du sud de l'Europe en cas d'élargissement de la Communauté, car ses productions sont très différentes et consommées, pour l'essentiel, sur place et dans le reste du Benelux.

Quant à M. Thorn, il ne se met pas particulièrement en avant dans la campagne pour les élections européennes : « *Il ne s'agit pas pour lui de se tromper d'objectif*, explique un de ses fidèles. *La question la plus importante pour lui, dans l'immédiat, c'est de rester premier ministre. Les chrétiens-sociaux vont lui mener la vie dure dans les semaines qui viennent. De toute façon, en tant que chef du gouvernement luxembourgeois, il a acquis une image européenne très supérieure à ce que pourrait lui laisser espérer la taille de notre petit pays. Alors...* »

Un souci pour tous les partis : comme les listes ne sont pas bloquées, à l'inverse de ce qui se passe en France, on redoute dans les états-majors que les électeurs ne recourent systématiquement au panachage, déjouant consignes de vote et pronostics. Au pays du pragmatisme bon enfant, nombre d'entre eux pourraient, en effet, être tentés de se constituer une liste « sur mesure »... D'autant plus qu'ils auront le choix : le Luxembourg est le seul pays de la Communauté où il y ait plus de listes (huit) que de sièges à pourvoir !

BERNARD BRIGOULEIX.

LE MONDE - 23/5/79 -

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

A Antenne 2 et Europe 1

M. Mitterrand : le traité de Rome n'est pas encore appliqué comme il faut

Mme Veil : nous n'avons aucune raison de faire des complexes à l'égard de l'Allemagne

S'il peut sembler souhaitable de briser de temps en temps le rythme des débats « façon catch à quatre » où sont réunis les chefs de file des « grandes listes » aux élections européennes, le cloisonnement — à quelques dizaines de mètres de distance — de deux des protagonistes, atténue singulièrement l'intérêt d'un spectacle politique qui, en France, à tort ou à raison, prend toujours la dimension d'une confrontation nationale.

Il est vrai que l'Europe, pour une fois vraiment européenne, y a sans doute gagné en sérénité. Ce fut en tout cas l'opinion de M. François Mitterrand, qu'il exprima ainsi :

« Cela ne m'est pas encore arrivé de parler de l'Europe depuis le début de la campagne. » Débarrassé de *« ces rencontres spectaculaires où on assène des demi-vérités et peut-être aussi des mensonges »*, le premier secrétaire du P.S. a donc choisi de définir l'*« exacte position du parti socialiste »*. Il le fit en quelques mots : *« Le P.S. est le seul qui présente une liste qui soit une liste européenne, c'est-à-dire pour la construction de l'Europe, et une liste de gauche. »*

L'Europe aujourd'hui ? Elle n'est, pour M. Mitterrand, qu'une *« perpétuelle bataille d'intérêts qui n'est dominée par aucune grande perspective, tandis que plusieurs des grands pays de l'Europe tirent à hue et à dia, selon les idées qu'ils se font de leur sécurité, de leurs échanges commerciaux, de la crise économique, des inégalités sociales. Tout cela fait que le traité de Rome n'est pas encore appliqué comme il faut »*.

Elle est, cette Europe, de toute façon bien éloignée d'une Europe de la concertation, notamment en matière d'énergie et de pétrole : *« Il faut absolument que les neuf pays de l'Europe aient une diplomatie commune au regard des pays producteurs pour tenter, dans la crise énorme qui aujourd'hui les frappe, d'harmoniser leurs démarches. »* Et ce qui est valable pour l'énergie l'est aussi pour la santé, le transport, l'aéronautique, etc., *« ce qui n'implique pas de renoncement à la souveraineté »*. Seuls les problèmes de défense échappent à une entreprise communautaire : *« Il n'est pas concevable que l'Europe des Neuf dispose d'une défense commune, qui serait atomique, en raison de la situation particulière de l'Allemagne. L'armement atomique de l'Allemagne pourrait signifier un cas de guerre avec l'Union soviétique. »*

L'Europe socialiste se fera avec qui ? Helmut Schmidt est-il de droite ou de gauche ? Question simpliste, répondra M. Mitterrand, *« je sais bien que toute la propagande officielle tend à faire confondre dans l'esprit des Français la social-démocratie, notamment allemande, avec la droite française. M. Schmidt est naturellement de gauche. Les social-démocraties d'Europe et les socialistes vont tous dans le sens de la réduction des inégalités sociales. Les partis de droite ou les partis conservateurs vont toujours dans l'autre sens et aggravent les inégalités. Tel est le cas des partis conservateurs représentés par la liste Veil et la liste Chirac »*. Relevant *« le refus de construction européenne »* du P.C.F. et la *« volonté supranationale »* du P.C.I. d'Enrico Berlinguer, M. Mitterrand ajouta : *« Ou bien le P.C. aidera les socialistes à la conquête du pouvoir politique, ou bien il restera dans son coin et il nuira aux travailleurs. »*

Désireuse, elle aussi, d'éclairer les Français sur l'Europe, Mme Veil releva tout d'abord les *« contradictions tout à fait extraordinaires »* de M. Mitterrand et nota les *« positions divergentes »* des socialistes entre eux, aussi bien que *« par rapport aux groupes qu'ils vont rejoindre »*.

Hostile à l'extension des pouvoirs de l'Assemblée, le ministre de la santé et de la famille estima malgré tout que celle-ci sera *« renforcée »* par *« cette légitimité, cette force démocratique qui lui vient du suffrage universel »*. Après avoir noté que M. Barre était un premier ministre *« responsable »*, qu'il serait *« paradoxal »* qu'il ne puisse s'exprimer durant la campagne électorale et que la liste présentée par M. Servan-Schreiber ne la gênait nullement parce que la démarche du président du parti radical illustrait *« l'exercice de la démocratie »*, Mme Veil déclara notamment, à propos de la peine de mort : *« Je ne suis pas sûre que ce soit une question très européenne. A titre personnel, je ne suis pas favorable à la peine de mort, parce que, quelles que soient les circonstances les plus épouvantables, la société ne peut s'arroger un tel droit. »*

Le ministre indiqua ensuite qu'elle partageait *« très largement »* le point de vue de M. Mitterrand en ce qui concerne la défense de l'Europe, mais que le problème de l'indépendance et de la liberté de la France par rapport aux Etats-Unis et à l'U.R.S.S. *« n'est pas, pour l'instant, dans le débat »*. Affirmant que s'il n'y avait pas eu la construction européenne *« l'écart se serait encore plus aggravé »* entre les régions riches et les régions pauvres de l'Europe, Mme Veil précisa *« l'fait de se réunir permet à tous les Européens de profiter du système. Pour l'hégémonie allemande, ajouta-t-elle, je n'ai aucune crainte. Nous n'avons aucune raison de faire des complexes vis-à-vis de l'Allemagne. »*

Abordant ensuite la question des relations et des divergences entre les deux listes de la majorité, elle estima qu'il s'agissait *« uniquement de querelles sur les hommes qui sont appelés à mettre en œuvre la politique. Dans ce cas-là, c'est un procès d'intention qui n'a aucune raison d'être »*. *« Totalement d'accord »* avec les propos de M. Debré sur le rôle des représentants de la France à l'Assemblée européenne, elle indiqua en conclusion que, à l'issue du 10 juin, il ne s'agirait pas du tout d'additionner les voix des différentes listes au sein de l'Assemblée parlementaire européenne, cela parce qu'il n'y a *« aucune majorité à rechercher »*.

Invités tous deux à donner leur sentiment sur une possible suppression de la barre des 5 % en deçà de laquelle les « petites listes » ne peuvent espérer avoir de représentant à l'Assemblée de Strasbourg, Mme Veil déclara : *« Je ne peux prendre aucun engagement. Le Parlement français a voté cette loi, et aucun parti politique n'a voté contre. Que les parlementaires prennent maintenant leurs responsabilités ! »* Pour sa part, M. François Mitterrand se déclara « prêt » à voter une telle suppression si celle-ci était proposée. — L. Z.

« LA LETTRE DE L'UNITÉ » S'EN PREND AU « MATIN »

La Lettre de l'Unité (lundi 21 mai), organe du P.S., écrit, sous la signature de son rédacteur en chef, M. Georges Filloud, député de la Drôme :

« Pourquoi s'étonner que la droite se serve de ceux qui la servent... Les patrons de la télé, Hersant, leurs copains et leurs coquins sont là pour ça. Mais c'est plus, et c'est trop, lorsque Perdriel s'en mêle. Qui se mêlait jusque-là de mêler sa voix à celle des socialistes. Et qui, en tout cas, cherchait leur oreille. Mais voilà qu'il a fabriqué un sondage pour lui faire dire ce que l'Elysée attendait. On devait en rêver au « château ». Et on doit maintenant en sourire. Car, quand même, on ne peut pas y croire que la politique du P.S. s'élabore dans ce genre d'officine. On sait d'ailleurs très bien là-haut ce que valent les marchands de papier. Puisqu'on les paie. »

[N.D.L.R. — Il s'agit du sondage publié par « le Matin dimanche » sous le titre « 52 % des socialistes préfèrent l'U.D.F. au P.C. ».

SONDEZ, SONDEZ...

Sonder, c'est chercher à connaître les intentions. Mais l'intention ne suffit pas à créer le délit, comme on l'apprend en première année de droit. Il y faut à tout le moins un commencement d'action.

D'où vient, dans ces conditions, que l'on puisse juger du comportement d'électeurs socialistes qui seraient, au dire d'un sondage, favorables au président de la République ? D'où vient que Mme Veil, sur un ton gourmand, et M. Marchais, d'une voix menaçante, y trouvent l'une et l'autre la preuve d'un ralliement ?

Cela vient du fait que l'on tient désormais pour une information ce qui n'est encore qu'un procès d'intention.

FRANÇOIS SIMON.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Financial Times

di ..... del 23.5.79

The European parliament goes to the grass roots

By GUY DE JONQUIERES, Common Market Correspondent in Brussels

THE EUROPEAN COMMUNITY will break new ground within three weeks when voters in the nine member countries will for the first time choose the European Parliament by direct election. Never before have citizens of so many countries been invited to cast ballots simultaneously in a single election. In all, more than 180m people will be entitled to participate from June 7 to 10, the biggest eligible electorate in the western world.

The new parliament will have 410 members and will replace an existing 198-member body made up of MPs appointed from national legislatures. By any standards, it will have taken a long time to make its appearance on the EEC scene. Direct elections were envisaged in the treaties which established the Community more than 20 years ago, but it was not until late 1978 that EEC Governments finally agreed that they should be held.

Exactly what role the directly elected parliament will play is still far from certain. The Community's founders believed that it would provide a vital counter-weight to the European Commission, which they expected progressively to assume many of the executive functions performed by national Governments as the integration process moved inexorably forward.

Things have not evolved in that way. In recent years the Commission has lost rather than gained in political importance. Nor are there any plans for expanding the Parliament's formal powers, which have so far been largely consultative. Unlike national parliaments it will play no part in the formation of a Government, and any attempt by its members to wrest a bigger legislative role from the Council of Ministers seems certain to be resisted by the more sovereignty - conscious members like Britain, Denmark and France.

None the less, the elections are regarded as an important milestone by both supporters and opponents of further European integration. Enthusiasts of the EEC hope that they will endow the Parliament with a legitimacy and influence which it has lacked in the past. They believe that the Community's institutions will be made more democratic and that a fresh impetus will come from the grass roots for continuing the construction of a united Europe.

Anti-EEC forces, chiefly in the British Labour Party, the French Gaullist and Communist Parties, and several groups in Denmark, concede that the elections may produce at least some of these results. But they view the prospect with dismay, warning that the prerogatives of national parliaments will be undermined and national sovereignty threatened. Many anti-EEC parties are, however, running energetic campaigns intended to secure a maximum representation in the European Parliament. Only thus, they argue, can they be sure that its wings will be effectively clipped.

The contest has drawn a varied crop of about 3,000 candidates representing more than 80 political parties from the far Left to the far Right. Among the better-known names in Britain are Mrs. Barbara Castle, the former Labour Minister, Sir Henry Plumb, previously the farmers' leader, and Sir Fred Catherwood, former head of the National Economic Development Council. The Conservatives are also fielding half a dozen existing European MPs and several employees of the European Commission.

In France, M. Jacques Chirac, head of the Gaullists, will lead his party into the fray, while the Socialist and Communist lists will be headed by the respective party leaders, M. Francois Mitterrand and M. Georges Marchais. The Giscardian list will be headed by Mme. Simone Veil, the popular Health Minister. In Germany, the Social Democrats are fielding Herr Willy Brandt, the former Chancellor, and Herr Heinz Oskar Vetter, the country's top trade union official.

Eminent Belgian candidates include M. Leo Tindemans, the Social Christian former Prime Minister, and M. Jean Rey, an ex-President of the EEC Commission who is standing as a Liberal. In Italy, the Communist leader, Sig. Enrico Berlinguer, is standing, as is Sig. Emilio Colombo, the Christian Democrat former Prime Minister and president of the outgoing European Parliament. In Luxembourg, M. Gaston Thorn, the Prime Minister, is leading the Liberals, though he will withdraw if his Government is returned at national elections early next month.

In an effort to co-ordinate their campaigns and give them a more European dimension, a number of the major political parties have banded together

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale .....

di ..... del .....

into transnational federations to fight the elections. The Christian Democrats, who are represented in every country except Britain and Denmark, have formed the European People's Party, while the Liberals have formed a federation with members in every country except Ireland.

The Socialist group is the only one to have members throughout the Community. But there are profound differences on European questions between its British and French members on the one hand, and the Socialist parties in Germany and the Benelux countries on the other. That makes it the loosest of the three formations. Significantly, it describes itself as a "confederation."

All three groupings have published programmes for the campaign, in which their constituent parties attempt to set out a common view on the future role of the Parliament, the development of the EEC and the major economic and social problems of the day. But even the Christian Democrats, the most cohesive of the three political families on European questions, have been able to agree only on a very general declaration, and there are clear differences of emphasis in the campaigns being conducted by the various parties on their home territory. None the less, members of all three groupings claim that the task of drafting common programmes has improved their mutual understanding.

Despite their links with the German CDU/CSU, the British Conservative have not been asked to join the European People's Party—partly because the name Conservative has unpleasant overtones to many Christian Democrats, and partly because several of the members have strong confessional roots which the British party does not share. The French and Italian Communist parties have published a "common declaration," but have made no formal arrangements to co-ordinate their campaigns.

So far, the elections have failed to generate much public interest in most parts of the EEC. A real debate has got under way only in Denmark, where anti-EEC parties have formed an alliance to fight the elections, and in France, where the Gaullists have been seeking to turn them into a test of President Giscard d'Estaing's European policies and, by extension, of his popularity in the country at large.

M. Chirac, the Gaullist leader, clearly sees the campaign as a dry run for his candidacy in the 1981 French presidential election. His party's showing in three weeks' time could critically influence the political balance in France. From his standpoint, the omens so far are not encouraging. All opinion polls show the Gaullists faring rather poorly and winning a substantially lower share of the vote than the Giscardian Union pour la democratie francaise.

Yet President Giscard is taking no chances. His Government has sought to defer until after the direct elections difficult EEC negotiations in which it might be called upon to compromise national interests. This tactic has been made easier by the fact that France currently occupies the presidency of the Council of Ministers in Brussels. A decision on EEC farm prices is not now expected before late next month, and France has deliberately refrained from pressing its controversial demands for a revision of the Euratom treaty on nuclear safegards.

If the British Labour Party manages to pull itself together rapidly enough after losing the national election it may also attempt to turn the Community elections into a verdict on EEC membership. An expensive EEC-sponsored publicity campaign is due to unfold in the UK during the next few weeks, intended to make the Community a talking-point. British anti-marketeers may seek to turn it to their advantage. But Britain's "first past the post" election system is heavily weighted against Labour, whose candidates are expected to do far less well than the Conservatives.

Elsewhere, candidates face the problem of convincing the electorate that it should bother to vote in an election which is likely to produce no immediate change in the lives of most Europeans. In many cases, they are pitching their campaigns at such widespread concerns as unemployment, conditions of work and inflation, though without saying precisely how their election would help alleviate problems. In several countries "single-issue" parties, such as the ecologists, are also fielding a fair number of candidates.

No common rules have been agreed for electoral procedures, and countries have been left free to organise these as they wish. Polling will be spread over four days from Thursday to Sunday, so that each country can choose the day of the week on which it normally holds national elections. Counting will begin only after polls everywhere have closed. But plans to announce all the results

M. JACQUES CHIRAC
The Gaullists are against

simultaneously on the evening of June 10 may be shelved because officials at Dutch polling stations refuse to work on Sundays.

Everywhere except in France, electoral systems will be those used in national elections. Except in Britain (apart from Northern Ireland), they will embody an element of proportional representation (PR), relating the number of candidates elected from each party to its share of the total popular vote. These candidates will not be elected by individual constituencies but on the basis of either national or regional lists presented by parties.

In England, Scotland and Wales, Euro-MPs will stand in individual constituencies, consisting of several Westminster constituencies grouped together. On average they will consist of almost 500,000 voters, though the number will be lower in Scotland and higher in parts of South East England. As in British national elections, the winner will be the candidate polling the most votes in his constituency. But Northern Ireland will use a PR-based system modelled on that in the Republic and intended to improve the chances of candidates representing the Catholic minority.

There are huge differences between the number of voters for each Euro-seat. In Germany, there are 520,000 eligible voters for every Euro-member, the highest number in the Community, and more than twice the entire eligible electorate of Luxembourg. Yet Luxembourg has managed to persuade other EEC Governments that it should have six Euro-MPs, one for every 35,000 of its voters.

To a considerable extent, the success of the elections may be judged by the number of people who bother to go to the polls. But it is already clear that turn-out will vary widely between countries. It will probably be highest in Belgium and Luxembourg, where voting is compulsory, and in Germany, where it is widely regarded as a civic duty. It is supposed to be compulsory in Italy, but there are no sanctions for not voting, and many Italians may have had enough after their national elections on June 3 and 4.

On the other hand, some EEC citizens will have no vote at all, while others may end up voting twice. Both Britain and Ireland have disenfranchised almost all their citizens living abroad, though the UK will allow resident Irish nationals to vote for British candidates. Ireland and the Netherlands have extended similar privileges to nationals of other EEC countries living on their territory.

In view of all these differences, next month's voting is likely to take place more as a series of simultaneous national elections than as a single, Community-wide poll. Some effort may be made to harmonise procedures before the next election, scheduled for 1984, but before then, it will be up to the more European-minded members of the new Parliament to show that they have been elected as much to represent a broader Community interest as to defend those of their country or region.

THE ELECTORATES AND THE RULES

Country	Number of seats	Electorate	Eligible voters per seat	Electoral system	Compulsory voting	Franchise for Nationals abroad	Franchise for Other EEC nationals	Polling day
BELGIUM	24	6.6m	275,000	PR	Yes	Yes*	No	June 10
DENMARK	16	3.7m	230,000	PR	No	Yes	No	June 7
(Greenland)	(1)			(Simple major.)				(June 9)
FRANCE	81	35.2m	435,000	PR	No	Yes	No	June 10
W. GERMANY	81	42.1m	520,000	PR	No	Yes†	No	June 10
IRELAND	15	2.1m	140,000	PR	No	No	Yes	June 7
ITALY	81	40.9m	505,000	PR‡	Yes	Yes§	No	June 10
LUXEMBOURG	6	0.2m	34,000	PR	Yes	Yes¶	No	June 10
NETHERLANDS	25	9.5m	380,000	PR	No	Yes	Yes**	June 7
U. KINGDOM	81	40.1m	495,000	Mixed††	No	No	No§§	June 7

* If abroad for less than six months. † If living in EEC. ‡ Modified to ensure representation for certain regions. § Under bi-lateral arrangements with other EEC members ¶ Must cast vote in Luxembourg. ‖ If living in EEC. ** Unless they may vote in own country.
†† Traditional first-past-post system in 78 English, Scottish and Irish constituencies, PR in single three-member constituency in N. Ireland

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ANSA

di ..... del 23/V/79 X

colloqui santuz a bruxelles e colonia

(ansa) - bonn, 23 mag - il sottosegretario agli affari esteri giorgio santuz, che ha partecipato a bruxelles alla riunione della commissione per l'occupazione nella cee, si e' incontrato nella capitale belga e poi a colonia con esponenti politici e sociali delle collettivita' italiana e con rappresentanti delle associazioni degli emigrati e dei patronati per esaminare i problemi connessi con la preparazione del voto europeo.

lo scambio di idee, che si inserisce in una serie di iniziative dirette ad organizzare il complesso meccanismo del voto all'estero, ha consentito di mettere a fuoco le misure per ovviare ad alcuni inconvenienti finora rilevati.

le organizzazioni politiche hanno dato atto dell'impegno con cui la rete diplomatica e consolare si e' adoperata per consentire il libero e regolare svolgimento della prova elettorale. l'on. santuz ha riconfermato l'impegno del governo a proseguire l'azione intrapresa presso i governi ospiti per consentire il piu' ampio esercizio della propaganda elettorale e il massimo di facilitazioni per i connazionali che preferiscano esercitare il diritto di voto initalia.-

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale IL SOLE-24 ORE

del

23/6/79

Le elezioni del 10 giugno

Senza una idea-guida il Pci per l'Europa

Quali sono gli intenti e le proposte dei partiti italiani per le elezioni europee? Anche se le elezioni politiche anticipate stanno relegando in secondo piano, come si temeva, lo spazio per la campagna elettorale del 10 giugno, il voto per il Parlamento Europeo resta il vero e grande tema politico di questo semestre. In una serie di articoli verranno esaminati gli approcci dei partiti maggiori a questo tema, attraverso i loro programmi o quelli delle federazioni europee alle quali appartengono.

di Ezio Antonini

Fra i maggiori partiti italiani, il Pci è l'unico a non avere un "gruppo" europeo a cui fare riferimento per un programma comune.

Oltre ai comunisti italiani e a qualche partito minore di altri Paesi, l'unico grande partito associato è quello francese, che sul tema dell'Europa è tuttora arroccato in difesa di un nazionalismo di vecchia maniera, e coi quale, sui banchi del Parlamento europeo, non sarà facile trovare un'intesa.

Secondo Altiero Spinelli, questa debolezza si può convertire in un notevole vantaggio, nella misura in cui il Pci saprà innestare il tema del "compromesso storico" nella costruzione dell'Europa.

Spinelli ritiene che, nel nuovo Parlamento, la vera maturità europea non si esprimerà tanto attraverso il numero dei voti — dato il carattere composito e la scarsa coesione interna delle "federazioni" dei partiti europei — quanto nella forza delle idee innovatrici e nella coerenza programmatica.

Atteggiamento verso l'Urss

Ma esiste davvero una razionale strategia comunista per l'Europa, e qual è il progetto politico sul quale esso poggia la candidatura di una propria egemonia, anche se minoritaria?

In realtà questa strategia stenta ad esprimersi. L'eurocomunismo, questa parola nata meno di quattro anni or sono e a lungo rifiutata negli stessi ambienti comunisti, è ancora più che mai un *work in progress*, privo di connotazioni precise.

Non si può nemmeno dire, come era opinione corrente al tempo delle polemiche nei confronti dell'Urss promosse da Carrillo (ma anche, in diverse occasioni, dai comunisti italiani), che il "filo rosso" dell'eurocomunismo sia quello "del rifiuto del sistema sovietico". Oggi l'atteggiamento del Pci appare su questo tema assai più sfumato: nei loro rapporti con l'Unione Sovietica, i comunisti italiani si muovono ora sul filo di un delicato equilibrio diplomatico: preoccupati da un lato di salvaguardare il grado di autonomia raggiunto, ma anche, dall'altro lato, e secondo l'immagine usata da Berlinguer durante l'ultimo congresso, di non "recidere le proprie radici".

Certo, per il comunismo occidentale è tuttora attuale la definizione data tre anni or sono da Lucio Colletti. La linea di movimento che esso persegue « è una linea che cerca disperatamente di costruire un'unità della sinistra europea, passando anche attraverso il contatto con le socialdemocrazie occidentali, e tentando di riaccendere in esse un barlume d'ispirazione socialista. E' l'unica via di salvezza che ha oggi la sinistra in Europa, ma è anche il solo mezzo che può riaprire una dialettica reale nel blocco dei Paesi dell'Est ».

Ma la ricerca di una nuova identità politica, che sostituisca le vecchie certezze incrinatesi durante "l'ère des ruptures" mentre si fa riconoscere facilmente come una esigenza o una aspirazione, non produce di per sè strategie definite.

Questa odierna debolezza si manifesta in particolar modo nell'approccio dei comunisti ad un tema segnatamente occidentale come il Parlamento d'Europa. Non sorprende quindi che il programma del Partito comunista italiano per le elezioni europee sia incontestabilmente mediocre, e privo di una qualsiasi idea guida.

Il programma si apre con una descrizione degli odierni problemi economici dell'Europa, sottolineando gli elementi di crisi: accrescersi della disoccupazione, settori produttivi in difficoltà, e sul piano sociale e politico, l'assenza di governi stabili, la piaga del terrorismo, i fenomeni di disgregazione.

Si indicano poi le responsabilità della Dc per il ruolo subalterno che l'Italia ha assunto nell'ambito della Cee, e per la debolezza nella difesa degli interessi nazionali, specie in agricoltura.

Affermazioni di principio

La parte dedicata alle vere e proprie dichiarazioni programmatiche è un elenco di affermazioni di principio, prive di un qualsiasi approfondimento: maggior democrazia nelle istituzioni europee e minor spazio agli "interessi di gruppi ristretti": favore per "un autonomo sviluppo dell'impresa" mà nell'ambito di una programmazione che assicuri un "corretto funzionamento del mercato"; politica di amicizia con gli Stati Uniti e con l'Urss, ma anche l'estensione dei rapporti con la Cina; rapporti della Cee con il Comecon come "punto centrale per una politica di coesistenza e di cooperazione", risparmio energetico, tutela dell'ambiente, dei consumatori, ecc.

Si tratta di un programma elusivo e burocratico insieme: attento a che nella elencazione nessun tema "progressista" venga dimenticato; ma egualmente attento a non approfondire alcuna implicazione, nè a segnalare un qualsiasi punto problematico anche in vista di scelte concrete.

L'inconsistenza del programma si spiega anche con la circostanza che, come anche molti comunisti riconoscono, l'attenzione della sinistra tradizionale nei confronti del progetto europeo si è risvegliata molto tardi.

Ma non è soltanto il ritardo, o la fretta di riguadagnare il tempo perduto (anche se un progetto politico non si improvvisa) a spiegare le carenze della strategia del Pci verso l'Europa. La ragione più profonda va individuata nella sostanziale perdurante estraneità dell'ideologia e della tradizione comunista nei confronti delle tradizioni storiche e politiche dell'Europa occidentale.

Certo, la conversione dei partiti comunisti occidentali ai fondamenti della democrazia parlamentare ed alla convivenza con una pluralità di forze politiche di diversa ispirazione corrisponde insieme a una esigenza di sopravvivenza ma anche di maturazione politica.

Per quanto profonda e sincera possa essere questa evoluzione, si tratta però di una evoluzione ancora troppo recente e non conclusa. Probabilmente vivono ancora, e conservano la loro fedeltà al partito, i militanti comunisti che durante l'ultima guerra — secondo un aneddoto evocato da Paolo Spriano — seguivano sulla carta geografica l'avanzata dell'Armata rossa, calcolando quanto tempo avrebbero impiegato gli eserciti sovietici a raggiungere l'Italia.

Non è un mistero presso gli stessi comunisti che una vasta parte della base sia rimasta stalinista e filosovietica, secondo i vecchi schemi, anche molto dopo il XX Congresso, e che la presenza di questa base sia nel Pci ancora oggi rilevante.

Questa base frena e condiziona ogni evoluzione: e i dirigenti comunisti sanno, d'altra parte, che non si tratta di un fenomeno che si può liquidare facilmente in nome dell'arretratezza culturale, oppure contando sul naturale ricambio delle generazioni.

Una base fideistica

Il mito della Russia e della sua rivoluzione — prima che l'immagine si dissolvesse nella consapevolezza delle repressioni staliniane e dei gulag poststaliniani — è una fede rimasta tuttora senza alcun ricambio. Il Partito comunista vive e non da oggi, almeno presso una parte della propria base, la crisi di un partito che non possiede più una fede e che — quanto più questa fede è stata "mitologicamente" vissuta — più forti difficoltà incontra nel riadattarsi ad essere, come gli altri grandi partiti di massa, un partito qualunque, aggregazione di interessi non omogenei e difficili da orientare.

Nel caso del partito comunista poi, la gravità del trauma è resa maggiore dal ruolo che l'internazionalismo costituiva nei fondamenti della sua ideologia. Dice ancora Spriano nella sua recente *Intervista sulla storia del Pci*: « Siamo ormai in una situazione storica in cui diventa persino scorretto parlare di movimento comunista internazionale, perchè un movimento comunista internazionale come tale non c'è più. Non c'è più non solo Stalin, non c'è più l'autorità di tipo politico, ideologico, culturale di Mosca, non c'è la espansione teorica leninista: c'è invece l'esistenza di una divaricazione storica molto profonda di esperienza ».

Si sa che la soluzione tipica per fronteggiare queste crisi è l'ampliamento delle burocrazie e del loro potere: e infatti nel Pci oggi si è radicata una estesa e fortissima burocrazia di partito. Le gestioni burocratiche sono per naturale carattere assai poco inclini a cambiare, e normalmente si adattano ai cambiamenti per calcolo e convenienza, non già per generosità od amore del rischio.

Anche di qui trova conferma la sensazione di inautenticità dei discorsi sull'Europa che provengono dal Pci: sia la vecchia tradizione internazionalista che la nuova componente burocratica concorrono a frenare la comprensione del panorama nuovo a cui si è dinnanzi.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale IL TEMPO

di ..... del 23/5/79

NEL VIVO LA CAMPAGNA ELETTORALE

Sui temi dell'Europa si accende la polemica

Emilio Colombo sui problemi interni - Cosentino: PCI coerente con la vocazione antieuropea

Problemi europei e problemi interni sono stati al centro di un discorso che il presidente del Parlamento europeo ha tenuto ieri all'Aquila. Colombo ha rilevato che il dibattito tra le forze politiche non riesce ancora a svincolarsi dalle pure questioni di schieramenti e dei rapporti tra i partiti, *« aspetti certo importanti, ma che non bastano ad indicare una prospettiva comprensibile sul dopo elezioni soprattutto in un momento caratterizzato da problemi gravi e che rischiano di divenirlo ancor di più »*.

Su due punti, soprattutto, si è soffermato l'esponente democristiano: problemi economici e lotta al terrorismo. La crisi energetica scoppiata nel '73, ha affermato Colombo, tende a riacutizzarsi, il prezzo del petrolio sale alle stelle, lo sviluppo di fonti alternative è incerto, l'inflazione cresce e la disoccupazione rischia di estendersi. Questa situazione *« richiede risposte chiare e impegnative »*, mentre proprio su di essa negli ultimi mesi si è dovuta constatare l'impossibilità di una reale convergenza di tutte le forze impegnate nella politica di solidarietà nazionale.

Quanto al terrorismo, secondo Emilio Colombo, è stata *« l'area di tolleranza e, al limite, di simpatia nei confronti delle forme di contestazione del sistema democratico ad aver impedito di isolare e colpire le manifestazioni terroristiche al loro primo insorgere »*. Perciò il dissenso è degenerato nella violenza e nella lotta armata, *« travolgendo anche la sinistra eversiva, che del dissenso stesso riteneva di poter fare il suo trampolino »*. Comunque, per Colombo è auspicabile che tutte le forze della « solidarietà nazionale » sappiano impegnarsi in un confronto reale sulle esigenze del paese, un confronto — ha concluso — *« che deve però far emergere un programma coerente ed operativo da affidare, per l'attuazione, a una omogenea coalizione di governo »*.

Tutto dedicato alle elezioni europee il discorso che Francesco Cosentino, presidente della CIGA ed ex segretario della Camera, ha tenuto a Firenze in cui ha spiegato i motivi della sua candidatura nella lista dc. *« Perché* — ha detto — *ho pensato che la mia esperienza politica ed amministrativa possa essere utile ad un nuovo Parlamento che si accinge ad una difficile navigazione piena di scogli. Le elezioni europee sono, purtroppo, una occasione mancata. E' un fatto storico che viene appannato per responsabilità del PCI,*

A giudizio di Cosentino, il PCI si comporta *« coerentemente con la sua vocazione antieuropea che discende dal voto contro il Trattato per la CECA del 1950. Da allora* — ha ricordato Cosentino — *in tema di trattati internazionali, ha sempre espresso voto contrario, sino a quello più recente sullo SME. All'antieuropeismo del PCI, la DC deve rispondere con un concreto impegno perché gli italiani vadano a votare in modo da realizzare l'obiettivo non solo di un'Europa economica e politica, ma che ricopra anche il significato profondo di unità nel segno della cristianità »*.

Sul ruolo del Parlamento europeo, Francesco Cosentino ha osservato che esso sarà essenzialmente di carattere *« precostituente »* e che *« sarà necessaria un'alleanza fra il Partito popolare europeo e altre forze, come per esempio i conservatori inglesi, il cui nome fa paura a qualche democristiano che è abituato più a valutare le etichette che i contenuti, in modo da dare un taglio preciso e puntuale all'attività precostituente »*.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale AVVENIRE

di ..... del 23/5/79

MESSAGGIO DELLA COMMISSIONE EPISCOPALE EMIGRAZIONE

Lezione di speranza per l'Europa futura

Il sofferto contributo dei nostri emigrati - Lavoro apostolico

I vescovi italiani, riuniti a Roma nei giorni 14-18 maggio 1979 per la loro sedicesima assemblea generale, hanno sottolineato il proprio interesse per « un'Europa integrata e concorde quale premessa di un più sereno avvenire per tutti ». E quando i vescovi parlano di un « valido contributo » alla edificazione della nuova Europa da parte di « una Italia libera e sana », è per loro evidente che la storia vissuta fa emergere il sofferto e singolare contributo delle centinaia di migliaia di lavoratori emigrati con i loro familiari. Si tratta in massima parte di nostri fratelli del Meridione, che con il lavoro, la presenza e la convivenza, hanno collaborato efficacemente alla crescita materiale e morale della società civile nei diversi Paesi dell'Europa ed hanno anche contribuito all'aumento e alla maturazione delle comunità ecclesiali. Per questi motivi la Commissione episcopale apposita ha ampliato e specificato l'accenno dei vescovi italiani con un « messaggio » motivato ora dal prossimo appuntamento europeo delle prime elezioni a suffragio diretto.

« Le istituzioni da sole — ha detto Giovanni Paolo II alla presidenza del Parlamento europeo — non faranno mai l'Europa; saranno bensì gli uomini a farla ».

E' quanto aveva inteso l'Ufficio operativo dei vescovi, l'U.C.E.I., con la giornata nazionale delle migrazioni del 1977, dedicata ai lavoratori migranti, « costruttori dell'Europa ».

Ecco qui di seguito, a cura dell'U.C.E.I. (Ufficio Centrale per l'emigrazione italiana), il testo del messaggio della Commissione episcopale per l'emigrazione.

« Si profila a tutti i figli della Chiesa — ha detto Paolo VI — ed in particolare per i movimenti spirituali, sociali e politici, che si alimentano al messaggio cristiano, il dovere proprio di questo momento storico che loro incombe, di favorire con ogni mezzo la causa della pacifica unione europea e di mettere al servizio di essa le forze di coesione di cui dispongono » (8 settembre '75).

Nel solco di queste preziose indicazioni, insieme con le Chiese sorelle d'Europa, anche i vescovi italiani si sono già ripetutamente espressi, insistendo sui « valori », che possono dare vera e feconda forza di coesione al processo ormai irreversibile di unificazione dell'Europa, alla cui identità, sviluppo e cultura, tanto ha dato il messaggio cristiano. Mentre confermiamo quanto più volte ricordato, come vescovi della Commissione per le migrazioni e il turismo, ci sentiamo spinti a far risaltare ora il contributo specifico dato dalla nostra gente alla costruzione dell'Europa.

Nel contesto dei Nove, siamo infatti l'unico Paese che con la presenza di milioni di emigrati, ha quasi anticipato questo evento storico. Conosciamo bene la somma di sofferenze e di umiliazioni, il sangue e le lacrime che questo fenomeno ha comportato. Pensiamo allo spopolamento di intere regioni del nostro Paese, a tante famiglie ancora divise quando non distrutte, alle decine di migliaia di ragazzi e giovani sradicati dall'ambiente o privati della convivenza con i loro genitori.

Tutto questo mostra con tragica evidenza il costo sociale e morale delle migrazioni, ma offre anche una grande lezione di speranza, legata alla laboriosità e al sacrificio dei nostri emigrati, di cui beneficiano tanto le regioni di partenza come quelle di arrivo.

Ed è proprio con questa umile ma decisiva partecipazione, che essi hanno contribuito a distruggere barriere di incomprensione e di intolleranza, moltiplicando i contatti e costruendo come un grande ponte di reale collaborazione. A buon diritto e a molti titoli si può ripetere che sono proprio loro, gli emigranti, i primi costruttori dell'Europa.

Alla vigilia della consultazione per l'elezione diretta del Parlamento europeo, vogliamo sottolineare questo aspetto che dà un significato particolare all'Europa in divenire, e favorisce una scelta a favore dell'uomo, al cui servizio vanno posti gli organizzatori, economia e strutture.

In questa importante occasione, vogliamo rivolgere infine un grato pensiero ai sacerdoti, alle religiose e ai tanti laici che svolgono un lavoro apostolico e sociale tra gli emigrati. Noi li seguiamo con affetto e con la consapevolezza che, se l'Europa di domani sarà più rispettosa dell'uomo, molto si dovrà alla loro paziente e spesso ignorata fatica ».

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale L'Eco
di Sassi Gallo del 23/5

Ancora una volta respinta dal governo la legge sull'emigrazione

La Farulef: il governo rispetti la volontà dell'emigrazione...

La Farulef (Federazione delle Associazioni Regionali Umbre Lavoratori emigrati) ha accolto con giustificato risentimento la notizia che il governo centrale ha ancora una volta respinto al mittente la legge regionale umbra concernente provvedimenti a favore dell'emigrazione di quella regione.
In un duro comunicato emesso il 14 maggio scorso la Federazione esprime «tutta la propria delusione» ricordando che «questa legge elaborata con il contributo diretto dell'emigrazione umbra già nel 1977, e che essa è stata arricchita dai risultati scaturiti dal Convegno di Senigallia delle consulte regionali dell'emigrazione, ci si chiede, visto che la legge è stata rinnovata per la terza volta, se il governo nazionale non senta l'obbligo di rispettare il lavoro che le associazioni degli emigrati umbri, la consulta dell'emigrazione, il convegno di Senigallia ed il Consiglio Regionale dell'Umbria hanno fatto per cercare di risolvere i problemi degli emigrati.»
La nota si conclude con l'espressione, da parte della Farulef al Consiglgio Regionale umbro, del suo appoggio e della sua solidarietà, chiedendo che nel contempo le forze politiche e sociali si facciano promotrici affinché il governo nazionale, da sempre insensibile al problema dell'emigrazione, approvi la legge; ed invitando tutti i cittadini italiani «a giudicare severamente con il voto il 3 e 4 giugno l'operato di questo governo».
All'appello alla solidarietà lanciato dalla Farulef si sono subito associate le Federazioni delle Associazioni Regionali Feas (Abruzzesi), Farces (Calabresi), Faec (Campani), Alef (Friuli), Faels (Liguri), Aeer (Emilia Romagna), Arfl (Lucani), Ames (Marchigiani), Feam (Molisani), Faps (Pugliesi), Faltis (Toscani), Cues (Siciliani), Ulev (Veneti), Lega Sarda e la Federazione delle Colonie Libere Italiane in Svizzera, che in un documento comune dello stesso giorno «protestano energicamente per la decisione e sottolineano che il provvedimento, se è grave in sé, lo è ancor di più se si tien conto che la legge in questione era stata approvata da tutte le forze dell'arco costituzionale della Regione Umbria». Le suddette federazioni preannunciano anche che dopo le elezioni del 3/4 e 10 giugno prossimi saranno portate a compimento «iniziative atte a contribuire ulteriormente all'affermazione dell'insostituibile ruolo dell'istituto regionale anche in materia di emigrazione, segnalando il problema anche al Comitato Nazionale d'Intesa.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio dal Giornale Emigrazione italiana
di Lugano del 23/5

Elezioni: forse sconti anche sulle ferrovie svizzere

CNI e Ambasciata a confronto sui temi di maggiore urgenza

L'ambasciatore d'Italia in Svizzera, Gerolamo Pignatti, il responsabile dell'Ufficio emigrazione dell'ambasciata, Mario Sica, ed i loro collaboratori, martedì 15 maggio si sono incontrati a Berna con una delegazione del Comitato nazionale d'Intesa (CNI). L'incontro, come noto, era stato sollecitato dalla federazione delle Colonie libere italiane. Piattaforma: il comunicato del CNI, da noi pubblicato lo scorso 25 aprile, che affrontava le questioni più urgenti della nostra collettività.

Quali i risultati dei lavori?

Elezioni — I rappresentanti degli emigrati hanno presentato le esigenze dell'emigrazione ed hanno chiesto conto del compiuto al fine di garantire l'esercizio del voto a tutta la collettività elettrice. L'ambasciata ha informato di aver compiuto passi verso le autorità federali (UFIAML), le associazioni dei datori di lavoro, i sindacati, le ferrovie federali affinché ognuna di queste istanze facesse la propria parte nell'assicurare permessi dal lavoro e trasporti adeguati per poter recarsi in Italia sia il 3 che il 10 giugno. Si è informato altresì che presso i consolati non vi sarebbe lavoro arretrato rispetto ai compiti connessi alle elezioni e che tutti i connazionali che dovessero trovarsi in difficoltà con i datori di lavoro, sia prima di partire per esercitare il voto che dopo essere tornati, sono pregati di informare subito i consolati o la stessa ambasciata.

Tenuto conto poi che le ferrovie belghe, austriache, britanniche, francesi, lussemburghesi praticheranno sconti sui percorsi nazionali a quanti rimpatriano per votare, come da richiesta dell'emigrazione si è intervenuti presso le autorità svizzere e a quel momento si era ancora in attesa di risposta. I rappresentanti degli emigrati hanno subito rilevato l'inammissibilità del comunicato della rappresentanza a Berna delle ferrovie statali italiane, la quale, già due settimane fa, aveva affermato che non ci sarebbe stato nessuno sconto sul percorso svizzero. Si è sottolineata la necessità di intervenire anche presso le autorità didattiche elvetiche per i permessi dalla frequenza delle lezioni per tutti quegli alunni che dovessero seguire i genitori nel viaggio; il bisogno della pubblicizzazione cantone per cantone degli accordi cui si perviene con i datori di lavoro e autorità appunto cantonali; si è chiesta una informazione chiara sulla possibilità di iscrizione e reiscrizione alle liste elettorali e sulle indennità italiane di mancato guadagno; è stata illustrata la necessità di intervenire verso i datori di lavoro onde evitare l'uso delle ferie per la partecipazione alle elezioni puntando al recupero delle ore che si perdono; si è domandata altresì l'intensificazione dell'informazione verso i connazionali per tutte le questioni inerenti la partecipazione al voto.

Comitati consolari — Rispetto ai comitati che, come noto, si avviano alla scadenza dei mandati, ebbene è risultato che l'ambasciata non ha ricevuto dal governo alcuna istruzione in merito e che, se essa non giunge, si dovrà por mente al comportamento adottato tre anni or sono. Il CNI ha rivendicato il pronunciamento del governo ed ha giustamente censurato il disinteresse che al riguardo dimostra.

Scuola e formazione — Per la scuola il CNI ha ribadito che è urgente realizzare interventi, cantone per cantone e a Berna medesima, al fine di iniziare a realizzare il protocollo della commissione ad hoc specifica del 26 gennaio scorso, che cantone per cantone devono essere istituite commissioni miste sull'esempio di quella intergovernativa, che in materia deve essere data ai consolati una precisa direttiva, che è da istituirsi anche una commissione di livello federale per l'informazione sulla formazione professionale. L'ambasciata ha registrato e assicurato che del lavoro è in corso e che l'incontro del gruppo di lavoro italo-svizzero sulle scuole materne e sulle questioni della selezione scolastica dovrebbe svolgersi durante il prossimo mesi di giugno.

Accordo di emigrazione — Gli emigrati hanno rilevato l'urgenza del rilancio della vertenza «Accordo italo-svizzero d'emigrazione»; hanno espresso il convincimento che è controproducente starsene con le mani in mano mentre nell'ambito svizzero prosegue il discorso ANAG; hanno altresì sottolineato come ormai siano quasi due anni che non si riunisce la commissione mista prevista dall'art. 22 dell'Accordo. L'ambasciata, va da sé, del tutto riferirà a Roma.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DEL

Ritaglio dal Giornale L'Eco
di San Gallo del 23/5

Votazioni del 3/4–10 e 17 giugno prossimi

Cosa ha fatto l'Ambasciata

Signor Direttore,
un giornale dell'emigrazione italiana in Svizzera ha chiesto di conoscere — ponendo una serie di domande specifiche — cosa stiano facendo le nostre autorità diplomatico-consolari per informare gli elettori e promuovere le iniziative atte a facilitare l'espressione del voto in occasione delle prossime consultazioni elettorali (elezioni politiche nazionali e amministrative parziali del 3—4 giugno, elezioni europee del 10 giugno, elezioni regionali sarde del 17—18 giugno).

Mi pare una richiesta più che legittima, e penso che un'ampia informazione sia doverosa.

Riassumo qui di seguito i vari punti:

— **Iscrizione e reiscrizione** — le norme della legge 7 fabbraio 1979 n. 40, che dispongono la reiscrizione d'ufficio dei connazionali emigrati già cancellati dalle liste elettorali, sono già state portate a conoscenza della stampa di emigrazione. Gli uffici elettorali dei vari Consolati sono stati rafforzati ed hanno anche ottenuto maggiori fondi per le comunicazioni postali e telegrafiche previste ai vari Comuni della Repubblica per le operazioni di iscrizione e reiscrizione.

E' importante ricordare che la reiscrizione è operante **solo se il Comune dispone dell'indirizzo aggiornato del** connazionale emigrato. In caso di dubbio è bene che i connazionali provvedano all'aggiornamento per il tramite dell'Ufficio consolare. A questo dovranno parimenti rivolgersi, per l'iscrizione, i **connazionali finora mai iscritti** (p. es. figli che hanno raggiunto la maggior età in Svizzera, o donne straniere che abbiano acquistato la cittadinanza italiana per matrimonio) e, infine, i coniugi che abbiano l'iscrizione elettorale in Comuni diversi e che desiderino unificarla. Si è ancora in tempo per fare queste operazioni presso i Consolati per poter votare in giugno, **ma è necessario farle al più presto possibile.**

— **Facilitazioni per il viaggio** — Per quanto riguarda il viaggio in Italia o con compagnie italiane, non vi sono cambiamenti rispetto alle passate consultazioni. Il viaggio di andata e ritorno in treno sarà gratuito in 2. classe e scontato del 70 per cento in 1. Sconti anche sui voli Alitalia (30 per cento, cumulabile con la tariffa escursione che peraltro è legata a certe condizioni di utilizzazione), nonchè sulle linee di navigazione per la Sardegna. Immutate le condizioni di validità dei biglietti, la documentazione necessaria per averli ecc.

Per quanto riuarda il viaggio in territorio svizzero, è stato effettuato un passo a livello politico per cercare di ottenere dalle ferrovie svizzere qualche facilitazione specifica. Per ora i contatti tra ferrovie italiane e Svizzere hanno solo indotto queste ultime ad estendere la validità del normale biglietto svizzero di andata e ritorno (che è di 10 giorni) a tutto il periodo di validità dei biglietti elettorali italiani (25 maggio — 24 giugno).

Per quanto riguarda le Regioni, a mia conoscenza quattro Regioni (Sicilia, Sardegna, Trentino Alto Adige, Friuli Venezia-Giulia) assicurano un sussidio ai propri cittadini all'estero che rientrino [illegible] **elezioni regionali.** Tale sussidio funzionerà quindi, nelle prossime consultazioni, solo per gli emigrati sardi che rientrano a votare nelle elezioni regionali del 17—18 giugno (a ciascun elettore verranno erogate 12 mila lire).

L'orario dei treni speciali verrà annunciato quanto prima, ed ogni sforzo verrà fatto per assicurare condizioni di trasporto dignitose. Peraltro, è dovere di ciascuno contribuire ad una ordinata organizzazione **prenotando il proprio posto quanto prima possibile.**

Permessi di lavoro — Fino dal mese scorso l'Ambasciata è intervenuta per iscritto presso l'Ufficio Federale del Lavoro, presso le tre principali organizzazioni di datori di lavoro e presso i sindacati svizzeri, per invitarli a compiere, ciascuno per la sua parte, i passi necessari per assicurare a ciascun lavoratore italiano la possibilità concreta di esercitare il suo diritto-dovere di voto, previsto dalla Costituzione della Repubblica.

L'Ufficio Federale del Lavoro ha già reso noto il testo della circolare da esso inviata alle organizzazioni dei datori di lavoro e per conoscenza ai sindacati, in cui, sottolineando l'importanza delle consultazioni elettorali, fa propria la richiesta dell'Ambasciata.

Risulta che già alcune delle principali imprese hanno preso o stanno prendendo disposizioni per concedere ai lavoratori italiani un permesso o un numero di giorni di congedo non retribuiti che, unitamente ai giorni di festa, siano sufficienti per consentire di esercitare il diritto di voto anche nelle zone più lontane del territorio nazionale.

In questa materia, peraltro, è essenziale un intervento capillare e tempestivo: e, come ai Consolati si è chiesto di segnalare puntualmente ogni atteggiamento di rigidezza o di incomprensione che renda eventualmente necessario l'intervento dell'Ambasciata, **analoga richiesta va rivolta alle associazioni, alle sezioni italiane dei sindacati, ai comitati, agli enti e alle varie forze sociali dell'emigrazione.**

Scuole — Si è provveduto anche a chiedere ai Consolati di interessare le autorità scolastiche dei Cantoni di competenza rispettiva per far presente che, in occasione delle elezioni, possono esservi connazionali costretti a portare con sè i figli perchè non hanno a chi lasciarli, e per pregarle quindi di prendere gli opportuni provvedimenti per giustificare l'assenza. Nello stesso senso, l'Ambasciata ha scritto al Segretario della Conferenza dei Direttori Cantonali dell'Istruzione.

Informazioni — Su tutti i predetti punti gli Uffici consolari sono stati pregati di voler curare la più ampia informazione dei connazionali, anche attraverso le associazioni e altre forze sociali.

Ambasciata e Uffici consolari non mancheranno di fornire al più presto le ulteriori informazioni e precisazioni, via via che vengono da Roma, servendosi anche di radio e TV.

Gli Uffici consolari manterranno una permanenza telefonica fino alla mattina del giorno di votazione.

Nei limiti, quindi, della normativa esistente e degli apprestamenti elettorali di questo anno, si cerca da parte delle autorità dello Stato in Svizzera di promuovere la più ampia partecipazione possibile degli italiani in questo Paese ai molteplici appuntamenti elettorali, tutti per il loro verso importanti, del giugno prossimo. In questa azione si confida di poter continuare a contare sull'attiva e determinante collaborazione delle forze sociali e della stampa dell'emigrazione.

Mario Sica, responsabile
Ufficio Emigrazione
Ambasciata d'Italia

Dichiarazione di Fabrizia Baduel Glorioso

Il voto al PCI per rinnovare l'Europa

Fabrizia Baduel Glorioso, presidente del Comitato economico e sociale CEE, candidata indipendente nelle liste del PCI per le elezioni del Parlamento europeo nella circoscrizione Nord-Est, ha rilasciato la seguente dichiarazione:

« Dopo 25 anni di sindacalismo e di rappresentanza dei sindacati italiani all'estero e soprattutto in Europa, dopo 6 mesi dalla elezione alla presidenza del Comitato economico della CEE (sono la prima donna eletta alla presidenza di una istituzione europea, il CES, che riunisce 144 membri dei nove paesi europei in rappresentanza degli imprenditori, sindacati, agricoltori, artigiani, commercianti, consumatori, cooperative, professioni libere ecc.) la mia scelta è coerente e razionale.

« Coerente perché: 1) la crisi dell'Europa e in Europa è grave e una risposta della sinistra europea è urgente; 2) nel nuovo Parlamento europeo saranno espresse direttamente le forze della sinistra, del movimento operaio europeo; 3) il Parlamento europeo potrà quindi sulla base di questa volontà politica che si manifesta per la prima volta con il voto diretto, impegnarsi per operare quelle trasformazioni e il rinnovamento dell'Europa.

« E' una scelta razionale: il PCI è il grande partito della classe operaia italiana, riconosciuto come tale anche all'estero, in Europa e fuori dall'Europa. Io sto con i lavoratori. Non credo ci sia bisogno di aggiungere altro.

« La grande crisi ha messo a nudo limiti e gravi lacune della costruzione europea: liberismo accentuato, grande potere delle concentrazioni finanziario-produttive nazionali e multinazionali, nazionalismo persistente, gioco quindi più facile per i più forti (paesi, regioni, gruppi economici e sociali) e mantenimento di una struttura di privilegi nazionali per volontà dei governi.

« La responsabilità è senza dubbio e innanzitutto di chi questa Europa l'ha costruita così, per i propri fini e i propri interessi. Questa Europa che, pur nel momento della grande espansione degli anni '60 ha mantenuto i gravi squilibri interni, anzi li ha accentuati, e non è stata in grado di utilizzare il suo prestigio di potenza commerciale in un nuovo ruolo internazionale di rapporto con i paesi in via di sviluppo, né è oggi capace di affrontare seriamente i problemi della crisi (7 milioni di disoccupati, inflazione). Questa Europa oggi fragile e indecisa in un confuso incrocio di interessi nazionali e di gruppi. Di fronte a questa situazione, più che nel passato, i lavoratori, i partiti della sinistra europea si impegnano per esprimere una volontà politica di cambiamento, convinti che non basta invocare l'Europa dei lavoratori ma che bisogna farla.

« In questo quadro il progetto che propone il PCI agli elettori italiani per il voto del 10 giugno per il Parlamento europeo acquista rilievo e significato di grande importanza. Cambiare e rinnovare, tenendo conto dell'esigenza di programmare razionalmente l'utilizzo delle risorse produttive finanziarie, umane e tecnologiche in un rapporto reale e leale di collaborazione con i paesi in via di sviluppo, che consenta in Europa una ristrutturazione non selvaggia, ma programmatica e nei paesi in via di sviluppo una industrializzazione altrettanto razionale e non selvaggia. Il PCI riconosce e dà rilievo agli aspetti positivi dell'esperienza europea: la pace, la democrazia e la libertà mantenute e difese in 30 anni in questa area.

« E non è da trascurarsi il fatto che questi principi di base hanno certamente contribuito al ritorno alla democrazia in Grecia, Spagna e Portogallo e che soltanto oggi, dopo la caduta dei regimi franchisti e dei colonnelli, questi paesi possono aderire alla CEE.

« Il progetto del PCI denuncia con chiarezza i limiti, le miopie, gli egoismi, il tentativo di una ristrutturazione economica capitalistica e non democratica collegato al tentativo politico delle forze conservatrici europee.

« Per portare avanti l'azione di rinnovamento è necessario che tutte le forze innovatrici si uniscano con i lavoratori in una alleanza politica che va al di là delle frontiere e diventi forza e volontà politica europea da esprimere nel Parlamento europeo.

« E' questa la proposta del PCI. Non sarà facile, ma è una battaglia necessaria ed urgente e da condurre non soltanto nei singoli paesi, ma in Europa anche perché l'esperienza ci insegna che il socialismo nei singoli paesi europei come lo perseguono ancora, ad esempio, i comunisti francesi e i laburisti inglesi non è la risposta adeguata al capitalismo europeo e alle forze della conservazione europea. Per tutti questi motivi chi è convinto dell'indispensabilità del rinnovamento dell'Europa anche in collegamento con il rinnovamento nel nostro paese, chiunque sia convinto di ciò, anche se non comunista, si colloca oggi al fianco del PCI.

« Pur nell'autonomia delle proprie convinzioni, che il PCI rispetta, ma per una battaglia che richiede come sempre nei momenti storici di cambiamento e contro la restaurazione, un impegno particolare, è necessario il più ampio schieramento di forze democratiche che vota PCI il 10 giugno ».

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio del Giornale L'UNITÀ
del 23/5/79
PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI
DIPARTIMENTO PER L'INFORMAZIONE E L'EDITORIA
UFFICIO STAMPA E DOCUMENTAZIONE GENERALE DELL'INFORMAZIONE E DELL'EDITORIA SOCIALI

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Avvenire

di ..... del 23/V/79

CON UN PARLAMENTO CHE AVRÀ POTERE DECISIONALE

Riposte nell'Europa le speranze del Sud

La conferenza di Petrilli a Reggio Calabria

di ANTONINO DENISI

REGGIO CALABRIA — «Nessuno oggi può prevedere quando e come l'Europa possa contribuire a risolvere i nostri problemi — in primo luogo quelli della disoccupazione e dell'energia — ma è certo che essi possono essere affrontati con qualche speranza di soluzione soltanto nella prospettiva di una forte Europa politica».

Ci sembra questa l'affermazione più significativa della conferenza che il prof. Giuseppe Petrilli ha tenuto, per iniziativa della sezione provinciale del Centro Italiano Femminile (Cif) e del Centro Culturale San Paolo, sul tema «Le elezioni europee e la situazione politico-economica italiana», a conclusione del ciclo di incontri programmati dalle due istituzioni sui motivi di una presenza cristiana nel progetto Europa.

Anche in Calabria la campagna elettorale è stata finora — e lo sarà sempre di più man mano che ci avviciniamo al traguardo del voto — proiettata sulla consultazione nazionale, facendo passare in secondo piano la attenzione degli elettori che il 10 giugno dovranno eleggere i rappresentanti al Parlamento Europeo. Per questo ci sembra vadano sottolineate queste iniziative che hanno un largo significato di informare ed orientare il pubblico sull'importanza della consultazione europea.

Parlando con la competenza e la convinzione che gli proviene dalla doppia esperienza conseguita in seno alla Commissione di Bruxelles e di attuale presidente del Movimento Europeo, Petrilli ha presentato un bilancio critico dell'integrazione europea; la ragione dei risultati deludenti va ricercata nella sfasatura conseguente alla prevalenza data finora alla competente mercantilistica su quella politica che ha vanificato per gran parte gli scopi del Trattato di Roma e che offre la spiegazione dell'indifferenza e del disinteresse che si riscontra in molti strati dell'opinione pubblica quando si parla dell'Europa.

A giudizio del relatore con le elezioni del 10 giugno entra in scena un protagonista enorme e scatta la condizione necessaria perché si possano conseguire obiettivi convenienti non solo economicamente quanto sul piano politico, che siano cioè a servizio dell'uomo europeo.

E' vero che il Parlamento Europeo finora ha avuto scarsi poteri decisionali, ma saranno i deputati eletti a suffragio diretto dai 180 milioni di cittadini europei a «prendersi il potere», trasformandosi in assemblea costituente, e dando vita al primo organismo veramente sopranazionale della comunità. Una affermazione che l'oratore ha confessato di non poter dimostrare, ma che trova riscontri in non pochi esempi storici, citando quelli della rivoluzione francese e di quella americana.

Tutti i partiti politici europei, a questo punto, devono finalmente dire con i fatti quale tipo di Europa vogliono realizzare e con quali programmi, come hanno tentato di fare i raggruppamenti di ispirazione cristiana, liberale e socialista. Solo allora l'Europa potrà diventare un polo autorevole della politica mondiale, di fronte al bipolarismo attuale ed a quelli che si profilano all'orizzonte per il prossimo futuro in altri continenti.

Il Parlamento Europeo darà anche una spinta all'allargamento della Comunità verso il Sud del continente, riequilibrando il baricentro politico che negli ultimi tempi si è spostato verso il nord.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale l'Unità

di ..... del 23/V/79

In una riunione alla Farnesina

Denunciato il grave ritardo sulle liste per gli emigrati

Le difficoltà per il voto rilevate da D'Angelosante, Ghini e Pelliccia

ROMA — I problemi dell'organizzazione del lavoro elettorale dei ministeri interessati, delle rappresentanze consolari e dei partiti per la partecipazione degli emigrati al voto per il Parlamento europeo sono stati affrontati in una riunione svoltasi al Ministero degli esteri. Alla riunione, presieduta dal sottosegretario democristiano Santuz, hanno preso parte oltre ai rappresentanti dei partiti anche i responsabili del lavoro elettorale delle circoscrizioni consolari situate negli altri paesi della CEE dove per il Parlamento europeo è previsto il voto in loco.

Nel corso della riunione i compagni D'Angelosante, Ghini e Pelliccia, che componevano la delegazione del PCI hanno ripetutamente posto in rilievo il grave ritardo con il quale si sta procedendo alla compilazione delle liste elettorali, rendendosi così difficile, se non impossibile in certi casi, il contatto fra i singoli partiti e gli elettori che in larga misura non sono ancora noti. E' stato inoltre sollevato il problema della propaganda elettorale, specialmente per quanto si riferisce alla disponibilità di luoghi di riunione e al loro costo, nonché alle difficoltà di ordine finanziario della propaganda scritta.

A queste richieste non sono state date risposte adeguate, con palese insoddisfazione anche da parte di rappresentanti di altri partiti. Vi sono difficoltà obiettive che incontrano i comuni, i consolati e il Ministero degli interni nella compilazione delle liste, sta il fatto però che a tutt'oggi in pratica non si sa chi sono gli elettori. Diventa difficile anche la scelta degli scrutatori perché l'emigrato che viene indicato per questa mansione non sa ancora se può votare in loco o deve venire a votare in Italia e quindi non sa ancora come deve organizzare il suo viaggio per venire comunque a votare il 3-4 giugno per il Parlamento nazionale.

Infine sono stati chiesti chiarimenti sulla decisione presa dal governo italiano di insediare seggi a Berlino ovest che come noto non fa parte della Comunità economica europea e che è regolata da uno status speciale di cui sono garanti le quattro grandi potenze, USA, Francia, Gran Bretagna e URSS.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale l'Unità

di ..... del 23/4/79

La Regione stanzia 500 milioni per il rientro degli emigrati

La giunta regionale ha stanziato 500 milioni per agevolare il rientro degli emigrati in occasione delle prossime elezioni. Il contributo deciso dalla giunta sarà di circa 40 mila lire per ogni capofamiglia, più 20 mila per ogni elettore membro della stessa famiglia che rientrerà in treno. Il contributo sarà di 30 mila per coloro che si dovranno servire dell'aereo e 60 mila lire per tutti quelli che provengono da paesi extra-europei.

Si tratta di una misura importante (e di un aggravio non indifferente per il bilancio regionale) che permetterà comunque a migliaia e migliaia di connazionali originari del Lazio l'adempimento del diritto di voto.

Come è noto — infatti — nonostante il problema sia stato da tempo affrontato, agli italiani residenti all'estero non è concesso esprimere il suffragio elettorale.

...istero degli Affari Esteri
...ZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale IL MESSAGGERO

di ..... del 27/5/79

Gli italiani

Sono circa 270 mila Voteranno quasi tutti

LONDRA — Gli italiani residenti nel Regno Unito sono poco meno di 270.000. Si trovano nella stragrande maggioranza nell'Inghilterra meridionale (Londra soprattutto) e nei grossi centri urbani come Birmingham, Cardiff, Manchester, Edimburgo, Liverpool.

L'affluenza alle urne dei nostri connazionali si preannuncia alta, probabilmente superiore all'ottanta per cento. Alcuni (ma una cifra sufficientemente indicativa non è ancora disponibile) approfitteranno delle riduzioni offerte dall'Alitalia per votare in patria. Circa le loro scelte politiche una mini-inchiesta condotta nei quartieri di Soho e di Clerkenweli vede prevalere i suffragi socialisti su quelli della Dc e del Pci. Nel Regno Unito il nostro consolato ha provveduto da tempo con vistosi annunci in italiano sui giornali a grande diffusione ad informare i connazionali che coloro i quali non possono votare nei seggi sono abilitati ad esercitare il loro diritto a mezzo posta. In totale ci saranno a disposizione dei nostri connazionali 46 seggi dei quali diciotto distribuiti nell'area della «grande Londra» e i rimanenti 28 nel resto del Regno Unito.

...istero degli Affari Esteri
...EZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

Ritaglio dal Giornale il Popolo
di ..... del 23/5/79

Sono 463 mila gli elettori all'estero

ROMA — Sono 463.000 gli elettori italiani residenti nei Paesi della Cee che il 10 giugno voteranno per il Parlamento Europeo: il centro elettronico del ministero degli Interni ha già messo a punto i terminali che nei 42 consolati nel Belgio, Danimarca, Francia, Germania, Gran Bretagna, Irlanda, Lussemburgo e Paesi Bassi, raccoglieranno i dati delle sezioni e li trasmetteranno al centro operativo del Viminale. I due elaboratori, in funzione al centro da circa 10 anni, sono — salvo l'effettuazione di alcune prove tecniche di collaudo — già pronti e programmati per le due consultazioni del 3 e del 10 giugno.

I due calcolatori possono compiere ognuno 490.000 operazioni al secondo, una capacità di elaborazione, cioè, largamente superiore a quella necessaria per le elezioni.

Fatta eccezione per i periodi elettorali, i due elaboratori vengono impiegati ordinariamente per effettuare numerosi servizi.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

Ritaglio dal Giornale AVVENIRE - 23/5/79

PERCHÈ LE ELEZIONI DEL 10 GIUGNO COSTITUISCONO UN IMPORTANTE APPUNTAMENTO PER MILIONI DI CITTADINI

Anche con una scheda si può costruire un'Europa più salda

L'elettore disporrà di un voto di lista e di uno o più voti di preferenza a seconda delle circoscrizioni - Le attese dell'Italia che si deve inserire nell' area europea

COSÌ IL PARLAMENTO ELETTO

Paese	Seggi	N. di elettori (in milioni)	Data di votazione
Italia	81	40.9	10 giugno
Belgio	24	6.3	10 giugno
Danimarca	16	3.5	7 giugno
Francia	81	35.3	10 giugno
Germania federale	81	42.1	10 giugno
Gran Bretagna	81	40.0	7 giugno
Irlanda	15	2.1	7 giugno
Lussemburgo	6	0.2	10 giugno
Olanda	25	8.5	7 giugno

di NINO ANDREOLI

Contrariamente a quanto avverrà per le elezioni politiche, per quelle europee i cittadini avranno un solo giorno a disposizione per espletare il loro diritto-dovere. Per rinnovare il Parlamento Europeo si voterà infatti soltanto domenica 10 giugno, dalle ore 7 alle 22. L'augurio è che, se pure il sole inviterà a trascorrere la giornata al mare o in campagna, gli elettori non dimentichino di recarsi alle urne e, soprattutto, non « snobbino » un voto che assume invece, nel particolare momento, una straordinaria importanza.

L'Italia ha bisogno dell'Europa, ha bisogno cioè di essere inserita pienamente nel contesto europeo, perchè soltanto da ciò può trarre speranze per il proprio futuro. Per questo gli elettori non debbono disertare le urne. Se così facessero, non solo la percentuale bassa di votanti favorirebbe i cosiddetti eurocrati (e quindi la tanto auspicata Europa politica continuerebbe ad essere una chimera), ma si avrebbe una grossa vittoria di quei partiti che, per la loro organizzazione capillare e per la costante partecipazione di massa ad ogni manifestazione di natura politica, traggono generalmente vantaggi da eventi del genere.

Come per le elezioni politiche, anche per le europee l'elettore disporrà di un voto di lista o di uno o più voti di preferenza, a seconda delle cinque circoscrizioni in cui l'Italia è stata suddivisa. Vale la pena ricordare questa suddivisione: La prima circoscrizione è quella dell'Italia nord-occidentale, che comprende Piemonte, Lombardia, Liguria e Valle d'Aosta; i seggi a disposizione sono qui 22 e gli elettori possono esprimere fino a tre preferenze. La seconda circoscrizione è quella nord-orientale, in cui sono comprese Veneto, Trentino-Alto Adige, Friuli-Venezia Giulia ed Emilia-Romagna; qui i seggi disponibili sono 15, mentre gli elettori possono esprimere non più di due preferenze. L'Italia centrale è la circoscrizione numero tre, e riguarda Toscana, Umbria, Marche e Lazio; i seggi a disposizione sono 16, e le preferenze possibili sono non più di due. La quarta circoscrizione è quella dell'Italia meridionale rappresentata da Abruzzi, Molise, Campania, Basilicata, Puglia e Calabria; 19 i seggi disponibili e non più di due le preferenze. Infine, quinta ed ultima circoscrizione, quella dell'Italia insulare, comprendente Sicilia e Sardegna, per 9 seggi e per non più di una preferenza da parte dell'elettore.

Come abbiamo accennato in un precedente articolo, l'Italia invierà al Parlamento di Strasburgo 81 rappresentanti. Lo stesso numero di delegati spetteranno alla Francia, alla Germania, alla Gran Bretagna, in quanto paesi con un numero di elettori vicino ai 40 milioni. Gli altri stati, che, come dimostra la tabella, hanno una popolazione elettorale inferiore, invieranno a Strasburgo un numero più modesto di rappresentanti.

Come già rilevato, tranne il caso della Gran Bretagna, gli stati membri della Comunità voteranno a giugno con il sistema proporzionale. Vi saranno clausole e sfumature diverse, ma il sistema di fondo sarà identico. In Gran Bretagna, invece, come chiarisce la seconda tabella, si voterà con il sistema del collegio uninominale, e con lo scrutinio maggioritario che non consentirà l'utilizzazione dei resti.

Crediamo, a questo punto, di aver chiarito, almeno in superficie, il significato del voto per l'Europa. Pensiamo cioè di aver detto l'essenziale intorno all'organismo che il 10 giugno gli italiani contribuiranno a rinnovare. resta da aggiungere a queste note divulgative che ormai l'Europa non è più un problema per i tecnici o per i cosiddetti addetti ai lavori. Alle più importanti questioni che si pongono oggi debbono dare una risposta tutti i cittadini della Comunità, che dovranno dimostrare con il voto di avere le idee chiare sul loro futuro.

(4 - Fine - I precedenti articoli sono stati pubblicati il 13, 16, 17 maggio)

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

Ritaglio dal Giornale IL POPOLO

di ..... del 23/5/79

Strumentali polemiche dell'Unità

La DC a favore degli emigrati

«Siamo stanchi di chiacchiere e promesse. E perché dobbiamo essere noi a pagare più di tutti per tutto il vostro malgoverno?». Così gridava un lavoratore italiano replicando a un discorso pronunciato dal sottosegretario Foschi, qualche mese fa, durante un convegno a Lussemburgo.

Così si esprime «l'Unità», organo ufficiale del PCI, in un articolo sugli emigrati italiani, dimostrando quanta memoria abbiano i suoi redattori o di quanta distrazione gadano i suoi responsabili, riferendosi a un fatto accaduto «qualche mese fa».

Questo è uno dei tanti esempi clamorosi di come il PCI conduce la campagna elettorale, di come questo partito, che sventola alta la bandiera della democrazia, ponga sulla bocca dei suoi accoliti le frasi che questi ripetono quasi a memoria. Non occorre essere attenti osservatori della politica italiana per capire le finalità delle Botteghe Oscure e di quanto siano altrettanto vani questi mezzucci.

Cerchiamo di dare corpo a ciò che abbiamo detto, facendo alcune precisazioni su quel convegno in Lussemburgo tanto denigrato oggi e tanto applaudito allora dalla stessa fonte. Possiamo tranquillamente affermare che nessun lavoratore italiano si è mai così espresso contro l'allora sottosegretario agli Esteri on. Franco Foschi in alcuna riunione pubblica. Esso è frutto di pura e malevola fantasia di un giornalismo fazioso e sleale.

Ma al di là di queste cose pure certe, e dimostrabili con ampia facoltà di prova, c'è tutto il lavoro svolto dall'on. Foschi a favore e tutela dei nostri emigrati, lavoro che nessuno, nemmeno i comunisti, possono cancellare o misconoscere. Ci sembra opportuno segnalare (per esempio) uno strumento di lavoro messo a punto dal ministero per gli Affari Esteri, che raccoglie tutte le disposizioni a favore degli emigrati; e di quanto lavoro questo ministero si sia sobbarcato per migliorare le condizioni dei nostri connazionali all'estero.

A riprova di ciò, in quel convegno era presente anche Giancarlo Pajetta, il quale ha avuto parole di elogio per l'opera svolta dal nostro ministero degli Esteri e per Foschi in particolare. Ma allora, qualche mese fa, i comunisti accarezzavano altri sogni. Ora purtroppo sono stati bruscamente risvegliati e sono costretti a mascherare la mancanza di argomenti con gli schematismi aprioristici e finalizzati ad obiettivi politici di breve momento. Essi non operano a favore degli emigrati, ma cercano solo di strumentalizzarne i problemi.

Appassionato appello dello scrittore Denis de Rougemont

Firmiamo il passaporto per l'Europa di domani

Denis de Rougemont — illustre europeista, autore di «L'amore e l'Occidente» — ha scritto un «Rapporto al popolo europeo» che esce in questi giorni contemporaneamente in cinque lingue nei Paesi d'Europa. In Italia è edito dalla Pan di Milano a cura di Ugo Ronfani, che ne ha scritto la prefazione. L'opera espone le riflessioni a cui è pervenuto il Gruppo Cadmos di Ginevra, un'équipe di filosofi, economisti, ecologi, educatori, politologi e sociologi: loro scopo è pensare i problemi della necessaria unione europea e additarne eventuali soluzioni. Anticipiamo alcune pagine del «Rapporto», per gentile concessione dell'editore.

di DENIS DE ROUGEMONT

Si pone il problema fondamentale: *quale Europa*? Ve ne sono infatti due. La storia mostra la nascita in Grecia delle Città-Stato, di un'Europa del dialogo, della solidarietà civica, della ragione e della misura, dello spirito critico e della tolleranza socratica. Ma la storia mostra anche il sorgere, nella Roma imperiale, di ciò che sarà l'Europa delle dittature, dei regolamenti collettivisti uniformizzanti, della «ragion di Stato» generalmente opposta alla ragione, del «posto giusto» riservato, secondo Lenin, all'opposizione politica, cioè la prigione.

La prima Europa ha creato e nutrito le idee di libertà e di responsabilità nella comunità di fede giurata e di patto federale; poi di Internazionale; di internazionalismo e di arbitrato, infine di federazione europea. E' l'Europa dei cittadini attivi.

La seconda Europa è formata dai soggetti passivi. Ha ripreso l'idea romana che «morire per la patria — (in realtà per lo Stato) — è la sorte più bella e invidiabile». Questa Europa è quella dei nazionalismi statalizzati, delle loro guerre «gloriose», delle loro rivoluzioni, dei fascismi di sinistra e poi di destra e degli «imperativi tecnologici» al servizio delle «sovranità nazionali assolute».

Ora, ai nostri giorni, è questa seconda Europa che si oppone all'unione federale dei popoli, sola speranza che sia davanti a noi. Disgraziatamente, è questa seconda Europa che il Terzo Mondo copia appassionatamente.

«Tutto è venuto all'Europa, e tutto è venuto da lei, o quasi», ha scritto Paul Valéry. Ed è vero: ma in quel «tutto», forse, c'è tanto male e altrettanto bene. La civiltà nata in Europa — razionale, critica, liberale, volta a liberare l'individuo — non ha saputo impedire lo Stato totalitario, cioè tutto ciò che nega la ragione, lo spirito critico e la libertà personale. E' altrettanto vero che la civiltà nata in Europa ha fatto il giro del mondo, è stata la prima a farlo e resterà a lungo la sola ad averlo fatto. E' stata copiata dalla maggioranza e praticamente da tutti gli Stati nuovi sorti dalla decolonizzazione nel corso degli anni che vanno dal '46 al '76 di questo secolo.

Due manifesti per le elezioni

Come si può definire «decolonizzazione» un processo che perpetua, allo stesso tempo, le frontiere tracciate su una carta negli uffici delle nostre capitali di Paesi colonizzatori e le nostre superstizioni più caratteristiche, tra cui l'idea di progresso materiale, l'ideale dello Stato-nazione centralizzato e della sua «sovranità assoluta», e infine e soprattutto l'equazione «felicità dell'uomo uguale crescita delle spese pubbliche e private, spreco di energie, terrorismo, suicidi, nevrosi, droga, cancro e bomba atomica»?

Il fatto è che risulta più facile imitare le caricature che i modelli, i vizi che le virtù, le armi da guerra che le procedure di pace. E' più facile fare proprie le ricette del nazionalismo arrogante che quelle del federalismo solidale. Più facile decretare il partito unico che ottenere il consenso morale dei cittadini. Più facile esercitare la dittatura che promuovere ed educare le libertà autoregolate dal senso delle responsabilità civiche. Lo Stato totalitario sarà sempre più facile della comunità democratica. La morte è più facile della vita.

Circa ottanta Stati nuovi si sono proclamati indipendenti a partire dalla fine della seconda guerra mondiale. Tutti hanno adottato il modello europeo dello Stato centralizzato a sovranità illimitata. Visto che tutti vogliono ad ogni costo copiare le strutture dello Stato napoleonico e gli armamenti dell'imperialismo nucleare, questa divisione del mondo in Stati sovrani può portare solo a una guerra generale. Che potrebbe benissimo essere l'ultima, perchè distruggerebbe le basi stesse di qualunque guerra: le società umane e le loro civiltà.

Che cosa resta all'Europa, in questa congiuntura? Gli USA possiedono le ricette tecnologiche della potenza materiale soprattutto distruttrice, combinate con i principi di un idealismo che vorrebbe essere cristiano. L'URSS quelle del gigantismo quantitativo e di una ideologia che pretende di essere marxista.

Cosa resta di peculiare all'Europa? Il senso greco della misura, quello romano del diritto, quello germanico della comunità degli uomini liberi, quello celtico dell'avventura spirituale — per non parlare di qualche vaga nostalgia o rimorso cristiano, a causa dell'amore tradito nelle relazioni pubbliche e private, ma che si esprime di preferenza in termini di rivendicazioni di Giustizia o di Uguaglianza.

Queste carte sono buone, ma non le giochiamo mai. Perchè tutti i nostri governi e la maggior parte dei grandi partiti di destra e di sinistra (in questo simili al Terzo Mondo) obbediscono principalmente — non nei discorsi, nei fatti — ai principi e ai valori della seconda Europa, quella delle sovranità nazionali e della potenza materiale, opposta alla prima Europa, quella della solidarietà internazionale e della libertà responsabile dei cittadini. La divisione del continente europeo in Stati-nazioni necessariamente rivali fa fallire ogni tentativo di libera cooperazione al di sopra delle frontiere nazionali, queste «cicatrici della storia» tracciate a dispetto della realtà, secondo gli arbitri delle guerre e dei trattati. La divisione del continente in qualcosa come 30 «sovranità nazionali assolute» spiega di per sè come i motivi di unione definiti poc'anzi, e che nessuno dei nostri governi può ignorare, siano restati finora quasi totalmente inoperanti.

Non potremo venirne a capo se non tutti insieme. Non potremo sopravvivere alle crisi limitandoci ad opporre loro le nostre pretese «sovranità nazionali», cioè della retorica. La scelta è semplice: o periremo uno alla volta, o sopravvivremo federati.

istero degli Affari Esteri
EZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale IL POPOLO

di ..... del 23/5/71

I comunisti e le ACLI

Quando infastidisce il voto responsabile

IL RECENTE APPELLO delle Acli perché nelle due imminenti consultazioni elettorali venga espresso da tutti i cittadini e dagli aclisti in modo particolare un voto meditato e responsabile, deve essere parso così poco strumentalizzabile da parte della sinistra che, prima l'Unità (con un falso la cui grossolanità è stata immediatamente denunciata dallo stesso presidente delle Acli, Rosati, in una lettera al direttore Reichlin) ed ora Paese Sera hanno sentito la necessità di intervenire, in chiave anti-DC, per orientare i lettori e correggere deduzioni evidentemente non favorevoli al partito comunista.

Un documento equilibrato e pensoso del futuro del paese, votato all'unanimità, accolto quindi da tutte le componenti politiche delle Acli nel rispetto del pluralismo interno, rischia così di passare come l'ardito machiavello con cui le Acli sarebbero riuscite astutamente a colpire la DC.

Anzi, secondo le fonti di Paese Sera — fonti partigiane e accuratamente selezionate a senso unico — il dibattito che nel Consiglio nazionale delle Acli ha preceduto il voto di quel documento avrebbe addirittura stigmatizzato il tradimento della linea Moro da parte della DC. In realtà, si tratta del leit-motiv propagandistico del PCI, che non trova evidentemente molto credito.

Ignorando la smentita già data da Rosati, Paese Sera ha riproposto dunque, di quel dibattito, una versione così faziosa e angusta che riesce difficile perfino comprendere come la discussione abbia potuto poi concludersi con un voto unanime. La verità è che il dibattito è stato ben più elevato, articolato e ricco di quanto i due organi comunisti ed i loro interessati informatori non vogliano riconoscere. Fonti acliste che non temono smentite, né interne né esterne, ce lo confermano.

Ancora una volta dobbiamo tuttavia rilevare come la strumentalizzazione di parte, emergente da valutazioni arbitrarie e cronache distorte, non corrobora certo il pluralismo all'interno delle Acli. Siamo però convinti che alla lunga risulta controproducente anche ai fini elettorali.

Le loro scelte europee I democristiani

Uniti nel partito popolare europeo

La Comunità dovrà essere Federale secondo i dc

di ALFONSO STERPELLONE

Il Partito Popolare Europeo (Ppe) è composto da 13 gruppi d'ispirazione cristiana di 7 Paesi della Comunità; ciascuno mantiene la propria denominazione. Essi si riconoscono in un'Europa da unirsi su «basi federali», capace — si legge nel loro programma — di «resistere alla minaccia delle potenze totalitarie» e di «assumere, sul piano mondiale, le sue responsabilità per la tutela della dignità dell'uomo».

Elementi essenziali del programma del Ppe sono: «visione personalistica» dell'uomo, il quale «per realizzare se stesso dipende dalla comunità»; difesa dei «diritti dell'uomo» e delle «libertà fondamentali», in «spirito di solidarietà e giustizia». «Forma di Stato più adeguata a una società moderna e partecipativa è la democrazia pluralistica», consistente in «un potere sottoposto periodicamente al controllo popolare, fondato sui principi dello Stato di diritto». Si afferma nel programma del Ppe che «soltanto un'Europa unita e forte può promuovere efficacemente la libertà e la solidarietà, la pace e la giustizia nel mondo» e «contribuire a un nuovo ordine mondiale». L'Europa deve essere «unita e forte a sufficienza per decidere il proprio futuro, per tutelare in tutto il mondo i suoi legittimi interessi, difendersi contro le minacce militari e garantire la propria esistenza indipendente e libera». Il Ppe è per la valorizzazione delle «responsabilità storiche» dell'Europa, contro ogni eventuale tendenza a «limitarsi a una pura e semplice salvaguardia dei suoi interessi particolari».

Rapporti esterni — La Comunità deve essere «aperta a tutti gli Stati democratici dell'Europa»; se ne favorisce l'ampliamento a Grecia, Spagna, Portogallo; i Paesi del Mediterraneo «sono i nostri partners nell'ambito degli accordi già conclusi, che vogliamo ulteriormente sviluppare»; «costruittivo rapporto tra eguali» con gli Stati Uniti e con gli altri Paesi extra-europei. Una «distensione equilibrata» è favorita dal Ppe con l'Urss e con gli Stati est-europei. Si auspica un'applicazione concreta delle deliberazioni della Conferenza per la sicurezza e la cooperazione europea (Csce). Si considera che «l'Unione europea rimarrà incompiuta fino a quando non disporrà, nel quadro dell'Alleanza Atlantica, di una politica comune di difesa». Si prevede un più armonico sviluppo delle relazioni con il «Terzo Mondo».

Politica comunitaria — Piena occupazione, lotta all'inflazione, incentivazione degli investimenti produttivi. Favore per il «necessario mutamento strutturale delle aziende e dei settori», libera circolazione dei lavoratori, promozione della politica energetica e della ricerca, promozione della politica regionale, accompagnata da una politica sociale armonizzata ed efficace: questi sono obiettivi prioritari

Istituzioni europee — L'unità dell'Europa «deve corrispondere alla volontà dei popoli». Si deve «garantire la piena funzionalità delle disposizioni comunitarie in vigore». Le competenze del Parlamento Europeo «devono essere ampliate», non soltanto in tema di poteri sul bilancio comunitario, ma anche nei seguenti campi: «La Commissione deve ottenere la sua investitura dal Parlamento», la concertazine tra Parlamento e Consiglio dei Ministri deve «essere estesa a tutto l'ambito della competenza del Consiglio»; il Parlamento «deve avere il diritto di prendere decisioni in sostituzione del Consiglio», in specifiche condizioni, su materie rientranti nella sfera d'applicazione dei Trattati di Roma.

«Mèta finale del processo di integrazione» è la trasformazione dell'Unione «in una federazione europea», strutturata in un «Parlamento direttamente eletto dai popoli», in una «Camera degli Stati, che rappresenti i legittimi interessi degli Stati membri», in un «Governo europeo che intenda e possa effettivamente governare».

Guido Gonella:

«Credo che si possono gettare le basi di una nuova Costituente»

Dc — Guido Gonella: senatore, ex ministro della Giustizia, ex ministro della Pubblica Istruzione, vice-presidente del Consiglio d'Europa.

— E' possibile un ruolo costituente del primo Parlamento Europeo eletto a suffragio universale?

«Ritengo possibile e doveroso gettare le prime basi di una Costituente Europea. Ci sono già vari progetti. Le difficoltà si trovano nel determinare una procedura di attuazione progressiva nel tempo, in modo da evitare pericolose fratture iniziali dell'unità europea. Si deluderebbero le aspettative delle elezioni dirette, se non si facesse alcun passo avanti verso l'unificazione anche della politica dell'Europa».

— Prioritariamente, quali problemi deve affrontare il Parlamento Europeo?

«Anzitutto, urge l'attuazione degli accordi di Roma in materia economica. Vi sono molte inadempienze e molti ritardi per materie che riguardano gli specifici interessi economici italiani. Non si può procedere verso un'unificazione politica, senza aver condotto in avanti il più possibile l'unificazione economica, che non è un ideale generico da perseguire, ma uno specifico impegno da attuare».

— Quali rapporti con gli altri organismi comunitari?

«Certamente, l'elezione del Parlamento Europeo tenderà a svalutare le altre assemblee comunitarie. Però, sarebbe un grave errore squalificare il Consiglio d'Europa e l'Unione Europea Occidentale, soltanto perché hanno rappresentanze non elette direttamente. Nel Consiglio d'Europa è rappresentata una ventina di nazioni, adesso ha la priorità nello sviluppo delle istituzioni comunitarie. Ha compiti istituzionali ben più vasti di quelli della Comunità Economica. L'Ueo, sorta per riparare il fallimento della Ced, ha un compito specifico, che non può essere perseguito dal Parlamento Europeo: promuovere la cooperazione anche militare fra le nazioni dell'Occidente e pure collaborare con l'Alleanza Atlantica».

— Quale ruolo per gli italiani eletti nel Parlamento Europeo?

«Nella Comunità Economica, come del resto nel Consiglio d'Europa, è prevalente il raggruppamento per partiti, anziché il raggruppamento per delegazioni nazionali; pur essendo queste riconosciute e disciplinate. Credo, però, che, malgrado i contrastanti orientamenti dei parlamentari italiani, la cui candidatura è presentata da partiti politici, sia possibile trovare una cooperazione per difendere gli specifici interessi italiani. Ciò è già avvenuto nei lavori fin qui compiuti dall'Assemblea comunitaria, quantunque non fosse elettiva».

— Come risponde l'elettorato italiano al «tema Europa»?

«La campagna per le elezioni politiche lascia poco spazio alla campagna per le elezioni europee. La data del 10 giugno è stata fissata dalla Comunità, e non era spostabile. La data del 3 giugno è stata una conseguenza della frattura della solidarietà nazionale, che ha determinato la crisi governativa. Tutti sanno chi ha preso l'iniziativa di questa frattura, e chi ha rifiutato persino un'astensione che avrebbe impedito lo scioglimento delle Camere. E' fuori dubbio che sarebbe stata preferibile un'assoluta autonomia delle elezioni europee, in un'epoca ben di-

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio dal Giornale IL MESSAGGERO
del 23-5-79

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale .....

del ..... del .....

stinta da quella in cui avvengono le elezioni politiche».

— La crisi italiana è risolvibile nel quadro europeo?

«La soluzione della crisi italiana è indipendente dal quadro europeo. Nel Parlamento Europeo i partiti socialisti cercheranno, malgrado il recente rovescio laburista, di conservare la maggioranza relativa. Però, tenuta presente l'accentuata ostilità di Marchais contro Mitterrand, nel Parlamento Europeo non si potrà parlare di «unione delle sinistre», qualunque sia l'orientamento dell'eurocomunismo italiano. D'altra parte, democristiani italiani e tedeschi, se si alleassero con i conservatori inglesi, come avviene nel Consiglio d'Europa, potrebbero avere essi la maggioranza dell'Assemblea. Si tratta di schieramenti diversi da quelli prevedibili per il Parlamento italiano. Quindi, non mi sembra che dalle sorti del Parlamento Europeo si possano derivare indicazioni per la soluzione della crisi italiana».

— Se esiste un «modello europeo», quali ne sono le prospettive dopo il primo voto unitario degli europei?

«Attualmente non esiste alcun «modello europeo». Forse, potrà esistere quando il Parlamento Europeo avrà condotto innanzi i suoi lavori. Gli italiani votano una politica europea dei partiti, che si presentano alle elezioni, ma sarebbe improprio dire che votano un europeismo autonomo, svincolato dagli orientamenti dei partiti.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale AVVENIRE

di ..... del 23/5/79

UNA PUBBLICAZIONE DELL'ASSEMBLEA REGIONALE CALABRESE

Per capire meglio l'Europa

REGGIO CALABRIA — (F.P.) - «La prima consultazione elettorale per la elezione del nuovo parlamento europeo a suffragio universale costituisce certamente una svolta importante se si intenderà attribuire a questa assemblea democratica il giusto ruolo e la peculiare funzione di organo promozionale di una vera e sostanziale integrazione degli Stati d'Europa, fondata su una reale unità politica e sociale dei popoli». E' quanto scrive il presidente del consiglio regionale calabrese Consalvo Aragona nel presentare la pubblicazione edita dall' ufficio stampa dell'assemblea dedicata questa volta ai compiti del parlamento europeo. E' un supplemento ai quaderni di documentazione «Calabria» diretti dal capo ufficio stampa Salvatore G. Santagata che si è premurato di farlo diffondere tra tutti i consiglieri regionali, i sindacati calabresi, i presidenti delle comunità montane e tutti gli amministratori e operatori sociali della Calabria.

Il collega Santagata ha così inteso pubblicare una parte della documentazione acquisita nel corso di un seminario di aggiornamento indetto dal parlamento europeo e dalla commissione della Cee per i dirigenti degli uffici stampa delle Regioni, allo scopo di offrire un primo quadro delle istituzioni comunitarie e dei compiti del Parlamento europeo in vista delle prossime elezioni dirette che impegneranno, tra il 7 e il 10 giugno prossimi, una popolazione elettorale di 180 milioni di cittadini europei. Un prossimo stampato riguarderà invece le politiche di intervento nei vari settori della vita economica e sociale degli Stati membri della Cee.

La pubblicazione si presenta di indubbia importanza perché in 30 pagine riporta i testi integrali della legge sull'elezione dei rappresentanti dell'Italia al Parlamento europeo e dei documenti relativi all'elezione diretta del parlamento firmati dai nove ministri degli esteri a Bruxelles il 20-9-1976, insieme con notizie sui poteri dell'assemblea, la legge elettorale italiana e come si vota negli altri paesi della Cee. Quindi, vengono riportati stralci dei trattati di Parigi e di Roma, del progetto votato dal Parlamento Europeo; poi, la cronistoria delle elezioni dirette, le origini dell'unione europea, le istituzioni comunitarie, la struttura e i poteri dell'assemblea elettiva.

I perché di questo numero speciale vengono illustrati appunto nella presentazione fatta dal presidente del consiglio regionale Aragona che, tra l'altro, afferma: «Esiste, allo stato attuale, una volontà di base in favore di un solidale utilizzo delle risorse per ridurre gli squilibri economici territoriali tra i vari paesi della Comunità europea. Ma l'esperienza di questi anni ha chiaramente dimostrato che il principio di solidarietà rischia di consolidare il metodo dell'assistenzialismo, senza favorire l'insorgere e il maturare di una idea universale che deve presiedere l'evoluzione politica e sociale dei popoli tutti». Da qui la necessità di far comprendere i meccanismi istituzionali, i compiti delle istituzioni comunitarie perché «si richiede un rinnovato impegno — prosegue il presidente Aragona — e una maggiore consapevolezza per trasformare un atto formale in momento sostanziale di unità, basata su una attiva partecipazione popolare».

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Il Giornale

di ..... del 22/5

Bettiza a Varese e Como

L'impegno liberale per i giovani europei

Varese, 22 maggio

Il senatore Enzo Bettiza, capolista liberale nelle circoscrizioni Nord-Est e Nord-Ovest per le elezioni dirette del Parlamento europeo, ha parlato oggi nel corso di due manifestazioni organizzate dal Pli a Varese e a Como. A iscritti, simpatizzanti e candidati liberali, Bettiza ha esposto quanto è stato fatto fino ad oggi a Strasburgo dal gruppo liberaldemocratico e quali sono i punti qualificanti del gruppo stesso per la legislazione che sta per iniziare.

Rivolgendosi in particolare ai numerosi giovani presenti alle due manifestazioni, Bettiza si è soffermato sul grave problema della disoccupazione giovanile, una piaga non solo del nostro Paese, ma di molti altri del continente europeo. «I liberaldemocratici — ha detto — ritengono essenziale dare ai giovani una formazione professionale adeguata che consenta loro di intraprendere una attività in modo da inserirsi nel sistema produttivo».

«Gli attuali metodi di formazione — ha proseguito Bettiza — devono essere modificati, in modo da garantire ai giovani una flessibilità che permetta loro di continuare il processo di formazione per tutta la vita».

«Il dramma italiano della disoccupazione intellettuale — ha concluso l'oratore liberale —, del quale non si vede ancora una risoluzione concreta, è solo la prevedibile conseguenza di una dissennata politica tesa a svilire le professioni manuali rispetto a quelle intellettuali. Di qui la corsa al pezzo di carta, oggi in molti casi perfettamente inutile che ha creato solo disillusioni e tensioni sociali».

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

Ritaglio dal Giornale IL GIORNO
di ..... del 23/5/70

Jean Daniel al Centro francese

L'Europa: tentare anche se non entusiasma

I francesi si mostrano molto tiepidi verso l'Europa. La stessa Parigi, che pure è un crogiolo di culture diverse, non «sente» queste elezioni europee. Insomma, il passaggio dall'Europa mercantile a quella più specificamente politica non provoca grandi emozioni (e lo vediamo anche in Italia). Lo ha ammesso anche Jean Daniel, direttore di «Nouvel Observateur» (uno dei più prestigiosi settimanali francesi, assieme all'«Express») in una conferenza tenuta ieri pomeriggio al Centro culturale francese di via Bigli, a Milano.

Elegante, simpatico, con un'eloquenza moderna e asciutta, Daniel ha tracciato una specie di riassunto vivace dell'ideale europeo. E' stato detto, in sostanza, che la forza del nazionalismo impedirebbe la costituzione dell'Europa unita: ma prima di darlo per scontato, sarebbe meglio costituire quest'Europa e vedere poi se regge. La diffidenza, una certa diffidenza sotterranea verso questo ideale, si riscontra quasi dovunque. Le elezioni sono prese spesso sottogamba anche da altre parti. Eppure, nella storia europea si ritrova — da Giustiniano a Napoleone, perfino nella stessa follia hitleriana — il tentativo di dominare (e purtroppo non di unire socialmente, economicamente, politicamente) l'Europa.

Il nazionalismo appare per un lungo periodo quasi la forma assunta dal capitalismo per coprire scontri economici e all'ideale nazionalistico si contrappone l'internazionalismo marxista. Ma anche questo, nel momento in cui aiuta i Paesi in via di sviluppo, finisce per definire «progressisti» i movimenti nazionalistici emergenti. Nel secondo dopoguerra, anzi negli ultimi anni, molti idealisti europei si rifugiano in altri ideali: Cuba, il Vietnam, la Palestina.

In definitiva, oggi l'Europa appare tuttora un punto preciso di riferimento. I più grandi personaggi della storia si sono sentiti anzitutto europei. «E forse perchè gli italiani sono in fondo più europeisti dei francesi, io mi sento più italiano che non francese», ha detto Daniel, rispondendo alle domande del pubblico. Quali sono le posizioni delle grandi potenze nei confronti del problema Europa? L'America, dopo un'iniziale diffidenza, ha preso un atteggiamento abbastanza favorevole con Nixon più che con lo stesso Kennedy. Ma, si capisce, «favorevole» a un'Europa che però non disponga di un armamento totalmente indipendente. Ostili, senza dubbio, i sovietici che vedono nell'Europa il pericolo tedesco mascherato. Favorevole infine, senza condizioni, la Cina. Non esiste un diplomatico o un uomo politico cinese che non rilasci dichiarazioni entusiastiche nei confronti dell'Europa e degli europei.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale IL GIORNO

di ..... del 23/5/71

LA PAROLA AI CANDIDATI

Questa è una «tribuna libera»: vi partecipano, invitati ad esprimere liberamente la loro opinione agli elettori milanesi, candidati alla Camera o al Senato

I liberali in Europa sono venti milioni

ANTONIO BASLINI nato a Milano nel 1926, sposato, padre di 3 figlie. Laureato in chimica industriale all'Università di Milano, è amministratore di diverse società, enti, associazioni ed amministratore delegato di una industria chimica.

Oltre a seguire l'attività industriale, da anni si occupa di politica. E' stato consigliere comunale di Milano nel 1960 e successivamente, nel 1963, nel 1968 e nel 1972, deputato al Parlamento per il Partito liberale.

Il suo nome è legato a diverse leggi, sia di carattere economico che relative alla difesa dei diritti civili, fra cui la più conosciuta è quella del divorzio.

Nelle elezioni del 3 giugno si presenta come capolista per la circoscrizione Milano-Pavia.

di ANTONIO BASLINI

La prossima tornata elettorale, anticipata ancora una volta rispetto alla normale conclusione della legislatura, si presenta ricca di incognite. Ci si chiede innanzitutto se l'elettorato italiano, abitualmente ritenuto stabile, vischioso, questa volta non venga attraversato da una mobilità interna che ridistribuisca il consenso tra le forze politiche.

Che questo possa avvenire è abbastanza probabile. Tutto il problema consiste nel senso e nella quantità di questa ridistribuzione di consensi. Se l'elettorato potrà disegnare una diversa geografia politica del Parlamento in cui, penalizzate le forze incapaci di dare un governo credibile e legittimo al Paese, si rafforzino partiti che invece questo governo stabile e democraticamente efficiente lo vogliono, allora la supposta mobilità elettorale sarà un fatto positivo.

C'è comunque anche il rischio che una ridistribuzione di consensi possa avvenire verso quelle forze che ostacolano con spinte centrifughe, «antisistema», la formazione di una coalizione democratica e riformatrice; in tal caso, l'ingovernabilità del Paese sarebbe gravissima e le terapie proposte da quelli che vogliono mutare il sistema elettorale italiano potrebbero sembrare inutili palliativi.

Ma l'ombra della disgregazione del sistema politico, che a tutti ricorda la tragica esperienza della repubblica di Weimar, è resa più fosca da un altro ordine di preoccupazioni. Esse riguardano il possibile assenteismo elettorale che, secondo alcune indagini sociologiche, sarebbe più elevato del previsto. Se ciò accadesse, sarebbe ancora una volta dimostrata la distanza crescente fra classe politica e Paese reale, e a poco varrebbero gli esorcismi di quanti sarebbero pronti a riassorbire la disaffezione dalle urne nel cosiddetto «riflusso».

Tutti coloro che hanno a cuore le sorti della democrazia italiana non possono lanciare anatemi contro i cittadini anche disaffezionati dalla politica, senza prima avere cercato di capire le cause del disorientamento.

Nel caso di queste elezioni, infatti, è largamente diffusa la certezza che per molti italiani l'andamento della crisi di governo che ha portato allo scioglimento anticipato delle Camere è tutt'altro che comprensibile. Per noi che non abbiamo condiviso nulla di ciò che le forze politiche maggiori, nelle figure di Berlinguer e Andreotti, hanno fatto, lo scioglimento anticipato delle Camere e il «sabotaggio» delle elezioni europee è stato qualcosa che con linguaggio spesso usato in Parlamento si può definire «truffa». Lo «scioglimento-truffa» si è infatti sviluppato tutto al di fuori del Parlamento, sull'onda di una crisi di governo aperta per motivi inerenti alle pretese governative di un partito che, come un Giano bifronte, vuole essere di governo, ma anche di lotta.

E ciò che più preoccupa è che la stessa Democrazia cristiana si sia lasciata coinvolgere in questa danza macabra che nel giro di qualche mese ha soffocato tutta la politica nazionale, con un dissennato e incomprensibile dibattito su formule di alchimia politica, ha allontanato l'attenzione dalla discussione critica ma importante del «piano triennale», ha gettato il Paese in un pericoloso vuoto di governo. Che questo sviluppo delle vicende politiche italiane fosse prevedibile, in base alla confusione delle lingue che regnava nella maggioranza di unità nazionale, è senz'altro vero. Ma che tutto dovesse precipitare in una crisi al buio, di cui poco si è capito, questo è davvero grave.

Ancor più grave, perchè una sorta di congiura tacita, ma non ignota, ha di fatto sabotato le elezioni europee facendole precedere da quelle nazionali, per evitare che il risultato delle prime potesse influenzare le seconde. Sicchè si rischia di avere un Parlamento italiano anomalo rispetto a quello che sarà il grafico politico del Parlamento europeo. E' chiaro che di fronte a tutto ciò, a coscienza dei cittadini resta abbastanza scossa, e facilmente prende la via della disaffezione.

Sarebbe un errore gravissimo per i partiti di democrazia laica non percepire in questo momento la lezione dei fatti. Mai come ora, una presenza più efficace e forte dei partiti laici, su basi di autonomia dalle forze maggiori, ma con un sicuro legame ai valori e alla politica europea ed occidentale, può costituire la vera diga che può arginare la crisi della democrazia italiana, e nell'ambito delle forze laiche debbono essere premiati i liberali.

I liberali sono stati l'unica opposizione costituzionale alla grande coalizione. In questa battaglia non eravamo però soli: sentivamo di avere con noi larghe fasce dell'opinione pubblica, contraria a compromessi. E' soprattutto a questi cittadini che ci rivolgiamo, invitandoli a tramutare il loro consenso in un voto che indichi una inversione di tendenza dell'elettorato.

In Europa, venti milioni di cittadini sono liberali. Occorre dunque trasferire l'Europa anche nel nostro Paese, per consentire una ripresa economica, per ridare slancio all'iniziativa privata compressa da una struttura statale clientelare, per tutelare i diritti dei singoli in un Paese in cui si mira a ridurre i margini di libertà per chi sta all'opposizione.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio del Giornale AVVENIRE
di
del 27/5/74

PRESENTATO A MILANO IL LIBRO DI MARIO PEDINI «RAPPORTO SULL'EUROPA»

Successi e fallimenti del divenire europeo

Riportate testimonianze fondamentali della storia comunitaria - Strategia per il futuro

di GIAN FULVIO BRUSCHETTI

Con l'elezione a suffragio universale del Parlamento europeo, l'unità politica è più vicina. Il 10 giugno, infatti, 185 milioni di europei si recheranno contemporaneamente alle urne per eleggere 410 deputati in rappresentanza dei nove Paesi membri della CEE. (L'Italia ne eleggerà 81). Anche se i compiti di questo Parlamento saranno limitati, un importante passo verso l'integrazione sarà compiuto.

Spetterà alla « costituente » lavorare per raggiungere la piena unità. Il « sogno » di De Gasperi, Adenauer e Schuman potrà trasformarsi in realtà.

Ma da quanti anni se ne parla? Attraverso quali processi si è pervenuti alla decisione del 1977 di indire le elezioni europee? Cosa si è fatto in Europa dal dopoguerra ad oggi? Una risposta a questi interrogativi e una conoscenza delle tappe più significative che hanno portato al 10 giugno ce la fornisce il « Rapporto sull'Europa - Momenti e fatti dell'unificazione », di Mario Pedini.

Dalla firma del trattato che istituiva la CECA (Comunità europea del carbone e dell'acciaio) nel 1951, prima forma di cooperazione, alla costituzione del MEC, della CEE e infine della elezione del primo Parlamento, sono passati 28 anni. E Pedini (politico, uomo di governo e di cultura) con la sua opera ricca di contributi e di interessante consultazione traccia un quadro retrospettivo, ma fedele, degli avvenimenti. L'autore descrive e commenta con cognizione fatti e momenti soprattutto nel decennio dal 1959 al 1968 come parlamentare europeo e poi come sottosegretario agli esteri con delega specifica per i problemi comunitari.

Il « Rapporto sull'Europa » è stato presentato al Circolo della Stampa di Milano e alla sua illustrazione hanno partecipato lo storico prof. Adriano Bausola, preside della Facoltà di lettere dell'Università Cattolica e il direttore di « Avvenire » Angelo Narducci, candidato al Parlamento europeo. L'autore è stato presentato dal giornalista Giancarlo Masini.

Per Bausola il libro di Pedini ha il duplice pregio di analizzare a fondo il problema europeo nell'arco di trent'anni e di coinvolgere nel problema soprattutto le giovani generazioni. Il suo è un richiamo a ciò che è « universale » e anche « individualmente europeo », poichè spazia dai rapporti con il mondo (soprattutto con quella parte ancora in via di sviluppo) ai rapporti tra le stesse nazioni del continente; un preciso riferimento a uomini e a politiche sviluppatesi attorno a correnti di pensiero diverse, dalla cristiana, alla socialista, alla liberale.

Per Narducci lo « scavare » di Pedini nei successi e nei fallimenti della politica europea, significa aver riportato alla luce testimonianze che riguardano cicli ormai storici per l'Europa: l'avvio fra il 1953 e il 1963; il « lungo inverno » con De Gaulle (1963-1968); la stagione della ripresa fra il vertice dell'Aja e quello di Parigi (1969-1972); il relativo « autunno » fra il 1973 e il 1976 e la decisione del 1977 di indire le elezioni a suffragio universale per il Parlamento.

Infine Pedini. « Ho voluto dare con questo "Rapporto" — ha detto — un contributo come politico utilizzando articoli scritti "in corso d'opera" durante gli anni di lavoro trascorsi come sottosegretario e come parlamentare europeo. Dietro queste pagine c'è il ricordo di Moro, dell'ultimo Schuman e di Jean Monnet. Tutti uomini che hanno contribuito come De Gasperi e Adenauer a "ricostruire" l'Europa uscita semidistrutta dall'incendio della seconda guerra mondiale, convinti che solo la integrazione politica dei vari Stati avrebbe costituito l'unica alternativa a quei nazionalismi esasperati che l'avevano condotta alla rovina ».

Il libro di Pedini, dunque, è un documento che certamente non mancherà di soddisfare chi voglia essere informato sul recente passato dell'Europa e voglia approfondire il significato di una strategia per gli anni futuri.

E per impostarla l'occasione è data dal 10 giugno, eleggendo un Parlamento che — come significativamente ha detto lo stesso Pedini — « sarà coscienza critica del divenire europeo ».

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale IL - FIORINO

di ..... del 23/5/79

Libera circolazione nella Cee

E anche gli avvocati varcarono le frontiere

Durante le ultime settimane un'altra categoria di professionisti ha potuto lavorare liberamente nei nove paesi della Comunità europea grazie alle norme comunitarie che consentono ai 125.000 avvocati della Comunità di godere, come i dottori, del principio fondamentale di libertà di circolazione dei cittadini all'interno della Comunità.

Dalla possibilità di lavorare in uno qualsiasi dei nove Stati membri gli operai ed i lavoratori dipendenti beneficiano già dal 1969. Tale libertà è estesa solo gradualmente ai professionisti poichè è necessario che le loro qualifiche poossano essere riconosciute in tutta la Comunità.

Oggi gli avvocati possono comparire in tribunale in qualsiasi località della Comunità. Le associazioni di categoria hanno anche creato una carta d'identità che deve servire a facilitare i loro movimenti.

Un avvocato italiano potrà ad esempio difendere una causa di fronte ad un tribunale inglese, non potrà però aprire uno studio nel Regno Unito. Quando agisce all'estero potrà inoltre essere costretto a ricorrere ad un avvocato del posto per mettersi al corrente sulle procedure.

E' possibile che questo provochi una migrazione in massa degli avvocati? Probabilmente no. Come hanno già scoperto i dottori, anche avendone il diritto, non è facile mettersi a lavorare in un altro paese.

Nel 1977, il primo anno completo in cui i dottori hanno avuto la possibilità di lavorare in una località qualsiasi della Comunità, solo 985 su un totale di 450.000 ne hanno approfittato. Un terzo circa, costituito da medici irlandesi, si è spostato nel Regno Unito come avviene normalmente per tradizione.

Nel prossimo giugno anche le infermiere, mai troppo lontane dai dottori, saranno libere di muoversi liberamente all'interno della Comunità. Il triangolo medico sarà completato l'anno prossimo quando i veterinari potranno lavorare in qualsiasi paese della Comunità.

Gli esperti stanno considerando l'opportunità di concedere lo stesso diritto di mobilità anche alle levatrici, agli architetti, ai contabili ed ai consiglieri fiscali. La difficoltà dell'impresa è comprovata dal fatto che ogni tentativo è stato abbandonato per i farmacisti e gli ottici per i quali si ponevano numerosi e insormontabili ostacoli.

I problemi nascono dal fatto che la formazione, i diplomi, le procedure o i requisiti indispensabili per svolgere una professione in un paese sono spesso diversi da quelli richiesti in un altro Stato membro; ognuno dei Nove poi ritiene naturalmente che il proprio sistema è ilpiú adatto alle prorie esigenze ed è quindi necessario arrivare ad un compromesso perchè vengano riconosciute le qualifiche ottenute in un altro Stato.

Una volta superati tali ostacoli bisogna poi superare una certa riluttanza che nasce da problemi personali e dalla difficoltà di imparare una nuova lingua.

Probabilmente ci vorrà dunque molto tempo prima che venga smentita la legge universale secondo la quale nessun posto vale la propria casa.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale il POPOLO

di ..... del 23/5/79

Auspicato da Ripamonti nel dibattito sul bilancio

Coordinare gli interventi negli stanziamenti regionali

BRUXELLES — Nei giorni scorsi la commissione per i bilanci del Parlamento europeo ha svolto un primo dibattito sulla impostazione del bilancio della Commissione delle Comunità economiche europee per il 1980. Gli stanziamenti di impegno previsti dalla Commissione ammontano a 16,6 miliardi di UCE (18.720 miliardi di lire) con un aumento del 12,80 per cento rispetto al 1978, mentre gli stanziamenti di pagamento ammontano a 15 miliardi di UCE (16.976 miliardi di lire) con un incremento dell'8,9 per cento rispetto all'esercizio precedente, hanno un aumento del 3,90 per cento le spese obbligatorie, mentre quelle non obbligatorie — che devono essere concertate dal consiglio dei ministri e dal Parlamento — segnano un incremento del 25 per cento (la considerevole consistenza della percentuale si pone in relazione al fatto che una parte degli stanziamenti del FEOGA viene considerata spesa obbligatoria).

Per quanto si riferisce alle entrate, oltre alla previsione della tassa di corresponsabilità, viene applicata la percentuale dello 0,75 per cento sul gettito dell'IVA degli Stati membri.

Notevoli sono gli incrementi di spesa per il fondo sociale.

Per quanto riguarda il fondo regionale lo stanziamento di impegno è previsto in 1.140 milioni di UCE (+26%) e per la parte fuori quota di 60 milioni di UCE in più. Complessivamente il fondo regionale da una previsione di 581 milioni di UCE per il 1978 e di 945 milioni per il 1979, passa ad uno stanziamento di 1.200 milioni di UCE (1.350 miliardi di lire, di cui il 40 per cento, pari a 540 miliardi di lire, sarà assegnato all'Italia) per il 1980.

In pratica, sarà questo il primo bilancio che verrà portato al dibattito del nuovo Parlamento europeo eletto a suffragio universale diretto, e nella sua impostazione tiene conto della evoluzione dei rapporti tra il Parlamento europeo, la commissione ed il consiglio dei ministri.

Nel corso del dibattito sono emerse alcune posizioni critiche, prima fra tutte quella dell'on. Camillo Ripamonti (DC-PPE) che ha sottolineato come il tasso di aumento degli stnziamenti di impegno (12,80 per cento in termini monetari) in termini reali sia insignificante rispetto agli ambiziosi obiettivi prospettati nei documenti conclusivi dei consigli europei dei capi di Stato e di governo, in relazione alla situazione economico-sociale della Comunità. Se ben si analizzano le cifre ci si accorge infatti che l'aumento degli stanziamenti di pagamenti (+8,9 per cento) denuncia che in realtà la spesa effettiva non subirà aumenti rispetto al 1979.

Fatto ancor più grave nel campo della politica sociale: all'aumento del fondo a 1.000 milioni di UCE, fa riscontro la previsione dell'aumento dei pagamenti del 4,6 per cento cioè in misura inferiore al tasso di svalutazione, cosicché ne risulterà una diminuzione dell'efficacia degli interventi proprio nel momento in cui vi sono settori industriali in crisi e aumenta il tasso di disoccupazione.

« Per quanto attiene la politica regionale — ha detto ancora Ripamonti — lo stanziamento di 1.200 milioni di UCE rispetto ai 945 milioni di UCE del 1979 risponde effettivamente alla richiest, avanzata dal Parlamento europeo ed accolta dalla commissione, di superare i limiti posti dal Consiglio europeo di 1.850 milioni di UCE per il triennio 1978-80 e di 850 milioni di UCE per il 1980 ».

« L'importante — ha subito aggiunto — è tuttavia che l'impegno assunto dal presidente Jenkins e dal commissario Giolitti di coordinare le politiche di intervento (fondo sociale, regionale, Feoga orientato, interventi Ceca) non rimanga una semplice ipotesi di lavoro ».

La commissione, inoltre, non ha precisato l'entità delle risorse destinate alla ricerca di base, al settore dell'energia, alla ristrutturazione e alla riconversione industriale, né alla politica di cooperazione con i paesi in via di sviluppo. La gravità del problema energetico, con la prospettata impossibilità dell'approvvigionamento ai livelli attuali di domanda, richiede interventi immediati al fine di evitare prospettive di recessione economica per l'Europa.

Secondo Ripamonti del tutto inadeguato appare anche lo stanziamento di 70 milioni di UCE per la ristrutturazione e riconversione dei settori industriali in crisi. « Qualora detto importo — ha precisato — venisse pure destinato a contributi per la riduzione degli interessi sui prestiti per la riconversione e per la ristrutturazione, l'entità non sarebbe certo rilevante se rapportata alle effettive esigenze prospettate dal settore siderurgico, tessile e dei cantieri navali, nonché alla necessità di accentuare il processo di investimento nei settori tecnologicamente più avanzati ».

Ripamonti ha infine fatto notare come nessuna indicazione sia stata offerta dalla Commissione per quanto riguarda la politica dei prestiti, il cui ammontare potrebbe raggiungere i 3,5 miliardi di UCE. « E' indispensabile — ha concluso il parlamentare italiano — che la Commissione offra al Parlamento la possibilità di verificare se tale indicazione di massima può trovare operatività nella erogazione effettiva dei prestiti stessi nel corso del prossimo esercizio ».

Alfredo BETTINI

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale IL SOLE - 24 ORE

di ..... del 23/5/79

Il clima sociale si deteriora nella Cee

Sull'orario di lavoro europeo rottura a Bruxelles

(DAL NOSTRO INVIATO)

BRUXELLES — Mettendo in esecuzione l'« ultimatum » posto nei giorni scorsi agli altri partners sociali, la Confederazione europea dei sindacati (Ces) ha abbandonato ieri la riunione, a Palazzo Charlemagne, del Comitato permanente dell'occupazione Cee (cui, oltre ai sindacati, partecipano le organizzazioni degli imprenditori, i governi nazionali e l'Esecutivo europeo). Si prospetta, così, minacciosa, l'ipotesi di un deterioramento del clima sociale all'interno della Comunità, proprio nel momento in cui la precarietà della situazione economica europea richiederebbe, invece, la massima collaborazione tra tutti gli interessati.

La « rottura » del dialogo è sopraggiunta quando l'Unice, l'Unione delle industrie Cee, ha rifiutato di sottoscrivere le conclusioni del presidente del Comitato (il ministro francese del Lavoro, Boulin) secondo cui il Consiglio dei ministri Cee si impegna a giungere, entro il 1° dicembre prossimo, a « progressi concreti » sulla riduzione della durata del lavoro ed incarica la Commissione europea di organizzare negoziati diretti « con e tra » le parti sociali al fine di sottoporre « proposte concrete » al Consiglio ministeriale Cee del 27 novembre.

La posizione dell'Unice era motivata dal fatto che la questione della durata del lavoro non figurava all'ordine del giorno della riunione ed era stata evocata solo a seguito delle forti pressioni esercitate dalla Ces: quest'ultima, infatti, aveva subordinato la propria partecipazione alla riunione del Comitato ad una discussione su un problema particolarmente complesso e sul quale, appena una settimana fa, i ministri del Lavoro dei Nove non erano riusciti a trovare una benchè minima intesa. L'Unice, quindi, faceva presente di non essere in grado di prendere posizione sull'argomento, pur non escludendo di poter accettare una discussione « al momento opportuno » nel quadro del Comitato.

Non è facile, adesso, distinguere la responsabilità della « rottura ». I sindacati hanno certo le loro: era assurdo pretendere che venisse affrontato seriamente, e senza alcun preavviso, un problema che ha enormi implicazioni macroeconomiche e che richiederà, dunque, quell'approfondita preparazione che — le centrali sindacali europee hanno sostenuto sinora — ha fatto difetto alle varie riunioni « tripartite » Cee (dalle Conferenze ad hoc del giugno '77 e del novembre '78, alle precedenti sessioni del Comitato permanente dell'occupazione). Ma anche l'Unice ha le sue responsabilità: conoscendo la pregiudiziale dei sindacati, avrebbe dovuto respingere — e fin dall'inizio della riunione — la richiesta di discutere un tema che non era all'ordine del giorno e sul quale, per mancanza di tempo, non era stata in grado di consultarsi adeguatamente con le sue varie componenti nazionali.

L'esito della riunione è stato così commentato dal dott. Mirone, direttore centrale degli affari sociali della Confindustria, che partecipava al dibattito: « Correttamente, ritengo, il presidente del Comitato, Boulin, ha formulato l'invito alla Commissione esecutiva di Bruxelles di organizzare consultazioni con e tra le parti sociali. Ciò facendo, ha tenuto conto della disponibilità a trattare la materia dichiarata, all'inizio della sessione ed a nome degli imprenditori Cee, dal signor Oechslin, presidente della Commissione sociale dell'Unice. Le valutazioni divergenti appaiono essere quelle concernenti i modi e la sede in cui organizzare tali consultazioni. A mio avviso, l'aspetto formale ha prevalso su quello di sostanza, che è di adesione a discutere a livello europeo la durata del lavoro, dovendosi procedere verso obiettivi di armonizzazione delle situazioni nei vari Paesi della Comunità ».

Ed è evidente che il problema della riduzione della durata del lavoro non può che esser risolto nel quadro europeo: « Ogni soluzione nazionale, conclude il dott. Mirone, comporterebbe degli squilibri alle attività produttive del Paese che si muovesse isolatamente in quell'area. Da qui la esigenza di una uniformizzazione delle soluzioni, che va perseguita in sede europea dove, peraltro, devono essere individuati gli strumenti attraverso i quali realizzarla ».

Ugo Piccione

(continua in 2ª pagina)

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale IL SOLE - 24 ORE

di ..... del 23/5/79

Mandelli: impensabile ridurre l'orario solo nei Paesi Cee

ROMA — La questione della riduzione dell'orario di lavoro nei Paesi della Cee è stata ieri al centro della riunione annuale del «comitato permanente per l'occupazione» tenutasi a Bruxelles (vedi l'articolo in prima pagina). Al comitato prendono parte rappresentanti dei Governi, degli imprenditori e dei sindacati della Cee.

La riduzione del tempo di lavoro, nella misura del 10 %, e in particolare la riduzione dell'orario settimanale è come è noto, uno degli obiettivi principali che la Ces (confederazione europea dei sindacati) si è data nel corso del recente congresso dell'organizzazione, svoltosi a Monaco di Baviera.

Commentando le decisioni della Ces su questo argomento, il presidente della Federmeccanica, Walter Mandelli (che guida la delegazione industriale nelle trattative contrattuali dei metalmeccanici) ha dichiarato all'Adnkronos che «i sindacati europei fanno delle valutazioni che corrono il rischio di mettere tutta la comunità europea in grosse difficoltà rispetto alla concorrenza internazionale».

Un motivo di preoccupazione in più viene individuato da Mandelli per quanto si riferisce all'Italia dove c'è già — osserva — l'orario effettivo più basso di tutta l'Europa. «Ho l'impressione — aggiunge polemicamente al riguardo — che i nostri sindacati abbiano un po' la vocazione dei donatori di sangue».

Mandelli osserva infine che «forse nel mondo è giusto arrivare a ridurre l'orario di lavoro, ma si può farlo solo in Europa — si chiede — indipendentemente dal Giappone e dagli Stati Uniti?».

In senso più generale, secondo il presidente del Comitato nazionale per la piccola industria, Marcello Modiano, il congresso di Monaco ha dimostrato «come esista una tendenza verso l'uniformità nelle linee sindacali in presenza di problemi omogenei nei vari Paesi (occupazione, inflazione, ecc.).

«Se è opportuno uniformare queste linee di azione, per noi italiani però — ha dichiarato all'Adnkronos — presenta un carattere assolutamente prioritario uniformare anche quelle che sono le diverse situazioni di lavoro che si registrano nei vari paesi». A questo proposito Modiano ha osservato: quando si pongono problemi come quelli della riduzione dell'orario di lavoro allora bisogna vedere quali sono le situazioni dei diversi paesi.

Il presidente dei piccoli industriali ha fatto riferimento ad un recente studio dell'Isril dal quale si ricava come l'Italia, tra i vari paesi, sia quello che ha un più basso orario di lavoro, un maggior assenteismo e una minore produttività. «Quindi per restare in Europa è gioco forza avvicinarsi — ha osservato — anche a quelle condizioni di lavoro che si registrano negli altri paesi della Comunità».

Detto questo Modiano ha ulteriormente osservato: «Mentre negli altri paesi europei il sindacato si pone il problema della riduzione dell'orario di lavoro come una questione a medio termine il nostro si pone invece questo problema non come un obiettivo da raggiungere di qui a qualche anno ma immediatamente. Questo accresce la nostra preoccupazione per il fatto che le condizioni di lavoro in Italia sono tanto diverse».

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio del Giornale IL CORRIERE
di ... del 23/5/74

DURO SCONTRO A BRUXELLES TRA SINDACATI E RAPPRESENTANTI INDUSTRIALI

E' subito rottura alla CEE sull'orario di lavoro

DAL NOSTRO INVIATO SPECIALE

BRUXELLES — Il problema della riduzione dell'orario di lavoro ha fatto ieri esplodere il contrasto tra i sindacati e i rappresentanti industriali, riuniti insieme ai ministri dei Paesi della Comunità e ai rappresentanti della commissione. Esponenti sindacali hanno deciso, dopo una lunga discussione, di abbandonare i lavori del comitato permanente dell'occupazione, che riunisce tutte le parti sociali.

La rottura era nell'aria dopo l'atteggiamento assunto dal congresso dei sindacati europei svoltosi la settimana scorsa a Monaco. In precedenza si era tenuta a Bruxelles una riunione del Consiglio dei ministri del lavoro, che aveva dato mandato alla commissione di esaminare il problema della riduzione dell'orario, senza però fissare scadenze precise o prendere posizione sul merito della questione: alcuni ministri, fra cui l'italiano Scotti, avevano osservato che una riduzione dell'orario deve essere condizionata all'aumento della produttività, per non incidere negativamente sui costi del lavoro e quindi danneggiare la produzione.

A Monaco i sindacati hanno definito «insultanti» i risultati del consiglio e hanno adottato una risoluzione in cui auspicano in tempi brevi una riduzione del 10 per cento dell'orario di lavoro, senza perdita di salario, attraverso l'adozione della settimana di 35 ore, il prolungamento delle vacanze, l'anticipo dell'età di pensionamento e l'estensione dell'insegnamento obbligatorio: a loro modo di vedere, questi provvedimenti potrebbero contribuire efficacemente a combattere la disoccupazione, che in Europa ha ormai superato i 6 milioni e mezzo di unità. Il congresso di Monaco ha rivelato nella Confederazione europea dei sindacati, forte di 40 milioni di iscritti, un atteggiamento più militante e più organizzato che in passato.

Questo atteggiamento non poteva non influire sulla riunione del comitato permanente, che aveva iscritto all'ordine del giorno il problema della riduzione delle sperequazioni tra offerta e domanda di lavoro. I rappresentanti sindacali, tra cui figuravano esponenti della CGIL, della CISL e dell'UIL, hanno chiesto, come condizione per la loro partecipazione, che si discutesse anche il problema dell'orario di lavoro, minacciando altrimenti di andarsene. Per tutta la mattinata e buona parte del pomeriggio di ieri si sono svolti vivaci dibattiti, nel tentativo di trovare una soluzione di compromesso che accontentasse tutte le parti.

In pratica, i sindacati chiedevano al Consiglio dei ministri che desse un mandato preciso alla commissione perché entro ottobre fosse possibile giungere a una decisione. I datori di lavoro, riuniti nel UNICE (un comitato di coordinamento delle Confindustrie dei Paesi della CEE) hanno respinto questa richiesta, affermando che il problema dell'orario non figurava nell'ordine del giorno e che non avevano mandato per discuterlo. Il consiglio, di cui era presidente il ministro francese Boulin, ha svolto opera di mediazione, impegnandosi a chiedere alla commissione di trattare «con e tra le parti sociali», in modo da ottenere qualche risultato in tempo per la prossima riunione del consiglio, il 27 novembre prossimo.

Questa posizione è stata condivisa dalla delegazione italiana, guidata dal sottosegretario agli esteri, Santuz. Egli ha affermato la volontà politica del nostro Paese per una soluzione del problema dell'orario di lavoro su base tripartita, auspicando che fosse evitata una rottura; e ha messo in guardia contro i pericoli che deriverebbero da un atteggiamento differenziato dei vari Paesi europei. I sindacati hanno accettato l'impostazione del consiglio; ma, poiché questa è stata respinta dai datori di lavoro, hanno deciso di abbandonare la seduta.

In una successiva conferenza stampa i sindacati hanno criticato duramente i datori di lavoro che, hanno detto, «rifiutano una volta di più il negoziato diretto»; e hanno annunciato per la fine di giugno a Ginevra una riunione del comitato esecutivo della Confederazione europea nella quale potranno essere decise nuove forme di lotta o di pressione. Da parte sua l'UNICE, deplorando l'accaduto, ha ribadito la sua posizione, rifiutando qualsiasi responsabilità per la rottura.

In realtà, essa è meno grave di quanto potrebbe sembrare a prima vista. In serata tutte le parti interessate hanno cercato di sdrammatizzare l'episodio: i sindacati dichiarandosi pronti a riprendere le trattative; i datori di lavoro dicendosi disposti ad affrontare il problema dell'orario, purché esso sia regolarmente iscritto all'ordine del giorno; il consiglio riaffermando la sua intenzione di chiedere alla commissione di organizzare negoziati diretti che portino a «progressi concreti».

Pietro Sormani

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale LA STAMPA

di ..... del 23/5/79

Vertenza europea per l'orario ridotto?

BRUXELLES — La delegazione sindacale ha lasciato, ieri pomeriggio, la sala in cui, con i rappresentanti dei governi, della Commissione europea e dei datori di lavoro, si stava cercando di varare un progetto di negoziato per la riduzione dell'orario di lavoro.

La «rottura» è avvenuta in seguito al rifiuto delle confindustrie europee di sottoscrivere una dichiarazione della presidenza del Comitato permanente per l'occupazione nella Cee in cui si chiedevano progressi ai negoziati diretti tra le parti sociali entro il primo dicembre su questo problema.

La riduzione dell'orario di lavoro, per risolvere almeno in parte il problema della disoccupazione che colpisce sei milioni e mezzo di persone nella Comunità, può diventare così una vertenza sindacale tra i 40 milioni di iscritti alla Confederazione europea dei sindacati e l'Unione del padronato europeo.

Dopo il congresso della settimana scorsa a Monaco di Baviera, la Confederazione europee dei sindacati ha mostrato una nuova combattività su questo argomento. Da parte sua, l'Unice, che raggruppa i padronati europei, si è limitata, ieri, a contestare il fatto che l'argomento della riduzione dell'orario di lavoro (nella misura del 10 per cento) non era all'ordine del giorno dei lavori. La Commissione europea non è stata di grande aiuto nella polemica, mentre vano è stato lo sforzo del presidente del Comitato permanente per l'occupazione, e anche del Consiglio dei ministri per gli Affari Sociali, Boulin.

In mattinata si era capito subito che la fermezza dei sindacati avrebbe reso difficile un compromesso. La delegazione della Ces (il gruppo italiano era capeggiato da Crea, della Cisl) ha chiesto che fossero fissati il cor tenuto e la data per l'elaborazione di una soluzione della questione della riduzione dell'orario di lavoro nella Cee a 35 ore settimanali.

I governi (per l'Italia il sottosegretario agli Esteri Giorgio Santuz) confermavano la volontà politica generale di trovare una soluzione, ma i datori di lavoro, pur sostenendo di essere disposti a sedersi al tavolo delle trattative, non apparivano disposti, in questo momento, a legarsi a date e a progetti troppo precisi.

Il portavoce dei sindacalisti ha dichiarato che il loro atteggiamento di fermezza era dovuto alla delusione derivata dall'esito del Consiglio degli Affari Sociali del 15 maggio e dagli scarsi risultati ottenuti dalle conferenze tripartite e dai contatti con la Commissione di Bruxelles sul problema della riduzione dell'orario di lavoro.

Va notato, tuttavia, che il Consiglio dei ministri del 15 maggio aveva incaricato la Commissione europea di formulare proposte per arrivare ai negoziati tra le parti sociali e quindi sottoporre all'approvazione del Consiglio dei ministri della Cee una decisione.

Renato Proni

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale L'UNITA'

di ..... del 23/5/79

Primo bilancio con Lama e Marianetti del congresso della CES

Il sindacalismo europeo ora guarda a sinistra

ROMA — In Europa si discute sempre più sull'avvenire del sindacato. Non più praticabile l'ipotesi della integrazione-subordinazione al sistema, esaurita o incanalata la spinta di base espressasi a cavallo degli anni '60 e '70, fallite anche le diverse versioni di «patto sociale», quale strada resta, oggi, dentro una crisi che rimette in discussione alcuni caposaldi del capitalismo occidentale? Gilles Martinet, lo storico socialista francese, ha appena pubblicato un libro («*Sette sindacalismi*») in cui passa in rassegna le esperienze dei maggiori paesi industrializzati; in un'intervista sull'ultimo numero de «*Le nouvel observateur*» afferma che «*il sindacalismo è il principale contropotere in una società moderna*». L'ultimo congresso della CES sembra dargli ragione. Si fa strada, infatti, la volontà di «*trasformare progressivamente la società* — citiamo ancora l'intervista di Martinet — *modificare i rapporti gerarchici, condurre i lavoratori a partecipare effettivamente alla gestione dell'economia*». E soprattutto che tutto ciò «*non sarà possibile senza lotte*». Poniamo la questione a Luciano Lama e ad Agostino Marianetti. Si può dire che sta nascendo un nuovo, più avanzato sindacalismo europeo?

«*Chi ha assistito al congresso di Monaco* — risponde Lama — *può constatare la profonda differenza con la precedente assise di Londra. Anche allora emersero contenuti e linee politiche accettabili, ma si perdette il nesso indispensabile tra assumere determinate posizioni e sostenerle con la lotta. Questa volta anche i sindacati tradizionalmente più moderati si sono posti esplicitamente il problema. Insomma, il ruolo della CES è stato ridefinito nel senso che ora siamo di fronte ad un'organizzazione sindacale internazionale che dirige le confederazioni dei singoli paesi e non si limita a dare indicazioni, ma coinvolge tutte le forze sindacali in azioni unitarie*».

E in merito ai contenuti, quali sono le acquisizioni più avanzate? Risponde Marianetti: «*In primo luogo si assume l'analisi di una crisi che, al di là della maggiore o minore incidenza in questo o quel paese, ha cause e conseguenze che coinvolgono tutta l'Europa. E non sono certo i fanatismi sul liberismo e sul mercato a risolverle. Si assume, come assoluta priorità, la disoccupazione; di qui discende l'esigenza di una nuova politica economica e di misure contrattuali complementari, ma necessarie, come una nuova ripartizione del lavoro puntando in vari modi ad una riduzione graduale dell'orario, verso le 35 ore settimanali. Si è proposta, infine, la linea di un generale processo di democratizzazione dell'economia*».

Per far passare questi obiettivi è stato determinante il ruolo degli italiani? Lama risponde affermativamente, ma non vuole sottovalutare processi più ampi e profondi. «*E' anche la conseguenza* — dice — *di una certa revisione in corso in importanti sindacati tradizionalmente portati a risolvere solo in casa propria, anche con lotte aspre, i problemi sociali (penso al TUC) o a privilegiare la mediazione senza lotta (penso ai tedeschi o agli scandinavi). Sono segnali che preannunciano mutamenti nelle forze della sinistra storica europea*».

Da ora in poi il rapporto con la CEE come verrà impostato? «*Sarà* — sottolinea Marianetti — *più autonomo e conflittuale con gli organi di governo della Comunità, mentre il sostegno al Parlamento eletto a suffragio universale va inteso anche nel senso del massimo ampliamento ed utilizzo delle sue prerogative, evitando il suo svuotamento voci da parte della commissione esecutiva, voci da parte dei singoli stati*».

Ci sembra che sia emersa anche una riflessione nuova sul legame tra partiti e sindacati e sui loro rispettivi ruoli: la richiesta di maggiore autonomia si accompagna nello stesso tempo ad un più esplicito schieramento «a sinistra» del sindacalismo europeo. E' vero? Lama conferma questa impressione. «*Finora* — dice — *in molti paesi i sindacati si erano collocati in posizione di puro sostegno ai partiti che rappresentavano i lavoratori. A livello CES, invece, era prevalsa una sorta di asettica neutralità. Adesso al contrario cresce la coscienza che è necessario in Europa dare un contributo perché si affermino scelte progressiste e favorevoli alla classe operaia. D'altra parte, le forze di sinistra comprendono che debbono cercare sempre più il sostegno di massa dei lavoratori e dei sindacati. Tutto ciò, però, si accompagna con una nuova affermazione di autonomia dai singoli partiti*».

Un bilancio positivo, dunque, sul quale getta un po' di ombra la controversia interna alla delegazione italiana sulla vicepresidenza. «*Per capire la serietà e i limiti dei nostri dissensi* — spiega Lama — *bisogna vederne i reali connotati. All'Italia spetta un posto alla vicepresidenza. La CISL lo ha tenuto per sei anni prima con Storti, poi con Macario. E' venuto, quindi, il momento della CGIL. Ne avevamo discusso in Italia qualche settimana prima e sembrava un dato acquisito. A Monaco, invece, la Cisl per motivi che riguardano la sua credibilità ha insistito per avere essa il vicepresidente concordando una turnazione annuale con noi e con la Uil. Non abbiamo ritenuto di poter aderire a questa richiesta né la Cisl ha mutato la sua posizione, così la decisione è stata rinviata ad una discussione che faremo in Italia. Prima di partire, però, abbiamo sgomberato il terreno da una ipoteca internazionale sulla nostra autonoma libertà di scelta. Ci sembra risolutiva a questo proposito la dichiarazione pubblicamente fatta da Vetter. Anche Kok è tornato sulla questione confermando che non ci sono discriminazioni. C'è un posto per gli italiani che spetta agli italiani coprire*».

Aggiunge Marianetti: «*Sono problemi che dovremo risolvere unitariamente e dovremo risolverli noi, non altri. Gli altri hanno solo un diritto di voto, non di veto. Comunque, salvo residue e marginali posizioni pregiudiziali che nel congresso non si sono neanche espresse, l'atteggiamento della stragrande maggioranza dei sindacati, sia di ispirazione socialista sia cristiana, è di pieno riconoscimento dei medesimi diritti per tutte le organizzazioni associate e di rifiuto di ogni discriminazione. La scelta della Federazione CGIL, CISL, UIL è libera, i suoi dirigenti sono parimenti graditi come membri degli organi della CES. Nella Federazione si è concordato il criterio della rotazione: tutto si riduce, dunque, all'ordine cronologico delle designazioni. Fuori da interpretazioni inaccettabili circa l'idoneità di questo o quel dirigente, fuori da ogni palese o mascherata discriminazione, il problema in sè diventa di scarsa rilevanza e, quindi, risolvibile*».

Stefano Cingolani

Emarginazione e sfruttamento per i «clandestini» immigrati a Roma

Non si sa nemmeno quanti siano ma è sicuro: vivono malissimo

Se si chiedono cifre, in questura allargano le braccia - Nella confusione hanno buon gioco agenzie fuori legge e lavoro nero - Per paura di essere rimpatriati loro preferiscono tacere - Tre storie «esemplari»

Basta metterci gli occhi anche per poco in questo mondo — nel mondo degli stranieri venuti a Roma per lavorare, soprattutto dall'Africa e dal Sud America — e capisci subito cosa vogliano dire povertà, emarginazione, disperazione. Retorica? No, gli episodi avvenuti da noi negli ultimi anni parlano un linguaggio inequivocabile. Qualche esempio.

Siamo nell'ottobre del 1977, la stagione balneare è ormai agli sgoccioli. Un gruppo di funzionari dell'ispettorato del lavoro compie un sopralluogo nello stabilimento «Venezia» di Ostia. Qualcuno ha sporto denuncia dicendo che lì vengono sfruttati lavoratori stranieri, più che di «sfruttamento», anzi, si parla di vero e proprio stato di schiavitù. All'arrivo dei funzionari, comunque, il proprietario dello stabilimento nega tutto, dice di essere perfettamente in regola ma poi si scopre che in un gabinetto tiene nascosti e sotto chiave cinque giovani egiziani. Di giorno li fa lavorare come inservienti, di notte li rinchiude lì dentro, uno sopra all'altro. La paga? Centoquaranta mila lire al mese, meno della metà della cifra prevista dal contratto di lavoro.

Un episodio più recente e ancora più sconvolgente, se possibile. Nell'aprile dello scorso anno una giovane *colf* di Capo Verde uccide il figlioletto appena partorito e tenta di occultarne il corpo nel bidone delle immondizie. Scoperta, confessa di aver compiuto il gesto per paura: paura di perdere il posto di lavoro e di dover tornare a casa.

Un altro caso. Nel gennaio scorso un giovane yemenita tenta di darsi fuoco davanti all'ambasciata: non ha ottenuto il libretto di imbarco e quindi deve tornare nel suo paese.

Le «storie» potrebbero continuare e a quelle conosciute e denunciate sui giornali, potrebbero essere aggiunte quelle (quante?) che si consumano ogni giorno e che nessuno invece conosce.

Ma disperazione, miseria, emarginazione e sfruttamento, non sono casuali: anzi traggono alimento dalla mancanza di controlli e quindi di interventi. Quanti sono i lavoratori stranieri a Roma? Gli stessi funzionari dell'apposito ufficio della questura a questa domanda allargano le braccia. Una ricerca dello scorso anno parlava di almeno 100 mila, una buona parte dei quali «clandestini», senza cioè un visto rilasciato nel loro Paese (dalla nostra ambasciata) per motivi di lavoro, di studio o, più semplicemente turistici. La gran parte viene dal Nord Africa, altri dalle Filippine o da altri paesi dell'Estremo Oriente, altri ancora dal Sud America.

Chi il visto ce l'ha trova in qualche modo una sistemazione, ma gli altri, appunto i «clandestini», finiscono per fare i «barboni» per adattarsi ai lavori peggiori e ai trattamenti più disumani. I più «fortunati» (si far per dire, naturalmente) finiscono nelle agenzie «specializzate» (fuori legge) e vanno a fare i camerieri presso le famiglie della «buona borghesia». Niente contratto e stipendi di fame, naturalmente.

Una di queste agenzie, la Cisal, fu scoperta proprio nell'aprile scorso e i titolari finirono in galera. La polizia cercò di sapere di più su questo sporco mercato delle braccia, eppure trovò le maggiori difficoltà proprio tra coloro che invece avrebbero dovuto parlare. Ma loro i «clandestini» appunto, preferiscono in genere tacere. Vengono da un mondo ancora più povero e «marginale» di quello in cui vivono adesso e quindi è meglio restare nell'ombra anziché rischiare di tornare a casa, sempre col ricatto del foglio di via.

I «clandestini». Come è possibile che in Italia, soprattutto a Roma, ce ne siano tanti? I nostri controlli di frontiera, spiegano i funzionari dell'ufficio stranieri di San Vitale, sono molto meno rigidi che in altri paesi. Entrare è facile. Bisogna considerare poi il fatto che spesso i «clandestini», pur rimanendo tali per la polizia, trovano una qualche occupazione e quindi di che vivere. Se vengono fermati e non hanno il visto vengono rimpatriati con il foglio di via. Ma anche questa operazione non è così facile. Perché uno straniero possa essere rimpatriato deve avere il passaporto sul quale poi apporre il visto della sua ambasciata in Italia. Spesso succede che questi stranieri non hanno nemmeno il passaporto e allora bisogna attendere la documentazione necessaria. Passa così un periodo abbastanza lungo che il fermato trascorre nel campo profughi di Farfa Sabina. «Di lì — aggiungono all'ufficio stranieri — sono moltissimi quelli che poi scappano e tornano alla vita di prima. A casa non ci vuole tornare mai nessuno».

Il problema, ovviamente, non può certo essere posto in termini di ordine pubblico o di polizia. E' vero però che attraverso le maglie di controlli labili passa una emigrazione clandestina, nasce un mercato clandestino delle braccia e attraverso di esso si instaurano condizioni di sfruttamento disumane, razziste, schiaviste.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO
Ritaglio dal Giornale L'UNITA'
del 23/5/78

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale IL - GIORNO

di ..... del 23/5/79

Anche se tutte le culture e i gruppi etnici trovano rispetto e cittadinanza

In Canada l'Italia è spaghetti e BR

Le associazioni nostrane abbandonate a se stesse, fra nostalgia e qualunquismo

di BENITO SICCHIERO

OTTAWA, maggio

Gli edifici neogotici del Parlamento — una via di mezzo tra il Duomo di Milano e la Torre di Londra — dominati dalla Peace Tower e dominanti l'Ottawa River assieme alle case di Wellington Street e a Chateau Laurier, il sontuoso albero al di là del Rideau River, sono l'unica parte «antica» di questa città verde, burocratica e anonima.

Superati i giganteschi e bonari agenti di guardia, raggiungo l'ufficio del senatore Peter Bosa. Assieme al collega Pietro Rizzuto (siciliano) è al parlamentare milanese Peter Caccia compone la pattuglia degli italo-canadesi al governo federale, tre su 366. Pochi.

Pietro Bosa è un self-made-man. Giovanotto di 20 anni e con diploma di terza media, nel 1948 ha raggiunto il padre a Toronto. Era il periodo degli italiani manovali, contadini, dell'«italiese», un misto d'italiano e d'inglese (jobba invece di job, girla per giri, carro per car, ne hanno scritto anche un libro). Bosa ha lavorato, si è laureato, è diventato un importante uomo d'affari; il suo impegno per la comunità italiana è stato riconosciuto da Trudeau, che l'ha nominato senatore nel quadro del multiculturalismo. Il multiculturalismo è una realtà fondamentale nel nuovo Canada. Ma all'estero pochi sanno che cosa sia.

«Il Canada — dice il senatore Bosa — è un mosaico di oltre 70 gruppi etnici: dai 7.500.000 anglofoni ai circa 15.000 eschimesi, passando per i francofoni (4 milioni 500.000), i tedeschi, gli italiani, gli ucraini, i cinesi, fino agli indiani (300.000 circa). Ci sono due lingue ufficiali — inglese e francese —, ma non c'è una cultura ufficiale: i liberali e Trudeau hanno stabilito, per legge, che tutte le culture hanno pari dignità e importanza. Ciò non significa ovviamente un'alleanza di natura politica con il Paese d'origine». Dopo che nei vicini Stati Uniti è fallito clamorosamente il tentativo di fondere a forza tante diverse culture per formare l'«Homo Americanus», col risultato che la cultura prevalente ha schiacciato le altre, il multiculturalismo di Trudeau (indubbiamente uno dei più grandi uomini politici nordamericani) rappresenta una rivoluzione.

Per ora, nel gruppo etnico italo-canadese, il multiculturalismo ha messo in movimento un processo di sensibilizzazione impensabile fino a pochi anni or sono. E, come in ogni rivoluzione che si rispetti, vaste zone d'ombra si alternano alla luce.

Il dottor Laureano Leone, 50 anni, farmacista di Toronto, in America dal 1951, è il presidente del Congresso italo-canadese, che raggruppa la maggior parte di associazioni e di clubs italiani: è il terzo per importanza, dopo il potentissimo ebraico e il Congresso polacco. Ma con quali risultati? Per molti canadesi l'Italia vuole dire spaghetti, opera lirica, vino e «Brigate rosse»: un'immagine tanto riduttiva quanto mortificante e che nuoce al Paese perché, in un momento difficile della sua storia, lo rende incomprensibile. Associazioni e clubs hanno fatto poco per fare capire la vera Italia, la «storia» della madrenatria si è fermata agli Anni 50, al momento delle grandi migrazioni. Il dottor Laureano scarica la responsabilità sul governo e le strutture italiane e i partiti che ignorano i connazionali all'estero: «C'è un rapporto difficile — dice —, fatto di vuoto paternalismo e non di un dialogo tra adulti».

Ralph De Luca, insegnante e presidente della «Dante Alighieri» di Hamilton, 200 famiglie iscritte: «Dal giugno dell'anno scorso cerco di mettermi in contatto con la sede di Roma, inutilmente. Non ci mandano neppure i bollini delle tessere, ci promettono 500 libri e molti mesi dopo ce ne arrivano 100». I successi sono sempre locali, senza alcun collegamento con la madrepatria. Angelo Di Janni, 38 anni, cura l'insegnamento dell'italiano nelle scuole nell'ambito dell'«Heritage Program», finanziato dal governo provinciale: «Nel 1951 soltanto 3-400 allievi frequentavano i corsi di lingua e cultura italiana; ora gli allievi, tra i 5 e i 17 anni, sono 2.600, suddivisi in 120 classi. Abbiamo anche tenuto 28 concerti solo nelle scuole elementari».

I concerti sono il «pezzo forte» della «Dante Alighieri», che mantiene robusti rapporti con la struttura cattolica. C'è anche una banda musicale. Ma dibattiti, conferenze sulla storia recente dell'Italia, sulla realtà italiana di adesso? «Sì, abbiamo avuto lo scrittore Giorgio Bassani, il docente Giampiero Brunetta: ma non è stato un gran successo. Sa, a molti la politica non interessa».

Se la «Dante Alighieri» è l'associazione culturale per i pomeriggi domenicali, il «Rotary Club» degli italo-canadesi è l'Ordine dei Figli d'Italia, che s'impone per organizzazione alle associazioni regionali (Fogolar Furlan, Famiglia Siciliana, Famiglia Calabrese eccetera). Fondato nel 1905 negli USA, si è esteso nel primo dopoguerra al Canada.

Una delle colonne dell'organizzazione è Peter Cicchi, 54 anni, avvocato, originario di Ascoli Piceno. Dicono che sia un «mister milione»: «L'Ordine — mi dice ha combattuto le proposte restrittive delle leggi sull'immigrazione e organizza visite agli ammalati a Natale e a Pasqua. Ha fondato il Piccolo Teatro e organizza tournée di cantanti; ha ospitato Ungaretti e Manzù e fa pubblicità ai foglietti parrocchiali; finanzia gli studi sull'anemia mediterranea. Ma soprattutto ha lanciato "Festitalia", un festival che comincia il 12 ottobre, giorno della scoperta di Colombo, e dura 2 settimane...». «Ma quello che succede in Italia adesso, la politica, gli scrittori, i registi, la cultura...?». «Queste cose — mi risponde mister Cicchi con un grande sorriso — non interessano qui».

Il multiculturalismo avrà presto, a Toronto, la sua cattedrale: è un enorme e orribile palazzo di fronte al porto, già in stato di abbandono, e ora recuperato al «Multicultural Media Center»: ospiterà la stazione televisiva CFMT-TV Channel 47, presidente Dan Iannazzi, di origine italiana, proprietario del «Corriere Canadese» (uno dei due quotidiani in lingua italiana, in Nordamerica, assieme al «Progresso italo-americano» di Nuova York): diretto da una donna, Elena Caprile, 30 mila copie di tiratura, si rivolge ai «vecchi» immigrati che conoscono poco l'inglese, e a chi vuole sapere, dell'Italia, qualcosa di più dei «flash» pubblicati sui quotidiani canadesi. Ma il giornale viene accusato, dagli stessi italiani, di essere fatto male, scritto peggio, di non approfondire i problemi. Intanto, alle 10 di domenica mattina, i 500.000 italiani dell'Ontario si fermano davanti alla televisione: la CHCH manda in onda, in diretta, il secondo tempo di una partita di calcio.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale L'OSSERVATORE ROMANO

di ..... del 23/5/79

La città di Gulu occupata dalle forze di liberazione

Salvi gli abitanti e i missionari del centro - Tanzaniani e ugandesi proseguono la loro avanzata verso Arua, ultima località ancora nelle mani dei militari di Amin

KAMPALA, 22.

Le forze tanzaniane e ugandesi hanno occupato, domenica sera, la città di Gulu, una delle due ultime località ancora nelle mani dei soldati del deposto presidente Idi Amin Dada. La città, che si trova a 280 chilometri a nord-ovest di Kampala, è caduta senza resistenza. Gli abitanti e i missionari, un gruppo di circa cinquanta religiosi, avevano già abbandonato il centro. Sacerdoti e suore si erano rifugiati in ospedale nella regione di Gulu protetti da alcuni soldati di Amin, che li hanno salvaguardati dalla minaccia di loro commilitoni sbandati.

Le truppe di liberazione hanno attraversato anche il Nilo sull'unico ponte che unisce la sponda orientale a quella occidentale, presso Pakwach, a nord ovest dell'Uganda. Su quel ponte passa la strada che porta verso Arua ultimo centro ancora nelle mani dei soldati di Amin e dove si ritiene che le truppe tanzaniane e ugandesi possano trovare una seria resistenza.

Nella provincia di Arua è nato, infatti, Amin e particolare importanza ebbe quell'etnia nel colpo di Stato, che nel 1971 portò al potere il deposto presidente. Inoltre, quella popolazione è di religione musulmana e si ha timore che ai combattimenti possano seguire sanguinose rappresaglie. Particolare preoccupazione si nutre per i missionari rimasti sul posto e dei quali non si ha notizia da lungo tempo.

Il nuovo Governo civile provvisorio ugandese insediatosi l'11 aprile procede, attualmente, a una profonda riorganizzazione del Paese, tanto sul piano amministrativo quanto su quello economico e militare.

Si è appreso, ieri, a Kampala, che quattro regioni divise in 23 distretti «economicamente vitali» sostituiranno d'ora in poi le nove province, che esistevano sotto il regime militare di Idi Amin. Il Governo ha già designato quattro personalità importanti per dirigere queste quattro regioni.

In un messaggio alla nazione diffuso domenica sera alla televisione e alla radio ugandesi, il Presidente Yusuf Lule ha indicato che il primo compito di questi quattro commissari regionali sarà di reclutare giovani ugandesi per l'esercito, e di organizzare elezioni in parecchi distretti. D'ora in poi, i consigli di distretto saranno la base dell'amministrazione locale e saranno dotati di poteri per la pianificazione.

Egli ha anche lasciato la porta aperta per il ritorno di più di 50.000 asiatici espulsi nel 1972 da Amin. «I non africani, i cui beni in Uganda, confiscati da Amin, non sono stati redistribuiti, hanno il diritto automatico di occuparsene di nuovo, in collaborazione con il Governo», ha detto Lule, precisando che questa decisione concerne soltanto le imprese veramente importanti e che i proprietari di imprese più piccole riceveranno un risarcimento.

Lule ha aggiunto, per spiegare questa decisione, che «politicamente, restituire le imprese più piccole che sono state africanizzate sarebbe un errore e in opposizione con la politica del nuovo regime, che tende a spingere gli africani nel mondo degli affari».

D'altra parte, il Ministro dell'economia e delle finanze, Sebagereka, ha annunciato che l'Uganda attende la consegna dal Kenya di 300 autobus e 150 camion. Il Ministro ha anche rivelato che un accordo è stato concluso con la Tanzania per il trasporto aereo di prodotti di prima necessità tra Dar es Salaam ed Entebbe.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale IL POPOLO

di ..... del 23/5/79

Uganda: la situazione si va normalizzando

ROMA — « La situazione è calma e la vita sta normalizzandosi » a Kampala, capitale dell'Uganda, mentre al Nord del paese cominciano ad affluire i primi soccorsi, forniti specialmente dalla Comunità Economica Europea. Lo riferisce un comunicato dell'ufficio stampa dei missionari comboniani, ricordando che il superiore generale dell'istituto religioso, padre Tarcisio Agostoni, partito da Roma sabato scorso, ha raggiunto l'Uganda, via Nairobi, allo scopo di rendersi conto personalmente della situazione dei missionari e dei laici che lavorano con loro e predisporre i piani necessari. Un giornalista, giunto a Kampala da Gulu, il capoluogo del nord, da poco liberata dalle truppe ugandesi e tanzaniane, ha riferito — dice il comunicato — che i missionari e i laici della città e dintorni « stanno bene » e che « per qualche tempo erano stati addirittura difesi e protetti dai soldati di Amin ». Precisato che nelle missioni periferiche « non è accaduto nulla di grave », il comunicato aggiunge che padre Agostoni lascerà Kampala al più presto e visiterà tutte le zone del Nord Uganda.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale IL CORRIERE -

di ..... del 23/5/79

Soldi e passaporti ai marittimi italiani bloccati in Iran

ROMA — L'appello lanciato ieri tramite il *Corriere* dai marittimi italiani che si trovano a bordo della Raffaello ancorata nel porto di Bandar e Bushehr in Iran sta dando i primi risultati. La situazione dei 45 ufficiali e marinai sembra destinata a migliorare in breve tempo. Ieri la compagnia Italia di navigazione, dalla quale dipendono i marittimi, ha comunicato di aver ottenuto una promessa di intervento da parte dello Stato maggiore delle forze iraniane.

«Lo Stato maggiore — è detto in un comunicato della società — ha promesso un intervento per la restituzione dei passaporti e per l'assegnazione di ulteriori fondi» sia alla «Raffaello» che alla «Michelangelo», l'altra ex ammiraglia della flotta italiana ora ancorata, anch'essa con 45 marittimi a bordo, a Bandar Abbas all'imbocco del Golfo Persico. Nella giornata di ieri si è mosso anche il console italiano a Teheran: con una telefonata alla «Raffaello» ha assicurato i marittimi circa il suo interessamento

La società Italia afferma anche che la situazione non è così drammatica come la descrivono i marittimi della «Raffaello». Questi però, insistono nella loro denuncia.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale IL GIORNALE

di ..... del 23-5-79

Smentite le allarmanti notizie pubblicate da un quotidiano

Non corrono pericoli i 45 italiani sulla Raffaello ancorata in Iran

I marittimi si occupano della assistenza della nave ceduta a Teheran

Roma, 22 maggio

I marinai italiani imbarcati sulla «Raffaello», ancorata nel porto di Bushehr in Iran, «non corrono alcun pericolo»: la Farnesina e la società di navigazione «Italia» -da cui i 45 marinai dipendono — sdrammatizzano le notizie pubblicate dal «Corriere della Sera».

A bordo — si afferma alla «Italia» — c'è probabilmente una situazione di disagio, più psicologico che di altra natura, determinato sia dalla situazione politica iraniana non ancora completamente normalizzata sia dalla scarsa varietà del cibo a disposizione — oltre alla mancanza di salumi e vino, vietati dalla legge islamica —. Ma l'incolumità dei marinai non è mai stata messa in pericolo e la loro libertà di movimento assicurata mentre la società resta in contatto quotidiano con la nave.

Alla Farnesina si sottolinea che non c'è situazione di rischio e si fa presente che l'ambasciata italiana a Teheran è stata comunque interessata per accelerare le pratiche burocratiche relative alla restituzione dei passaporti, ritirati ai marittimi, come è prassi in Iran quando si richiede un permesso di soggiorno o di lavoro, «anche se finora nessuna richiesta di aiuto è pervenuta dai marinai» imbarcati sulla ex ammiraglia della nostra flotta mercantile venduta all' Iran insieme alla «Michelangelo».

In base ad un contratto stipulato con il governo dello scià, l'«Italia» ha venduto all' Iran i due transatlantici ed in più si è impegnata all'assistenza tecnica del personale iraniano che si occuperà in futuro delle navi. E' per questo motivo — afferma Pierluigi Borgna, direttore generale della società di navigazione — che novanta marinai italiani resteranno sulle due navi, con avvicendamenti ogni tre mesi, fino all'agosto del 1980.

Borgna smentisce che a bordo della «Raffaello» si siano mai verificati fatti di sangue, che vi sia penuria di cibo o di soldi: «Il vitto è sufficiente anche se poco variato e le disponibilità finanziarie coprono le esigenze di un mese; la storia della lancia sempre pronta per una fuga, poi, va messa in relazione alle precauzioni che furono prese durante il periodo più caldo della rivoluzione. L'ultimo contatto tra la società e i marinai della «Raffaello» c'è stato stamattina, con notizie rassicuranti».

Sulla «Michelangelo», infine, ancorata davanti al porto di Bandar Abbas (e quindi meno isolata della nave gemella) «la situazione è assolutamente tranquilla».

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale LA NOTTE

di ..... del 23/5/71

Bloccati italiani in Iran

TEHERAN — Quarantacinque marittimi italiani invocano l'assistenza delle autorità perchè bloccati sulla Raffaello, l'ex ammiraglia della nostra flotta mercantile, ancorata in un porto iraniano nel Golfo Persico. Sono senza passaporti, senza soldi, e solo con una lancia di salvataggio, equipaggiata per una fuga improvvisa. I marittimi temono per la loro incolumità, dopo che gli stessi comitati rivoluzionari islamici li hanno invitati a lasciare l'Iran.

A bordo vi sono ancora 10 ufficiali e 35 marinai italiani dipendenti dalla società Italia di Genova

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale IL MATTINO

di ..... del 23/5/79

Un record dell'emigrazione 700mila partiti dall'isola

In Sardegna lavorano a tempo pieno 163mila persone, appena il 29,9 per cento della popolazione residente, che supera di poco 1.600.000 unità. Gli iscritti alle liste di collocamento (secondo i dati ufficiali della programmazione regionale) sono 77mila, dei quali 12mila giovani in cerca di prima occupazione.

Dodicimila lavoratori sono costretti alla Cassa integrazione (in gran parte dipendenti delle aziende del settore petrolchimico in crisi). Negli ultimi trenta anni si calcola che abbiano lasciato l'isola per poter lavorare in Continente 700mila sardi (100mila nell'ultimo quinquennio).

Nei diversi settori del terziario risultano impiegati 244mila sardi (appena cinquemila nel turismo più altri diecimila stagionali). 132mila nell'industria (la maggior parte nelle piccole e medie aziende manifatturiere locali, 25mila nella catena petrolchimica).

L'agricoltura assorbe 87mila unità (il 40 per cento pastori).

L'artigianato occupa, non sempre a tempo pieno, 20 mila 600 persone.

Meno di tremila lavorano ancora nei settori della pesca, duemila nelle miniere.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale ROMA

di ..... del 23/5/79

Da Pennadomo ha emigrato anche il sindaco

L'AQUILA, 22

Il progresso e le ciminiere non hanno tolto a molte zone della montagna abruzzese un amaro primato che dura da decenni: la miseria.

A Pennadomo, uno dei paesini più depressi della regione, ha emigrato persino il sindaco.

Il primo cittadino che ha dovuto riempire la tradizionale «valigia di cartone» e prendere il treno per la Germania (si è diretto in Baviera presso un nipote) è Nicola D'Angelo, sposato e padre di tre figli, ex democristiano ora a capo di un'amministrazione di sinistra.

Per D'Angelo, tuttavia, non c'è stata la possibilità di un'occupazione stabile, e così il sindaco ha emigrato.

A precederlo, però, negli Stati Uniti, fu un altro sindaco di Pennadomo, Argentino Bevilacqua, otto anni fa.

Il paesino conta appena 513 abitanti, che diventano sempre di meno. Vi restano solo i vecchi, o quelli che sono tornati dopo molti anni di lavoro all'estero.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale IL MESSAGGERO

di ..... del 23/5/79

A Pennadomo, in provincia di Chieti, sono rimasti 539 abitanti

Record d'emigrazione Sono «fuggiti» perfino due sindaci

SERVIZIO DI MARIO D'ALESSANDRO

CHIETI — Per due volte in otto anni Pennadomo, un paese di 539 abitanti in provincia di Chieti, è rimasto senza sindaco, perché costretto ad emigrare seguendo il destino di tanti altri compaesani.

Da qualche giorno è emigrato in Germania il sindaco, ex democristiano a capo di una coalizione di sinistra, Nicola D'Angelo che ha così seguito le orme di un altro sindaco Argentino Bevilacqua, emigrato nel 1971 negli Stati Uniti.

Nicola D'Angelo che ha moglie e tre figlie è andato a dirigere un'azienda di un nipote, partito qualche anno prima di lui e che ha fatto fortuna a Monaco di Baviera dove è proprietario di una catena di ristoranti.

Avrà certamente miglior sorte a dirigere un'azienda commerciale all'estero che un comune in Abruzzo, il piccolo comune alle pendici della Maiella dove una frana rovinosa minaccia le case da vicino ed incombe sulla diga del bacino idroelettrico dell'ACEA.

Ma questa «fuga di sindaci» a ripetizione sta a denunciare in maniera clamorosa che la politica delle autostrade e delle strade a scorrimento veloce, sulle quali tra poco si andrà con i pattini se continua la crisi petrolifera, portata avanti dalla democrazia cristiana abruzzese, non ha fatto che facilitare l'esodo di quanti dopo brevi parentesi di attività non hanno però trovato alcuna concreta possibilità di lavoro stabile e sicuro.

A Pennadomo, dove il fatalismo delle genti abruzzesi è collegato ad uno spirito di libertà che ha dato num'rosi partigiani alla Brigata Maiella, una delle organizzazioni che si sono maggiormente distinte nella lotta della Resistenza, ci si è ormai rassegnati ad un lento morire, in attesa di veder tornare gli «americani» che scelgono il paese per venirci a trascorrere i giorni della vecchiaia, come in una sorta di «cimitero degli emigranti». Nelle condizioni di tanti altri paesi della provincia di Chieti dove il benessere, se è arrivato, si è localizzato in piccole e circoscritte zone, escludendo interi comprensori dove un analogo destino accomuna sindaci e amministrati, costretti a fare la valigia e a cercare altrove una sistemazione decorosa che non trovano sul luogo.

Pennadomo, perciò, con i suoi due sindaci emigranti, assume la veste emblematica dei paesi del Mezzogiorno che attendono ancora la possibilità e l'occasione di essere inseriti in un contesto socioeconomico. Sembrava, qualche anno fa, che tale possibilità potesse venire dal metano (furono scoperti cinque pozzi nella zona di Pennadomo) ma da allora soltanto la frana che minaccia il paese è andata avanti inesorabilmente e per l'unica strada rimasta a collegare il piccolo centro con il resto della provinci, partono per altri lidi tra i tanti emigranti anche i sindaci che hanno deciso di «arrendersi», stanchi di non poter far niente né per gli altri né per sé.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale LA REPUBBLICA

di ..... del 23/5/79

Il somalo dato alle fiamme a piazza Navona

Bruciare vivi a Roma

Gravi sospetti su quattro giovani Avrebbero ucciso per divertirsi

La triste odissea della vittima: senza lavoro, dormiva sui gradini di una chiesa. Gli assassini sono giunti su due moto. "Tutto ok, possiamo andare", hanno detto prima di fuggire.

di CARLO RIVOLTA

ROMA — Un disperato può morire anche così in questa metropoli: bruciato vivo, trasformato in una torcia umana per « scherzo » da quattro teppisti, quattro « coatti », come li chiamano a Roma. Somalo, barbone, senza casa, senza lavoro, sempre ubriaco, dormiva sui gradini della chiesa di via della Pace, a due passi da piazza Navona, nel cuore di un quartiere che una volta era popolare e che oggi è un incerto ibrido abitato da vecchi artigiani, ricchi stranieri, bohemien e disperati. Autori del delitto, secondo la polizia, sono stati quattro ragazzi sui vent'anni, ai margini tra il furto e la violenza, disperati senza motivo, sbandati senza ragione. Tra i quattro c'è una ragazza, ex di Lotta continua, oggi, dicono, vicina all'autonomia. C'è un fascista, un ragazzo che vive di scippi e un « coatto », bullo della zona.

Il racconto di questa tragedia atroce comincia pochi minuti prima della mezzanotte e mezza di martedì.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale .....

di ..... del .....

Avrebbero ucciso per divertirsi

Fabiana Campus e Roberto Golia, due dei giovani fermati

A QUELL'ORA sette persone, arbitri di calcio, riuniti in una cena conviviale in un ristorante non lontano da via della Pace, avevano appena pagato il conto e si avviavano verso casa. Ecco il racconto di uno dei sette: « Eravamo appena usciti dal ristorante, ci stavamo raccontando le nostre storie, continuavamo la conversazione, e ci siamo avviati verso via della Pace. All'angolo della strada abbiamo visto due motociclette ferme. Grossa cilindrata, una Honda e una Benelli, lucide, lustre, roba che non si può fare a meno di notare. A bordo dell'Honda c'era una ragazza bionda, con un maglione o una giacca a vento rossa. Sull'altra un ragazzo come tanti. I motori erano accesi, i due erano tranquilli. Gli siamo passati accanto proprio nel momento in cui arrivavano altri due ragazzi. Uno si è avvicinato alla bionda, è salito sulla moto, mettendosi ai comandi e le ha detto qualcosa come « tutto o.k., possiamo andare », o un'altra frase del genere. Poi sono partiti a tutto gas ».

Appena girato l'angolo di via della Pace il testimone ha intravisto dei bagliori. C'era un fuoco che ardeva, illuminando il vicolo con una luce allarmante, sinistra. Poteva essere una bomba, come ha pensato subito uno degli inquilini dei palazzi che affacciano su via della Pace e che non si è neanche affacciato per guardare quello che succedeva. Oppure un incendio, o un fuoco acceso per divertimento. Il testimone e i suoi amici sono andati avanti.

« Lì sotto, nel porticato c'era il fuoco. Non abbiamo capito subito cos'era, che succedeva. Poi, in una frazione di secondo, è stato tutto chiaro: lì, in mezzo alle fiamme c'era un uomo. Si è alzato in piedi, ha agitato le braccia, urlava, camminava barcollando. Una torcia umana che avanzava verso di noi, che eravamo come paralizzati, che non potevamo far nulla ».

Hanno gridato forte, chiesto aiuto alla gente, si sono tolti le giacche tentando di spegnere il fuoco mentre Mohamed Agjala, è questo il nome della sventurata vittima, gemeva sempre più flebilmente. Dalle finestre hanno lanciato delle coperte, è corsa gente con i secchi d'acqua. Ma per il somalo che dormiva sotto il porticato barocco non c'era più niente da fare.

L'hanno ucciso quattro teppisti, era la spiegazione, la notizia che ieri mattina circolava nel quartiere. Quattro ragazzi sui vent'anni che non avevano moventi e non avevano ragioni. Il somalo ucciso era quasi sempre ubriaco, poverissimo, innocuo. La gente del quartiere lo conosceva bene ed esclude qualunque movente fuorché un macabro scherzo finito male. I quattro teppisti lo hanno coperto di liquido infiammabile che avevano portato con loro e poi gli hanno dato fuoco. La polizia crede di averli individuati. Sono i quattro che, poche ore dopo, sono stati condotti in questura.

I nomi dei quattro fermati raccontano la storia di una gioventù metropolitana in bilico tra il furto e la disperazione, la storia dei giovani « coatti », un tempo « più » di quartiere, oggi « americanizzati » anche nella violenza. Il proprietario dell'Honda si chiama Marco Rosci, è un ragazzo del quartiere, disoccupato, arrestato per scippo un paio di volte. Al bar di via della Pace lo conoscono bene. Quattro ragazzi come lui, con le braccia tatuate e le facce che la dicono lunga sulla loro vita, commentano il suo arresto con un rassegnato cinismo. « Appena uscito dar gabbio se doveva mette a fa sti scherzi scemi. Mo' non lo tirano più fuori, gli danno omicidio, anzi omicidio barbaro ». « Forse volevano fa' 'no scherzo, ma per me so' proprio matti ».

Fabiana Campus, secondo la polizia, sarebbe la ragazza bionda vista ferma sulla moto. La sua è una storia ancora più emblematica. Vive al Trionfale, con la famiglia, va a scuola al Caetani. Nel 1977 era militante del « movimento ». Impegnata politicamente era stata eletta delegato nelle liste della sinistra rivoluzionaria alle elezioni dei decreti delegati. Poi la disgregazione, forse qualche storia di droga. « Noi cortei la vedevamo con quelli più duri, con quelli che strillano "viva la lotta armata" », racconta un suo amico. Alle riunioni di Lotta continua non s'era più vista. Era entrata anche lei nel giro dei « coatti », di quelli che campano ai margini, di quelli che non hanno la possibilità di credere negli « ideali », che vivono alla ventura, alla giornata. Così Fabiana, militante della rivoluzione, che voleva cambiare il mondo, è finita impelagata nella più atroce delle storie di cronaca nera.

Ieri pomeriggio l'hanno messa in mezzo a due agenti della polizia femminile, bionde come lei. Confronto all'americana, lo chiamano. I testimoni hanno sfilato. Uno ha detto senza esitazioni indicandola: «E lei». Un altro ha indicato una agente di polizia. Il terzo ha detto: « Non ricordo, non saprei proprio chi indicare ». Ma il giudice ha confermato il fermo di tutti e quattro, di Marco, di Fabiana, di Marco Zuccheri, studente di architettura ventiquattrenne simpatizzante di destra, di Roberto Golia, 23 anni, litografo disoccupato. E' convinto che in qualche modo non raccontino tutta la verità.

Dicono che si siano contraddetti fra loro e che i due testimoni a discarico, uno dei quali è un giovane iscritto al Fronte della Gioventù, se la siano vista brutta anche loro, ad un passo dalla falsa testimonianza. L'alibi che hanno sostenuto è che erano a via Cola di Rienzo neanche cinque minuti dopo che il somalo era stato ucciso.

L'avv. Di Pietropaolo, che ha assunto la difesa dei 4 giovani ha già fatto sapere di aver presentato istanza di scarcerazione per tutti gli imputati per mancanza assoluta di indizi.

Adesso la gente si interroga sul perché. Il piccolo porticato barocco è pieno di fiori. Ci sono ancora i cartoni bruciacchiati, erano le «coperte» di Mohamed. Ci sono le bottigliette di birra, una coperta di lana celeste lanciata da una casa. Ogni tanto qualcuno si avvicina a guardare e si ritrae inorridito. « Peggio di piazza Nicosia, questa è veramente la disumanizzazione della città ». Altri dicono che il quartiere è cambiato, che neanche un mese fa una vecchina di ottant'anni è stata picchiata a sangue proprio lì, a due passi, senza che nessuno osasse intervenire. Altri ancora raccontano che il « coatto », il disperato, il drop-out di Roma è diventato assassino, stupido e feroce, privo di emozioni e sentimenti. Altri ancora danno la colpa alla droga, alle polveri micidiali.

Ma sono commenti che non spiegano niente, che restano lontani dalla misura drammatica di questo delitto, dalla possibilità di intuire il demone che si nasconde nella disperazione.

CARLO RIVOLTA

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale l'Unità

di ..... del 23.V.79

Come si può uccidere un somalo in una piazza del centro di Roma

Un delitto gratuito?

ROMA — Nel vecchio centro, poco dopo mezzanotte, a pochissimi passi da piazza Navona ancora affollata, un uomo brucia vivo. Era uno straniero, un somalo arrivato da Mogadiscio in Italia per cercare lavoro e finito barbone. Dormiva l'altra notte sotto un colonnato raggomitolato fra giornali e cartoni. Forse non si è nemmeno svegliato quando « qualcuno » ha cosparso di benzina le sue coperte di carta e gli ha dato fuoco. Una vampata, pochi secondi, e quando un gruppo di passanti si è accorto del raccapricciante rogo Ahmed Ali Giama, 34 anni, era già morto, ucciso probabilmente « solo » per il gusto di uccidere e di veder morire, per un orrendo gioco sadico, intriso di razzismo.

Da chi? In galera stanno, in stato di fermo giudiziario, quattro giovani — tre ragazzi e una ragazza, tutti sui vent'anni — interrogati a lungo, sottoposti a confronti all'americana. Sono stati fermati dopo una ventina di minuti, poco lontano dal luogo del delitto, da una « volante ». Erano a bordo di due moto, un'Honda e una Benelli: marche delle motociclette, colori, descrizione dei passeggeri, corrispondono alle indicazioni date dai testimoni. Può darsi che questa pista si riveli sbagliata e che i quattro giovani siano in grado di dimostrare la loro innocenza. Resta il fatto che si tratta di uno strano gruppo di amici, con storie diverse alle spalle, esemplari, forse, di quella terribile « omologazione » di cui parlava Pasolini: Marco Rosci, 21 anni, già noto alla polizia per furti, scippi, rapine, disoccupato dopo aver lavorato nel forno del padre, ora « rappresentante di commercio », come si qualifica, abitante in via del Governo Vecchio 22, dietro piazza Navona; Marco Zuccheri, 23 anni, via Dulceri 176, al Pigneto, periferia povera della città: è iscritto ad architettura, « si arrangia con qualche lavoretto », come dice il padre, amicizie fra i fascisti; Roberto Golia 23 anni, litografo disoccupato, via Monte Massico, anche lui abitante nella periferia disgregata della città, ma dall'altra parte di Roma; Fabiana Campos, 19 anni, via Trionfale 129, quartiere residenziale, famiglia benestante, ultimo anno in un magistrale, studentessa « modello », eletta come rappresentante degli studenti nel consiglio di istituto, due anni fa, in una lista di Lotta Continua, ma poco presente alle sedute.

E' una banda all'Arancia Meccanica? Sono loro che hanno voluto concludere una « sera » uccidendo per divertimento un barbone e un negro, un uomo che non conoscevano e che sapevano che non si sarebbe potuto difendere? Non si può dirlo, e ci auguriamo che non sia così. Ieri durante il « confronto », dei tre testimoni, uno ha riconosciuto la ragazza, un altro è rimasto incerto, un terzo ha detto che non era lei. Era stata proprio la descrizione della ragazza — alta, capelli lunghi raccolti in una coda di cavallo, maglione rosso — oltre che delle motociclette a portare al fermo dei quattro. Comunque, il sostituto procuratore Santacroce, al termine del lungo interrogatorio, ha confermato lo stato di fermo, per 36 ore, senza spiccare mandato di cattura, e i giovani sono stati condotti a Regina Coeli.

La storia potrebbe finire qui in attesa che la giustizia segua il suo corso. Ma quello che non è possibile fare è nascondersi ciò che questo delitto « gratuito » chiama in causa. A partire dallo scenario: chi non ricorda quel ragazzo che, sempre a Roma, ha freddato a revolverate un suo coetaneo, « perché » gli aveva pestato un piede in autobus? Chi non vede l'indifferenza dei « passanti » che non si fermano, sempre attorno a piazza Navona, quando trovano un eroinomane morente, steso per terra? E' uno scenario da dove stanno scomparendo consolidate regole morali e da dove emergono segnali di nuova barbarie, che riguarda tutti, non solo quei giovani che sono i più esposti agli effetti della disgregazione delle metropoli. Ecco un caso allucinante di come questa « civiltà » capitalistica ha ridotto la vita.

Non si sa, questa volta, come sia andata. In piazza della Pace non c'era nessuno, i testimoni sono arrivati solo dopo. Ahmed Ali Giama, dormiva sotto il colonnato del Tempio, come faceva da qual.

Gregorio Botta

che tempo, come fanno molti altri barboni, nei vicoli di piazza Navona. Anche la sua è una storia esemplare di questi tempi. Come molti altri protagonisti della moderna emigrazione, venuti dall'Africa, era finito a fare questa vita, dopo aver cercato lavoro in Italia, senza risultato, se non qualche occupazione saltuaria, nera, a paghe di fame.

Si era presentato alla polizia italiana nel luglio del '78, ma probabilmente era arrivato prima. Aveva detto che gli avevano rubato valigia e documenti, che a Mogadiscio era un insegnante, e che era venuto via per motivi politici. Aveva chiesto un permesso di soggiorno, forse per poter lavorare meglio, in attesa di partire per un altro paese. Ma non gli era andata bene.

Andava spesso a mangiare alla « mensa dei poveri », allestita dalle suore vicino alla Stazione. Poi si è spostato nella zona di piazza Navona, dove, in quel mondo di emarginati, tutti lo conoscevano. Era finito in carcere, una volta, per ubriachezza. Ne era uscito da pochi giorni.

Anche l'altra notte, probabilmente, era ubriaco. Deve essere stato facile, per l'assassino, avvicinarglisi, versare la benzina — o un altro liquido infiammabile — sui cartoni che lo ricoprivano, e appiccargli il fuoco. Una grande fiammata. Ahmed, forse ha gridato debolmente, si è rotolato per terra, ed è morto.

Così lo hanno trovato — che ancora bruciava — i primi che sono accorsi sul posto. Sette amici, colleghi (arbitri di calcio) che avevano appena finito di cenare in un vicino ristorante. Hanno visto il fuoco, si sono avvicinati pensando che fossero solo dei cartoni che bruciavano. Uno di loro ha cercato, come poteva, di spegnere le fiamme: gli altri invece sono tornati di corsa al ristorante, hanno avvertito clienti e camerieri, che sono accorsi con tovaglie bagnate. Solo così è stato possibile spegnere il rogo. Troppo tardi, però.

Dal ristorante, uno dei testimoni ha avvertito la polizia: dicendo, anche, che aveva visto sbucare dalla piazzetta, proprio in quel momento, un'Honda e una Benelli a tutta velocità, con a bordo tre ragazzi e una ragazza, dalla coda di cavallo bionda e il maglione rosso.

E' scattato l'allarme per tutte le volanti. Dopo venti minuti all'una di notte, sono stati fermati i quattro da una pattuglia. Erano in via dei Fori Imperiali, non lontano da piazza Navona: chi ha una moto, ci mette un paio di minuti. Insomma, non stavano scappando. Perché innocenti, o perché sicuri di essere insospettabili?

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio dal Giornale IL CORRIERE DELLA SERA
di ..... del .....

Com'è possibile che quattro ragazzi brucino un negro in una notte di primavera in piazza Navona

di GIOVANNI TESTORI

Proprio mentre i nostri giornali e gli schermi dei nostri televisori vanno riempiendosi d'indignazione nel riproporsi filmico del genocidio perpetrato dai nazisti contro il popolo ebreo, in Roma, a pochi passi da piazza Navona, tre ragazzi e una ragazza cospargono di benzina un somalo mentre, raccolto nella sua miseria di girovago, stava in qualche modo dormendo, v'appiccano il fuoco, risalgono sulle moto e, incuranti delle grida e delle invocazioni della vittima, fuggono dentro la notte come per farsi ingoiare dal nulla di cui, con quel gesto, avevano decretato la livida e turpe vittoria. Ripetono, insomma, lo stesso gesto assassino che forse avevano appena visto e che certo non potevano non aver sentito in qualche modo commentare; la stessa, assassina dissacrazione della realtà prima e assoluta che è nella vita: cioè a dire che gli uomini sono tutti uguali, nei diritti e nei doveri, ma prima d'ogni cosa nel diritto e nel dovere di vivere, perché sono tutti figli d'uno stesso, infinito atto d'amore che ci ha creati e ci ha fatti così, tutti, fratelli.

Mentre scriviamo non conosciamo ancora nulla delle motivazioni che gli assassini, per altro subito arrestati, tenteranno d'addurre a spiegazione del loro delitto; se mai una vorranno darsene o non preferiranno chiudersi nel silenzio, immagine reificata della distruzione e del nulla che hanno voluto così tragicamente esaltare. E, tuttavia, esiste una motivazione, ché non tanto regga, quanto spieghi il meccanismo d'insulto, di disprezzo e soppressione di quella prima, assoluta realtà, nella quale gli stessi assassini sono scritti per sempre, proprio pel fatto semplicissimo e supremo d'essere creature; realtà dalla quale nessun gesto, neppure quello da loro compiuto, potrà mai levarli?

Cosa sta accadendo all'uomo se, in ogni parte del mondo, continua a registrare lo scacco di questa realtà prima, di questa realtà assoluta? Sono ancora le cieche ragioni della razza, del colore e del dominio legato ora all'una ora all'altra razza, ora all'uno ora all'altro colore, che agiscono sotto i proclami delle false ideologie della libertà, del progresso, del disarmo, della giustizia e della pace? E queste ideologie, che presumono di far a meno del Creatore, che sfidano il Padre proponendone l'uccisione, che cosa sanno mostrarci se non appunto il loro farsi alibi e coperture per l'alternarsi dei succitati orridi dominii? Il nero, il bianco, il giallo, il tedesco, l'arabo, l'ebreo... È dunque, ancora l'antica, terribile vicenda di Caino e di Abele che, alternando le parti, deturpa e strazia la nostra storia? E cos'è il male, cos'è Satana (su cui tanto maldestramente si va discutendo e ridendo) se non proprio questo non riconoscere la gloriosa e dolente creaturalità che lega tutti gli uomini al loro Padre primo e supremo?

Perché non riusciamo a piegare il dono delle parole e delle immagini che, attraverso i mezzi di comunicazione, possono moltiplicarsi all'infinito per affermare, con l'intransigenza dell'amore, questa verità di fratellanza originaria ed universale, ma lasciamo che troppo spesso questo dono si trasformi in un moltiplicarsi d'insulti e di soppressioni del rispetto per la vita vivente e per la vita che, in quanto concerne la storia, sembra spenta e finita? Perché non avvertiamo l'enorme responsabilità che questi mezzi determinano in noi pel fatto stesso di ripetere e moltiplicare le parole che pronunciamo e le immagini che scegliamo o produciamo fino a schiavizzare chi le ascolta e le osserva portandolo verso l'imitazione di quell'insulto o, quantomeno, verso l'indifferenza di ciò che uccide la fraternità e, dunque, la vita stessa?

Chi potrà mai vendicare le innumeri morti causate dalla imitazione demenziale e dalla demenziale indifferenza cui le ideologie della materia sembrano voler costringere l'uomo come se anche l'uomo fosse un loro servo o, addirittura, un loro prodotto, se non un atto d'amore totale all'uomo e, dunque, al suo primo e solo Creatore? È possibile che la parola progresso coincida così oscenamente con le parole che incarnano in assoluto il regresso, cioè a dire con le parole dell'odio, dell'assassinio, della razza, del dominio, della morte procurata, voluta e, poi, adoperata ed irrisa?

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ANSA

di ..... del 23.V.79

scomparso francese condannato a morte

(ansa)) - trieste, 22 mag - frat tanto , il ministro di grazia e giustizia, in base alle sue prerogative, il 14 luglio dello scorso anno ha concesso ai due coniugi la liberta' provvisoria condizionata, con l'obbligo di risiedere a trieste e di presentarsi ogni giorno all'ufficio stranieri della questura.

fino a qualche giorno fa christian sagnard ris iedeva nel comprensorio dell'ex ospedale psichuatrico di san giovani, dove lavorava come ''volontario''.

come si e' detto, da qualche giorno egli non si presenta alle autorita', mentre la moglie ottempera regolarmente a quest' obbligo. per il momento, comunque sia, nei riguardi di sagnard non e' stato preso alcun provvedimento di polizia.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale IL SECOLO-D'ITALIA

di ..... del 23/5

Torna in «rosso» la bilancia commerciale

Turismo ed emigrati salvano la situazione

La bilancia commerciale ha registrato in marzo un forte passivo che ha riportato «in rosso» le cifre dell'interscambio complessivo dell'Italia nei primi tre mesi del 1979: i dati provvisori resi noti ieri dall'istituto centrale di statistica indicano infatti un disavanzo di 737 miliardi di lire nel solo mese di marzo e di 713 miliardi nel primo trimestre dell'anno. In marzo, le importazioni sono state pari a 5.386 miliardi di lire mentre le esportazioni sono ammontate a 4.649 miliardi.

La bilancia dei pagamenti si è chiusa nello scorso mese di aprile con un attivo di 904 miliardi di lire: ne ha dato ieri notizia la banca d'Italia in base a dati ancora provvisori. Nei primi quattro mesi del 1979 l'attivo dei conti valutari italiani con l'estero ha così raggiunto i 1.253 miliardi di lire.

Come volevasi dimostare: la bilancia commerciale, risultante dell'interscambio dell'Italia con i Paese stranieri e quindi del rapporto tra il volume monetario delle esportazioni e quello delle importazioni, è tornata in proeccupante «rosso»; la bilancia dei pagamenti che oltre che dell'andamento della bilancia commerciale tiene conto anche della risultante tra la massa della valuta esportata e quella della valuta importata, copre il crescente, vistoso deficit della prima e fa anzi tornare i conti in attivo.

Ancora una volta, i proventi valutati del turismo e le «rimesse» degli emigrati salvano la situazione critica dell'interscambio. Ed il regime «premia», al suo solito modo, sia gli operatori turistici sia gli italiani che lavorano all'estero: i primi con provvedimenti fiscali e tributari sempre più pesanti (l'ultimo, la ventilata abolizione dei «buoni benzina» per gli stranieri); i secondi negando loro la possibilità di esprimere il voto nei Paesi di nuova residenza.

● **OGGI CONSIGLIO DEI MINISTRI — Si riunisce stamane alle 10, a Palazzo Chigi, il Consiglio dei ministri, chiamato a discutere tra l'altro sugli aumenti ai dipendenti pubblici, sullo slittamento al 30 giugno della denuncia dei redditi e sulle proposte di Nicolazzi per il «risparmio energetico».**

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale IL CORRIERE

di ..... del 22/5/79

INDISCREZIONI DA UNA CIRCOLARE MINISTERIALE

Unificazione dei contributi Queste le norme da seguire

La cifra da pagare sembra ancorata alle tariffe INPS di quindici anni fa - Le diverse possibilità di rateazioni

Ricongiunzione dei periodi assicurativi. I contorni della legge si stanno delineando, anche se la massa dei lavoratori è all'oscuro di tutto. Sono centinaia di migliaia i romani che si stanno chiedendo a che punto è la ricongiunzione. L'INPS, lo Stato, la CPDEL, l'ENPALS, l'INPDAI, l'INPGI, ecc. hanno già ricevuto montagne di richieste. Ma il ministero del Lavoro non ha ancora emanato le necessarie istruzioni operative. Se però sul palcoscenico non s'è aperto il sipario, dietro le quinte il regista sta mettendo a punto il copione. Quanto prima lo spettacolo andrà a cominciare.

Intanto gli interessati, a buon diritto, rumoreggiano. Hanno presentato la domanda, e vogliono sapere come andrà a finire. Il che significa: quanti soldi dovrò sborsare? Le stesse amministrazioni statali stanno premendo perché l'INPS tiri fuori le disposizioni, dato che per legge debbono 'rispondere' ai richiedenti entro 90 giorni.

L'INPS, infatti, è il perno di tutto il congegno. Perché, se è vero che la quasi totalità delle domande è stata presentata ad enti diversi dall'INPS, è altrettanto certo che il rapporto è reversibile: se l'INPS cioè non è interessato a chiedere i trasferimenti è comunque necessitato a sottostare alle richieste degli altri enti.

In questi giorni gira una bozza di circolare ministeriale che non ha ancora avuto l'*imprimatur* ufficiale. Benché suscettibile di variazioni, siamo in grado di anticipare ai lettori i caposaldi della normativa.

1 Sono esclusi dal beneficio i liberi professionisti e i pensionati (a conferma dei nostri precedenti articoli).

2 L'assicurato deve presentare la domanda all'ente cui è iscritto, indicando i periodi assicurativi che vuole trasferire, il datore di lavoro che ha versato i contributi e la gestione previdenziale che ha incassato i versamenti.

3 Entro 60 giorni l'ente deve chiedere il trasferimento dei contributi all'altro ente, il quale deve fornire i dati entro 90 giorni.

4 L'assicurato, entro 180 giorni complessivi, deve conoscere l'onere da sostenere.

5 Il pagamento può essere effettuato in unica soluzione oppure in rate mensili.

6 Attenzione: se entro 60 giorni l'interessato non paga il debito totale oppure non versa almeno *tre rate*, cade la domanda.

7 Al contrario, il versamento totale della somma e delle prime tre rate determina l'irrevocabilità dell'opzione.

8 Sono fatte salve le normative esistenti per quei fondi che già prevedono l'unificazione dei contributi. Il parere autorevole del ministero viene perciò incontro, ad esempio, ai lavoratori autonomi, agli elettrici, ai giornalisti, ai dirigenti d'azienda industriale, ai lavoratori dello spettacolo, agli statali che mantengono le condizioni di miglior favore.

9 E' esclusa la possibilità di usare il trasferimento solo per alcuni periodi; l'unificazione vale per tutto lo stock di contributi che giace nelle casse di un ente.

10 Vengono trasferiti i contributi obbligatori, sia quelli versati dal datore di lavoro che quelli a carico del richiedente. Non vengono trasferiti, però, quelli devoluti al finanziamento dell'assistenza malattia dei pensionati, degli asili-nido e del trattamento speciale di disoccupazione.

11 Vengono trasferiti anche i contributi derivanti da riscatto (laurea, periodi da impiegato, lavoro all'estero, ecc.), quelli figurativi (servizio militare, malattia, gravidanza, disoccupazione, cassa integrazione, persecuzione politica, ecc.) e quelli volontari.

12 Ultimo punto, forse il più importante: il costo dell'operazione. Le circolari in gestazione nulla dicono in proposito, rimandando alle tabelle del 1964. A distanza perciò di 15 anni si applicano sempre le vecchie tariffe INPS che elencano, per determinare l'ammontare del versamento, una quantità infinita di coefficienti differenziati a seconda dell'età, del sesso, della quantità di lavoro svolto, degli anni che si intendono trasferire, di quelli che mancano alla pensione, della entità della busta paga. Ogni lavoratore romano diventa, perciò, un caso a sé stante. E' certa una regola generale: più si è anziani e prossimi alla pensione, più l'onere diventa pesante; più si è giovani e con una posizione assicurativa poco consistente, più il costo, in proporzione, diventa leggero.

Bruno Benelli

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

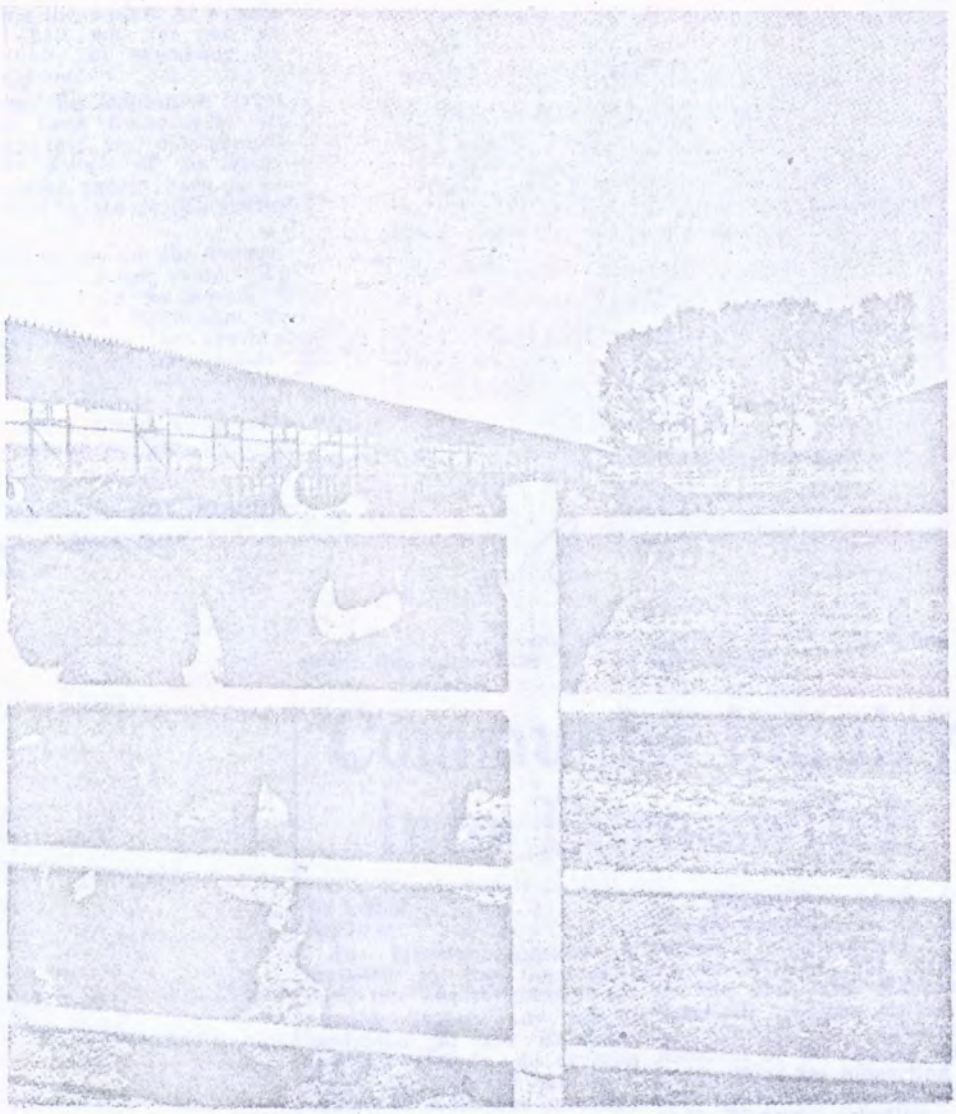
RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale IL FIORINO

di ..... del 23/5/79

Quattrocento miliardi della Cee per gli allevatori italiani

Purchè ora tutto non si areni nelle solite lungaggini burocratiche e nella mania dei piani che ci caratterizza; sicchè bisogna sperare che i ministri di Bruxelles obblighino gli uffici romani a spendere presto e bene questi soldi - Due milioni e 270.000 lire all'anno per gli agricoltori che chiederanno pensionamento anticipato



Finalmente un po' d'ossigeno per l'agricoltura italiana. Questa volta esso viene fornito da quella Cee che spesso e volentieri viene vituperata da più parti nel nostro Paese, e talvolta con qualche fondamento, bisogna riconoscerlo.

Stanziamenti per 400 miliardi di lire, da ripartire in vent'anni, sono stati proposti dallaCee per lo sviluppo dell'allevamento bovino e ovino in Italia. Il programma di aiuti, che attende l'approvazione del Consiglio dei ministri comunitari, riguarda tutto il Mezzogiorno, diverse zone dell'Italia centrale e le zone di montagna del Nord. Questi aiuti, su richiesta del governo italiano verranno concessi sotto forma di abbuoni di interessi su finanziamenti del Feoga, il fondo agricolo della Cee. Il piano comunitario prevede che i contributi siano destinati al miglioramento delle stalle, dei prati e dei pascoli, e alla diffusione delle razze da carne.

Nei primi cinque anni sono proposti stanzimentidi impostazione, e quindi non molto alti: 9 miliardi e mezzo di lire nel primo anno, 14 miliardi e mezzo nel secondo, 18 e mezzo nel terzo, 24 miliardi nel quarto, 29 miliardi nel quinto. In tutto 95 miliardi e mezzo di lire. Dei rimanenti 304 miliardi e mezzo, la quota maggiore sarà stanziata nei successivi cinque anni. E il rimanente sarà graduato per gli assestamenti, negli altri anni.

L'inserimento delle zone montane in questo programma di aiuti si spiega col fatto che il governo italiano ha previsto iniziative per lo sviluppo dell'allevamento bovino sia in collina che in montagna, per risolvere i grandi problemi nazionali inf atto di approvvigionamento di carne.

L'Italia sarà anche esente, nelle zone assistite, dai provvedimenti di esclusione degli aiuti agli investimenti per la produzione del latte. Il Feoga rimborserà, inoltre, il 65 per cento delle spese per il pensionamento anticipato degli agricoltori anziani, per i quali l'indennità annuale di cessazione della attività agricola sarà portata da poco oltre un milione a 2.270.000 lire. E previsto, infine, un aumento anche della indennità compensativa, per ogni capo di bestiame, nelle zone montane o svantaggiate.

Oggi da noi la programmazione agricola gira pericolosamente a vuoto. Nell'attuale stato delle istituzioni centrali, e in particolare di quelle regionali, lo sfornare piani serve a ben poco: dà la sensazione di una sorta di pianomania o, ancor peggio, di un alibi rispetto alle reali deficienze. Perciò, circa i suddetti aiuti della Cee, resta soltanto da sperare che i ministri comunitari ci «obblighino» a spendere presto e bene i suddetti miliardi.

Denis Giani

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio dal Giornale The Guardian
di ..... del 24/5/79 - 6 -

of the nationalised industries ...

More powers urged for Euro-Parliament

The Liberals yesterday urged an increase in the effective power and influence of the European Parliament once it becomes directly elected on June 7.

Lord Banks, opening a short debate in the House of Lords, said that a directly elected Parliament was vitally necessary to exercise democratic control over Community institutions which would not otherwise be subject to control. "Once it has been directly elected it is desirable that its effective power and influence should be progressively increased," he said.

The European Parliament's powers could be increased by the skilful use of its existing powers, the extension of conventions or by an increase in its formal powers, said Lord Banks. He suggested that the Parlianment should have to endorse EEC legislation before it became law. It should also have full control over the whole of the Community budget.

But Lord Banks came under fire from several peers, who insisted that with the European election just two weeks away it was the wrong time to propose major changes in the powers of the Parliament. Labour peer Lord Greenwood said that the issue called for a "cool and calm analysis."

Lord Ballantrae said he had "grave misgivings" about increasing the powers of a body which had not yet had an opportunity of exercising its full muscle.

From the Opposition front bench, Lord Goronmy-Roberts insisted that any enlargement of the powers of the Euro-Parliament should have to be approved by the British Parliament.

Winding up for the Government, Earl Ferrers said: "We should not have the powers of the European Parliament increased without the approval of the national parliaments." The Government would ensure that the British Parliament ha' full and fair opportunity to scrutinise all EEC business.

Today in Parliament

House of Commons: Kiribati ... reading).
House of ...
1971

2 -

... per cent could name the date—June 7. The April to 25 per cent in the recent results.

Communist inquiry into Euro-switch

By a Staff Reporter

An internal inquest is expected in the Communist Party into why the party is not purring forward any official candidates in the European elections despite a decision earlier this year to fight in a number of seats. The executive commitee decided in March to accept a recommendation form its political committee to contest up to five seats in Britain and to commit up to £1,000 of party cash to each fight.

But although the party's district committees then went ahead with choosing candidates, in accordance with the decision to join in the contest where there was no committed anti-Marketeer standing, there was a last-minute reversal at party headquarters.

As a result, only one Communist party member is standing in the election and he is not fighting as an official candidate, but as an Anti-Common Marketeer. He is Mr Stuart Hill, who has been nominated in Cleveland, where the Labour candidate is the well-known pro-Marketeer, Mr Ernest Wistrich, the director of the European Movement. Local CP members claim that a number of prominent members of the Labour Party in Cleveland are supporting Mr Hill because of dissatisfaction at Mr Wistrich's selection.

Other seats which the Communists had made plans to fight were in Glasgow, South Yorkshire, and Manchester West. The national decision has caused some emembarrassment locally because plans were well advanced.

The party's assistant secretary, Mr Reuben Falber, said yesterday that the decision had never been actually reversed, but time had run out after the general election. Some of the constituencies that had been considered had also been found to have Labour candidates whose commitment to the Labour manifesto on Europe justified the support of would-be Communist voters.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio dal Giornale ANSA
di ..... del 24/V/79

/pravda su elezioni parlamento europeo
(dal corrispondente dell'ansa carlo scarsini)

(ansa) - mosca, 24 mag - cosa pensa l'unione sovietica del parlamento europeo che sara' eletto ai primi di giugno? un primo e prudente tentativo di interpretazione lo ha fatto oggi la pravda con un articolo dell'autorevole quanto anonimo - in quanto pseudonimo - ''igor alexandrov'' la cui firma rivela le opinioni del cremlino.

mosca prende atto innanzitutto che l'integrazione europea ''e' una realta' obiettiva'', ma il suo interesse al risultato delle elezioni europee e' subordinato, in questa fase, al soddisfacimento di quattro condizioni: la prima e' che il nuovo parlamento non disconosca ''i problemi vitali dei popoli'', ossia ''il consolidamento della distensione e della sicurezza internazionali e la cessazione della gara al riarmo''. la seconda e' che le imminenti elezioni non avvengano ''fuori del contesto degli accordi di helsinki'' (qui l'articolo fa un riferimento specifico ''ai tentativi avvenuti in campagna elettorale di agire contro gli interessi della distensione'', il piu' vistoso dei quali e' stato quello di inserire nel processo elettorale berlino ovest come appendice della germania federale, ''cosa incompatibile con lo statuto speciale della citta'''), la terza e' che la comunita' europea eviti di allacciare ''rapporti con la cina su base anti-sovietica e vistosamente negli interessi della nato, cosa che comprometterebbe la causa della pace universale'', la quarta infine e' una riflessione di carattere generale sui pericoli ''di un ritorno alla guerra fredda e di approfondimento delle divisioni tra i paesi europei''.-

(ansa) - mosca, 24 mag --

dietro queste parole, oltre che dal senso generale dell'articolo della pravda, emerge la preoccupazione dell'urss di vedere lacerarsi sotto l'azione politica dell'arco conservatore e antisovietico del nuovo parlamento quella rete di buone relazioni e di cooperazione est-ovest pazientemente tessuta da brezhnev con la sua ''west-politick'', al cui successo hanno contribuitonegli ultimi dieci anni anche i dirigenti dei maggiori paesi dell'occidente europeo, in particolare della germania e della francia.

le ansie del cremlino in questo senso sono bilanciate dalla sua speranza in un successo elettorale dei partiti ''progressisti e democratici'', chiaramente auspicato dalla ''pravda'' che scrive: ''i comunisti intendono servirsi anche del parlamento europeo per opporsi a quelle forze in seno alla cee che vorrebbero sfruttare i processi di integrazione a fini antisocialist, premere ulteriormente sulle classi lavoratrici e approfondire la scissione dell'europa''.

accennando alle azioni concordate in passato dai partiti comunisti europei, ma senza distinguere fra le diverse posizioni da essi assunte, la pravda afferma in conclusione che ''i comunisti sono contrari all'idea di trasformare la cee in un'istanza sovranazionale tale da poter manipolare gli interessi dei popoli europei a vantaggio del grande capitale. essi esigono lo sviluppo della cooperazione internazionale e il rigoroso rispetto degli interessi dei singoli paesi e della indipendenza nazionale''.-

h 1710 22/ma

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale INFORM

di ..... del 24/5/79

L'AMBASCIATORE DUCCI CANDIDATO AL PARLAMENTO EUROPEO: "DOVREMO BATTERCI PER LA PIENA PARITA' DEI DIRITTI DEI CITTADINI EUROPEI OVUNQUE RISIEDANO E LAVORINO" - (Inform - 24.5.1979).- Roberto Ducci, Ambasciatore d'Italia a Londra dal 1975, è candidato alle elezioni europee nella lista DC dell'Italia nord-occidentale. Esperto diplomatico, fu presidente del comitato che negli anni 1955-57 formulò il testo dei Trattati di Roma, negoziò come capo della delegazione italiana l'adesione inglese al Mercato Comune negli anni 1961-63 e nel 1970 fu tra gli autori del rapporto di Lussemburgo con cui venne instaurata la cooperazione politico-diplomatica tra i nove Paesi della Comunità.

Se sarà eletto, come ha detto in una intervista al "Sole d'Italia" di Bruxelles, farà del suo meglio per l'attuazione del programma del Partito Popolare Europeo, utilizzando la rete delle conoscenze europee fatta in tanti anni e l'esperienza alla trattativa, amichevole ma dura, che è congenita al suo temperamento. "Dovremo batterci anzitutto per una piena parità di diritti dei cittadini europei, ovunque essi risiedano e lavorino"- ha proseguito con riferimento ai problemi dei nostri emigrati nei Paesi della CEE -. "La partecipazione alle elezioni in loco è un inizio ma non è sufficiente. Va estesa la prassi belga di far partecipare gli europei residenti alle elezioni amministrative. Va introdotto il concetto di una cittadinanza europea, di cui già nel 1972 io suggerii lo studio da parte della Comunità. I matrimoni misti si fanno e si faranno più frequenti, e le singole legislazioni aumentano la confusione: spesso le coppie hanno due passaporti diversi, e non si sa bene di quale nazionalità godano i figli. Se l'impero britannico, memore di quello romano, aveva istituito lo statuto di "cittadino britannico", esteso a bruni e neri, non dovrà essere impossibile una cittadinanza europea. Non sarà cosa facile né breve; dovremo far rivivere lo slancio che ci ha portato avanti; ma dobbiamo riuscire".

A proposito di una legislazione europea nel campo del lavoro - riporta l'Inform - Ducci ha detto che occorre distinguere tra lavoratori indipendenti e lavoratori dipendenti. Per i primi basterà utilizzare l'influenza del Parlamento perché gli sia lasciata libertà di iniziativa, di investimento e di sviluppo. Per i secondi, soprattutto nell'industria, va tenuto presente che ormai un miglioramento dei tempi, delle condizioni e dei modi del lavoro non è realizzabile che su un piano europeo. "E difficile - ha proseguito - ridurre a 35 ore il lavoro settimanale se ciò non è fatto nello stesso tempo nelle industrie europee di un settore. Così si dica dell'età per il pensionamento, del lavoro a tempo parziale, del lavoro di notte e della sostituzione del lavoro a catena con un sistema più umano. I governi nazionali non possono intervenire da soli, i managers non faranno alcunché se non sicuri che ciò non riduca la competitività".

"E' dunque compito del Parlamento europeo, grande centro d'influenza che si trasformerà in pochi anni in un centro di potere - ha concluso l'Ambasciatore Ducci - promuovere accordi comunitari per il miglioramento della condizione operaia. E' così che l'Europa darà l'esempio alle altre nazioni industriali, garantendo ai lavoratori non solo un alto tenore ma anche una migliore qualità della vita". (Inform)

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio dal Giornale INFORM
di ..... del 24/5/79

DISPONIBILITA' ITALIANA AD UN DIALOGO A LIVELLO EUROPEO SUL TEMA DELLA RIPARTIZIONE DEL LAVORO - (Inform - 24.5.1979).- La riunione di Bruxelles del Comitato permanente dell'occupazione della CEE - organismo di cui fanno parte i rappresentanti dei Governi e delle parti sociali - ha visto lo scontro tra sindacati e imprenditori sul tema dell'orario di lavoro. Da parte dei rappresentanti sindacali c'è stato il gesto clamoroso di abbandonare l'aula non essendo riusciti, per l'atteggiamento rigido dei datori di lavoro, ad imporre che venisse preso in esame l'argomento che non figurava all'ordine del giorno. Il Ministro del Lavoro francese, Robert Boulin, Presidente di turno del Consiglio, si è sforzato invano di trovare una formula che consentisse il regolare svolgimento dei lavori attraverso un impegno del Consiglio dei Ministri degli Affari Sociali di trattare a fondo la materia.

Per l'Italia erano presenti il Sottosegretario agli Esteri on. Giorgio Santuz ed il Direttore Generale dell'Emigrazione e Affari Sociali, Ministro Giovanni Migliuolo, e da parte italiana - come pure da gran parte dei Governi comunitari - è stata condivisa l'azione mediatrice del Ministro Boulin. In particolare il Sottosegretario Santuz ha riconfermato la volontà politica del nostro Paese di giungere ad una soluzione del problema ed ha messo in guardia contro i pericoli di un atteggiamento differenziato dei vari Paesi europei.

In sostanza - nota l'Inform - l'Italia è pienamente disponibile ad una dialogo a livello europeo sul problema della cosiddetta "ripartizione del lavoro". Naturalmente - come ha rilevato anche il Ministro del Lavoro on. Vincenzo Scotti alla recente riunione del Consiglio dei Ministri della CEE - quando si parla di ripartizione del lavoro e di riduzione dell'orario occorre tener conto di tutti gli elementi e in particolare della produttività. Per quanto riguarda l'Italia la riduzione dell'orario dovrà essere accompagnata da un controllo dell'assenteismo (fenomeno per il quale abbiamo un non invidiabile primato); occorre pure tener conto della posizione più avanzata del nostro Paese in materia di pensionamento anticipato.

Per evidenti motivi di competitività internazionale il problema può quindi trovare adeguata soluzione solo con una trattativa a livello almeno europeo. Ma proprio per questo motivo l'Italia intende mantenere vivo il dialogo evitando nuove battute d'arresto. Anche i nostri emigrati sono interessati in prima persona all'avvio di strategie capaci di incidere profondamente, attraverso mutamenti coordinati della politica del lavoro della CEE, sul grave fenomeno strutturale rappresentato dalla presenza nei nove Paesi della Comunità di oltre sei milioni di disoccupati. (Inform)

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio dal Giornale INFORM
di ... del 24/5/79

ANNO XVIII N° 105 24 MAGGIO 1979
(Servizio per i giornali italiani all'estero)

LA PARTECIPAZIONE DEI NOSTRI EMIGRATI ALL'ELEZIONE EUROPEA SOTTOLINEATA A BRUXELLES E A COLONIA DAL SOTTOSEGRETARIO SANTUZ. RICONOCIMENTI ALL'AZIONE SVOLTA PER SUPERARE LE DIFFICOLTA' DEL VOTO IN LOCO - (Inform - 24.5.1979)

Durante la sua permanenza a Bruxelles per la riunione del Comitato permanente dell'occupazione della CEE, il 22 maggio il Sottosegretario agli Esteri on. Giorgio Santuz si è incontrato presso la nostra Ambasciata con i rappresentanti dei partiti, delle associazioni degli emigrati e della stampa italiana in Belgio per un esame dei problemi concernenti il voto in loco alle elezioni europee. Un analogo incontro ha avuto luogo la mattina del 23 a Colonia, presso la sede dell'Istituto Italiano di Cultura, con gli esponenti dell'emigrazione italiana in Germania.

L'on. Santuz, che era accompagnato dal Direttore Generale dell'Emigrazione e degli Affari Sociali, Ministro Giovanni Migliuolo, ha visitato questi due importanti centri dell'emigrazione italiana in Europa per sottolineare l'interesse che il Governo italiano attribuisce alla partecipazione più ampia dei nostri connazionali residenti nei Paesi della Comunità alle elezioni dirette del Parlamento europeo.

Alle numerose domande concernenti le operazioni elettorali ha risposto il Ministro Migliuolo. Sono stati affrontati i vari temi relativi alle liste, ai seggi, ai permessi di lavoro, a tutte le complesse fasi operative che comporta un fatto nuovo come il voto in loco degli italiani che vivono nei territori dei nostri otto "partners" comunitari.

Dal dialogo con gli esponenti della nostra emigrazione in Belgio e nella Repubblica Federale - e questo è un dato positivo che va sottolineato - non sono emersi fatti specifici che possano essere addebitati alle nostre Rappresentanze all'estero. Tutti i partecipanti hanno riconosciuto che, malgrado le difficoltà e i problemi che pure esistono, la nostra rete consolare ha fatto e continua a fare il possibile perché l'operazione si svolga nel modo migliore, perché sia assicurata la parità tra i partiti che prendono parte alla competizione elettorale e siano pienamente garantiti i diritti individuali dei nostri connazionali.

Tra l'altro è stato chiarito che, in deroga alla norma che esclude l'uso dei pubblici uffici a fini di attività politica, è possibile utilizzare le sedi dei nostri Istituti di Cultura per riunioni di propaganda elettorale; così pure, se vi sarà spazio disponibile, negli Uffici consolari potranno essere esposti avvisi di carattere politico.

L'on. Santuz - riferisce l'Inform - ha introdotto i dibattiti e li ha chiusi con considerazioni di carattere politico, sottolineando l'esigenza che tutti collaborino, indipendentemente dalle diverse opinioni, affinché il voto in loco si risolva in un successo attraverso la più larga partecipazione dei nostri connazionali. E' importante che gli emigrati siano sensibilizzati, che sentano l'elezione europea come un passo significativo verso il riconoscimento di più ampi diritti, come una occasione per dimostrare la loro maturità politica, la loro volontà di prendere parte attiva alla vita comunitaria. (Inform)

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio dal Giornale ANSA
di ..... del 24/V/79

italiano condannato a 30 anni in turchia: pr

(ansa) - roma 24 mag - il partito radicale ha chiesto l'intervento del ministero degli esteri sul caso del cittadino italiano albino cimini di 25 anni, condannato dalle autorita' turche a 30 anni di reclusione perche' trovato in possesso, nel settembre del '77, di un quantitativo di hascisc.

''il caso drammatico di albino cimini - e' detto in un comunicato del pr - riapre il problema delle leggi internazionali sulla droga, leggi che sono state sottoscritte da molti paesi con la consapevolezza di non poterle integralmente applicare nel senso di una reale azione repressiva sul grosso traffico, e che vengono invece utilizzate in maniera discrezionale e puramente simbolica in casi insignificanti come quello che ha coinvolto il nostro giovane connazionale''.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio del Giornale Il Corriere di Settegiorni
di Melbourne del 24/5/79

in confidenza

di Pino Bosi

Quando il dirito alla pensione non e' piu' diritto

Pensioni, tasse e prigione tra Italia ed Australia c'e' il mare

La solita telefonata. Il olito problema delle pen-ioni. Anzi, dovrei dire: no dei tanti problemi iguardanti la pensione.

I problemi piu' frequenti (circa le pensioni taliane) sono i ritardi. I problemi piu' frequenti riguardanti le pensioni australiane sono la riduzione o il non pagamento causato da guadagni derivati da altre fonti. Perche', come tutti dovrebbero sapere, e come cosi' spesso abbiamo detto, la pensione australiana e' una pensione "sociale", non "contribuitiva" come quella italiana (che si ottiene mediante il pagamento delle cosidette marchette), ne' come quello che in Australia si chiama "superannuation" ed assomiglia a quella italiana dell' INPS.

LEGGE INGIUSTA?

Ritorno alla telefonata. Si tratta di un signore anziano, pensionato qui in Australia dove ha lavorato per tanti anni, al quale il Dipartimento della Previdenza Sociale australiana (Department of Social Security) ha scritto una lettera per avvertirlo che gli avevano tolto la pensione. In questa lettera spiegavano il perche'. E cioe': tanto la settimana gli derivava in interessi da un prestito effettuato; tanto gli derivava dal libretto di risparmio; tanto dalla "superannuation" e infine, tanto gli derivava da una pensione italiana.

La somma totale, intendiamoci, non era una somma tanto elevata. E sarebbe infatti bastato non modesta pensione (INPS) italiana perche' la pensione venisse loro retribuita.

A questo punto il signore si lamenta aspramente della cosa. Ed io gli spiego che la pensione australiana e', appunto, "sociale". Il governo australiano passa una certa somma di denaro ai pensionati sulla stessa base in cui passa le provvidenze ai disoccupati o agli ammalati. Il giorno in cui questi disoccupati non sono piu' disoccupati, i pagamenti cessano; il giorno in cui l'inabilita' causata da malattia passa, i pagamenti cessano; il giorno in cui il pensionato e' in grado di mantenersi da se', i pagamenti cessano.

Se questa legge sia giusta o ingiusta e' un discorso politico o filosofico. Questa e' la legge e la legge, questa la sua applicazione.

PENALIZZATA L'ONESTA?

Va bene, mi dice il so lito signore. Allora inco mincero' col dire che a e sere onesti a questo mo do non conviene. Se aves nascosto determinati i troiti, non mi sarei tr vato in queste circostanz

Verissimo rispondo i Lo stesso vale per le tass lo stesso vale per tut le altre forme di compo tamento sociale: c'e' c agisce onestamente e c no. L'onesta', oltre c un dovere per chi cre nella giustizia, si ope e per scelta e perch esistono i mezzi per pun re chi "imbroglia".

Giusto, giustissimo, dice ancora quel signore, anche se mi fa osservare che dopo tanti anni di lavoro, tutti i lavoratori in Australia (nati qui o nati all'estero) avrebbero diritto alla modesta pensione perche' questa viene pagata con fondi da loro pagati in tasse per anni e annorum.

Anche i ricchi? gli domando io. Su questo punto non e' molto sicuro, ma gli pare che in via di massima la pensione sia un diritto maturato con gli anni. Che il governo che amministra la cosa pubblica deve tenerne conto in anticipo dei costi derivanti dalle pensioni, come fa un saggio amministratore nel settore privato o anche a livello famigliare.

E va bene, mi dice alla fine. Diciamo pure che questa e' la legge australiana. Diciamo pure che il governo australiano, a torto o a ragione, fa le cose cosi'. Ma perche' mai deve tener conto degli introiti della mia pensione italiana? Tenga conto dei miei introiti australiani (cassa di risparmio, interessi sul prestito, "superannuation") ma lasci stare la pensione australiana. Quella me la sono guadagnata altrove, si tratta di tutt'altra cosa ....

Purtroppo il discorso non regge, sempre alla luce dell'impostazione delle leggi pensionistiche australiane. Ripeto che al governo australiano interessa solo una risposta, e cioe': riesci a mantenerti da solo o hai bisogno di una mano? Come tu riesca a mantenerti al governo australiano non gliene frega niente. Che gli introiti provengano da fonti australiane o italiane non gliene importa un fico secco. Se sei autosufficiente (finanziariamente) buon pensionamento. Se hai difficolta', eccoti una mano. E, per modesta che sia, la pensione australiana viene passata con grandissima regolarita' e senza nessuna complicazione burocratica.

E SE IO...

E sei io facessi una delega ad' un mio parente in Italia in modo da far figurare che la pensione italiana non la percepisco piu'?

Beh, questo e' come dire: trasferisco a nome altrui i beni dai quali derivo un introito. Certo che uno lo puo' fare. Uno puo' anche regalare danaro, proprieta', beni. Vi sono in merito determinate leggi fiscali: certi doni in vita vengono tassati. Sono in genere i contabili a trovare i mezzi "legali" per aggirare determinati ostacoli.

Ma il concetto che le pensioni italiane siano in qualche modo non conteggiabili in un contesto australiano non e' vero. Lo stesso vale per quando le pensioni vengono trasferite in Italia.

E infatti, quando un connazionale matura una pensione australiana, torna in Italia, e si gode il frutto del suo lavoro al paesello, i suoi introiti italiani vengono controllati dalle autorita' australiane. E quando queste dovessero accorgersi che questa persona percepisce una somma di danaro superiore al

massimo consentito, zac-chete!, la pensione viene o decurtata o tagliata del tutto.

Giusto, sbagliato, logico, illogico ... se ne puo' discutere fino giovedi' prossimo. Questa e' la legge. E purtroppo tra Italia ed Australia, nonostante gli occasionali ed incidentali incontri per giungere ad un accordo di previdenza sociale, c'e' di mezzo il mare. Il ponte, insomma, non si e' ancora costruito. Ma cio' non impedisce agli uni ed agli altri di tener conto di cio' che succede nell' altro paese quando si tratta di "pizzicarti". Ma di ignorarlo quando torna comodo.

TASSE E PRIGIONE

E infatti, nel campo delle tasse, i due Paesi ignorano tranquillamente l'azione degli altri. In molti casi, per esempio, si verifica ancora la doppia tassazione. Il che, ovviamente, sembra altamente ingiusto.

Cio' avveniva anche con il servizio militare, un tempo, per cui un poveraccio poteva trovarsi costretto a fare il militare due volte. Questo accordo ormai e' stato raggiunto, ma non e' ancora stato raggiunto nel campo della magistratura.

Se infatti una persona commette un crimine in Australia, viene condannato, sconta la pena, viene rimesso in liberta', e poi se torna in Italia corre un brutto rischio. Se anche in Italia e' stato denunciato per lo stesso crimine, questi puo' venire nuovamente processato, condannato e messo in galera.

Questi alcuni degli aspetti sociali che vanno regolarizzati da accordi bilaterali tra Italia ed Australia. Questi alcuni dei vari temi trattati dal Comitato Consultivo Italiani all'Estero e che dovranno venire ripresi dal nuovo organismo quando verra' costituito.

Ma ho la sensazione che anche ad accordo raggiunto nel campo delle pensioni (il che e' difficile perche' esistono due sistemi completamente diversi nei due Paesi) cio' non significhera' introiti maggiori per i pensionati. Temo, casomai, il contrario. Perche' quando si "razionalizzeranno" i pagamenti delle pensioni si fara' il cosiddetto "cumulo", e cioe: mettera' tutto assieme. Al momento attuale, invece, (cosi' mi pare e mi si corregga se sbaglio) le cose vanno un pochino avanti per vie separate per cui (nella pratica) tante volte la mano destra non sa cio' che fa la sinistra. Ma questo e' un altro discorso. Un pochino all'italiana.

PINO BOSI

21

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale CORRIERE DELLA SERA

di ..... del 24/5/79 - 5 -

Obiettivo internazionale

Chi pensa all'Europa?

Rischia di essere un voto senza amore né convinzione. Il 10 giugno si avvicina e da più fonti arrivano segnali sconfortanti del disinteresse che, un po' dovunque, caratterizza questa vigilia della prima elezione a suffragio popolare diretto dell'Assemblea comunitaria. Nel migliore dei casi, si assiste alla mobilitazione di una certa retorica europeistica che tende a diffondere il messaggio convenzionale sul «valore storico» di una competizione che chiama alle urne nello stesso tempo e per lo stesso scopo, i cittadini dei nove Paesi della Comunità. Così: tanto per salvare le apparenze. Ma questa «cosmesi politica» non cambia la sostanza delle cose. Resta la disattenzione, esiste la noncuranza per una prova che avrebbe richiesto ben altra considerazione e partecipazione.

Nemmeno nelle occasioni in cui l'Europa è il tema dichiarato di incontri con le masse, i partiti riescono a dissimulare l'insincerità dei loro accenti. Lo si è visto, di recente, a Marsiglia e a Torino, dove il PCI e il PCF si sono presentati con i loro massimi leader per parlare appunto dell'Europa. Berlinguer e Marchais ne hanno parlato infatti. E come potevano farne a meno? Ma i loro pensieri, i loro obiettivi erano da tutt'altra parte.

Marchais, dopo avere domato in congresso la sfida contestativa che l'*intellighenzia* del partito gli aveva lanciato, da posizioni opposte, attraverso le voci autorevoli di Elleinstein e Althusser, ha avviato la lunga marcia di un'opposizione autonoma, mutilata da ogni rapporto organico di collaborazione con i socialisti di Mitterrand. Quanto a Berlinguer, l'impegno che lo sollecita in questo momento è ancor più pressante e urgente. Il PCI deve non solo salvaguardare le prorie posizioni, ma impedire che il 3 giugno l'instabilità del Paese si traduca in un rafforzamento della DC. Questa è la sua vera preoccupazione. E per tale motivo, tutte le sottolineature sono state rivolte al pericolo di una scelta che potrebbe costringere il PCI a dirottare dai traguardi di governo alla retromarcia dell'opposizione.

Berlinguer ha accusato la DC di aver ceduto alle spinte dei suoi dirigenti, che vorrebbero riportarla a destra. Ha attribuito a Carli il disegno di fiaccare, con l'arma dell'intransigenza contrattuale, le masse operaie e far retrocedere il PCI. Ha ironizzato su Pannella. Ha denunciato la pretesa ambiguità di Craxi, al quale ha ricordato (o auspicato?) il destino di Gonzales. Beninteso è un discorso che, nella situazione attuale, ha una sua indiscutibile «legittimità». Ogni partito segue la strada che giudica più opportuna. E il PCI ha scelto la sua. Ma l'Europa: dov'era nei comizi di Marsiglia e Torino? Era tutt'al più nelle parole, non nelle menti dei due leader.

Su questo argomento, il PCI e il PCF sono lontani. Lo si vedrà quando verrà il momento di aprire le porte della Comunità a Spagna, Portogallo e Grecia. Lo si vedrà, pure, allorché si tenterà — se si tenterà — di rafforzare i poteri del Parlamento comunitario. Allora, il «nuovo internazionalismo» del PCI, che passa attraverso l'EUropa, si scontrerà col «neogollismo» di Marchais. Certo: nessuno può negare ai due partiti il diritto di cercare punti di incontro al di sopra delle divergenze. Entrambi, in effetti dicono di voler cooperare per il progresso sociale dei popoli della Comunità e per lo sviluppo democratico delle sue istituzioni. Entrambi puntano alla costruzione del socialismo. Come Bobbio, bisognerebbe chiedersi: quale socialismo? Marchais ha più volte richiamato la necessità di un più stretto dialogo con i Paesi dell'Est; Berlinguer ha preferito prospettare la volontà di ricercare un raccordo con le forze democratiche e progressiste dell'Europa. Le differenze sono notevoli.

A Parigi qualcuno ha visto nell'incontro incrociato di Marsiglia e Torino un «riscaldamento congiunturale» dell'eurocomunismo. Per dire, insomma, che le esigenze nazionali prevalgono sugli altri stimoli: compreso quello dell'Europa. Ma questo limite non appartiene solo agli eurocomunisti. L'Europa è ancora estranea agli europei. Eppure il voto del 10 giugno è davvero una grande occasione per cominciare a cambiare. Soprattutto nel momento in cui la «sindrome californiana» sta per raggiungerci, minacciando non solo quel tanto di benessere che ci rimane, ma la nostra stessa indipendenza di europei.

Nino Milazzo

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio dal Giornale ..... Il Secolo XIX
di ..... del 9-10-78

Dalle ceneri del dopoguerra all'Europa dell'unità

La nuova Carta del «Vecchio continente»

In vista delle elezioni per il Parlameneto europeo, intendiamo rievocare il clima storico e politico degli anni in cui si sono gettate le fondamenta dell'Europa d'oggi. Vi provvede Livio Zeno, portandovi il contributo d'una triplice esperienza. Come giornalista, in qualità d'inviato seguì a Londra, a Parigi, a New York le riunioni a quattro dei ministri degli Esteri e poi la conferenza della pace; in sede diplomatica fu segretario particolare del ministro degli Esteri Sforza e nel '51 membro della prima rappresentanza italiana presso il Consiglio atlantico guidata dall'ambasciatore Rossi Longhi; infine svolse il ruolo di funzionario internazionale nel segretariato della Nato, prima e successivamente in quello dell'Onu. Partecipò a numerosi degli episodi da lui riferiti e di altri fu testimone. Nel 1956-57 diresse a Roma il quotidiano del Pri «La Voce Repubblicana».

di Livio Zeno

Fu chiaro a tutti, verso la primavera del '46, che qualcosa (ma esattamente cosa?) fra Occidentali e Sovietici non andava, che l'alleanza di guerra s'era sfilacciata, che le vie alla collaborazione postbellica erano bloccate. Le opinioni pubbliche si chiedevano con apprensione dove si sarebbe finiti; specie in Italia, e per due ragioni: perchè (come deciso a Potsdam) era in preparazione il trattato di pace dal quale dipendeva l'avvenire del popolo italiano, ma anche perchè le tensioni fra gli Alleati e l'Unione Sovietica avevano ripercussioni a Roma dove il partito comunista condivideva responsabilità di governo (primo gabinetto De Gasperi, Togliatti alla Giustizia).

Nel marzo 1946 una voce portava in pubblico quel disaccordo e ne metteva in luce fattori che oggi chiameremmo irreversibili. Churchill era allora esente da impegni di governo ma il suo prestigio era incommensurabile e i suoi giudizi politici ascoltatissimi. A Fulton, nel corso di un viaggio trionfale attraverso il nord America, pronunciò un discorso e da quell'artista della parola ch'egli era coniò un'espressione passata alla storia: «cortina di ferro».

Ecco la frase: «Da Stettino a Trieste una cortina di ferro è calata attraverso il continente»; e proseguiva: «dietro a questa linea giacciono tutte le capitali degli antichi Stati dell'Europa centrale ed orientale, Varsavia, Berlino, Praga, Vienna, Budapest, Belgrado, Bucarest e Sofia; tutte queste città famose con le popolazioni circostanti si trovano ora in quella che debbo chiamare la sfera sovietica». Churchill apparteneva a quella generazione che non sapeva concepire l'Europa se non funzionante sui suoi bacini storici, il Reno ed il Danubio: quasi due polmoni d'un organismo solo. Noi, occidentali di oggi, ci siamo assuefatti a concepirla con il pneumotorace; come sappiamo, solo due capitali riuscirono successivamente a disimpegnarsi da quella stretta: Vienna e Belgrado. Allora, l'eco del discorso di Fulton fu mondiale anche perchè ad esso aveva dato l'avallo, con la sua presenza, il presidente Truman.

A più di tre decenni di distanza possiamo domandarci: ancora non s'erano prodotte fra gli ex-alleati quelle lacerazioni che dovevano emergere dalle protratte discussioni sui trattati di pace; ancora non erano affiorate le loro vedute, diametralmente opposte, sulla Germania; non esisteva ancora il «piano Marshall» ad offrire superfici di attrito. Come mai le relazioni Est-Ovest avevano potuto deteriorarsi a tal punto in così breve tempo?

Adenauer, cancelliere tedesco dal 1949 al '63, suggerisce una chiave di lettura. «Fu la questione della Polonia — scrive nelle sue «Memorie» — a impedire un accordo fra gli Alleati». Oggi che quel Paese cattolico, per eventi recenti, è nuovamente all'ordine del giorno, varrà la pena di riaprirne il dossier.

Le frontiere della Polonia

I verbali degl'incontri di Churchill e di Roosevelt con Stalin (a Teheran nel 1943, a Mosca nel '44 — ma vi andò solo Churchill — e a Yalta nel '45) permettono di risalire alla radice del male. Per la Polonia post-bellica due erano i problemi sul tappeto: le frontiere e il regime. Circa le prime, Churchill era d'accordo con Stalin: attribuire ai polacchi una fetta di Germania per risarcirli delle acquisizioni sovietiche compiute a loro spese in oriente: così ne sarebbe risultata sminuita e in condizioni di non poter più nuocere ai vicini la Germania post-bellica che Churchill supponeva indivisa. Per la frontiera russo-polacca si discusse sulla base di un tracciato inventato 25 anni prima da un inglese: la «linea Curzon»; Stalin annunciava però di volersi annettere anche Leopoli, insigne città polacca ma con circondario ucraino, del resto già occupata dalle armate sovietiche; per la nuova frontiera tra Polonia e Germania si parlò dei fiumi Oder e Neisse: e come se la questione polacca non fosse già abbastanza complicata, si scoprì che esistevano due Neisse.

Assai meno corrivo circa lo assetto territoriale era Roosvelt: «Vi sono (diceva a Stalin) negli Stati Uniti da 6 a 7 milioni di americani di origine polacca e, da uomo pratico, non vorrei perdere il loro voto». Disarmante franchezza! «Vi comprendo», rispondeva Stalin; cioè: lasciate fare a me, senza tirarvi in ballo.

Sul regime però, sulla necessità del rimpatrio del governo polacco funzionante a Londra, sull'esigenza di successive libere elezioni i due leader occidentali furono chiarissimi. Churchill sottolineò varie volte che per l'Inghilterra ne andava dell'onore nazionale giacchè nel '39 essa era scesa in campo contro Hitler appunto per difendere i polacchi. Il georgiano reagì in modo allusivo; oppose un argomento che avrebbe dovuto far riflettere: fu sempre attraverso la Polonia che il territorio russo era stato aggredito. Bentosto nei verbali degl'incontri a livello diplomatico, incaricati di dare un seguito alle decisioni di vertice, si leggono a ripetizione queste gravi parole nelle proteste anglo-americane contro le autorità che allora controllavano i territori polacchi: «deportazioni e arresti in massa, arresti in massa e deportazioni». Il governo del premier polacco Mikolajczyk, rientrato in patria e costretto ad integrarsi con quello comunista di Varsavia ebbe vita assai breve. La «coalizione di contrari» aveva funzionato a senso unico. Il discorso di Fulton rifletteva dunque uno stato d'animo esacerbato. «Il governo polacco dominato da Mosca (diceva Churchill) è stato incaraggiato ad effettuare enormi e inammissibili penetrazioni in Germania a causa delle quali sono oggi in corso espulsioni in massa di milioni di tedeschi».

Popolazioni in movimento

Stalin era passato dalle parole ai fatti con una coerenza spietata che i suoi interlocutori (come ammesso da Churchill) non avevano mai immaginato. La dinamica delle spinte etniche ingenerava una vera e propria migrazione di popoli nell'Est europeo: riflussi di polacchi dai territori ceduti alla Russia, espulsione dei tedeschi dalle provincie prussiane annesse parimenti all'Unione Sovietica; altre espulsioni di tedeschi dalla fascia ceduta alla Polonia; pressioni che sospingevano a loro volta milioni di tedeschi dalla Germania Est, a regime comunista, verso quella occidentale controllata dagli anglo-americani. Era come se la carta dell'Europa, e non solo politica ma etnica, venisse fatta scivolare verso occidente. Al termine di questo slittamento la Russia s'era annessa Leopoli estendendo così le sue frontiere con la Cecoslovacchia: necessaria premessa alla «sovranità limitata» di quella zona chiave dell'Europa centrale: riduceva Berlino a un isolotto quadripartito; s'attestava in Turingia a poco più di un centinaio di chilometri dal Reno, oggi in Germania cosiddetta orientale: posizione però che «d'orientale» ha solo il nome perchè giace sulla longitudine di Brescia. Erano questi i limiti di un'avanzata originariamente solo militare, concordati a Yalta e congelati in vere e proprie linee di frontiera.

Un'altra decisione era stata presa a Potsdam nel luglio del '45, a poche settimane dal termine delle ostilità: ed essa riguardava la Germania. Quando Bevin, ministro degli Esteri britannico nel nuovo governo laburista, sottolineò l'importanza che il territorio tedesco fosse trattato «come un tutto economico» (così disse) da parte russa non vi fu obiezione; anzi lo stesso Molotov si pronunciò a favore di «una amministrazione centrale tedesca» (risulta dai verbali) composta di «segretari di Stato» responsabili per i rispettivi settori e nominò con precedenza il commercio estero, le finanze, i trasporti e le comunicazioni che avrebbero dovuto funzionare mentre (secondo Molotov) i ministri degli Esteri si sarebbero applicati alla redazione di un trattato di pace che il governo tedesco sarebbe stato chiamato a sottoscrivere quando un governo idoneo a tale scopo fosse stato formato. Ebbene: non solo quel governo non vide mai la luce ma non si giunse mai a un trattato di pace. Tra i ministeri menzionati a Potsdam non figurava il solo che doveva avverarsi come il più essenziale fra i dicasteri tedesco-occidentali: l'Ufficio profughi; perchè ben undici milioni di tedeschi erano in corso di trasmigrazione nella Germania ovest.

Volendo infatti registrare appieno il clima che un movimento così gigantesco aveva ingenerato nei Paesi a democrazia parlamentare, va menzionato un detto che s'applicò ai milioni di fuggiaschi dalle zone d'osservanza comunista in cui non si parlava di libere elezioni: «votano con i piedi». Erano i tempi dello stalinismo.

Michel Debré si batte convinto che la sovranazionalità servirà soltanto a inasprire le nazionalità

"Sta nascendo un nefasto superstato"

Nella sua intervista l'ex premier di De Gaulle sottolinea il pericolo dei tedeschi che vogliono la Grande Germania, degli inglesi che sposano sempre la politica americana, dei latini sottomessi agli Stati Uniti - "La Francia non appartiene a nessuno di quei tre mondi. Appartiene un po' a tutti ma rimane con le sue caratteristiche uniche. Come il generale sono per l'Europa delle patrie"

PARIGI — Quando l'indipendenza nazionale è in pericolo, Michel Debré è il primo a sfoderare la penna. Tra coloro che in questi giorni si danno un gran da fare per spiegare ai francesi le ambiguità e i pericoli che sarebbero insiti, annidati, nelle elezioni a suffragio universale del Parlamento europeo, Debré è il più appassionato e il più sincero. Lo è senz'altro di più di Chirac, al quale è affiancato nelle liste neo-golliste.

Primo ministro del generale De Gaulle e poi ministro della Difesa del presidente Pompidou, egli è stato alla fine degli anni 50 un ardente sostenitore della Algeria francese. Sul suo giornale, « Il Corriere della Collera », scriveva che « l'abbandono della sovranità francese (era) un atto illegittimo ». Adesso deplora il voto del 10 giugno, che, a suo avviso, condurrà alla nascita di un'istituzione soprannazionale tendente a limitare, col tempo, l'indipendenza della patria francese.

Un'altra delle grandi battaglie di Debré è quella in favore della crescita demografica. Molti figli sono necessari per evitare il declino della Francia. Nella presentazione del suo libro « Francesi scegliamo la speranza » (e nel titolo sembra sottinteso « invece dell'Europa ») Debré si interroga su se stesso: « Un uomo del passato o visionario? ». Anche gli avversari lo considerano, comunque, un galantuomo.

Lo incontro nel suo ufficio della Rue Bellechasse, a due passi dalla Assemblea nazionale, in cui è deputato dell'Isola della Riunione. La polemica lo ringiovanisce. Non sembra un uomo che si avvicina ai settanta anni. Alle sue spalle c'è la fotografia della numerosa famiglia Debré: figli, nuore, nipoti. Si prepara un dibattito televisivo in diretta con il socialista Mauroy, un europeista. La nostra conversazione è un piccolo allenamento a poche ore dalla grande prova.

Non sono ostile all'idea europea

Perché è un nemico tanto accanito dell'unione europea?

« Solo i miei avversari che con una cattiva fede totale, assoluta, permanente, dicono che io sono ostile all'idea europea ».

Lei è dunque un europeista?

« Sono un europeo migliore di quegli sciocchi che credono che l'Europa sia la sopranazionalità. Ci sono infatti due orientamenti sulla questione. Uno buono e l'altro cattivo. Vi sono coloro che pensano che le nazioni siano scomparse e che si possa costruire delle istituzioni europee per un popolo europeo. Io dico che è assurdo: gli italiani hanno interessi e aspirazioni che non sono quelli dei francesi, i tedeschi hanno interessi e aspirazioni che non sono quelli degli inglesi, ne dei francesi, né degli italiani. Quindi, volere come vogliono taluni, uno stato europeo, significa in realtà non volere l'Europa e provocare un inasprimento delle nazionalità. Il secondo orientamento, quello che difendo, consiste nell'essere partigiano di un'Europa degli Stati, come lo era il generale De Gaulle. Un'Europa delle patrie. Cioè una cooperazione tra governi e Stati, tra governi legittimi, al fine di consentire ai popoli europei di associare i loro sforzi nell'ambito delle loro azioni comuni ».

Lei denuncia spesso « le forze germaniche e anglosassoni » che potrebbero minacciare l'indipendenza della Francia. Cosa significa?

« E' evidente. I tedeschi, e col passare degli anni sarà ancora più chiaro, pensano alla loro riunificazione, si rivolgono a Est, vogliono la ricostituzione di una grande Germania. Se fossimo tedeschi la penseremmo come loro. Ma non siamo tedeschi, e non è nell'interesse né della Francia né dell'Italia che ci sia nei prossimi anni — non parlo di un futuro lontano — la riunificazione della Germania ».

E le forze anglosassoni?

« Gli inglesi, lo sappiamo, per motivi che condivideremmo se lei ed io fossimo inglesi, ritengono di dover essere alleati privilegiati degli Stati Uniti. E gli alleati degli Stati Uniti sposano in molti casi la politica americana ».

Ma lei in questo modo risveglia i vecchi demoni. Ed è del resto di questo che l'accusano.

« Mi accusano di tutto. Il cancelliere Brandt ha pronunciato parole che svelano i suoi intimi propositi. Ha detto: "Tacciamo per non svegliare i cani che dormono". Questo significa: aspettiamo. Facciamo quel che vogliamo senza dire niente. Capisce? ».

Le capita anche di parlare del mondo latino. A questo proposito ha detto che « il mondo latino cerca una promozione politica e un sostegno economico al prezzo della sua sottomissione ».

« Mi sono espresso male. In realtà esso cerca una promozione politica e una rinascita economica per compensare il ritardo ingiustificato delle generazioni precedenti e accetta come prezzo della sua promozione una sottomissione provvisoria ».

Sottomissione agli Stati Uniti?

« Sì, una sottomissione agli Stati Uniti ».

Lei dice ancora: la Francia non appartiene né al mondo germanico, ne al mondo anglosassone, né al mondo latino.

« E' vero. La Francia non appartiene a nessuno di quei tre mondi. Appartiene un po' a tutti, ma essa ha caratteristiche specifiche. Esiste una Francia. Esiste non solo se si guarda al passato. La Francia ha interessi comuni con l'Italia che sono importanti, ne ha di importanti con la Germania, con l'Inghilterra... Ma non si può dire che questi interessi siano identici a quelli dei suoi vari interlocutori ».

Troppi poteri al nuovo Parlamento

E lei pensa che la comunità, in quanto tale, adesso fortificata da un Parlamento eletto a suffragio universale, possa essere il cavallo di Troia con il quale i Paesi anglosassoni e la Germania cercano di dominare la Francia?

« Ma è sicuro. Basta osservare come la Corte di Giustizia europea ha recentemente trattato gli affari nucleari. L'obiettivo unico della Cor-

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio del Giornale .....
di ..... del .....

te di Giustizia era quello di togliere alla Francia la sua potenza nucleare militare e civile. E' la politica d'insieme dei Paesi membri che cerca di fare in modo che la comunità soffochi la capacità francese in quel campo ».

Quando parla di « sopranazionalità », pensa veramente che il Parlamento europeo conquisterà poteri sempre più grandi, al punto di svilire quelli nazionali?

« Si occuperà di tutto ».

Ma per adesso dovrà ratificare soltanto i bilanci comunitari.

« Pensa sul serio che gli uomini politici importanti, che si fanno eleggere in tutti i Paesi, andranno a Strasburgo unicamente per discutere il bilancio della comunità e i diritti doganali sulle carote? Non è serio, mi creda ».

Cosa faranno?

« Vorranno, in particolare gli uomini politici importanti, che l'assemblea discuta problemi di politica generale, diplomatici, strategico-militari. E ci sarà sempre, dietro ogni posizione, l'interesse di questo o quel Paese. E ci saranno, lo temo proprio, reazioni molto vive. Non ero contro l'elezione di un'assemblea a condizione che essa si occupasse soltanto di questioni economiche e sociali. Invece si interesserà di tutto ».

Pensa che cercherà di trasformarsi in una costituente?

« E' sicuro. Alcuni lo vogliono. Se l'assemblea lo farà sarà la sua morte. Intendo dire che sarà la sua morte per i francesi perché all'improvviso... Vede, mi auguro quasi che essa lo faccia, cerchi di diventare un'assemblea costituente, poiché io avrò allora una popolarità straordinaria in Francia, che mi permetterà di fare qualsiasi cosa ».

Il presidente Giscard d'Estaing ha dichiarato che, in tutti i modi, il Parlamento europeo dovrà attenersi al trattato di Roma, e, che, nel caso esso volesse andare al di là delle prerogative assegnategli da quel trattato, egli indirebbe un referendum per chiedere il parere dei francesi.

« Sì. Ma ci saranno dei casi in cui l'assemblea potrà andare al di là dei suoi poteri senza porre un problema costituzionale ».

Per esempio?

« Supponiamo che l'assemblea voti una mozione in cui si chiede alla Francia di mettere le sue armi nucleari lungo la frontiera cecoslovacca. Il governo francese rifiuta. Ma sei mesi dopo, un anno dopo, chiedendo ai Paesi membri un provvedimento favorevole alla sua industria, esso viene posto davanti a una condizione: le sue richieste saranno esaudite soltanto se accetta il voto dell'assemblea espresso sei mesi o un anno prima. Immagina la crisi che ne scaturirebbe? Si può immaginare che il governo francese si pieghi, cioè riconosca all'assemblea un potere che non ha. Tutto ciò accadrebbe contro gli interessi fondamentali del Paese ».

Ma lei non pensa che una dimensione europea sia la sola capace di sopravvivere?

« La dimensione europea... E' vero. Ma le pongo alcuni interrogativi. Pensa sia giusto che ci sia soltanto un'industria siderurgica tedesca? No. Bisogna che ci sia anche una siderurgia francese, che ci sia anche una siderurgia italiana. La dimensione europea non deve essere in una dimensione antinazionale. Crede che una dimensione europea sia di aiutare la riunificazione della Germania? No ».

Ma cosa c'entra la riunificazione tedesca con la comunità e il Parlamento europeo?

« Non è questo il problema. Il problema è che se l'assemblea europea si aggiudica poteri troppo grandi, se non la si limita, essa si orienterà verso la concezione del superstato europeo, che è una concezione che io giudico nefasta ».

L'ombrello Usa è solo nell'interesse americano

Come vuole che i Paesi europei, individualmente, possano essere Paesi indipendenti se dipendono, sul piano della difesa, da una delle grandi potenze?

« Non devono dipendere. La Francia compie lo sforzo di avere un sistema difensivo autonomo. Ci sono le alleanze. Non c'è soltanto la scelta di accettare un comando americano. Ma questa è la sola soluzione prevista dagli europei. Le forze armate europee non saranno sotto un comando tedesco, né francese, né italiano, saranno sotto un comando americano ».

Pensa sia coerente adottare una politica come quella di De Gaulle e al tempo stesso esigere che gli americani restino in Europa?

« Ma io non esigo che gli americano restino in Europa per difenderci ».

Se partissero, gli europei sarebbero senza difesa.

« Se gli americani sono in Europa sia ben certo che non è nell'interesse degli europei, non è per i begli occhi degli italiani, dei francesi, dei tedeschi. Se sono in Europa è nel loro interesse ».

Vuol dire che comunque interverrebbero, come sono intervenuti altre volte, in caso di necessità?

« Se sono in Europa è perché nel quadro della loro strategia mondiale non possono non esserci ».

STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Il Tempo
del 24/V/79 X

Roberto Ducci: l'Europa vuole il sostegno dei popoli

Roberto Ducci è nato alla Spezia da famiglia fiorentina. Ha dedicato la sua vita alla carriera diplomatica che iniziò prima della seconda guerra mondiale. Rientrò in Italia nel 1941 e, nell'ottobre 1943, attraversò le linee tedesche per andare a ricostituire il ministero degli esteri nell'Italia liberata. Partecipò poi alla conferenza della pace nel 1946 e persuase De Gasperi a chiedere il plebiscito per la Venezia Giulia. Dal 1953 al 1963 si occupò della creazione e del consolidamento della Comunità europea e dal 1958 al 1968 fu membro del Consiglio di amministrazione della Banca europea d'investimenti.

Nel 1970 fu uno degli autori del rapporto di Lussemburgo che ha instaurato la cooperazione politico-diplomatica tra i nove Paesi della CEE. Negli intervalli del suo impegno per l'unità europea è stato anche ambasciatore in Finlandia, in Iugoslavia e in Austria, dove risolse definitivamente la questione altoatesina. E' candidato per le europee con la DC nella Circoscrizione nord-ovest.

Chiedere a Roberto Ducci le ragioni della sua candidatura alle elezioni europee sarebbe quanto meno incauto. In diplomazia da circa un quarantennio, trattò per l'Italia l'accordo per la Comunità politica europea, fu delegato italiano alle trattative di Bruxelles per il MEC e l'Euratom, presiedette il Comitato dei Sei che formulò il testo dei trattati di Roma e negoziò successivamente l'adesione inglese al Mercato Comune fino al veto di De Gaulle nel 1963. L'ambasciatore Ducci è dunque quello che si può chiamare l'esperto per eccellenza e, proprio per questo motivo, preferisce guardare all'Europa da un altro punto di osservazione. Proviamo ad assecondarlo.

— Ambasciatore Ducci, si parla tanto dell'Europa. Ma esiste davvero qualche cosa definibile Europa, o forse esistono più Europe?

« Potrei risponderle con Toynbee. La divisione tra l'impero romano d'occidente e quello d'oriente è all'origine di due Europe. Effettivamente Mosca ha preso l'eredità di Bisanzio, non solo come civiltà e religione ma anche come metodo di fare politica. L'Europa occidentale, invece, ha ereditato contemporaneamente Roma repubblicana e l'Impero romano. L'impero che è rimasto il simbolo della unità e la repubblica che è divenuto il simbolo della libertà e della democrazia».

— E oggi?

« Oggi, quando parliamo di Europa unita operiamo in fondo un tentativo mai fatto prima. Quello di ritrovare l'impero, cioè l'unità, mantenendo la forma politica repubblicana, cioè il sistema liberal-democratico. Gli altri tentativi storici di unificare l'Europa sono falliti perché in essi la concezione imperiale è prevalsa su quella di libertà. Basti pensare a Napoleone e Hitler. Quindi direi che oggi stiamo giocando questa partita, azzardata se si vuole, di coniugare due aspetti contrastanti della nostra realtà ».

— Quali sono gli ostacoli principali sulla strada dell'unione europea?

« Le rispondo sempre in chiave storica. Gli ostacoli provengono naturalmente dalle due "repubbliche", da Francia e Gran Bretagna. Il re di Francia Filippo Augusto, dopo la vittoria contro gli imperiali nella battaglia di Bouvines, fece scrivere la seguente frase: il re di Francia è imperatore nel suo Paese ».

— Invece l'impero carolingio...

« Oh, si è parlato delle analogie tra l'impero carolingio e l'Europa di oggi dove esisterebbe un'egemonia franco-tedesca. Si trattò di un argomento polemico dei socialisti. Ma vorrei ricordare che l'impero di Carlo Magno era guidato da un primo ministro, Alcuino, che era un inglese, un benedettino. I benedettini inglesi sapevano leggere e scrivere, Carlomagno e i suoi cavalieri franchi no ».

— Oggi, comunque, abbiamo una serie di Stati sovrani che si trovano di fronte a un'elezione popolare.

« Noi eleggiamo il Parlamento nel momento in cui nella vita della Comunità c'è uno stallo completo. L'atto notarile di questo stallo è il documento che fu affidato a Tindemans nel '72, un rapporto che doveva indicare le strade per giungere all'unità. I Nove lo lessero e lo misero agli atti. Da allora si sono prodotti due fatti politici negativi: la rinegoziazione da parte inglese e lo svaporarsi dello spirito pro-europeo nella Gran Bretagna anzitutto, lo attacco di Chirac che ha messo in difficoltà Giscard, in secondo luogo ».

— Ma il parlamento europeo riuscirà a diventare un parlamento « vero »?

« Punto primo. Il Parlamento sarà inevitabilmente preso da alcune questioni urgenti. Per esempio un grande dibattito sull'energia e in particolare sull'energia nucleare. Siamo in una fase di stallo e se non prendiamo una decisione non avremo né energia nucleare né energia alternativa. Eppure noi europei dobbiamo gettare il ponte che ci faccia raggiungere quel giorno, diciamo tra mezzo secolo, in cui potremo disporre della fusione nucleare. Poiché si tratta di un problema politico molto grave che nessun governo riesce a risolvere, un grande dibattito con una risoluzione del parlamento europeo darebbe un taglio a una questione che sta diventando irrazionale, una vera e propria guerra di religione. I governi si sentiranno "coperti" da un parlamento europeo eletto ».

— Qual è il secondo punto?

« La polemica tra parlamento europeo e governi. Io credo che l'assemblea dovrà esercitare un'azione di rottura affinché si arrivi a uno show-down con i governi. Soltanto una rottura può portare a forme più avanzate, verso l'integrazione ».

— Altrimenti?

« Se l'Europa cesserà di crescere subirà, come tutti gli organismi, un fatale processo di decadenza. E la decadenza può portare alla disperazione. Per esempio, il compromesso storico non potrebbe spingere l'Italia verso una posizione di non allineamento? Che cosa accadrebbe se non ci fosse più l'Europa? Il Parlamento europeo io lo vedo come l'ultima sponda. Si dovrà vincere la battaglia contro i governi e contro i loro veti ».

— In una simile battaglia quali potranno essere gli alleati più validi?

« Guardi, la necessità fondamentale è tenere viva la questione nell'opinione pubblica. Senza il sostegno dei popoli un Parlamento come quello europeo non potrà fare nulla ».

GIULIO CASTELLI

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio dal Giornale LA - STAMPA
del 24/5 - 15 X

Nei prossimi giorni firma del trattato ad Atene

La Comunità diventa a dieci Tra due anni entra la Grecia

Previsto un periodo transitorio di 5 anni perché Atene possa adeguarsi gradualmente alle regole comunitarie - La Cee diventa più grande, ma crescono anche i problemi decisionali, già oggi difficili

DAL NOSTRO CORRISPONDENTE

BRUXELLES — Ad Atene tra quattro giorni, si firma il trattato di adesione della Grecia alla Comunità economica europea. L'Europa dei Nove si allarga nuovamente dopo l'ingresso del Regno Unito, della Danimarca e dell'Irlanda, nel 1973. Si direbbe che l'integrazione europea avviene più «orizzontalmente» che «verticalmente», dato che tra qualche anno avremo nella Cee anche la Spagna e il Portogallo. La Grecia farà il suo ingresso ufficiale nella Comunità il 1° gennaio 1981, dopo che i parlamenti dei nove Stati membri avranno ratificato gli accordi. Saremo allora in dieci e successivamente in dodici.

La forza di attrazione politica ed economica della Comunità è dimostrata anche da questi «ampliamenti» benché le incognite dei suoi effetti sulle strutture originali siano numerose. La Cee non ha ancora assimilato bene il Regno Unito, almeno nel senso comunitario, e già si allarga ancora, includendo Stati che pochi anni fa erano retti da regimi razionari. In questo modo, però, l'Europa si «diluisce», divengono più difficili le decisioni all'unanimità, si complicano le politiche comunitarie come quelle regionali e agricole, si rischia di creare una immensa zona di libero scambio, anziché una Europa unita. Più difficile sarà il cammino verso l'unità con dieci e poi con dodici Stati membri, che con i sei originali e i nove di adesso.

La Grecia beneficerà di un periodo di transizione di cinque anni per la progressiva riduzione dei dazi doganali, mentre per un certo numero di prodotti agricoli il periodo di transizione sarà di sette anni. L'Italia dovrà sostenere la concorrenza dell'agricoltura greca in alcuni settori, come quello dell'olio d'oliva (e poi quella più agguerrita della Spagna, se non del Portogallo), ma in compenso si sposta verso il Sud il baricentro politico della Comunità, finora dominata dai Paesi continentali. Aumenteranno anche le richieste di aiuti, come quelli del Fondo regionale, e vedremo se gli Stati ricchi saranno disposti a sborsare di più di quanto facciano attualmente per il riequilibrio economico e sociale della Comunità. Attualmente, la Grecia importa merci per più di due miliardi e mezzo di dollari dalla Cee e ne esporta per più di 1300 milioni. La Cee è quindi il primo socio commerciale della nazionale ellenica.

Atene ottiene altri vantaggi. Allo scadere di sette anni i suoi lavoratori avranno diritto alla libertà di circolare nei paesi comunitari, assieme alle loro famiglie. La dracma, la moneta greca, più tardi, sarà inserita nel paniere valutario della Cee, dopo il periodo di transizione di cinque anni. Le regioni depresse della Grecia avranno naturalmente diritto agli aiuti del Fondo di sviluppo regionale della Comunità, che dovrà essere adeguatamente aumentato se non si vorrà ridurre la somma destinata al Mezzogiorno italiano. Il Consiglio dei ministri (l'organo decisionale della Cee) avrà naturalmente dieci membri, ciascuno con il diritto di voto su vitali questioni nazionali, mentre cinque voti su 63 spetteranno alla Grecia nelle votazioni a maggioranza qualificata.

Quando i greci entreranno nella Cee, i membri della Commissione europea di Bruxelles saliranno a 14 (uno dei quali sarà, appunto, greco), mentre al Parlamento europeo di Strasburgo siederanno 24 deputati greci. Il parlamento europeo avrà, di conseguenza, 434 membri. Allora si sarà concluso l'iter dell'ingresso politico ed economico definitivo della nazione ellenica nell'Europa, iniziato quattro anni fa con la domanda di adesione. Una nazione in più per l'Europa, un popolo in più per la democrazia, che, dopo tutto, è «invenzione» sua.

Renato Proni

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale IL SOLE 24 ORE

del 24/5/79 - X

Quali conseguenze dall'ingresso di Atene nella Cee

Lunedì sarà firmato l'atto di adesione

(DAL NOSTRO INVIATO)

BRUXELLES — «Con l'ingresso della Grecia nella Cee, si avvia concretamente il processo di riequilibrio verso il Sud di una Comunità, che, finora, ha avuto il proprio baricentro al Nord. La storia ha voluto che nell'arco di due settimane l'Europa conosca due grandi momenti: la firma del Trattato d'adesione della Grecia e la prima elezione diretta del Parlamento europeo. Sono due momenti che provano la vitalità e l'ambizione della Comunità».

E' così che il vice-presidente dell'Esecutivo Cee, Natali, che ha condotto con estrema abilità tecnico-diplomatica le lunghe e difficili trattative sulle modalità dell'ingresso nella Cee, ha commentato ieri, nel corso di una conferenza stampa, il significato politico ed economico della cerimonia che si svolgerà tra cinque giorni ad Atene. Nella capitale greca, infatti, si sono dati appuntamento, lunedì prossimo, i Capi di Stato o di Governo dei Nove (dal Presidente francese Giscard d'Estaing ad Andreotti) per la firma ufficiale del trattato che, dal 1° gennaio 1981, fa della Grecia il decimo membro della Comunità europea.

Sul piano commerciale, il Trattato prevede la progressiva abolizione — nell'arco di cinque anni — dei dazi greci sui prodotti industriali della Cee (il calendario prevede una riduzione del 10% il 1° gennaio 1981 e 82, e quattro «tagli» annui del 20% negli anni successivi). Le restrizioni quantitative tra la Cee e la Grecia saranno abolite al momento stesso dell'adesione, ad eccezione di 14 prodotti per i quali sono autorizzati contingenti provvisori fino alla fine del 1985. L'allineamento dei dazi greci sulla Tariffa esterna comune si effettuerà progressivamente nell'arco di un quinquennio (allo stesso ritmo previsto per lo smantellamento dei dazi greci sulle esportazioni industriali Cee).

Tenuto conto della particolare struttura del commercio ellenico, il Governo di Atene è stato autorizzato a mantenere, per la durata del periodo transitorio e per un numero limitato di prodotti, restrizioni quantitative nei confronti dei Paesi Gatt e quelli dell'Est europeo: d'altra parte, la Grecia è tenuta ad applicare fin dal gennaio 81 il sistema Cee delle «preferenze generalizzate» e le disposizioni degli accordi commerciali preferenziali già conclusi dai Nove con una serie di Paesi terzi.

Anche per l'agricoltura, è stabilito un periodo transitorio generale di cinque anni: ma esso è esteso a sette anni per pomodori freschi e trasformati, nonchè per pesche fresche e in conserva. In questo modo, Natali è riuscito ad attutire le ripercussioni che la concorrenza delle produzioni agricole greche, realizzate spesso a costi particolarmente bassi, avrebbe sugli agricoltori del Mezzogiorno italiano e del Midi francese. Il meccanismo di aiuti Cee alla produzione verrà esteso alla Grecia, che è particolarmente interessata nei settori dell'olio d'oliva, degli ortofrutticoli trasformati e del grano duro.

Sul piano economico-monetario, il Trattato prevede l'inserimento, sempre in un quinquennio, della dracma greca nel «paniere» valutario del nuovo Sistema monetario Cee. Atene si è impegnata a liberalizzare i movimenti di capitale verso la Comunità e ad applicare integralmente, dal 1° gennaio '81, il sistema delle «risorse proprie» (quelio, cioè, che regola attualmente il bilancio globale della Cee).

Al fine, però, di evitare che la Grecia diventi un contribuente netto durante i primi anni del periodo transitorio, si è ricorso ad uno speciale meccanismo che prevede un rimborso regressivo al Tesoro greco da parte della Comunità di un'aliquota degli importi che sarebbero normalmente dovuti in base al sistema delle risorse proprie (questo obbliga i Paesi membri a versare alle casse della Cee il ricavato dei dazi, una certa aliquota dell'Iva ed un contributo finanziario calcolato in funzione del peso relativo del prodotto nazionale lordo).

Ugo Piccione

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio dal Giornale UA - STAMPA
di ..... del 24/5 - 5 - X

ELEZIONI EUROPA

Non c'è battaglia per Strasburgo

Londra: freddezza per l'eurovoto (i conservatori per ora favoriti)

Si teme che si rechi alle urne soltanto il 50% degli inglesi - Tre seggi riservati all'Irlanda, dove si voterà con la proporzionale - Ambiguo l'atteggiamento assunto dai laboristi

DAL NOSTRO CORRISPONDENTE

LONDRA — Il glaciale silenzio sulle euroelezioni comincia finalmente a infrangersi: ne parla la stampa, ne parla la televisione, ne parlano i politici. Ma non ne parlano ancora i cittadini che, nella maggioranza, non sembrano affatto eccitati dalle esortazioni a valersi di questo nuovo e arcano diritto chiamato eurovoto. Il manifesto diffuso dalla Cee ricorda agli inglesi: «*Il 7 giugno potrete partecipare alle prime elezioni internazionali nella storia del mondo*». E' più che uno slogan, è un elettrizzante squillo di tromba. Ma le masse restano fredde e indifferenti, né il cuore né la mente reagiscono all'appello.

Sarà possibile far breccia in questo «splendido isolamento»? E' una domanda senza risposta, perché nessuno può sapere oggi come si comporteranno gli inglesi il 7 giugno. Secondo i pessimisti, la consultazione sarà un «fiasco», l'afflusso alle urne non supererà il 30-35% e i parlamentari britannici arriveranno a Strasburgo privi di credibilità e autorità. Secondo gli ottimisti, il crescente volume di informazioni, commenti e discorsi non potrà restare senza effetto e almeno il 50% degli elettori deporrà il proprio suffragio. Non sarebbe un successo, ma neppure un disastro. Dal '45, l'afflusso alle undici elezioni nazionali è stato in media del 76%.

Vero è che, nel 1975, l'Inghilterra confermò con un sonoro *yes* il suo desiderio di restare nella Cee, ma la scelta era chiara, i problemi tangibili. Il Parlamento europeo è invece, per gli inglesi, un concetto astratto, un volto sconosciuto. Prima del 7 giugno, l'immagine avrà senza dubbio acquistato contorni più precisi, ma difficilmente avrà acquistato carisma politico e umano. Purtroppo, di tale carisma sono privi anche gli eurocollegi, molto più vasti e popolosi dei tradizionali, con i nomi della geografia amministrativa non con quelli, familiari, della vecchia geografia elettorale. Non si vota per eleggere il rappresentante di un quartiere o di un distretto, ma di una regione.

Tutti questi interrogativi non impediscono però di prevedere l'esito delle votazioni. Non si sa quanti inglesi si presenteranno alle urne, ma si sa chi raccoglierà la maggioranza dei suffragi. Salvo sorprese, vinceranno i conservatori, che potrebbero conquistare circa 50 degli 81 seggi assegnati al Regno Unito. Qualche «proiezione» prospetta anzi 55 seggi per il partito di Margaret Thatcher e 23 soltanto per il Labour Party.

Gli altri tre seggi sono riservati all'Irlanda del Nord, dove, a differenza della Gran Bretagna, non si voterà con il sistema uninominale, bensì con la proporzionale, per proteggere gli interessi della minoranza cattolica. Fra i candidati nordirlandesi appaiono il reverendo Peisley e Bernadette Devlin, adesso signora McAliskey, madre di tre bambini.

E i liberali? Soltanto un'insperata fortuna potrà salvarli dalla sconfitta: e sarà una sconfitta crudele perché il loro partito è l'unico veramente e intensamente europeista. Da anni, da lustri, il piccolo Liberal Party si batte per un Parlamento europeo e ora che questo Parlamento diviene una realtà, non potrà forse accedervi.

Una volta di più i liberali saranno schiacciati dall'inflessibile sistema elettorale, che premia con un seggio soltanto il candidato che ottiene più voti nella sua circoscrizione. Nel febbraio '74, i liberali conquistarono oltre il 18% dei suffragi, nel Regno Unito, ma questo trionfo non fruttò loro che 13 deputati. Nella gara del 7 giugno, la nuova «marea tory» accrescerà il loro svantaggio.

I tories vinceranno non soltanto perché questo è il loro momento, come hanno mostrato le elezioni nazionali, ma anche perché il Labour Party si presenta alla competizione con un atteggiamento ambiguo che confonde il già confusissimo votante. Due su tre dei suoi candidati sono *ex antimarketeers*, cioè ex avversari della partecipazione inglese alla Cee. Il loro rovente antieuropeismo si è attenuato, i più si limitano a tuonare soltanto contro certi aspetti della Cee, come la politica agricola: ma questa conversione, anche se genuina, non convince, talvolta, né chi ama l'Europa né chi la ripudia. Capeggia i socialisti l'ex ministro Barbara Castle, il più noto forse di tutti gli eurocandidati, di tutti i partiti.

E' inutile cercare nomi famosi. Non ci sono. I politici più illustri vogliono restare a Westminster. Soltanto i liberali hanno due uomini di un certo prestigio, Johnston e Mayhew, ma, come abbiamo detto, affrontano una battaglia che sembra già persa. In Inghilterra, scrittori e intellettuali in genere lasciano la politica ai politici, e non ve ne sono infatti né tra i candidati dei partiti né tra i pochissimi indipendenti. Assenti pure attori, stelle della tv o altre vivide «personalità».

Mario Ciriello

La «campagne d'explication» du premier ministre

M. BARRE : rien ne peut se faire si la réconciliation franco-allemande est remise en question

Si M. Jacques Chirac avait été invité à assister à la deuxième réunion en province de la « campagne d'explication » de M. Raymond Barre, il aurait reçu un coup au cœur en entrant, lundi soir 21 mai, dans le hall des expositions d'Annecy où celle-ci a eu lieu. Derrière la tribune officielle, en effet, les organisateurs de la tournée du premier ministre avaient placé le même slogan qu'à Toulon, le jeudi 17 mai : « Continuons l'Europe ! », mais en y ajoutant cette fois trois portraits : celui de Valéry Giscard d'Estaing... et ceux du général de Gaulle et de Georges Pompidou. Ce triple parrainage photographique étant bien entendu destiné à illustrer de la façon la plus suggestive la volonté de M. Raymond Barre d'affirmer la continuité gaullienne de la politique européenne du chef de l'Etat et du gouvernement. N'en déplaise au président du R.P.R.

Le premier ministre a vivement dénié à M. Chirac le droit d'estimer que M. Giscard d'Estaing pratique en l'occurrence « un détournement d'héritage ».

A plusieurs reprises M. Barre a répondu aux arguments présentés par les gaullistes, notamment par M. Michel Debré, en leur reprochant surtout de « réveiller » dans l'électorat la « méfiance » à l'égard de l'Allemagne fédérale.

Les six parlementaires de la Haute-Savoie, qui appartiennent tous à l'U.D.F., MM. Jean Brocard, Georges Pianta, Claude Birraux, députés, Raymond Bouvier, Charles Bosson et Bernard Pellarin, sénateurs, avaient pris place à la tribune officielle, auprès du premier ministre, ainsi que deux colistiers de Mme Simone Veil, M. Jacques Golliet, maire de Thones, seul élu du département figurant parmi les candidats de la liste soutenue par l'U.D.F., et M. Robert Delorozoy, président de l'assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie, qui ont pris tous deux la parole au cours de la réunion.

De notre envoyé spécial

Annecy. — Affirmant le plus sérieusement du monde — comme il l'avait déjà fait à Toulon — que ses déplacements en province ne doivent pas être assimilés à une campagne électorale, M. Raymond Barre s'est réjoui que son meeting d'Annecy se déroule sous les portraits du général de Gaulle, de Georges Pompidou et de M. Giscard d'Estaing, *« les trois présidents de la République qui ont, le premier permis à la France de jouer son rôle dans le Marché commun naissant et qui a contribué à la mise en place de l'union douanière et de la politique agricole commune, le second qui, au sommet de La Haye, en 1969, a compris que l'avenir de la Communauté se jouerait sur les problèmes économiques et monétaires et a fait accepter les grandes idées de l'union économique et monétaire de la Communauté, le troisième parce que dans les périls mondiaux actuels il a entrepris de renforcer l'organisation de cette Communauté, de telle sorte qu'elle puisse avancer vers la confédération européenne sous l'égide du Conseil européen. »*

Le premier ministre a ajouté à l'adresse de M. Chirac : *« J'ai eu l'honneur de servir les deux premiers présidents de la Ve République, j'ai l'honneur d'être le premier ministre du troisième, et je n'admettrai pas de laisser dire qu'il y a dans la politique actuellement menée ce que d'aucuns ont appelé un détournement d'héritage. »*

Le premier ministre a aussi reproché aux partis de l'opposition et au R.P.R. de vouloir transformer le scrutin en *« un jugement sur la politique européenne de la France »* et de se livrer à *« une attaque systématique contre la politique menée par le président de la République et le gouvernement au service de ce que certains appellent l'Europe molle et d'autres, l'Europe mollusque ». « En écoutant toutes les déclarations qui sont faites, on s'aperçoit rapidement que leurs auteurs ne pensent guère à l'Europe,* a ajouté M. Barre. *Ils ont autre chose en tête, et, pour les plus notables de ces protagonistes, ils n'ont pas en tête le 10 juin 1979, mais 1981. »*

A cette confusion, le premier ministre a opposé les deux grandes idées du gouvernement : *« Préserver ce qui a été acquis depuis vingt ans »* et *« faire progresser l'union européenne ».*

La première se résume à cinq objectifs : maintenir l'union douanière, défendre la politique agricole commune, développer l'union économique et monétaire, accentuer l'aide aux pays en voie de développement, étendre la coopération politique entre les pays membres de la Communauté, afin qu'ils s'expriment d'*« une seule voix ».*

La seconde doit répondre à trois préoccupations : intensifier l'organisation économique et sociale de la Communauté, élargir celle-ci à l'Espagne et au Portugal, organiser l'Europe sur un mode confédéral.

« Pas question de vendre la France à l'encan »

En conclusion M. Barre a répliqué à ceux qui estiment, chez les gaullistes et les communistes, que la vision giscardienne de la construction européenne voue la France à la domination de l'Allemagne fédérale : *« Il n'est pas question de vendre la France à l'encan, de l'abandonner ou de procéder à une quelconque inféodation de la France.*

» On entend des voix qui réveillent la méfiance à l'égard de l'Allemagne fédérale. Rien ne peut se faire si la réconciliation franco-allemande est remise en question, si l'entente franco-allemande n'existe pas (...). Ne laissons pas se réveiller en France ces craintes à l'égard de notre voisin. Elles expriment un complexe d'infériorité que la France n'a pas à avoir (...). Tout le monde sait que si de nouveau une rupture, la méfiance et la haine intervenaient entre la France et la République fédérale d'Allemagne, alors notre vieux continent s'écroulerait, même si nous ne nous faisions pas la guerre. Il s'écroulerait parce que se créerait un climat de méfiance qui susciterait à nouveau toutes les manœuvres et toutes les pressions des superpuissances (...).

M. Barre poursuivra sa campagne électorale en province en se rendant, le lundi 28 mai, à Autun (Saône-et-Loire).

ALAIN ROLLAT.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Il Popolo

di ..... del 24/IV/79

Acque ancora agitate dopo il congresso Ces

ROMA — Era probabilmente destino che il '79 — con le elezioni del 10 giugno — divenisse l'anno dell'Europa. Accanto alla consultazione per il Parlamento CEE, molti sono però i problemi che oggi fanno pensare ad un anno di particolare rilievo per l'ambito comunitario. Alcuni in negativo (crisi energetica, disoccupazione a livelli record), altri meno preoccuponti; ma tutti, inequivocabilmente, proiettati su un quadro globale da cui l'unica realtà desumibile con estrema certezza è quella riguardante la necessità di cooperare in maniera più stringente

Anche il sindacato non rifugge da simile, necessaria, impostazione. Anzi, la consolida, stando a quelli che sono stati i risultati del recente congresso di Monaco di Baviera. La « grinta » con cui la CES è uscita dalla settimana monacense riflette una più determinata volontà di unificare obiettivi, metodi di lotta, decisioni. E che i risultati non debbano poi essere attesi a lungo, già lo si è visto quando — due giorni or sono — a Bruxelles, la CES ha ritirato i propri rappresentanti dal « comitato permanente per l'occupazione » per protestare contro le posizioni espresse da Governi ed imprenditori europei sulla questione della riduzione d'orario. « Si può dire — faceva notare ieri il segretario confederale della Cisl, Crea — che, di fatto, anche a livello comunitario si sia aperta la vertenza sulla riduzione dell'orario ».

Giudizio, quello di Crea, forse un po' affrettato ma senz'altro veritiero nel merito data la estrema « decisione », la « grinta » e la compattezza mostrata dalla CES non solo nei proclami lanciati da Monaco ma anche — per l'appunto — alla prima occasione di un reale confronto sui temi dell'occupazione. Meno compattezza invece — e gli echi si sono avvertiti anche ieri — sul problema della vicepresidenza italiana della confederazione.

La storia è nota. Nonostante un personale invito di Vetter e Kok a Carniti perché sostituisse Macario, lo stesso leader della Cisl aveva opposto un rifiuto, proponendo invece che si passasse ad una rotazione (con Lama e Benvenuto) visto che, in fin dei conti, la Cisl (prima con Storti e poi con Macario) aveva tenuto la vice presidenza per sei anni. A questo punto (e dopo aver insistito a lungo affinché Lama venisse nominato per l'intero triennio), la Cgil si trovava costretta ad accettare la rotazione, impuntandosi però sul fatto che il suo segretario generale dovesse essere il primo della lista.

Come è altrettanto noto, la questione ha subito un rinvio. Saranno le stesse confederazioni italiane a doversi pronunciare. Ma che le acque non siano ancora calme (e come la Cgil miri alla carica secondo la sua interpretazione) lo si è già potuto notare ieri con giudizi di Lama e Marianetti a « l'Unità » e con un articolo scritto da Gabaglio per il settimanale della Cisl. Nel primo caso si tende a sottolineare quasi « il diritto » della Cgil ad avere un ruolo di primo piano in ambito CES e si sostiene che il sindacalismo europeo guarda ora a sinistra perché, in pratica, si è fatto più duro (ma allora gli autonomi dove stanno? E poi non era la Cgil a sostenere all'Eur la politica della responsabilità? E, ancora, come conciliare gli sguardi a sinistra del sindacalismo europeo con il « no » a mezza bocca che si sarebbe pronunciato nei confronti di Lama?). Nell'articolo di Gabaglio, di converso, si difende l'impostazione Cisl « chiara e non destinata a mutare ». Si è rinunciato autonomamente ad un mandato triennale di Carniti per il rispetto del legame con Cgil e Uil ma — sostiene Gabaglio — ciò non può voler dire emarginare la Cisl dal contesto europeo, a meno che non vi siano motivi di carattere elettoralistico che, certo, stonano in tale ambito.

A.

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale LA REPUBBLICA

del 24/5 - 24 -

Carniti insiste per la vicepresidenza

Lama esalta la svolta del sindacato europeo

ROMA — La decisione della Confederazione europea dei sindacati (Ces) di abbandonare martedì i lavori del comitato permanente per l'occupazione della Cee è stata commentata dai sindacati che sottolineano la nuova forza che l'organismo sindacale europeo ha assunto con il recente congresso di Monaco. Il segretario confederale della Cisl presente martedì a Bruxelles, Eraldo Crea, ha dichiarato che il fatto «riveste il significato di una vera e propria svolta».

«In questo modo — ha detto — si è aperta di fatto anche a livello europeo la vertenza per la riduzione dell'orario di lavoro, in quanto si è messo in moto un meccanismo che prepara e determina le fasi successive di sviluppo di iniziativa e di pressione sindacale». Un primo momento di verifica, secondo l'esponente della Cisl, è costituito al riguardo dalla prevista riunione della seconda metà di giugno del vertice dei capi di Stato e di governo «che non potà ignorare che il tema della riduzione dell'orario di lavoro è ormai posto fra i punti prioritari

Anche per il segretario generale della Cgil, Luciano Lama che ha parlato nel corso di un'assemblea di quadri del sindacato edili della confederazione, si tratta «della prima volta che a livello europeo, trovatisi in disaccordo con gli esponenti dei governi e del padronato, i sindacati lasciano una riunione e decidono che il prossimo esecutivo della Ces chiamerà i lavoratori europei alla lotta». Secondo Lama questa è la logica conseguenza della svolta operata dal congresso di Monaco. Al congresso della Ces, ha detto infatti Lama, «abbiamo registrato un fatto nuovo: le forze che organizzano i lavoratori sul piano politico sono diverse, ma tutte o quasi tutte stanno prendendo coscienza che la crisi richiede una strategia nuova» per la quale non bastano più le pur notevoli riforme sociali, «ma occorre puntare a un cambiamento della società. Questo discorso lo abbiamo sentito fare dai socialdemocratici tedeschi, come da quelli dei paesi nordici — ha concluso Lama —. C'è qualcosa che cambia in questa vecchia Europa.

Commentando da parte sua i risultati del congresso di Monaco, la Cisl esprime un giudizio — con un articolo che apparirà sul prossimo numero di «Conquiste del lavoro» — sul problema della vice presidenza italiana e del dilemma Lama-Carniti. La Cisl ribadisce la necessità di una «rotazione» dell'incarico tra i tre segretari generali italiani a partire da Carniti

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Il Tempo

del 24/V/75

INFLITTI DUE ANNI DI RECLUSIONE E UNA MULTA

Dure condanne dei libici ai nove pescatori italiani

Il tribunale di Misurata li ha accusati di violazione delle acque territoriali
Stessa condanna per il comandante del «Prudentia» - Appello fra 7 giorni

DAL NOSTRO CORRISPONDENTE

Mazara del Vallo, 23 maggio

Tutta la marineria mazarese è in stato di agitazione per la pesante condanna inflitta ai nove pescatori del «Giacoma Rustico». Il tribunale libico ha infatti condannato il capitano Vito Asaro, il capopesca Vito Siracusa ed i *marò* Andrea Giacalone, Vincenzo Gennaro, Calogero Siracusa, Giuseppe Calambrino, Vito Bonsignore, Giacomo Manzo ed un tunisino, imbarcatosi a quanto pare clandestinamente sul battello mazarese, a due anni di reclusione e al pagamento di un'ammenda di mille *dinari*, circa tre milioni di lire ciascuno.

Il tribunale di Misurata li ha quindi riconosciuti colpevoli di aver violato le acque territoriali libiche. La difesa, dal canto suo, aveva sostenuto la non colpevolezza dei membri dell'equipaggio, asserendo che eventuali responsabilità avrebbero dovuto essere addebitate soltanto al comandante del natante mazarese. Fra una settimana sarà celebrato il processo d'appello

Anche il comandante del «Prudentia», Giuseppe Foggia, il quale nei giorni scorsi aveva ottenuto la libertà provvisoria, come il capitano Giovanni Letterato, del motopesca «Cadore» è stato condannato oggi alla stessa pena: due anni di reclusione. Per lui, non è stato però ancora accolto il ricorso d'appello.

A Mazara del Vallo l'esito del processo ha suscitato malcontento e rabbia fra le migliaia di marittimi che vedono sempre più compromessa la loro attività.

Il presidente dell'Associazione liberi armatori, dottor Ignazio Giacalone, ci ha detto: «*Non riesco ancora a credere a questo verdetto pronunziato con tanta severità dai giudici di Gheddafi. Non pensavo che i libici arrivassero a tanto, dopo le promesse fatte al nostro ambasciatore Marotta, al sottosegretario agli Affari Esteri, Santuzo, ed al nostro ministro per il Commercio con l'Estero, on. Stammati.*

In piazza Regina si notano capannelli formati da alcuni pescatori. Tra questi, intravediamo il giovane Domenico Ingargiola, di 28 anni, che il 26 marzo scorso, giorno della cattura dei nove pescatori, si trovava sul «Giacoma Rustico». «*Eravamo in acque territoriali e stavamo svolgendo una regolare battuta di pesca quando una vedetta della marina militare libica si accostò al nostro natante. Tre uomini armati salirono a bordo e fecero prigionieri otto miei compagni assieme al comandante. Io salii sull'albero maestro dopo una colluttazione con i libici e mi rifiutai di scendere. Non nascondo che avevo tanta paura, ma ebbi il coraggio di non accettare l'ordine imposto. Alla fine, i libici mi abbandonaro sul peschereccio e si allontanarono con gli altri membri dell'equipaggio. Non mi persi d'animo, inserii il pilota automatico e salii in coperta a dirigere il motopesca. Solo più tardi saltarono fuori altri due pescatori che si erano nascosti sotto le reti*

Sabato prossimo, una delegazione italiana composta dai funzionari dei ministeri degli Esteri, della Marina mercantile ed i rappresentanti della categoria armatoriale si recherà a Tripoli

Intanto, oggi pomeriggio alle 16, si è tenuta una riunione interministeriale presso il dicastero degli Esteri. Erano presenti il ministro Forlani, funzionari dei vari dicasteri, il sindaco di Mazara del Vallo, prof. Nicola Billardello, e i presidenti delle due associazioni armatoriali mazaresi per esaminare il problema dei rapporti italo-tunisini, nonché la necessità di rafforzare la vigilanza nelle acque territoriali del Canale di Sicilia. Alla riunione è intervenuto anche un funzionario che, su incarico del ministro Forlani, si era recato a Bruxelles per sollecitare la Comunità Economica Europea a negoziare al più presto con la vicina Repubblica tunisina.

GIUSEPPE BRUCCULERI

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Avanti

di ..... del 25/V/79

Condannati a due anni 9 pescatori di Mazara

MAZARA DEL VALLO, 23 — Commenti e reazioni ha suscitato a Mazara del Vallo la condanna dei nove pescatori del motopeschereccio «Giacoma Rustico» da parte del tribunale di Misurata. I pescatori siciliani sono stati condannati ieri a due anni di reclusione ciascuno e ad una forte multa per avere esercitato la pesca senza autorizzazione nelle acque territoriali libiche. Per questo reato i nove si trovavano in carcere dal 26 marzo.

I marittimi condannati sono il capitano del motopeschereccio, Vito Asaro, il capopesca Vito Siracusa e i marinai Giuseppe Calandrino, Andrea Giacalone, Vincenzo Gennaro, Calogero Siracusa, Vito Bonsignore, Giacomo Manzo e un marittimo tunisino.

«Sono demoralizzato e profondamente rattristato», ha detto Ignazio Giacalone presidente dell'Associazione armatori Mazaresi. «La sentenza deve far riflettere gli ambienti marinari. Non pensavo che i libici arrivassero a tanto dopo le esplicite promesse fatte al ministro Stammati in occasione della sua visita a Tripoli. Evidentemente i rapporti tra i due governi, in questo momento, non devono essere dei migliori. Nei rapporti con i libici siamo arrivati ad una svolta e si entra in una nuova fase. Aspettiamo — ha proseguito Giacalone — la motivazione della sentenza per poterci raccapezzare meglio».

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale IL MESSAGGERO

di ..... del 24/5/79 p. 5

L'ambasciatore somalo

Contro i colpevoli il consolato sarà parte civile

Volantinaggio per i somali

Non era un rifugiato politico, non si era mai interessato di politica. E' quanto ha affermato ieri il dottor Salah Mohamed Alì, ambasciatore somalo a Roma, parlando di Ahamed Ali Giama. «Uccidere un uomo bruciandolo vivo è un assassinio mostruoso — ha detto l'ambasciatore — un'azione gratuita dagli sfondi psicologici oscuri, contro un giovane che non aveva mai torto un capello a nessuno anche se non aveva troppa cura di se stesso».

«Non era un rifugiato politico, era giunto in Italia circa un anno fa con regolare passaporto. A noi aveva comunicato che si sarebbe poi trasferito in Svizzera. Non sappiamo se sia poi tornato o se non si fosse mai mosso da Roma. Del suo modo di vivere eravamo a conoscenza e proprio per questo avevamo deciso di farlo rimpatriare fra breve con un'altra decina di nostri connazionali che vivono nella capitale ai limiti della sopravvivenza».

L'ambasciatore ha precisato poi che Ahamed Ali Giama aveva studiato giurisprudenza in Urss, all'università di Kiev con una borsa di studio concessa dalle autorità sovietiche a giovani del terzo mondo. Non era però giunto alla laurea e prima del termine degli studi era rientrato in patria. In Somalia aveva ottenuto un impiego, «un lavoro abbastanza ben pagato» ha detto l'ambasciatore, come vice cancelliere di un tribunale. Ma anche questa volta si era «volontariamente» dimesso per trasferirsi in Italia.

Prima con gli studi, poi con il lavoro. In ambedue i casi aveva abbandonato. Perché? «Non certo per motivi politici» ha sostenuto l'ambasciatore. «Si deve piuttosto vagliare la personalità di Ahamed Ali Giama. Anche lui come molti altri giovani dei paesi del terzo mondo era attirato dalla speranza di una vita più prospera. Ma giunto qui, in un paese europeo, tutto si è fatto più duro. Così dalla frustrazione si giunge al decadimento». Ha parlato poi della comunità somala «ufficiale» in Italia, un migliaio di persone fra cui studenti, piccoli commercianti, impieghi saltuari. Vi sono poi migliaia di somali che vengono per qualche tempo in Italia e ne ripartono senza lasciare traccia. Un fenomeno incontrollabile. Tuttavia per quanto riguarda l'ambasciata non risultano casi di somali coinvolti in lavoro nero o, se non altro, di connazionali che si lamentano delle loro condizioni di lavoro.

Il consolato della Repubblica democratica somala a Roma, si costituirà, su incarico dei parenti, parte civile nel processo contro gli autori del delitto. L'episodio, ha precisato l'ambasciatore, non apporterà comunque problemi per le relazioni tra Italia e Somalia. L'ambasciatore ha detto ancora: «L'Italia non è un paese razzista. Conosco il paese, conosco la gente: possono esserci casi isolati di intolleranza, ma non si può parlare in Italia di conflitti razziali».

Sulla vicenda c'è un intervento del movimento patriottico per l'indipendenza e l'unità nazionale somala, della federazione studenti africani in Italia e dei patrioti eritrei in Italia. Le tre organizzazioni esprimono la loro «rabbia e indignazione» e attribuiscono il fatto alla «conseguenza di una campagna politica prevalente in Italia che presenta i popoli e paesi africani e del terzo mondo in generale come responsabili della crisi politica ed economica del sistema imperialista e socialcomunista, come responsabili della crisi energetica e della disoccupazione e degli aumenti dei prezzi che travagliano i paesi industrializzati».

Condannano infine la mancata tutela e il completo disinteresse per gli interessi della gioventù somala in Italia, da parte del governo somalo e della sua ambasciata a Roma.

Gli studenti somali in Italia, in un'assemblea a Padova hanno inviato un appello a tutti gli organi di stampa affinché si occupino più profondamente del «caso Somalia» «perché solo così si potranno evitare altri lutti al popolo somalo».

«E' morto a Roma un altro somalo, per motivi misteriosi, che costituiranno forse il solo interesse della stampa. Nessuno si fermerà a pensare ai motivi — conclude il messaggio — che hanno portato questo, come altre migliaia di somali, fuori dal loro paese, motivi che non sono soltanto economici ma dovuti alla svolta politica caratterizzata dall'ascesa al potere di una casta militare, che ha visto il terrore, la nascita di carceri e scomparire fisicamente migliaia di figli della Somalia».